

SVÉTLANA
ASKOLOOVA

LE TRADE UNIONISME AMÉRICAIN

FORMATION D'UNE IDÉOLOGIE

(FIN DU XIX^e-DÉBUT DU XX^e SIÈCLE)

Paula Marchina
23/3/16



EDITIONS DU PROGRES
MOSCOU 1981

Titre original :

Формирование идеологии американского тред-юнионизма

© Издательство «Наука», 1976

© Editions du Progrès, 1981, pour la traduction française

Imprimé en Union Soviétique

A $\frac{11107-764}{014(01)-81}$ 195—81

1005000000

Compte tenu du niveau politique élevé du mouvement ouvrier, de l'ampleur du mouvement syndical et des grandes traditions révolutionnaires et démocratiques du peuple de France, l'auteur estime que l'histoire de la lutte de classe et des mouvements démocratiques de masse dans d'autres pays et, en particulier, les problèmes du trade-unionisme américain, intéresseront sans aucun doute le lecteur français.

Le mouvement ouvrier est, dans chaque pays, influencé par les particularités de l'histoire de ce pays, de ses traditions, de son régime politique, du caractère de l'évolution du capitalisme. Par ailleurs, l'histoire de la classe ouvrière et de son mouvement reflète les tendances et les lois générales de leur développement dans les divers pays.

La lutte contre l'opportunisme est précisément l'une de ces lois générales. L'opportunisme a, comme on le sait, deux variantes : le trade-unionisme et l'anarcho-syndicalisme. La première se manifeste avec une force particulière aux Etats-Unis, la seconde en France. En dépit de toutes leurs différences, le trade-unionisme et l'anarcho-syndicalisme ont ceci de commun qu'ils sont en fait, l'un et l'autre, « une arme organisée de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier¹ ». Les trade-unionistes comme les anarcho-syndicalistes sous-estiment la lutte politique et révolutionnaire, la nécessité de l'existence d'un parti de la classe ouvrière, prêchent la collaboration de classe avec la bourgeoisie, divisent les rangs de la classe ouvrière et de son mouvement.

On ne peut sous-estimer le tort réel et potentiel causé par ces deux tendances de l'opportunisme. Leur étude, l'analyse scientifique de leur passé et de leur présent ont

1. V. LÉNINE : *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 35, p. 193.

non seulement une importance théorique, mais aussi pratique, surtout à l'heure actuelle où s'exacerbe, sur le fond de la détente internationale, la lutte opposant les forces de la réaction et du progrès, les deux systèmes mondiaux.

C'est en cela que l'auteur voit le sens et la destination de son ouvrage consacré à l'histoire de la naissance et du développement du trade-unionisme américain. L'étude de l'influence des principaux processus socio-économiques et politiques aux Etats-Unis, dans le dernier quart du siècle passé et dans les premières décennies de notre siècle, sur la formation des opinions, des critères axiologiques, du comportement politique, de l'expérience sociale et politique de la classe ouvrière américaine et de ses différentes couches, contribue, de l'avis de l'auteur, à l'analyse scientifique des conceptions actuelles de la « participation sociale » et de la collaboration de classe. Les vieilles erreurs du mouvement ouvrier « reparaissent toujours à l'improviste sous une forme un peu nouvelle, sous un aspect ou dans un décor qu'on ne leur connaissait pas encore, dans une ambiance singulière plus ou moins originale ² ».

Le trade-unionisme américain ou le gompersisme ³ prit corps dans le dernier quart du siècle dernier, au moment où le capitalisme américain passait au stade de l'impérialisme. Le trade-unionisme reflétait les intérêts d'une mince couche d'ouvriers qualifiés des Etats-Unis. Cependant, l'idéologie et la pratique du trade-unionisme américain influencèrent fortement la formation de la conscience de masse de la classe ouvrière des Etats-Unis, le caractère du mouvement ouvrier dans ce pays. Par ailleurs, l'A.F.L., en tant que partie de la classe ouvrière américaine et de son mouvement, subit l'action des processus qui se déroulaient

2. V. LENINE : *Œuvres*, t. 31, p. 26.

3. En 1881 fut fondée aux Etats-Unis la *Federation of Organized Trade and Labor Unions of America and Canada*, qui devint par la suite, en 1886, l'*American Federation of Labor* (Fédération américaine du Travail). Elle fut dirigée dans la période considérée par Samuel Gompers. « ... Des gens comme M. Legien en Allemagne ou M. Gompers aux Etats-Unis, écrivait Lénine, nous les considérons comme des bourgeois, et estimons que leur politique n'est pas socialiste, mais nationaliste bourgeoise. MM. Legien, Gompers et leurs semblables ne sont pas les porte-parole de la classe ouvrière : ils n'en représentent que l'aristocratie et la bureaucratie » (*Œuvres*, t. 21, p. 443). On peut en dire autant de George Meany, leader réactionnaire de l'A.F.L.-C.I.O.

en son sein. Dans les périodes d'essor du mouvement ouvrier, la lutte entre les deux tendances de l'A.F.L. — révolutionnaire et opportuniste — s'accroissait. Selon les circonstances, l'influence des gompersistes tantôt se renforçait, tantôt s'affaiblissait.

L'idéologie du trade-unionisme américain se forma dans les conditions extrêmement favorables au développement du capitalisme aux Etats-Unis, lorsque la bourgeoisie y avait la possibilité de séduire et d'entraîner à sa suite une grande partie des ouvriers américains. Elle pouvait déjà le faire sous le capitalisme prémonopoliste, mais cette possibilité s'élargit fortement dans la période de l'impérialisme.

Les idéologues du « trade-unionisme pur », qui opposaient les tâches immédiates aux buts à long terme de la lutte de classe des ouvriers, rejetaient la lutte politique et révolutionnaire, l'alliance de combat des ouvriers qualifiés et non qualifiés avec les travailleurs noirs et immigrés. Leur ligne raciste et nationaliste divisait la classe ouvrière des Etats-Unis et son mouvement de libération contre l'esclavage salarié, contre le joug des monopoles. S. Gompers, A. Strasser, P. McGuire et d'autres leaders syndicaux propageaient au sein du mouvement syndical les idées de la collaboration de classe.

Cependant, le trade-unionisme ne fut pas la seule tendance dans le mouvement ouvrier américain. L'A.F.L. apparut et se développa dans une période où les ouvriers américains avaient déjà une expérience considérable de la lutte de classe. Les premiers syndicats avaient été fondés aux Etats-Unis au début du siècle dernier. Entre les années 20 et 40, les idées de Charles Fourier et de Robert Owen, grands socialistes utopistes, devinrent populaires dans le pays.

Le marxisme commença à pénétrer aux Etats-Unis vers 1850. On ne saurait sous-estimer la contribution de J. Weydemeyer, F. Sorge, S. Meyer et d'autres marxistes américains au développement du mouvement ouvrier et syndical aux Etats-Unis. Ils défendaient avec esprit de suite les droits des syndicats, leur rôle important dans le mouvement ouvrier. En même temps, les marxistes critiquaient les immigrants socialistes pour leur isolement du mouvement ouvrier américain, insistant sur la nécessité, pour eux, de l'étudier soigneusement et d'y participer activement.

Les marxistes s'élevaient contre la limitation du mouvement syndical uniquement aux tâches économiques, contre le renoncement à la lutte politique. En 1853, J. Weydemeyer fonda l'*American Labor League* (la Ligue américaine du Travail), qui préconisait l'union de tous les ouvriers du pays et leur lutte politique indépendante. Il condamna vigoureusement les leaders syndicaux qui refusaient l'adhésion des ouvriers sous-qualifiés aux unions corporatives. Déjà aux premiers stades du mouvement trade-unioniste, les marxistes des Etats-Unis avaient scientifiquement argumenté le programme d'activité syndicale, ainsi que les rapports entre les mouvements syndical et socialiste dans le pays.

La guerre de Sécession (1861-1865), ayant aboli l'esclavage des Afro-Américains et accéléré le développement du capitalisme, « prépara le terrain pour la question ouvrière⁴ » dans le pays. Le développement de l'industrie, l'accroissement numérique et la concentration de la classe ouvrière, l'accentuation de l'exploitation capitaliste, contribuèrent à intensifier le mouvement ouvrier et communiste dans le pays. En 1867, le Club communiste de New York devint, après sa fusion avec le Club général des ouvriers allemands aux Etats-Unis, la section de New York de la I^{re} Internationale, présidée par F. Sorge. Les marxistes exercèrent une forte influence sur la *National Labor Union* fondée aux Etats-Unis en 1866 et d'autres organisations ouvrières. Le I^{er} Congrès de la II^e Internationale, tenu à Paris en 1889, décida d'instituer, pour rendre hommage à la lutte héroïque des ouvriers de Chicago en mai 1886⁵, la fête annuelle du 1^{er} Mai et d'organiser, ce jour-là, des manifestations des travailleurs en signe de solidarité prolétarienne.

Les ouvriers américains progressistes membres des *Knights of Labor* (Chevaliers du Travail), fondés en 1869, et des trade-unions, défendirent le principe de la solidarité prolétarienne, les meilleures traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier et syndical aux Etats-Unis.

4. Friedrich A. Sorge's *Labor Movement in the United States*, Greenwood Press, Westport (Conn.), 1977, p. 100.

5. Le 1^{er} mai 1886 les ouvriers lancèrent à Chicago une grève générale pour revendiquer la journée de travail de 8 heures. Plusieurs grévistes furent tués, leurs dirigeants furent exécutés par les autorités.

Le présent ouvrage est fondé sur les documents de diverses organisations ouvrières des Etats-Unis, des textes extraits de la presse ouvrière, des matériaux du Congrès et du gouvernement. L'auteur s'est également servi d'une vaste littérature américaine spécialisée, consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier du pays.

Les historiens et les économistes américains ont commencé à étudier les problèmes de ce mouvement dès le dernier tiers du XIX^e siècle. A l'époque, le prolétariat industriel des Etats-Unis intervint comme classe à l'échelle du pays.

Dans les conditions du passage du capitalisme américain au stade de l'impérialisme et face à l'exacerbation des antagonismes de classe, les idéologues bourgeois cherchaient des moyens d'atténuer les contradictions et conflits sociaux. Ainsi, dans les années 80 et 90 du siècle dernier Richard T. Ely, professeur à l'Université Johns Hopkins, exhortait les Américains « à la fraternité et à l'humilité », préconisant des réformes dans l'esprit du christianisme social. Son livre *The Labor Movement in America*⁶ comporte une documentation recueillie sur le lieu même des plus importantes manifestations et actions de la classe ouvrière américaine. R. T. Ely opposait à l'idéologie du socialisme scientifique les dogmes du socialisme chrétien en tant que moyen capable de résoudre les conflits sociaux aggravés. Le réformisme bourgeois de R. T. Ely admettait l'existence d'organisations ouvrières professant les mêmes opinions.

J. R. Commons, élève de R. T. Ely, qui enseignait dans plusieurs universités des Etats-Unis (en particulier, pendant 28 ans, à l'Université de l'Etat du Wisconsin), fut un grand spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, le fondateur de l'Ecole dite du Wisconsin. Les premières recherches de J. R. Commons *The Distribution of Wealth* (1893) et tout particulièrement *Social Reform and the Churchs* (1894) préfacée par R. T. Ely, accusent l'influence du socialisme chrétien. Par la suite, à « l'époque du progressisme », au début de notre siècle, il créa une tendance nouvelle dans la science historique bourgeoise américaine.

6. R. T. ELY: *The Labor Movement in America*, New York, 1886; voir également ses ouvrages: *Social Aspects of Christianity*, New York, 1889; *Monopolies and Trusts*, New York-London, 1900.

Dans les conditions de l'impérialisme la lutte idéologique aux Etats-Unis refléta les conflits sociaux et politiques de cette période. L'essor du mouvement ouvrier, la propagation des idées socialistes, les progrès de l'esprit radical dans les rangs de la petite et moyenne bourgeoisie, des intellectuels, des représentants des sciences sociales, tout cela rendit plus difficile la tâche des classes gouvernantes qui était de résoudre les contradictions sociales. Divers projets de réformes limitées et de concessions partielles furent conçus. Ils constituèrent le fondement des activités des « progressistes ». J. R. Commons en fut le théoricien. Au début, les adeptes de Commons mirent l'accent sur la collecte et la publication des plus importants documents de l'histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Ensuite, ils procédèrent à la publication de l'histoire du mouvement ouvrier américain en quatre volumes. Cet ouvrage, qui comportait la première analyse scientifique des sources collectées antérieurement, fut durant plusieurs décennies le seul ouvrage capital de l'histoire du mouvement ouvrier américain. Dans sa préface, Commons écrivait que le mouvement ouvrier en Amérique « est issu des particularités américaines ». C'est seulement après les avoir comprises que l'on peut distinguer les différences qui existent entre les Etats-Unis et d'autres pays en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses méthodes d'organisation. De ces particularités découle la philosophie spécifique du mouvement syndical⁷ : la « neutralité » politique, le réformisme, le trade-unionisme de l'A.F.L.

Les adeptes de Commons attribuaient un rôle secondaire à la contradiction entre le travail et le capital, considérant comme facteur déterminant des contradictions sociales la concurrence entre les groupes rivaux tant parmi les capitalistes, que parmi les ouvriers (entre les ouvriers qualifiés et sous-qualifiés). Les adeptes de l'école du Wisconsin, écrit franchement Ph. Taft, représentaient pour l'A.F.L. « des historiens tout à fait compréhensifs et perspicaces qui ont compris ses tâches⁸ ». Les leaders de l'A.F.L. virent dans l'école de Commons la justification scientifique de toute leur ligne, en premier lieu celle de la « neutralité » po-

litique de leur mouvement, de leur approche pragmatique de la solution des problèmes vitaux, de la « liberté individuelle » des membres de l'A.F.L. proclamée par les gomperistes, du prétendu volontarisme. C'est pour cette raison, précisément, qu'après avoir lu les deux premiers tomes de l'*History of Labour in the United States*, Gompers écrivait que ces livres montrent « combien est juste notre politique, surtout en ce qui concerne l'activité politique... Bref, si j'avais eu dans le passé des doutes quant à la justesse du chemin suivi par l'A.F.L., ces volumes d'histoire les ont complètement dissipés⁹ ».

Au moment de la Première Guerre mondiale s'était formée aux Etats-Unis une tendance social-réformiste représentée principalement par les militants centristes et social-chauvins dans le mouvement socialiste : M. Hillquit, A. M. Simons, J. Spargo et autres. En dépit des divergences sur certains problèmes du mouvement ouvrier, la tendance réformiste, dans l'ensemble, reconnaissait le caractère « exclusif » des conditions américaines et érigeait en absolu les particularités du développement du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Ce fut le cas, par exemple, de Hillquit qui ignorait la présence de « classes économiques » aux Etats-Unis dans la première moitié du XIX^e siècle et qui considérait les ouvriers hautement qualifiés comme l'appui social du Parti socialiste¹⁰. Simons avait une position semblable. Il substituait à la notion de « classe ouvrière », porteuse du progrès social, celle de « travailleurs¹¹ ». Même chose pour J. Spargo¹² ainsi que pour W. Walling¹³ qui soutenait l'idée de la paix de classes dans les conditions de la démocratie américaine.

9. Cité d'après le sténogramme de la consultation accordée par le professeur Ph. Foner au secteur d'histoire des Etats-Unis à l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., le 5 mai 1964, p. 43. Pour plus de détails sur l'école de Commons voir S. ASKOLDOVA : « Principale orientation dans l'historiographie bourgeoise américaine du mouvement ouvrier. » — *Voprossy istorii*, 1966, n° 5.

10. Voir M. HILLQUIT : *Present Day Socialism*, Chicago, 1920, p. 38, 43.

11. Voir A. M. SIMONS : *Class struggle in America*, Chicago, 1906.

12. Voir J. SPARGO : *Americanism and Social Democracy*, New York, 1918, p. 15.

13. Voir W. E. WALLING : *American Labor and American Democracy*, vls. I-II, New York, 1926.

7. J. R. COMMONS and ass. : *History of Labour in the United States*, vol. 1, New York, 1918, p. 3.

8. *The School for Workers*, 35th Anniversary Papers. The University of Wisconsin, 1960, p. 20.

La crise générale du capitalisme accéléra la polarisation des points de vue sur le prolétariat américain, son histoire, les perspectives de son développement et de ses luttes. L'aggravation de la lutte de classe au cours de la Première Guerre mondiale et dans la période qui suivit, amena à reconsidérer l'histoire du mouvement ouvrier aux Etats-Unis et la conception du caractère « exclusif » de son développement, à conclure que la « conscience ouvrière avait évolué » dans le sens de sa radicalisation. Ces idées sont caractéristiques du groupe d'historiens (J. Hardman, B. Mitchell, A. Epstein et d'autres) qui formaient, au milieu des années 20, l'aile gauche de l'historiographie bourgeoise ¹⁴.

L. Wolman critiqua vivement dans ses recherches les gompersistes et la voie de développement des syndicats qu'ils imposaient. L'analyse statistique que comportent ses travaux est jusqu'à présent utilisée dans les ouvrages de référence statistiques. Wolman montra que la structure et la politique des unions corporatives faisaient obstacle à l'organisation des ouvriers américains. Les progrès économique et technique rendaient de plus en plus manifeste le divorce entre la position de l'A.F.L. et les besoins du mouvement ouvrier de masse.

L. Lorwin, un des historiens de l'A.F.L., qui admettait dans l'ensemble son idéologie et sa politique, signale les faiblesses structurelles et idéologiques de la Fédération, mises en relief par l'influence accrue des ouvriers sous-qualifiés en dehors de l'A.F.L., ainsi qu'au sein des syndicats où ils étaient admis. « C'est précisément par suite du mécontentement et de la pression exercée par ces ouvriers, écrit L. Lorwin, que la tendance conservatrice n'a jamais régné sans partage au sein de l'A.F.L... Grâce à ces groupes d'ouvriers, la Fédération n'a pas pu se débarrasser entièrement de ses attaches de classe. Leur pression a contraint même les unions corporatives les plus étroites à prendre conscience du danger que présente une rupture totale entre ouvriers qualifiés et non qualifiés ¹⁵ ».

Face aux conflits sociaux aigus de la période de la crise économique mondiale de 1929-1933, L. Lorwin estimait que l'A.F.L. devait prêter l'oreille à l'opinion des ouvriers

14. Voir, par exemple, J. B. HARDMAN(ed) : *American Labour Dynamics*, New York, 1928.

15. L. LORWIN : *The American Federation of Labor*, Washington, 1933, p. 450.

qui n'en faisaient pas partie, intensifier la lutte pour leurs droits économiques et sociaux. C'étaient là des tentatives tardives pour restructurer l'A.F.L. afin de la rapprocher des problèmes de la nouvelle époque.

Toutefois, malgré ces recettes l'A.F.L. n'échappa pas à la crise due à sa composition sociale, à sa structure, à ses principes idéologiques. Ce fait fut constaté par la suite par le groupe de savants, dirigé par W. S. Woytinsky, qui fit une étude sur la situation économique des ouvriers aux Etats-Unis ¹⁶.

Dans son livre sur la « philosophie ouvrière » du gompersisme, publié au plus fort de la crise économique mondiale des années 30, le chercheur américain L. S. Reed écrivait qu'à la fin des années 20, l'idéologie et les activités de l'A.F.L. ne répondaient plus aux exigences de l'époque, d'où la perte de l'influence, autrefois considérable, des trade-unions sur la vie sociale et politique du pays. Selon Reed, l'A.F.L. devait reviser ses positions et sa politique pour s'adapter aux réalités américaines des années 30 ¹⁷.

R. H. Harvey écrivit un livre consacré à la vie et à l'activité de S. Gompers, à l'histoire de l'unionisme corporatif, à la crise de l'A.F.L. « Gompers, note Harvey, prenait constamment la couleur du milieu de la Fédération dans lequel il se trouvait. » Ses flottements dans la recherche d'une issue aux difficultés économiques du XX^e siècle, ses choix tantôt économiques tantôt politiques, « mirent ses partisans devant une faillite évidente ¹⁸ ». Tout en justifiant les activités de Gompers, Harvey dut reconnaître que celui-ci avait agi dans l'intérêt de couches étroites d'ouvriers, provoquant ainsi la crise de l'unionisme corporatif.

Ainsi, dans les années 30, les historiens bourgeois américains furent amenés, sous l'influence de l'activité du mouvement ouvrier et syndical, à mettre en doute l'immuabilité de l'unionisme corporatif aux Etats-Unis. Une tendance critique se fit jour dans l'historiographie bourgeoise américaine.

La théorie du consensus, minimisant les contradictions sociales dans l'histoire des Etats-Unis, exerça une forte in-

16. W. S. WOYTINSKY and ass : *Employment and Wages in the United States*, New York, 1953, p. 233.

17. L. S. REED : *The Labor Philosophy of Samuel Gompers*, New York, 1930, p. 7.

18. R. H. HARVEY : *Samuel Gompers. Champion of the Toiling Masses*, Stanford University Press (California), 1935, p. 337.

fluence dans l'après-guerre sur la science historique américaine. Les néo-conservateurs ainsi que les néo-libéraux s'en tinrent dans la période de la guerre froide à cette conception, soulignant dans leurs travaux l'unité et la stabilité de la société américaine. Même dans la description des importants mouvements sociaux de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, les néo-libéraux, parmi lesquels il y avait d'éminents représentants de la science historique des Etats-Unis tels que R. Hofstadter et A. Schlesinger Jr., mettaient en relief délibérément l'aspect psychologique, refusaient d'analyser les mobiles sociaux, matériels et de classe de ces mouvements.

Les problèmes de la genèse et du développement du mouvement socialiste aux Etats-Unis et les causes des désaccords en son sein dans les premières décennies du XX^e siècle, figurent au premier plan dans les travaux de Kipnis, Shannon, Bedford, Conlin, Olson, Bell et d'autres chercheurs dont les conclusions sont fort contradictoires. I. Kipnis qualifiait le mouvement socialiste d'« aile gauche du mouvement progressiste » de 1912¹⁹. D. Shannon²⁰ n'admettait le socialisme sur le sol américain que comme une certaine forme corrigée du capitalisme, excluant la nature prolétarienne de classe de ce mouvement. D. Bell proclamait la « fin de toute idéologie » en général dans les conditions des Etats-Unis. Il s'éleva contre la conception de la structure de classe de la société américaine, nia l'existence d'un terrain favorable au mouvement socialiste aux Etats-Unis²¹.

En 1961 parut le livre de G. Grob²² consacré aux « conflits idéologiques » dans le mouvement ouvrier. Il soutenait en fait la thèse de l'harmonie des intérêts des syndicats et de la société, de l'absence d'idéologie de classe chez les ouvriers et de leur subordination à l'idéologie unique de la société américaine. G. Grob écrivait que le point faible de l'ouvrage monumental du groupe Commons qui confirmait la théorie pragmatique du mouvement ouvrier, était de « dé-

19. I. KIPNIS: *The American Socialist Movement, 1897-1912*, New York, 1952, p. 423-429.

20. Voir D. SHANNON: *The Socialist Party of America*, New York, 1955.

21. Voir *Socialism and American Life*, Vls. I-II, ed. by D. D. Egbert, S. Persons, Princeton, 1952.

22. G. GROB: *Workers and utopia. A Study of Ideological Conflict in the American Labor Movement, 1865-1900*, Evanston, 1961.

tacher le mouvement ouvrier des principaux courants de la pensée américaine, de concentrer toute l'attention sur les aspects économiques du mouvement organisé²³. Il soulignait que l'« idéologie du mouvement ouvrier organisé fait partie intégrante de la société américaine et de son système d'organisation et de valeurs sociales²⁴ ». C'est bien à partir de ces positions que Grob expliquait la victoire du trade-unionisme sur ses prédécesseurs et rivaux, les organisations ouvrières qui préconisaient des réformes: *National Labor Union* et *Knights of Labor*. G. Grob attribuait une grande importance au rôle personnel des leaders de l'A.F.L., Gompers en tête, dans l'affirmation du mouvement trade-unioniste. Il le montra éloquentement en prenant pour exemple les congrès de l'A.F.L. en 1893-1894. Il faut dire que les documents utilisés par G. Grob témoignent objectivement que les positions de la majorité de la Fédération et celles de sa direction divergent totalement à l'étape décisive de l'histoire de cette organisation. Ils réfutent les thèses de l'auteur lui-même à propos de l'absence, chez les ouvriers américains, d'intérêts et d'idéologie de classe.

La sérieuse aggravation des contradictions sociales aux Etats-Unis à la fin des années 50, les changements survenus dans la situation ouvrière, la montée de la lutte pour les droits civiques mirent sérieusement en doute la théorie du consensus. Sous la domination des monopoles, la révolution scientifique et technique aggrava les conflits sociaux et imposa la nécessité de reconsidérer toute l'histoire des Etats-Unis et, en particulier, l'histoire de la lutte de classe. Les historiens du mouvement ouvrier s'attachèrent donc à étudier les documents, matériaux, journaux non seulement des syndicats nationaux, mais principalement des organisations ouvrières locales, ils analysèrent les actions politiques des ouvriers. Il fallait, reconnurent les historiens américains eux-mêmes, « démontrer que l'histoire du mouvement ouvrier ne peut pas se limiter à décrire la croissance et le déclin, le succès ou l'insuccès des organisations, mais qu'elle doit aussi expliquer le rôle des ouvriers, organisés ou non, dans le processus du développement historique gé-

23. G. GROB: *Workers and utopia. A Study of Ideological Conflict in the American Labor Movement, 1865-1900*, p. 200.

24. *Ibid.*, p. VII.

néral du pays²⁵ ». « Le mouvement ouvrier des États-Unis, écrivaient D. Bell et W. Galenson en 1958, entre dans une phase nouvelle qui exige la révision de nombre de vieilles conceptions²⁶. » Galenson qui, en 1957 déjà, considérait qu'il était encore impossible de « découvrir de nouveaux horizons²⁷ » jusqu'en 1932 dans l'histoire, dut bientôt renoncer à de si catégoriques affirmations. Il s'engagea même dans la campagne pour l'organisation de la revue *Labor History*²⁸, de conférences et symposiums où pourraient être exprimés de nouveaux points de vue sur l'histoire des ouvriers américains.

La revue *Labor History*, qui vit le jour à New York en 1960, entreprit la réalisation de ces plans. Elle ouvrit ses colonnes à la publication de documents et d'articles sur l'histoire du mouvement ouvrier de masse, sur le mouvement socialiste considéré comme partie intégrante du mouvement ouvrier aux États-Unis, sur la lutte idéologique dans les unions corporatives ainsi que sur l'histoire des *Knights of Labor*, des *Industrial Workers of the World* et des trade-unions.

La revue publia plusieurs articles, construits à partir des matériaux des archives et de la presse locales et consacrés aux liens organisationnels et à l'influence idéologique de l'église sur le mouvement syndical, à la position des organisations ouvrières locales sur les problèmes des Noirs. La revue propose de nouveaux matériaux sur la lutte du gompersisme contre les actions et revendications politiques autonomes des ouvriers, sur la soumission du gompersisme aux tendances réformistes bourgeoises dans la sphère politique. D'éminents historiens ainsi que de jeunes chercheurs américains appartenant à diverses tendances collaborèrent à la revue : Ph. Foner, M. Dubofsky, Ph. Taft, M. Derber, J. Weinstein, J. Laslett, F. Greenbaum et autres.

Les recherches de l'historien progressiste M. Dubofsky s'opposent avec succès aux conceptions de la « paix de clas-

25. Th. A. KRUEGER : « American Labor Historiography, Old and New ». A Review Essay. — *Journal of Social History*, 1974, Vol. 4, N 3, p. 281.

26. R. H. ZIEGER : « Workers and Scholars : Recent Trends in American Labor Historiography ». — *Labor History*, 1972, Vol. 13, N 2, p. 247.

27. W. GALENSON : « Reflections on the Writing of labor History ». — *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 11, N 4, p. 91.

28. Pour plus de détails sur la revue voir S. ASKOLDOVA : « La revue *Labor History* ». — *Voprosy istorii*, 1974, N 5.

se » dans l'histoire américaine. Poursuivant sa discussion²⁹ avec les historiens qui traitent le problème du mouvement ouvrier en se fondant sur la théorie de la « limite mobile » au-delà de laquelle il existerait soi-disant à l'Ouest américain une citadelle de l'« esprit libre » exclusif américain, une harmonie stable des relations sociales assainissant l'ensemble de la société américaine, Dubofsky écrivit un livre sur la violente « guerre de classe » qui livrèrent les mineurs de l'Ouest américain aux monopoles à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Cette « guerre » favorisa la cristallisation de l'idéologie de classe et cette idéologie était marxiste³⁰. Dubofsky montra également les efforts déployés par les gompersistes dans la lutte contre le « radicalisme des ouvriers de l'Ouest ».

Certains travaux de M. Dubofsky³¹ contiennent une critique des conceptions nationalistes du gompersisme, de sa politique de discrimination à l'égard des immigrants. L'auteur y aboutit à la conclusion que, pour les immigrants, les « richesses du Nouveau Monde étaient parfois un mirage, tandis que les rêves sur les possibilités que semblait offrir l'Amérique conduisaient très souvent dans les ateliers avec leur sweating-system ». L'A.F.L., écrit Dubofsky, non seulement fermait à ces ouvriers les portes de ses unions, mais aussi mettait en œuvre ses instruments idéologiques et propagandistes pour accentuer les dissensions nationales et diviser les ouvriers.

L'aspect idéologique de ce problème est exposé dans l'ouvrage de Ch. Leinenweber³² qui montra que, durant toute l'histoire du mouvement ouvrier américain, la conception socialiste du monde fut un « contrepoids idéologique »

29. Cette discussion eut lieu à la session de l'Association des historiens du Mississippi en 1954.

30. M. DUBOFSKY : « The Origins of Western Class Radicalism, 1890-1905 ». — *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 2, p. 139.

31. M. DUBOFSKY : « Organized Labor and Immigrant in New York City, 1900-1918 ». — *Labor History*, 1961, Vol. 2, N 2, p. 182-201 ; « Success and Failure of Socialism in New York City, 1900-1918 ». — *Labor History*, 1968, Vol. 9, N 3, p. 361-375 ; *When Workers Organize. New York City in the Progressive Era*, Amherst, 1968.

32. CH. LEINENWEBER : « Immigration and the Decline of Internationalism in the American Working Class Movement, 1864-1919 ». — *Dissertation abstract International*, Michigan, 1969, Vol. XXX, p. 1257-1258 ; « Socialist Opposition to World War I ». — *Radical America*, 1968, Vol. 2, N 2, p. 29-49.

au nationalisme des militants actifs des unions corporatives. Il convient à ce propos de comparer ces conclusions avec les thèses réactionnaires des représentants de l'école du Wisconsin, qui continuent à justifier l'« intolérance raciale » de l'A.F.L. en tant que moyen nécessaire pour assurer la défense des privilèges économiques des membres des unions corporatives. De l'avis de Ph. Taft, cette politique des leaders témoignerait de la « largeur de leurs vues »³³.

A la fin des années 50 se forma un courant radical influencé par l'approche interdisciplinaire, la « nouvelle histoire sociale » et la « nouvelle histoire ouvrière ». Les représentants de ce groupe qui se distinguaient par leur disparité et leurs positions contradictoires, se prononcèrent pour la révision des conceptions de l'évolution sociale répandues aux Etats-Unis et de l'histoire du mouvement ouvrier. D. Montgomery, H. Gutman, E. Thompson, G. Auerbach, J. Weinstein, R. Radosh, St. Thernstrom et d'autres mirent en relief les profonds contrastes sociaux dans l'histoire de la vie américaine, prenant ainsi pour cible la théorie du « consensus » et ses adeptes. Les historiens de la « nouvelle gauche » soumièrent à une critique vigoureuse l'« institutionnalisme » de l'école gomperiste du Wisconsin, condamna les grands syndicats nationaux, ces institutions sociales traditionnelles, et ceux des chercheurs qui orientaient leurs études exclusivement vers celles-ci, négligeant le simple ouvrier, l'« homme invisible »³⁴, c'est-à-dire la majorité écrasante des travailleurs américains. Pour cette raison, la « nouvelle gauche » invitait à concentrer l'attention sur l'analyse des conditions sociales et matérielles de l'ouvrier, de la structure interne et de la mobilité sociale de la classe ouvrière, sur l'étude du niveau d'instruction des ouvriers et leur emploi, bref, sur tout ce qu'elle qualifiait de *Culture* et ce qui devait, selon elle, déterminer les positions, les aspirations et les opinions des ouvriers. Cette approche favorisa l'apparition d'études sur la situation réelle des ouvriers dans les centres industriels et d'une âpre critique de la réalité américaine. Les travaux de H. G. Gut-

33. Ph. TAFT: « Labor History and the Labor Movement Today » — *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 4, p. 76.

34. G. S. AUERBACH (ed): *American Labor*, Indianapolis 1969, p. XX.

man³⁵ sur la situation des ouvriers américains au XIX^e siècle, sont, à cet égard, très intéressants.

D. Montgomery, un autre représentant de cette tendance, aboutit dans ses recherches à la conclusion que les conditions sociales et économiques de la vie américaine des deux premières décennies du XX^e siècle opérèrent un profond changement dans la conscience des masses ouvrières, en la rendant plus radicale et plus critique à l'égard des institutions existantes, y compris dans le mouvement ouvrier, à l'égard des leaders de l'A.F.L. Montgomery relève dans le mouvement ouvrier de masse de nouvelles formes de lutte ainsi que l'entrelacement des intérêts des ouvriers blancs et noirs, des ouvriers immigrants qualifiés et non qualifiés. Les grèves détruisirent le mythe « des mœurs pacifiques » de ces derniers. Elles révélèrent que les nouvelles conditions de production amenèrent les groupes ethniques, ainsi que les diverses couches en leur sein, à se réunir. Le mouvement des ouvriers non organisés, analysé par D. Montgomery sur la base de nouveaux documents convaincants, témoigna de l'évolution de la conscience ouvrière et de l'existence d'un abîme entre l'idéologie propagée par les leaders de l'A.F.L. et la conscience de la majorité des ouvriers américains³⁶.

Notons à ce propos qu'il ressort de ces travaux que les dirigeants syndicaux sont détachés des masses, qu'ils usurpent le droit de décider des problèmes économiques, politiques et idéologiques. R. Radosh exprima l'attitude critique à l'égard de l'actuelle direction de l'A.F.L.-C.I.O., en écrivant que l'étude des idées du corporatisme dans le programme des gomperistes « facilite la compréhension de l'idéologie des leaders du mouvement ouvrier américain dans les années 1960, les fondements idéologiques de la politique ouvrière de Gompers n'ayant guère changé depuis »³⁷.

Alors que les représentants de l'école du Wisconsin de Commons fondaient leurs conclusions sur la documentation issue des organismes centraux de l'A.F.L., les travaux des

35. H. G. GUTMAN: « The Workers Search for Power. Labor in the Gilded Age ». — N. W. MORGAN (ed): *The Gilded Age. A Reappraisal*, New York, 1963.

36. D. MONTGOMERY: « The « New Unionism » and the Transformation of Workers' Consciousness in America ». — *Journal of Social History*, Summer, 1974, Vol. 7, N 4, p. 509-529.

37. *Studies on the Left*, 1966, Vol. 6, N 6, p. 67-68.

historiens appartenant à la « nouvelle gauche » s'appuyaient essentiellement, dans les années 60-70, sur les documents des trade-unions locales témoignant d'un important regain d'activité des ouvriers, notamment dans la vie politique des villes et de certains Etats. Les recherches de cet ordre parurent dans la revue *Labor History*.

De nombreuses et intéressantes recherches traitent de l'intérêt accru de l'Eglise pour les problèmes de la vie sociale à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, de l'influence grandissante des doctrines catholique et protestante sur la mentalité des masses ouvrières. Il s'agit, entre autres, des monographies de H. Browne et H. May datant de la fin des années 40, de M. Karson (1958) et, tout particulièrement, des recherches des années 70 et d'une série d'articles parus dans la revue *Labor History*. L'étude de H. G. Gutman sur le protestantisme et le mouvement ouvrier américain à la fin du XIX^e siècle³⁸ entre également dans ce cadre.

Les travaux de St. Thernstrom focalisent l'attention des historiographes. Dans son enquête, réalisée à Newburyport, il constate la présence des contradictions sociales antagoniques et la cristallisation des positions de classe du prolétariat. Cependant, par la suite, il renonce à cette conclusion, se ralliant au point de vue de l'« exclusivisme » américain et considérant la forte mobilité sociale de la société américaine comme une garantie contre le développement de la solidarité de classe des ouvriers.

En 1970 parut le livre de J. Laslett³⁹ où il démontre d'une façon convaincante que la croissance des tendances socialistes et radicales dans le mouvement ouvrier américain dans les dernières décennies du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle s'est produite sous l'influence de différents facteurs économiques et politiques agissant dans la société américaine. Analysant l'histoire de six grands syndicats influents, l'auteur relate le processus de formation d'éléments socialistes dans la conscience du prolétariat de ce pays. Laslett étudie délibérément les syndicats se distinguant les uns des autres par leur composition ethnique,

38. H. G. GUTMAN: « Protestantism and the American Labor Movement ». — *American Historical Review*, 1966, Vol. LXVII, N 1.

39. J. H. M. LASLETT: *Labor and the Left. A Study of Socialist and Radical Influences in the American Labor Movement, 1881-1924*, New York, 1970.

l'histoire de leur fondation, le niveau de qualification de leurs adhérents, enfin, par leur situation géographique. A partir des documents de ces organisations, Laslett montre qu'il existe en leur sein une sérieuse opposition à l'idéologie et à la politique officielles de l'A.F.L. sur des problèmes fondamentaux tels que le mouvement politique indépendant de la classe ouvrière, la lutte pour les syndicats professionnels et l'insertion des ouvriers non qualifiés dans le mouvement, l'attitude envers les immigrants et la politique d'immigration du gouvernement, la législation ouvrière, le problème des Noirs.

Toutefois, la prémisse méthodologique de Laslett à propos du rôle déterminant des facteurs psychologiques, de la conscience individuelle dans l'orientation politique des ouvriers soulève des objections. Il explique la radicalisation des mineurs de l'Ouest et les luttes de classe acharnées dans cette région non pas par les contradictions sociales et économiques croissantes, mais par l'« esprit indépendant, rebelle, et opposé à la loi⁴⁰ ». Finalement, Laslett aboutit à la conclusion traditionnelle sur l'« exclusivisme » du mouvement ouvrier américain, conditionné par une mobilité sociale élevée, l'« assimilation », l'« intégration » des ouvriers américains dans la structure sociale existante. De ce fait, le radicalisme et le mouvement de classe des années précédentes s'expliquent, selon Laslett, par le ralentissement provisoire de la mobilité sociale.

Ces conceptions des historiens contemporains, bien qu'opposées à Commons et à ses adeptes, s'en rapprochent, néanmoins, sur certains points: lorsqu'il s'agit de démontrer la « décomposition » graduelle de la classe ouvrière, son « intégration » au système capitaliste. Les uns comme les autres fondent ces conclusions sur la thèse de l'absence de clivages sociaux stables dans la société américaine, ceux-ci étant soumis à l'influence destructrice des processus « moraux et psychologiques », qui uniraient les diverses couches de la société américaine. De l'avis des historiens mentionnés, ces processus déterminent précisément les critères axiologiques et les positions politiques dans la société américaine, neutralisant l'action des processus socio-économiques, faisant de la classe ouvrière une catégorie sociale amorphe, sans personnalité et se dissolvant dans la société capitaliste.

40. J. H. LASLETT: *Labor and the Left...*, p. 281.

Dans les années 70, sous l'impact de la désagrégation du mouvement estudiantin radical, appui social de la « nouvelle gauche », ainsi que des succès enregistrés au sein des syndicats par le mouvement de la « base », des historiens tels que S. Lynd, P. Buhle et autres, non seulement révisèrent la thèse sur « l'intégration » du mouvement ouvrier dans la société américaine, mais aussi mirent en relief le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire.

Comme nous le voyons, les conceptions fondamentales et les principes méthodologiques de l'interprétation bourgeoise du mouvement ouvrier américain, élaborés par l'école du Wisconsin, furent utilisés dans la lutte idéologique contre la doctrine socialiste, contre la principale thèse du marxisme sur la mission historique universelle du prolétariat.

Parmi les premiers ouvrages marxistes, il convient de mentionner la monographie de F. Sorge dont la seconde partie qui relate des événements dont l'auteur fut le témoin et le participant direct, présente un intérêt indubitable.

La monographie de A. Bimba⁴¹, écrite dans une optique marxiste, fait la synthèse de la lutte des ouvriers américains. On trouve une abondante documentation sur la lutte du prolétariat américain dans les livres de S. Yellen⁴², R. Boyer et H. Morais⁴³.

W. Foster, grand militant du mouvement ouvrier et communiste américain et international, occupe une place en vue parmi les auteurs qui se sont intéressés aux problèmes majeurs de l'histoire sociale et politique américaine. Ses travaux tels que, par exemple, *Outline Political History of the America* (1951), *The Negro People in American History* (1954) mettent en évidence les lois qui régissent le développement du mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

Ph. Foner⁴⁴ apporta une sérieuse contribution au développement de la recherche historique sur la lutte de classe

aux Etats-Unis. Il est l'auteur d'un ouvrage fondamental en quatre volumes sur l'histoire du mouvement ouvrier américain, du mouvement des Noirs, de certains syndicats, et sur d'autres problèmes cruciaux de l'histoire du prolétariat américain aux XIX^e et XX^e siècles. Les travaux de Ph. Foner sont fondés sur une très vaste documentation, notamment sur les archives des organisations ouvrières locales et de l'A.F.L., les matériaux de la presse ouvrière. Tout cela lui a permis de brosser un tableau éloquent du développement du mouvement ouvrier américain, d'analyser les problèmes du développement de la conscience de classe du prolétariat, de l'idéologie du mouvement ouvrier.

Les recherches marxistes ont considérablement contribué à l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier américain dans la période considérée.

41. A. BIMBA: *The History of the American Working Class*, International Publishers, New York, 1927.

42. S. YELLEN: *American Labor Struggle*, New York, 1936.

43. R. O. BOYER and H. M. MORAIS: *Labor's Untold Story*, Cameron and Kahn, New York, 1955.

44. Ph. FONER: *History of the Labor Movement in the United States*, Vol. I-IV New York, 1947-1965; *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1913*, New York, 1974; *The Fur and Leather Workers Union*, Newark, 1950, etc.

LES PARTICULARITÉS DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME ET DU MOUVEMENT OUVRIER AMÉRICAIN

La formation de la conscience de classe, les principes idéologiques et le programme de la lutte économique et politique du prolétariat américain retiennent l'attention des chercheurs de diverses tendances.

Ayant démontré que le développement de la conscience de classe est avant tout fonction de la situation objective du groupe social dans le système des rapports sociaux, la science marxiste-léniniste a mis en évidence le mécanisme par lequel les processus socio-économiques fondamentaux agissent sur les critères axiologiques et l'action politique de la classe ouvrière aux diverses étapes de son développement.

L'idéologie trade-unioniste n'était pas l'expression adéquate de la situation objective de la classe salariée dans la société capitaliste. Etroitement liée au développement du capitalisme monopoliste dans l'économie américaine de la fin du XIX^e siècle, à l'avènement de l'impérialisme, la formation de l'idéologie du trade-unionisme aux Etats-Unis fut un processus complexe et de longue durée. Celui-ci fut grandement influencé par les conditions spécifiques du développement du capitalisme, la croissance du prolétariat dans ce pays. Dès le début, la société américaine suivit une évolution bourgeoise. Il est tout à fait naturel, comme le faisait remarquer Engels, à propos de la psychologie des ouvriers américains, que dans un pays « qui n'a jamais connu le féodalisme, élevé, dès le début, sur une base bourgeoise, les préjugés bourgeois sont solidement installés même dans la classe ouvrière. Justement, par contraste avec la mère patrie — qui porte encore un travestissement féodal — l'ouvrier américain se figure que la société bourgeoise traditionnellement héritée est une chose par nature et en tout temps progressiste et supérieure, un *nec plus ultra*¹ ».

1. K. MARX, F. ENGELS : *Correspondance*, Editions du Progrès, Moscou, 1971, p. 491.

En 1847, lorsque Marx et Engels écrivirent le *Manifeste du Parti communiste*, le mouvement du prolétariat se limitait essentiellement aux pays d'Europe. A cette époque, non seulement les Etats-Unis attiraient l'énorme afflux d'ouvriers émigrant des pays européens, mais étaient en même temps un vaste marché d'écoulement et une source de matières premières pour l'industrie. L'industrie de transformation de ce pays, riche en produits minéraux et agricoles, était encore peu développée.

« Que tout cela est changé aujourd'hui! écrivaient Marx et Engels en janvier 1882. C'est précisément l'émigration européenne qui a rendu possible le développement colossal de l'agriculture en Amérique du Nord, développement dont la concurrence ébranle dans ses fondements la grande et la petite propriété foncière en Europe. C'est elle qui a, du même coup, donné aux Etats-Unis la possibilité de mettre en exploitation leurs énormes ressources industrielles, et cela avec une énergie et à une échelle telle que le monopole industriel de l'Europe occidentale, et notamment celui de l'Angleterre, disparaîtra à bref délai. Ces deux circonstances réagissent à leur tour de façon révolutionnaire sur l'Amérique elle-même². » Ces termes tirés de la préface de Marx et d'Engels à l'édition russe du *Manifeste du Parti communiste* reflètent les changements survenus dans les domaines social, politique et économique du monde capitaliste en ces trente-cinq années écoulées. Le centre de l'industrie mondiale se déplaçait de l'Angleterre aux Etats-Unis, devenus l'un des plus grands pays du monde. Ce processus fut grandement influencé par la guerre civile, qui impulsa le développement capitaliste des Etats-Unis, leur transformation en un pays capitaliste moderne et l'extension du mouvement ouvrier américain.

Sur le plan social l'évolution de l'industrie américaine conduisit à la formation du prolétariat, au développement d'un mouvement de masse prolétarien à l'échelle nationale dans les années 80 du XIX^e siècle, à la fondation d'importantes unions ouvrières : les *Knights of Labor* (1869), la *Federation of Organized Trade and Labor Unions of America and Canada* (1881), à laquelle succéda l'*American Federation of Labor* (1886).

2. K. MARX, F. ENGELS : *Manifeste du Parti communiste*, Editions du Progrès, Moscou, 1978, p. 9-10.

Après avoir mûri pendant de longues années et surmonté les obstacles américains traditionnels, ce mouvement s'avéra un mouvement ouvrier si nettement exprimé, et se développa avec une telle soudaineté et une telle puissance, constata Engels en janvier 1886³, avant même que les événements n'aient atteint leur apogée. Engels signalait des traits similaires dans le développement du mouvement ouvrier aux Etats-Unis et en Angleterre : « Aussi, observons-nous en Amérique, les mêmes luttes pour une journée de travail plus courte et fixée par la loi, en particulier pour les femmes et les enfants travaillant en usine ; nous voyons fleurir le système du « truck » et le système du « cottage », dans les districts ruraux ; « bosses », capitalistes et leurs représentants, les utilisent comme moyen de domination sur les travailleurs. Lorsque, en 1886, je reçus les journaux américains qui rendaient compte des grandes grèves des mineurs de Pennsylvanie, dans le district de Connellsville, j'eus le sentiment de lire ma propre relation du soulèvement des mineurs de charbon dans le nord de l'Angleterre, en 1844. Même façon de voler les ouvriers au moyen de mesures falsifiées, même système de « truck », même tentative de briser la résistance des mineurs par l'ultime et écrasant moyen des capitalistes : en expulsant les ouvriers de leurs logements, qui appartiennent à l'Administration des Mines⁴. » A partir de l'analyse du développement du capitalisme et des contradictions de classe en Amérique, Engels déduisait l'identité des lois économiques régissant le développement capitaliste de l'Angleterre et de l'Amérique, et aussi, dans une forte mesure, des résultats de celui-ci⁵.

Mais ce « retard » de 40 ans, mentionné par Engels, n'était ni formel ni fortuit. C'était le résultat des mêmes causes et particularités des Etats-Unis qui freinèrent par la suite le développement de la conscience de classe et la cohésion du prolétariat américain.

A propos du contexte objectif dans lequel se constituait le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, il faut avant tout attirer l'attention sur les conditions favorables dans lesquelles se développait la société capitaliste. Celle-ci se caracté-

3. K. MARX, F. ENGELS : *Correspondance*, p. 415.

4. F. ENGELS : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Editions Sociales, Paris, 1961, p. 390.

5. *Ibidem*.

térisait en premier lieu par l'absence de la grande propriété terrienne féodale, des vestiges féodaux et des traditions monarchique, le développement du capitalisme dans l'agriculture par les fermes, la fabuleuse croissance du capital, sa concentration principalement à l'intérieur du pays pour l'exploitation de ses abondantes ressources (vastes gisements de charbon, de fer et autres métaux), une population comptant parmi les plus énergiques au monde. Le capitalisme américain disposait d'une part considérable des capitaux européens, des acquis techniques de l'Ancien Monde, des ouvriers hautement qualifiés d'Europe, d'une main-d'œuvre venue d'Europe, d'Asie, d'Amérique centrale. Allant de pair avec le marché intérieur croissant, le système douanier protectionniste élevait le niveau de vie des Américains⁶.

La situation de la classe ouvrière des Etats-Unis subissait donc l'influence de facteurs historiques contradictoires. L'existence de terres, dites libres, à l'Ouest fut l'un de ces facteurs pendant de nombreuses décennies. Cette circonstance fut, comme on le sait, interprétée par nombre d'historiens bourgeois américains comme la principale et substantielle particularité du développement des Etats-Unis, qui a déterminé l'« exclusivisme américain ». Les marxistes abordèrent d'une autre façon ce problème. Selon Lénine, l'existence d'immenses territoires « libres » favorisa le développement en largeur du capitalisme⁷, le triomphe du développement du capitalisme dans l'agriculture par les fermes. Sur les terres de l'Ouest s'élargissait rapidement le réseau de chemins de fer, bientôt les Etats-Unis devinrent le premier pays ferroviaire du monde ; de gros capitaux furent investis dans l'exploitation des richesses naturelles ; l'industrie s'y développait impétueusement. Tout cela y attira une masse énorme d'Américains dans la force de l'âge. Le

6. Voir K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, Dietz Verlag, Berlin, S. 173. Il y eut également des facteurs de croissance de la population active, tels que l'absence de service militaire obligatoire qui, dans nombre de pays d'Europe, soustrayait les forces les plus vives. Dans les années 70 à 90 du XIX^e siècle F. Sorge et H. Schlüter remarquaient qu'aux Etats-Unis un niveau de vie relativement élevé freinait l'éveil de la conscience de la classe des ouvriers. (Archives de l'Institut du marxisme-léninisme (IML), f. 1, inv. 5, dos. 5313, Lettres des Etats-Unis.)

7. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 36, p. 203-204.

Homestead Act offrait la possibilité d'acquérir de la terre, relativement facilement et à bon marché. Après la guerre civile, une partie du prolétariat américain a réellement profité de cette loi, en devenant fermiers, entrepreneurs, commerçants, et abandonnant ainsi la condition des prolétaires. A leur exemple, une autre partie, encore plus grande, de prolétaires envisageait cette perspective et aspirait à utiliser la loi en vigueur et ses droits. Certes, l'acquisition de la terre, sa culture, la migration vers l'Ouest impliquaient des difficultés et des privations, nécessitaient des économies importantes, mais tant que la possibilité de devenir propriétaire existait, elle empêchait sérieusement la formation d'« un prolétariat permanent, héréditaire⁸ », la cohésion de classe des ouvriers, la pénétration des idées socialistes dans leur conscience. Engels le qualifia de grande soupape de sûreté « faisant obstacle à la formation d'une classe permanente de prolétaires⁹ ». C'est ce que Marx souligna en mai 1865, en écrivant que la « situation d'ouvrier salarié n'est, pour une très grande partie des Américains, qu'un stade transitoire qu'ils sont sûrs de quitter au bout d'un temps plus ou moins rapproché¹⁰ ». Le niveau relativement élevé de mobilité sociale des Américains, les incitant à croire qu'ils pouvaient se débarrasser de l'exploitation par leur promotion personnelle vers les couches supérieures, agissait dans le même sens sur la psychologie des ouvriers américains. Cela influait sur la formation de la conscience de masse des ouvriers, sur leur profil socio-psychologique, encourageait leur esprit pratique et leurs ambitions de propriétaire.

Engels revint à maintes reprises sur ce problème. Il écrivait à F. Sorge à propos du « caractère ambigu du développement de l'Amérique, d'une part, occupée encore de la tâche *primitive* : la mise en valeur des immenses terres vierges, et, de l'autre, obligée déjà à disputer la primauté dans la production industrielle ». Ainsi « dans la tête de l'Américain moyen » prévaut tantôt la « conscience de l'ouvrier industriel », tantôt celle du « paysan labourant les terres vierges¹¹ ».

8. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 36, S. 490.

9. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 21, S. 254.

10. K. MARX : *Travail salarié et capital. Salaire, prix et profit*, Editions Sociales, Paris, 1969, p. 108.

11. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 386.

La situation changea au milieu des années 1880, avec l'épuisement des terres « libres »¹². Le premier stade était dépassé : la « grande soupape de sûreté », qui avait empêché la formation d'une classe constante de prolétaires, classe de salariés américains indigènes, ne fonctionnait plus.

Les terres « libres » disparurent, alors que le développement impétueux du capitalisme aggravait toujours plus les contradictions propres à l'Amérique. Les événements de 1886 aux Etats-Unis (la lutte pour la journée de 8 heures, au printemps, la participation des ouvriers à la campagne politique, en automne, la montée du mouvement gréviste) amenèrent Engels à conclure que si, « en février 1886, l'opinion publique américaine était presque unanime sur ce point : c'est qu'il n'existait pas en Amérique de classe ouvrière, au sens européen du mot ; que, par suite, aucune lutte de classes entre travailleurs et capitalistes, comme celle qui déchire la société européenne, n'était possible dans la République américaine et que le socialisme était donc... incapable de prendre racine dans le sol américain... Mais personne ne pouvait prévoir qu'en si peu de temps le mouvement éclaterait avec une force aussi irrésistible ; qu'il se propagerait avec la rapidité d'un incendie de prairie¹³ ». Engels reliait ces événements à l'extension et à l'approfondissement du développement capitaliste de l'Amérique. Les particularités de l'évolution de ce pays liées à l'existence de territoires « libres », soulignait-il, contribuèrent à l'expansion du capitalisme en largeur, sur les nouvelles terres, ce qui stimulait en définitive le développement ultérieur du capitalisme sur le territoire initial des Etats-Unis.

Ainsi, Marx et Engels avaient scientifiquement argumenté l'influence et le rôle réels des terres « libres », bien avant le savant américain F. Turner qui formula dans les années 90 du XIX^e siècle sa théorie du développement « exclusif » des Etats-Unis en rapport avec l'existence de territoires dits « libres » à l'Ouest, ainsi que de la « limite » mobile. Selon Turner, l'« Ouest » fut la citadelle de dévelop-

12. Au 30 juin 1885, les 3/5 des terres publiques furent transmises aux propriétaires privés, le reste étant essentiellement composé de terres non cultivables. (*US Congress. House Executive Document, 49th Congress, 1st Session, Vol. 15, Report of the Secretary of the Interior*, pt. 5, p. 271).

13. F. ENGELS : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 377.

pement de la « démocratie américaine », jouant prétendument un rôle déterminant dans la formation des idées, des traditions, du « libre esprit » de toutes les couches de la société américaine, les ouvriers y compris. L'« harmonie » des rapports sur les territoires de l'Ouest, affirmait Turner, joua un rôle particulier d'« assainissement » dans le développement de l'ensemble des Etats-Unis, empêchant l'aggravation des conflits sociaux, contribuant à une mobilité sociale si élevée que les Etats-Unis évoluaient de façon « exclusive » par rapport aux autres pays.

Les travaux de nombreux auteurs américains contemporains expriment les mêmes idées. Parmi eux se distingue St. Thernstrom qui affirme que les « possibilités uniques de mobilité sociale des ouvriers américains ¹⁴ » excluent le développement de la conscience de classe du prolétariat et du mouvement socialiste aux Etats-Unis. Thernstrom essaie de faire de Marx son allié, utilisant notamment la caractéristique que celui-ci donna en 1852 des structures de classe de la société américaine. Il soulignait que dans ce pays les « classes déjà constituées, mais non encore fixées, modifient et remplacent constamment... leurs éléments constitutifs ¹⁵ ». Ce que Marx a dit de la situation aux Etats-Unis au milieu du XIX^e siècle, Thernstrom propose de l'appliquer à toute l'histoire ultérieure du pays, ignorant les immenses et cardinaux changements socio-économiques survenus au cours de 50 à 100 années qui suivirent. Or, cette période démontra que le développement capitaliste des pays, notamment des Etats-Unis, confirma la thèse de Marx : « accumulation du capital est donc en même temps accroissement du prolétariat ¹⁶ », alors que les facteurs sociaux

14. ST. THERNSTROM : « Working-Class Social Mobility in Industrial America ». — *Essays in Theory and History*. Cambridge, 1970, p. 221-238. Dans cet article, Thernstrom reprend les conclusions qu'il avait formulées dans son ouvrage de 1964 (*Poverty and Progress*, Cambridge, 1964) où il avait réfuté de façon convaincante le mythe sur les possibilités illimitées qui étaient offertes, paraît-il, aux travailleurs pour accéder aux couches sociales supérieures de la société américaine. L'auteur fonde ses conclusions relatives aux antagonismes de la société américaine sur une étude approfondie de l'histoire de la classe ouvrière dans la ville de Newburyport (Massachusetts) au XIX^e siècle.

15. K. MARX, F. ENGELS : *Œuvres choisies*, Editions du Progrès, Moscou, 1968, p. 102.

16. K. MARX : *Le Capital*, livre I, Editions Sociales, 1976, p. 438.

spécifiques, qui se heurtent constamment à la tendance fondamentale du développement (à la division de la société en deux classes) et lui sont contraires, ne suppriment pas, dans l'ensemble, les lois du processus historique.

Les préjugés raciaux invétérés à l'égard de la population noire du pays, qui freinent la prise de conscience de classe du prolétariat américain, font partie des particularités du développement de la classe ouvrière américaine. Les ouvriers noirs, dont le nombre augmenta fortement après la guerre civile, constituèrent la partie de la classe ouvrière la plus discriminée dans le travail comme sur le plan social, ce qui influa sur la psychologie de masse, l'idéologie et les positions politiques du prolétariat américain.

Avant la guerre de Sécession, on avait enregistré des contacts isolés entre les ouvriers blancs et noirs. Mentionnons à cet égard les entretiens entre le syndicat des garçons de New York et l'organisation correspondante des travailleurs noirs qui finalement, obtinrent un salaire plus élevé (1853) ¹⁷. Mais, dans l'ensemble, comme le notait justement dans son document l'Association des ouvriers de la Nouvelle-Angleterre, les sentiments antinoirs empêchaient sérieusement la consolidation des forces de la classe ouvrière qui ne pouvait réaliser ses objectifs qu'après l'élimination de l'esclavage en Amérique ¹⁸. Or, même après l'abolition formelle de l'esclavage, les préjugés raciaux continuèrent à empoisonner la conscience d'une grande partie du prolétariat américain. Cela se traduisit, en premier lieu, par le refus d'admettre les travailleurs noirs au sein des trade-unions des ouvriers blancs. Même lorsque, après la guerre de Sécession, certaines trade-unions nationales éliminèrent de leurs Statuts les dispositions discriminant les ouvriers noirs, la pratique sur place demeura inchangée ¹⁹. Seule parmi les grandes unions de l'A.F.L., la *United Mine Workers Union* (UMWU), créée en 1890, accepta dans ses rangs les Afro-

17. Ph. FONER : *Organized Labor and the Black Worker, 1619-1913*, New York, Washington, Praeger, 1974, p. 10.

18. Voir H. APTEKER, ed. : *A Documentary History of the Negro People in the United States*, New York, 1951, p. 112.

19. En 1871, par exemple, la *National Cigar Makers' Union* (cigariers) élimina de ses Statuts la disposition sur l'admission des « ouvriers blancs, producteurs de fait des cigares », ayant toutefois habilité ses organisations locales à résoudre les questions d'adhésion. (Ph. FONER : *Organized Labor...*, p. 45.)

Américains. Ils furent élus aux directions des organisations locales de l'U.M.W.U. et à son Comité exécutif²⁰.

Le chauvinisme blanc des confréries de cheminots, des unions corporatives indépendantes de mécaniciens, chauffeurs, conducteurs et stewards se traduisait par leurs démarches ouvertement antinoires et leur propagande raciste. Sous la pression des confréries, apparues dans les années 1863-1890, les ouvriers noirs qualifiés dans les transports se virent menacés d'expulsion. On leur réservait essentiellement les emplois de chargeurs et de porteurs²¹.

La disparité nationale du prolétariat américain, due à l'immigration, en fut une des sources de la faiblesse.

Les immigrants différaient par leur situation de fortune et leur profession. Leur masse essentielle comprenait des ouvriers et des paysans venus d'Europe et d'Asie. Engels faisait remarquer qu'aux Etats-Unis l'immigration divise les « ouvriers en deux groupes : indigènes et étrangers, et derniers, à leur tour, en : 1) Irlandais, 2) Allemands, 3) une multitude de petits groupes : Tchèques, Polonais, Italiens, Scandinaves, etc... Au surplus, les Noirs²² ». L'afflux d'immigrants, de même que les possibilités d'acquérir de la terre, se rapportent essentiellement aux facteurs qui empêchaient les inévitables conséquences du système capitaliste de se manifester entièrement en Amérique, freinaient le développement de la conscience de classe du prolétariat américain. En effet, pendant plusieurs décennies, la grande masse de la population indigène, encore dans la force de l'âge, pouvait se permettre de « refuser » le salariat, d'acquérir de la terre, de devenir propriétaire. Chose impensable pour l'ouvrier immigrant qui venait de débarquer aux Etats-Unis et devait trouver d'urgence un emploi, étant dans une situation matérielle précaire et, souvent, ignorant la langue du pays. Obtenir un lot de terrain n'était guère réel

20. Ph. FONER : *Organized Labor*..., p. 89.

21. Les confréries de cheminots, qui signaient les conventions collectives avec les entrepreneurs, exigeaient de ces derniers le licenciement des ouvriers noirs. Par exemple, en 1890, une des confréries déclencha même une grève, exigeant de la compagnie contrôlant la voie ferrée *Hudson Texas Central* le licenciement des ouvriers noirs. Celle-ci refusa. Le tribunal adopta une position identique en déclarant que l'appartenance raciale ne peut pas déterminer le degré de qualification de l'ouvrier. (Ph. FONER : *Organized Labor*..., p. 104.)

22. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 173.

pour lui, non seulement pour des raisons juridiques (il n'était pas citoyen des Etats-Unis et ne désirait pas toujours le devenir par la suite)²³, mais aussi pour des raisons économiques et psychologiques, en particulier à cause des difficultés d'adaptation. Pratiquement, comme le faisait remarquer Engels, l'ouvrier immigrant n'avait qu'une seule possibilité : « le dur travail salarié, la situation de prolétaire à vie²⁴ ». Cela consolidait la situation d'« aristocratie » des indigènes et d'une faible couche d'ouvriers immigrants hautement qualifiés et favorisait le développement de la mentalité nationaliste chez eux.

Ce sont précisément ces catégories privilégiées d'ouvriers, regroupés en unions corporatives, qui constituaient l'A.F.L. Sa direction, avec à sa tête S. Gompers, s'opposait à ce que d'autres couches d'ouvriers y adhèrent. Aussi les ouvriers immigrants étaient-ils peu nombreux dans les « trade-unions aristocratiques » de l'A.F.L. N'oublions pas que les Américains noirs indigènes n'étaient pas, eux non plus, admis à l'A.F.L., ni les Portoricains, ni les représentants d'autres minorités nationales.

La disparité géographique de la classe ouvrière, due aux conditions historiques de l'immigration, affaiblissait et fractionnait également le mouvement. Les ouvriers immigrés s'installaient de préférence dans les régions où leurs compatriotes étaient déjà assimilés. Ainsi, leurs actions avaient souvent un caractère local, non concomitant. Enfin, des contradictions surgissaient fréquemment entre les organisations ouvrières de diverses régions, ce qui divisait les ouvriers.

Les particularités du développement américain, la réaction spontanée des masses ouvrières à leurs manifestations dans la vie quotidienne contribuèrent à un certain retard de la conscience de masse, freinaient la formation d'un terrain social et psychologique pour la perception des idées de la conception prolétarienne, scientifique du monde.

L'attachement naturel des Américains aux traditions liées à la formation de la nouvelle nation allait dans le même sens.

23. D'après *Homestead Act* (1862), tout citoyen américain ou tout étranger désireux de le devenir pouvaient obtenir un lot de 160 acres au maximum après avoir versé 10 dollars de taxe d'enregistrement.

24. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 21, S. 254.

A cause de ces rapports politiques et sociaux les contradictions entre le prolétariat et la classe capitaliste aux Etats-Unis ne purent longtemps se manifester dans toute leur plénitude et d'une façon suffisamment apparente. De là l'idée que l'« Amérique se situe au-dessus de l'antagonisme de classe, de la lutte de classe ²⁵ ».

Toutes ces circonstances freinaient le développement des intérêts sociaux non seulement de la classe ouvrière, mais aussi des intellectuels et d'autres couches de la société. Leur conscience ne s'élevait pas jusqu'à la généralisation des conditions existantes, se montrait incapable de s'abstraire des tâches concrètes du jour. Là « où le besoin d'une activité pratique et de la concentration du capital a abouti à un mépris généralisé pour toute théorie, mépris dont les milieux les plus instruits de l'intelligentsia commencent seulement à se débarrasser, dans un tel pays les gens ne peuvent comprendre leurs propres intérêts sociaux qu'en commettant une erreur après l'autre ²⁶ », soulignait Engels.

Le progrès technique, le développement des institutions politiques offrirent un vaste champ d'action aux intellectuels. Par ailleurs, ces possibilités accentuaient l'esprit pragmatique dans leur conscience. L'arène politique, le journalisme, le travail de gestion dans l'industrie favorisèrent la promotion des intellectuels et leur bien-être matériel. Pendant longtemps les Etats-Unis ne connurent pas de machine bureaucratique aussi puissante qu'en Prusse, par exemple.

Mais d'un autre côté, les services idéologiques de la classe gouvernante, qui se servaient largement des intellectuels, se développèrent aux Etats-Unis plus tôt et plus rapidement que dans les autres pays.

Tout cela doit être pris en considération lorsqu'on cherche à savoir pourquoi il n'y avait pas, à la direction du mouvement prolétarien américain, de chefs hautement instruits, théoriciens dévoués au prolétariat et défendant avec conséquence ses intérêts vitaux, mais des hommes « d'affaires » à l'esprit « pratique » qui cherchaient à organiser des actions concrètes sur des problèmes particuliers et qui exprimaient les intérêts de couches étroites. S. Gompers, qui dirigea pendant plusieurs décennies

25. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 36, S. 490.

26. *Ibid.*, S. 533.

l'A.F.L., fut précisément ce type de personnalité. C'était d'ailleurs le cas de la majorité écrasante des dirigeants des syndicats locaux et internationaux, ces praticiens de l'unionisme corporatif, de mentalité retardataire, obnubilés par le quotidien, ne se souciant que des avantages économiques des ouvriers de leur corporation.

A propos des leaders gompersistes, l'historien bourgeois R. Hofstadter écrit : « Les leaders ouvriers... formaient un groupe de personnages qui devaient leur promotion à leurs efforts personnels... et, dans ce sens, ils ne se distinguaient pas substantiellement des centaines de leurs pareils dans les corporations industrielles... Ils nourrissaient toujours l'espoir... d'arriver à la respectabilité d'un businessman... A la différence des intellectuels, ils n'étaient pas d'accord avec la condamnation de l'ensemble de la civilisation bourgeoise. Ces leaders étaient de bons patriotes, de bons pères de famille, de bons républicains ou démocrates ²⁷ », faisant preuve dans la société bourgeoise d'esprit pratique et de circonspection.

L'auteur explique ensuite leur aversion pour les « théoriciens instruits » par la crainte d'être évincés par ces derniers de la direction des trade-unions. « Nous sommes contre les théoriciens, déclarait A. Strasser, l'un des leaders de l'A.F.L. Nous sommes tous des praticiens ²⁸ ».

Cet esprit « pratique » des trade-unions aboutissait à une réfutation radicale de la théorie et à une attitude hostile à l'égard des intellectuels. Pour cette raison, Gompers opposait les trade-unions, « organisations purement ouvrières », aux groupements socialistes. Or, sous-estimer la théorie conduit non seulement et inévitablement à ralentir la formation et le développement de la conscience prolétarienne, mais aussi à faciliter la pénétration de concepts idéologiques et politiques étrangers à la classe ouvrière.

Les représentants des intellectuels d'avant-garde ont introduit la théorie socialiste dans la lutte de classe du prolétariat se développant spontanément dans la société capitaliste. Dans aucun mouvement politique ou social, dans aucun pays, il n'y a jamais eu et ne pouvait y avoir

27. R. HOFSTADTER : *Anti-Intellectualism in American Life*, New York, 1964, p. 284-285, 287.

28. *Reports of the US Senate Committee on Education and Labor*, Vol. 1, Washington, 1885, p. 490.

d'autre rapport entre la masse d'une classe ou d'un peuple et les représentants peu nombreux de l'intelligentsia que celui-ci : les guides de la classe en question étaient toujours et partout ses représentants les plus avancés et les plus cultivés²⁹.

Les gompersistes niaient l'idéologie du mouvement ouvrier uniquement en ce qui concernait l'idéologie socialiste. Ceci permettait d'étendre l'influence des opinions bourgeoises opposées à la conception socialiste du monde. Lénine faisait remarquer que le « problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste³⁰ ». Lors de la formation du trade-unionisme américain, la négation de la théorie aboutissait graduellement à l'assimilation des conceptions idéologiques bourgeoises. Opposant leurs tâches concrètes, les buts « accessibles », l'avantage immédiat, aux objectifs à long terme du mouvement prolétarien général, les gompersistes poussaient la classe ouvrière, en particulier, dans le piège idéologique du pragmatisme, cette conception du monde bourgeoise ultra-réactionnaire, caractéristique des Etats-Unis à l'époque de l'impérialisme.

Les militants de la I^{re} Internationale, nombre de socialistes américains furent profondément préoccupés par le faible niveau théorique du mouvement ouvrier américain. Entretenant la traduction en anglais de l'ouvrage d'Engels *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Florence Kelly-Wischnewetzky, socialiste américaine connue, écrivait le 9 juin 1886 à l'auteur : « ... Les Américains sont encore si mal éclairés qu'ils injurient et répudient toute évocation du socialisme ... Le libre-échange ou le protectionnisme, tels sont les motifs essentiels autour desquels se concentre l'activité des politiciens. Les ouvriers, qui sont encore fort loin de comprendre nettement les véritables maux dont ils souffrent, y sont également entraînés ... Et comment peuvent-ils avoir une claire notion de la réalité sans littérature, avec des leaders ignorants, avec une telle expérience politique et face à une presse capitaliste qui est, vraisemblablement, encore plus corrompue que la presse anglaise³¹ ? »

29. Voir V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 4, p. 300.

30. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 5, p. 39.

31. Archives centrales de l'I.M.L., Moscou, f. 1, inv. 5, dos. 4654.

Considérant toutes les couches d'ouvriers américains dans leur ensemble Engels écrivait à Sorge en mars 1887 : « ... Le *Manifeste* et presque tous les petits ouvrages de Marx et les miens sont encore trop difficiles pour les Américains. Les ouvriers s'y engagent seulement dans le mouvement, c'est une matière première à l'état brut, dans le domaine théorique leur retard est particulièrement fort à cause de la mentalité propre à la nature anglo-saxonne en général et aux Américains en particulier, ici il faut partir directement de la pratique, or, pour cela il faut avoir une littérature absolument nouvelle³². » « Pour le moment, écrivait-il à Conrad Schmidt, l'Amérique ne donne pas libre cours à ceux qui s'intéressent à la théorie³³. »

Il n'est pas fortuit que ce soit précisément en Amérique que certaines écoles et doctrines petites-bourgeoises, pseudo-socialistes, déchues en Europe, avaient trouvé refuge. Ainsi, « de pair avec ce qu'il y a de plus nouveau et de plus révolutionnaire, y continue à végéter très tranquillement ce qui est le plus désuet, antédiluvien³⁴ », écrivait Engels.

Les lassalliens et les anarchistes ayant à leur tête J. Most, qui trouva des adeptes dans ce pays et sema la confusion pendant plusieurs années, quittèrent l'Europe pour les Etats-Unis où les conditions favorisaient les mouvements petits-bourgeois qui détournaient de ses principaux buts et tâches la classe ouvrière de ce « pays sectaire ».

Toutes ces circonstances influaient sur le mouvement ouvrier américain plein d'énergie, de forces vitales immenses mais souffrant de la mauvaise préparation théorique de ses dirigeants et de diverses influences idéologiques néfastes.

D'une part, l'émigration d'Europe de nombreux partisans actifs du marxisme, hautement instruits et possédant une expérience de luttes professionnelles et politiques, fut un bonheur pour le prolétariat américain du milieu du XIX^e siècle qui fut « ainsi mis en état de s'approprier et d'utiliser l'acquis intellectuel et moral de quarante ans de lutte de ses compagnons de classe en Europe³⁵ ».

32. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 36, S. 624.

33. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 37, S. 133.

34. *Ibidem*.

35. F. ENGELS : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 383.

Par contre, la vague suivante de l'immigration introduisit un grand nombre de lassalliens qui se considéraient comme les « seuls apôtres de l'authentique Evangile ³⁶ », ils dédaignaient le mouvement syndical et conviaient à se borner à la propagande des idées socialistes et à la participation à la lutte politique. Leur propagande témoignait d'une incompréhension manifeste de la singularité du mouvement ouvrier américain ainsi que de l'exagération des possibilités politiques légales de la classe ouvrière dans les conditions de la démocratie bourgeoise américaine. Les sérieuses erreurs idéologiques des dirigeants du *Socialist Labor Party* (S.L.P.) ³⁷ contribuèrent également à isoler les socialistes du mouvement syndical. Le départ de l'A.F.L. des ouvriers et des socialistes les plus révolutionnaires pour les syndicats, fondés dans les années 90 par D. De Leon et ses partisans, affaiblit grandement l'aile radicale de l'A.F.L. tout en y renforçant les positions des dirigeants gompersistes ³⁸.

L'évolution du *Labor Party of North America-Socialist Labor Party* requiert une analyse à part. Influencé par les marxistes-internationalistes ³⁹, dirigés par F. Sorge, ce parti se maintenait à une position marxiste sur la question du mouvement syndical et des actions politiques indépendantes. A cette nouvelle organisation comme l'écrivait F. Sorge, les « internationalistes ont légué un nom sans tache, lui ont transmis un certain nombre de sections expérimentées, une caisse tout à fait en règle, et ont réussi à faire adopter par le congrès un excellent programme et des décisions adéquates.

« Les anciens membres de l'Internationale connaissent bien le pays, ils ont adapté leur propagande aux conditions exclusives du pays, l'ont développée efficace-

36. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 35, S. 332.

37. Le *Labor Party of North America*, créé en 1876, devint dès 1877 le *Socialist Labor Party*.

38. W. Z. FOSTER : *History of the Communist Party of the United States*, New York, 1952, p. 85.

39. Les internationalistes, militants de la I^{re} Internationale aux Etats-Unis, « dans la plupart des cas, comme l'écrivait F. Sorge, les immigrants des années 40, 50, 60, furent écartés par le nouvel afflux d'immigrants des années 70 ». Voir *Lettres de J. P. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx et d'autres à F. Sorge et à d'autres. Essai biographique*, St-Petersbourg, 1907, p. 25 (en russe).

ment, et se sont implantés avec succès ⁴⁰. » Mais les lassalliens, qui s'étaient emparés de la direction, réussirent dès 1877 à modifier le programme et à imposer aux activités du parti un caractère sectaire (évolution impulsée par le fait qu'il était composé essentiellement d'immigrants allemands). Toutes les propositions et protestations des éléments révolutionnaires « étaient accueillies avec morgue ou restaient tout à fait sans réponse. Dans ces conditions, leur travail dans le parti leur semblait être le rocher de Sisyphe, aussi se mirent-ils à abandonner petit à petit le parti pour adhérer, essentiellement, aux syndicats ⁴¹ ». Un de ces hommes, J. P. MacDonnell, militant syndical connu, écrivait à Engels au printemps 1878 : « La majorité des social-démocrates allemands sont ici tout simplement des enthousiastes qui n'ont rien d'autre qu'une vague idée de la façon dont ils doivent exercer leur contrôle sur le gouvernement. Bien plus, ils se jettent dans le combat électoral — la moitié d'entre eux ne sachant même pas pourquoi —, subissent une défaite totale ou sont absorbés par les greenback ou autres escrocs politiques ⁴² ». Les contradictions au sein du *Socialist Labor Party* affaiblissaient son influence sur le mouvement ouvrier.

Engels analysa à plusieurs reprises la grave situation qui s'était créée dans le S.L.P. Il nota que la position erronée des socialistes des Etats-Unis était due au fait qu'ils subissaient une certaine influence de la part des « socialistes petits-bourgeois », ces « théoriciens ignares » qui avaient perdu en Europe tout espoir de diriger les masses ouvrières, et qui étaient venus aux Etats-Unis après la faillite de leur théorie et après avoir été battus par les marxistes. « Il est toujours possible de trouver chez vous, écrivait Engels à F. Sorge, d'anciens lassalliens, même des gens tels que Sanial, qui serait aujourd'hui considéré en France comme une rare antiquité, peuvent encore jouer un certain rôle en Amérique ⁴³. » La loi contre les socialistes en Allemagne, soulignait Engels, fut un malheur pour

40. *Lettres de J. P. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx et d'autres à F. Sorge et à d'autres. Essai biographique*, p. 25.

41. Friedrich A. Sorge's *Labor Movement in the United States*, p. 200.

42. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos 3886.

43. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 385.

l'Amérique en ce sens qu'elle y amena un nombre considérable de petits-bourgeois qui prétendaient à la direction théorique et pratique du mouvement socialiste aux Etats-Unis et ne voyaient même pas la « nécessité d'étudier la langue du pays, ni de connaître convenablement les conditions de vie en Amérique. Tout cela est incontestablement fort préjudiciable ⁴⁴... ».

Lénine caractérisa plus tard en ces termes la position de Marx et Engels à l'égard des socialistes américains : « ... Marx et Engels luttèrent systématiquement, sans défaillance, contre l'opportunisme dans le Parti social-démocrate allemand et ... poursuivirent le philistinisme d'intellectuels et l'esprit petit-bourgeois dans le socialisme ⁴⁵. » C'est avec une grande amertume que H. Schlüter informait Engels en 1890 des conséquences de la politique sectaire : en raison de leur position sectaire, les socialistes « se sont trouvés isolés des plus grandes organisations ouvrières » (A.F.L., *Knights of Labor*, organisations des ouvriers du bâtiment) ⁴⁶. En 1900 F. Sorge soulignait le même fait dans sa lettre à E. Dietzgen. Evoquant le sectarisme d'une grande partie des « socialistes locaux », « qui se considèrent être au-dessus du prolétariat et se croient appelés à lui indiquer les voies qu'il doit suivre », Sorge soulignait que les racines du socialisme étaient dans le mouvement ouvrier et que le socialisme « devient utopique dès qu'il cherche à s'élever au-dessus du prolétariat et à prendre son indépendance vis-à-vis de lui... Les socialistes (il s'agit des sectaires américains. — S.A.) mettent leurs prétentions au-dessus des revendications du prolétariat et créent une situation fort stupide où tout est mis sens dessus dessous ⁴⁷. » Si l'on prend en compte que cette mentalité s'accompagnait du retard théorique et du triomphe du pragmatisme, caractéristiques des Etats-Unis, on comprend bien pourquoi le sectarisme des socialistes fut si nuisible au mouvement ouvrier, le laissant sans influence socialiste et renforçant par là même les positions du gomperisme, de l'idéologie réformiste bourgeoise.

44. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 173 ; voir aussi Bd. 37, S. 352.

45. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 12, p. 372.

46. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5145.

47. *Lettres de J. P. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx et d'autres à F. Sorge et à d'autres. Essai biographique*, p. 22.

La conscience du prolétariat américain telle qu'elle s'était formée dans les conditions issues de la situation objective de la classe ouvrière dans le système du capitalisme américain et reflétant sa volonté croissante de lutte contre les méthodes d'oppression plus brutales, acquérait toutefois un caractère ambigu, car la conscience de la communauté des intérêts de classe était estompée par des circonstances historiques concrètes : la propension à la communauté de groupe (raciale, nationale, territoriale, ainsi que professionnelle). L'aspiration à changer la situation de la classe ouvrière portait avant tout sur la sphère de ses intérêts économiques sans toucher aux fondements du système politique. Selon Lénine, « en Amérique, le prolétariat n'a montré, au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, presque aucune *activité* politique indépendante. L'arène politique... était *entièrement* occupée par la bourgeoisie triomphante et présomptueuse, qui n'a pas sa pareille au monde dans l'art de duper, du corrompre et du suborner les ouvriers ⁴⁸ ».

La bourgeoisie américaine se servit habilement du système bipartite pour détourner les masses de leurs objectifs de classe. Dans ce système « chaque voix refusée aux candidats des deux partis au pouvoir est considérée comme *perdue*. Or, l'Américain... veut agir sur son Etat et il ne parle pas en l'air ⁴⁹ ». Il faut prendre en compte en même temps la grande expérience des affaires et les succès commerciaux de la bourgeoisie américaine. La démocratie bourgeoise américaine et la « liberté politique déjà ancienne ⁵⁰ » s'appuyaient aussi sur les « restrictions indirectes ⁵¹ » rendant l'exercice des libertés politiques accessible seulement à ceux qui possédaient un solide capital pour organiser la propagande dans la presse et participer à la campagne électorale.

Profitant du pouvoir politique absolu, la bourgeoisie américaine érigea de solides bastions pour défendre ses intérêts de classe, un vaste système de moyens et de méthodes d'exploitation et de subordination de toutes les couches de la société américaine. Marx, déjà, constatait que la bourgeoisie était capable d'organiser les libertés de fa-

48. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 12, p. 373-374.

49. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 173.

50. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 36, p. 204.

51. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 361.

con à en jouir elle-même « sans se heurter aux droits des autres classes de la société ⁵² ». La bourgeoisie américaine marqua bien des points sous ce rapport. Elle réprima férocement toutes les actions du prolétariat à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, ainsi que les mouvements petits-bourgeois des greenbacks, des populistes et autres manifestations démocratiques de masse. Mieux, ses partis, « se tiennent prêts, la bourse à la main, regardant qui ils pourraient bien acheter ⁵³ ».

Toutes les couches de la bourgeoisie américaine faisaient preuve de cohésion lorsqu'il s'agissait d'écraser le mouvement ouvrier. Elles se distinguaient par leur arrogance et leur extrême despotisme. Comme le fit remarquer F. Sorge : « Disposant de tous les instruments de pouvoir et d'oppression, la bourgeoisie américaine pouvait, certes, oser se livrer à une course sauvage et excitante à l'enrichissement... La bourgeoisie des Etats-Unis non seulement rattrapa la bourgeoisie de l'Ancien Monde, mais elle se mit à la tête de la société exploiteuse, avec la ferme volonté de conserver cette place ⁵⁴. »

Malgré leur expansion économique exceptionnelle dans le dernier tiers du XIX^e siècle, les Etats-Unis restaient retardataires et conservateurs dans le domaine de la législation ouvrière. L'arbitraire du patronat était complété par des obstacles de toutes sortes empêchant les ouvriers d'exercer leurs libertés politiques par des formes raffinées d'exploitation des travailleurs, par une très forte intensification du travail, par la journée de travail la plus longue, par l'exploitation à outrance du travail des femmes et des enfants. Après la guerre de Sécession se renforcèrent et gagnèrent en influence les grandes sociétés qui, « à des rythmes toujours plus accélérés, se soumettent l'industrie, le commerce, la propriété foncière, les chemins de fer et les finances ⁵⁵ ». Ceci contribua, à son tour, à accentuer et à approfondir l'exploitation des travailleurs par le capital américain. «... A titre de preuve nous pouvons signaler les richesses colossales extirpées du travail et accumulées

par la bourgeoisie locale au cours des 25 dernières années, écrit Sorge. Quel autre pays au monde peut, sous ce rapport, égaler les Etats-Unis ? C'est avec admiration et envie que les bourgeois européens regardent l'Amérique des Vanderbilt, Gould, Astor, Carnegie, Scott. Et nos bourgeois américains savent qu'ils s'approprient la plus-value mieux que les autres... Le bourgeois américain ne cache pas ses talents, il montre ce dont il est capable : exploiter ! Il montre ce qu'il est : un parvenu ! Il montre ce qu'il sait faire : de l'argent ! ⁵⁶ »

La division définitive de la société en deux classes — une poignée de millionnaires et l'immense masse de salariés — s'effectuait aux Etats-Unis avec une intensité extrême. Les effectifs des ouvriers industriels plus que doublèrent entre 1880 et 1900. Mais la puissance politique de la classe ouvrière fut affaiblie par l'action de facteurs qui en sapèrent la cohésion. Pour cette raison, même si le niveau des salaires du prolétariat américain était plus élevé qu'en Europe, ses positions sociales étaient relativement faibles. Jusqu'au début du XX^e siècle il n'y avait pas de législation industrielle à l'échelle fédérale. Les méthodes de répression caractéristiques de la première période de développement industriel des pays d'Europe furent maintenues. Les ouvriers et leurs organisations furent victimes du système des « serments », des « listes noires », des « injonctions » et d'espionnage.

Après la guerre de Sécession, les organisations professionnelles et d'autres unions apparurent aux Etats-Unis. Il s'agissait en particulier d'importants syndicats nationaux et internationaux (incluant les ouvriers du Canada et, parfois, du Mexique) : des typographes, des cigariers, des fondeurs. En 1866 fut fondée la première organisation ouvrière à l'échelle nationale : *National Labor Union*, qui, comme l'a fait remarquer Marx, grâce au « sûr instinct des travailleurs ⁵⁷ » formula d'importantes revendications prolétariennes, économiques et politiques.

Pendant la crise économique de 1873, les syndicats ouvriers pourchassés par la réaction passèrent pour la plupart dans la clandestinité, se désagrégèrent. Le nouvel es-

52. K. MARX, F. ENGELS : *Œuvres choisies* en trois volumes, t. 1, Editions du Progrès, Moscou, 1978, p. 426.

53. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 361.

54. Friedrich A. Sorge's *Labor Movement in the United States*, p. 122-123.

55. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 34, S. 359,

56. Friedrich A. Sorge's *Labor Movement in the United States*, p. 206.

57. K. MARX, F. ENGELS : *Lettres à Kugelmann*, Editions Sociales, Paris, 1971, p. 51,

sor des organisations ouvrières, qui s'amorça en 1879, loin de s'arrêter dans les nouvelles années de crise en 1882-1885, progressa au contraire. Des centrales syndicales se formèrent dans les grandes villes industrielles : New York, Chicago, Cincinnati, Detroit, San Francisco, Philadelphie, Pittsburgh, Boston, Milwaukee, Cleveland, etc.

Dans les années 80, les syndicats se raffermirent davantage, l'expérience accumulée leur apprit à faire face à l'offensive du capital, à contrecarrer, en particulier, les « associations patronales », fondées dans cette période pour combattre les ouvriers.

A la même époque, grâce à la montée du mouvement ouvrier, fut fondée la *Federation of Organized Trade and Labor Unions of America and Canada*, qui groupait 40 000 ouvriers en 1881⁵⁸. Les *Knights of Labor* furent la plus grande organisation ouvrière avec ses 702 924 adhérents en 1886⁵⁹.

Les organisations ouvrières et le mouvement ouvrier dans son ensemble portaient dans ce pays l'empreinte des particularités mentionnées plus haut, des contradictions spécifiques de la vie américaine. Ils étaient très disparates et traversaient de graves difficultés. Les socialistes avaient pour tâche de militer précisément dans ces organisations, de participer au mouvement ouvrier du pays.

En 1886, ce mouvement aboutit à la lutte nationale pour la réduction de la durée du travail. 340 000 ouvriers y participèrent⁶⁰. « ... Personne ne pouvait prévoir, notait Engels, qu'en si peu de temps le mouvement éclaterait avec une force aussi irrésistible ; qu'il se propagerait avec la rapidité d'un incendie de prairie et qu'il ébranlerait la société américaine jusque dans ses fondements⁶¹. »

58. 50 000 selon les données de J. Commons. (J. R. COMMONS and ass.: *History of Labour in the United States*, Vol. II, New York, 1918, p. 377.)

59. L. WOLMAN: *The Growth of American Trade Unions, 1880-1923*, New York, 1924, p. 32.

60. J. R. COMMONS and ass.: *History of Labour...*, Vol. II, p. 384.

61. F. ENGELS: *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 377. La portée politique de cet essor du mouvement ouvrier de masse fut immense. Un des résultats directs en fut l'adoption par le Congrès américain d'une loi légalisant la création des trade-unions nationales. (*Congressional Record*, Vol. 17, p. 1900, 5565.)

La lutte pour la journée de 8 heures fut suivie, en novembre 1886, de la création du *United Labor Party* qui participa aux élections municipales à New York, Chicago et Milwaukee.

« J'aurais souhaité de toute mon âme, écrivait le 10 décembre 1886 Kelly-Wischnewetzky à Engels, que vous assistiez à cette campagne. Vous auriez suivi sans aucun doute attentivement le mouvement qui a gagné la totalité du pays, mais il aurait fallu voir de vos propres yeux l'ampleur de ce mouvement, ici, à New York... Pendant près d'une semaine... George (Henry George, dirigeant du mouvement. — S.A.) et les ouvriers organisaient chaque soir jusqu'à huit réunions auxquelles assistaient des milliers d'électeurs... Même maintenant, cinq semaines après la fin de la campagne, le travail se poursuit avec un grand enthousiasme à travers tout le pays pour organiser la classe ouvrière et des actions politiques indépendantes. Tous les regards sont fixés sur les œuvres qui instruisent les ouvriers, de nouveaux journaux paraissent, le tirage des journaux existants augmente, la demande de littérature et de conférenciers ne peut pas être satisfaite⁶². » (Il s'agit de la littérature socialiste.)

Engels écrivit que les événements américains de 1886 firent une énorme impression en Europe. En effet, les républicains radicaux de tous les pays avaient affirmé qu'il n'existait pas de mouvement ouvrier aux Etats-Unis. « Désormais, on a définitivement clos le bec à ces messieurs ; le 2 novembre tous les fondements de la politique du M. Clemenceau ont été ébranlés : regardez l'Amérique — tel fut son refrain permanent — où règne la véritable ré-

62. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 4696.

Dans cette même lettre Kelly-Wischnewetzky informait Engels de l'envoi des épreuves du supplément à l'édition américaine de son ouvrage *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, spécialement écrit en février 1886 pour être publié aux Etats-Unis. Elle lui demandait en même temps d'écrire une préface contenant une analyse des événements du printemps et de l'automne 1886, du développement de la conscience de classe des ouvriers américains, du mouvement Henry George, de la croissance des organisations ouvrières, etc. Comme on le sait, Engels écrivit cette préface en janvier 1887. « ... Pendant ces dix mois, soulignait-il, il s'est accompli, dans la société américaine, une révolution qui aurait demandé au moins dix années dans tout autre pays. » (F. ENGELS: *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 377.)

publique sans misère ni mouvement ouvrier ! Les progressistes, ainsi que les « démocrates » en Allemagne et en Angleterre ont connu le même sort... Ces gens ont été littéralement abasourdis par le fait que ce mouvement s'est avéré si nettement ouvrier et qu'il a pris soudainement une telle ampleur⁶³. » Engels attribuait une grande importance à la résonance politique que les événements américains avaient dans le monde. Ils mirent en évidence aussi bien les succès que les faiblesses des organisations ouvrières américaines et de leurs méthodes de lutte.

Dans les années 80 le *Socialist Labor Party* s'écarta en fait du mouvement ouvrier et syndical de masse. Or, au sein de ce dernier se déroulait une lutte aiguë entre les tendances progressiste et conservatrice. L'attitude passive du S.L.P. à l'égard de la lutte pour la journée de 8 heures caractérisa bien son isolement des masses prolétariennes. A ce moment la masse essentielle des ouvriers prit conscience de l'inanité des espérances de voir promulguer une loi sur la journée de travail réduite. Sous la pression des décisions des organisations syndicales locales, la *Federation of Trade and Labor Unions* adopta, en 1884, une résolution sur la grève générale le 1^{er} mai 1886 pour appuyer la revendication de la journée de 8 heures⁶⁴. Cette revendication fut soutenue par l'écrasante majorité des assemblées des *Knights of Labor* qui organisèrent des grèves en sa faveur. Quant au programme du S.L.P., en 1885 comme en 1887⁶⁵, il renfermait toujours des appels à agir pour que cette législation soit obtenue exclusivement par le truchement du Congrès et ne prévoyait aucune participation au mouvement ouvrier de masse, qui pourtant, à l'époque était à son apogée. « Pour la première fois il existe parmi la population anglophone un véritable mouvement de masse, écrivait Engels. ... Je considère l'adhésion de la masse des ouvriers autochtones d'Amérique au mouvement comme l'un des plus grands événements de 1886⁶⁶. » Même dans ces conditions, les leaders du S.L.P.

ne surent pas faire de leur théorie un levier qui aurait mis en mouvement les masses d'Amérique. Une grande partie des socialistes, de nationalité allemande, qui n'avaient pas appris l'anglais, la principale langue du pays, ne purent comprendre l'essence du mouvement américain, abandonner leur approche dogmatique, doctrinaire, du programme socialiste. La faute des sectaires et des doctrinaires était d'autant plus grande qu'il n'existait pas aux Etats-Unis d'autres partis qui propageaient les idées du socialisme. Leur orgueil enlevait aux ouvriers américains indigènes l'envie d'adopter « même ce qu'il y avait de meilleur⁶⁷ ». Engels écrivait avec regret en 1891 à Laura Lafargue qu'en Amérique le « mouvement véritable se poursuit en dehors de la secte et s'en écarte de plus en plus⁶⁸ ».

La pratique opportuniste du S.L.P. rejeta nombre de ses adhérents ou sympathisants ouvriers dans le camp des anarchistes. Les erreurs opportunistes de droite du S.L.P. eurent pour conséquence, comme l'écrivait Sorge, l'« éloignement des gens de Chicago qui représentaient le détachement le plus fort et le plus énergique parmi les ouvriers progressistes qui ne voulaient pas entendre parler d'alliance avec les réformateurs (il s'agit des greenbacks, etc. — S.A.). A la suite des discussions qui avaient éclaté à ce propos ils se tournaient de plus en plus vers l'anarchisme, totalement inconnu aux Etats-Unis jusqu'au début des années 80 grâce aux activités des internationalistes⁶⁹ ». Sous ce rapport il se produisit dans ce pays le même phénomène qu'en Europe où, comme l'écrivait Lénine, le « syndicalisme révolutionnaire est apparu dans de nombreux pays comme le résultat direct et inévitable de l'opportunisme⁷⁰ ».

Most, leader des anarchistes, et ses adeptes causèrent un grand tort au mouvement ouvrier américain, niant la lutte économique aussi bien que politique et préconisant, par contre, les complots et la terreur individuelle. Most se prononça contre le mouvement organisé de la classe ouvrière, contre le rôle dirigeant du parti politique du prolétariat. Ses déclarations démagogiques induisaient en er-

63. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 36, S. 580.

64. AFL, *Proceedings of Organized Trades and Labor Unions of the US and Canada. Convention 1884*, p. 10, 11, 14.

65. *Socialist Labor Party. Platform and Constitution...*, Cincinnati, Ohio, October 1885, New York, 1886, p. 3; Buffalo, New York, September 1887; New York, 1888, p. 2.

66. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 36, S. 478.

67. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 182.

68. F. ENGELS, Paul et Laura LAFARGUE : *Correspondance*, t. III, Editions Sociales, Paris, 1951, p. 48.

69. Friedrich A. Sorge's *Labor Movement in the United States*, p. 165-166.

70. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 13, p. 175.

reur certaines couches d'ouvriers américains mal préparés sur le plan théorique. Les anarchistes ne dédaignaient pas la calomnie. Un des dirigeants du S.L.P. écrivait à Engels, le 2 avril 1883, que Most avait déclaré à un meeting que Marx soutenait sa tactique. Cette déclaration produisit une certaine confusion et le mécontentement parmi les socialistes⁷¹. Le comportement de Most et le bruit fait autour de lui suscitèrent l'indignation courroucée d'Engels. Il condamna résolument ces tentatives malhonnêtes de lier le nom de Marx aux anarchistes. Engels répliqua immédiatement : « Affirmer que Most, après qu'il soit devenu anarchiste, ait entretenu des contacts quelconques avec Marx ou ait reçu son soutien ne peut être le fait que d'un homme induit en erreur ou d'un fieffé menteur⁷². »

Le mouvement réel en Amérique progressait « par-dessus la tête des Allemands », c'est-à-dire contrairement à la volonté des dirigeants du S.L.P. Dans les années 80, les assemblées locales des *Knights of Labor* devinrent le bastion du mouvement de masse. En 1886, cette organisation groupait 702 924⁷³ ouvriers de diverses professions, qualifications et appartenances raciales. Il y avait dans ses rangs environ 60 000 travailleurs noirs⁷⁴. A la différence des trade-unions, les *Knights of Labor* admettaient les femmes dans leurs rangs. Les ouvrières constituaient l'élément le plus retardataire et le plus exploité du prolétariat américain. La participation massive des ouvriers et l'esprit de solidarité qui régnait au sein de cette organisation la transformèrent en une union de tout le prolétariat américain, ce dont les ouvriers américains prirent nettement conscience pendant les grandes grèves du début des années 80⁷⁵.

Toutefois, sa faiblesse organisationnelle, la présence d'éléments non prolétariens, l'influence de l'Eglise, ses rites naïfs et, principalement, le refus de participer au mouvement politique affaiblissaient l'organisation et la me-

71. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 4410.

72. K. MARX, F. ENGELS : *Correspondance*, p. 375.

73. L. WOLMAN : *The Growth of American Trade-Unions. 1880-1920*, p. 32.

74. Voir Ph. FONER : *Organized Labor...*

75. F. ENGELS : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 381-382.

naient inévitablement à la scission. C'est ce qui se produisit au début des années 90 lorsque l'influence des *Knights of Labor* déclina au sein de la classe ouvrière américaine. Le S.L.P. n'avait pas établi de liens solides avec le mouvement ouvrier. Or, dans nombre de pays d'Europe existaient déjà des organisations socialistes de masse et l'on discutait déjà de la création d'une organisation ouvrière internationale.

Aux Etats-Unis la vague du mouvement pour la journée de huit heures donna lieu au milieu des années 80 à la formation de l'*American Federation of Labor*. Les trade-unions américaines étaient des organisations corporatives, groupant principalement les ouvriers qualifiés, d'origine américaine pour la plupart. Elles étaient animées de la volonté d'améliorer la situation des ouvriers de leur corporation. On ne peut apprécier de la même manière les activités de l'A.F.L. au cours de toutes les périodes de son existence. Au début du XX^e siècle, l'A.F.L. renonça déjà, comme on le sait, à la lutte contre le patronat, proclamant une orientation ouvertement réformiste. Cependant, la situation se présentait différemment dans les années 80. La lutte des trade-unions contre le patronat pour l'amélioration de la situation économique des ouvriers, pour la réduction de la journée de travail, pour la reconnaissance des syndicats, avait un caractère combatif. Et ce n'était pas un hasard si le programme des trade-unions américaines proclamait que « dans tous les pays civilisés la lutte entre oppresseurs et opprimés, entre capitalistes et ouvriers est engagée ; elle devient, d'année en année, plus aiguë et elle causera d'innombrables souffrances à des millions de travailleurs s'ils ne s'unissent pas pour une défense et une riposte organisées⁷⁶ ».

Ces mots d'ordre et, surtout, la lutte quotidienne des syndicats américains amenaient l'adhésion des ouvriers désireux d'améliorer leur situation économique.

Il devint évident dans les années 90 que le processus complexe et difficile de développement du mouvement ouvrier américain avait fait des trade-unions les seules organisations influentes regroupant un nombre considérable d'ouvriers américains. Aussi Engels écrivit-il à Sorge en

76. AFL, *Proceedings...*, 1881, p. 3.

février 1890 : « Donc, il faut commencer par des trade-unions, etc., si l'on veut un mouvement de masse ⁷⁷... »

Les événements qui suivirent montrèrent que là où l'influence des socialistes se renforçait dans les syndicats, ces derniers exprimaient effectivement les intérêts du prolétariat, leur lutte avait un caractère combatif et résolu et n'aboutissait pas à des compromis avec le patronat aux dépens d'autres catégories d'ouvriers. Durant toute la période examinée, les gomperistes, les éléments conservateurs dans le mouvement syndical américain, se heurtèrent à la résistance de ses éléments radicaux.

Avec le passage au stade monopoliste du capitalisme, la nature bourgeoise réformiste et opportuniste du gomperisme se manifesta pleinement. Les travaux de Lénine mirent à nu les racines de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier international, montrant la « base économique de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier — des milliards de surprofit employés pour corrompre l'« aristocratie ouvrière » « de mille façons ⁷⁸ ». Il faut noter à ce propos qu'aux Etats-Unis, comme dans aucun autre pays, la classe gouvernante disposait d'immenses possibilités liées aux caractères spécifiques du développement historique et économique du pays qui avaient déterminé la prépondérance particulière et la force de la politique ouvrière bourgeoise en Amérique ⁷⁹. Ces circonstances marquèrent de leur empreinte la formation de la conscience de classe des ouvriers américains, reflétant la spécificité de leur vie. L'idéologie du trade-unionisme américain parasita sur ce niveau réel, habituel, de la conscience des ouvriers des Etats-Unis.

L'idéologie et les activités du gomperisme exprimaient les besoins et défendaient les intérêts d'un petit nombre d'ouvriers. Cette idéologie était opportuniste par rapport à l'ensemble du prolétariat américain. Or, la « preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'avaient pas en main la direction des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir ⁸⁰ ».

77. Voir K. MARX : *Travail salarié et capital. Salaire, prix et profit*, p. 119.

78. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 31, p. 237.

79. Voir V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 36, p. 204.

80. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 31, p. 238.

L'expérience historique du développement du capitalisme américain, du prolétariat américain témoigne de l'identité des lois qui régissent ces processus aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe. Cependant, cette similitude des principaux processus socio-économiques et politiques ne se reflète pas, comme on le sait, d'une façon absolument adéquate sur la physionomie idéologique et psychologique de la classe ouvrière de tous les pays. Une approche historique concrète de la situation des ouvriers américains permet de dégager les facteurs objectifs de leur vie matérielle, morale, intellectuelle, de leur passé historique, qui influent sur la physionomie socio-économique, qui participent activement à la formation de la conscience de masse des ouvriers, créent ainsi un terrain propice à l'action idéologique. Les travaux des classiques du marxisme-léninisme comportent précisément une analyse scientifique approfondie de ces facteurs, une approche matérialiste de l'étude de la psychologie des ouvriers américains.

Cette approche permet de dégager les conditions historiques et économiques du développement des Etats-Unis, qui contribuèrent à assurer plus tôt et plus nettement la différenciation sociale de la classe ouvrière. Parmi ces conditions on distingue les particularités professionnelles, de qualification, nationales et raciales, la durée de séjour dans le pays, l'appartenance syndicale, etc. Ce qui détermina les différences d'orientation sociale et de psychologie des groupes au sein de la classe ouvrière, ainsi que les « particularités, les traits originaux de la psychologie de chaque catégorie, de chaque profession ⁸¹... » L'« aristocratie ouvrière » américaine, groupée dans ses unions corporatives, les trade-unions, constituait la base sociale et psychologique qui s'avéra la plus perméable à l'influence de l'idéologie bourgeoise ⁸².

81. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 31, p. 195.

82. Selon Lénine, l'« aristocratie de la classe ouvrière », « se rapprochait de la bourgeoisie trahissant sa classe ». (*Œuvres*, t. 36, p. 203-204).

L'A.F.L., GROUPEMENT D'UNIONS CORPORATIVES D'OUVRIERS QUALIFIÉS

La différenciation du prolétariat américain s'accroît avec l'avènement de l'impérialisme.

À l'époque où se formait l'A.F.L. une grande partie des travailleurs américains indigènes et certains immigrants étaient des ouvriers qualifiés : mécaniciens, typographes, charpentiers, menuisiers, souffleurs de verre, certaines catégories d'ouvriers du bâtiment, cigariers, mécaniciens de locomotives. Les progrès rapides de la technique et de la production accroissent fortement la demande de main-d'œuvre non qualifiée mais, dans chaque entreprise, la priorité revenait aux ouvriers hautement qualifiés. Le développement des constructions mécaniques, de l'électrotechnique et d'autres secteurs industriels engendra de nouvelles professions exigeant également une formation spéciale et une qualification élevée. Tout cela accentua la différenciation dans les rangs du prolétariat américain. « On découvre dans chaque atelier deux groupes de travailleurs appartenant à deux catégories (qualifiés et non qualifiés) : forgeron et marteleur, maçon et auxiliaire, riveur, soudeur, monteur et leurs auxiliaires¹ », notait un des chercheurs américains. Chauffeurs, chargeurs, auxiliaires de conducteurs de wagonnets, nettoyeurs de scories, manœuvres, toutes ces catégories d'ouvriers des hauts fourneaux étaient considérées comme non qualifiées².

Il est difficile d'établir exactement les proportions qui existaient à l'époque entre les ouvriers qualifiés, semi-qualifiés et non qualifiés aux États-Unis.

Selon des calculs officiels, la catégorie « qualifiés » (« skilled labor force ») comptait 844 000 ouvriers en 1880, 1 901 000 en 1890, 2 202 000 en 1900, 3 828 000 en 1910,

1. W. COOMBS : *The Wages of Unskilled Labor in Manufacturing Industries in the United States, 1890-1924*. New York, 1926, p. 15.

2. *Ibid.*, p. 49.

4 517 000 en 1920³ (le chiffre total des ouvriers de l'industrie était, respectivement, 8 807 000, 13 380 000, 18 161 000, 25 779 000 et 30 985 000⁴).

Les chercheurs américains donnent des chiffres fort différents sur la part relative des ouvriers non qualifiés. Selon les données de W. E. Wollong et de S. Nearing, les ouvriers non qualifiés représentaient, respectivement, 66 % et 50 %. L'Anglais A. Marshall range 25 % de la population des États-Unis dans cette catégorie⁵.

Il a été calculé le pourcentage des ouvriers de sexe masculin occupés dans l'industrie (en % par rapport à la totalité de la main-d'œuvre⁶) :

Années	Qualifiés	Semi-qualifiés	Non qualifiés
1910	14,5	11,2	18,2
1920	16,7	13,3	17,7

La composition et la structure de ces catégories subissaient des modifications à diverses périodes sous l'influence de tel ou tel changement technique, de la main-d'œuvre disponible, etc. Toutefois, la principale tendance résidait dans l'accentuation de « la différence entre celui qui a assimilé une profession (trade) — « spécialiste » (journeyman) ou « homme de métier » (tradesman) dans le langage des trade-unions, et celui qui fait un travail n'exigeant pas de qualification⁷ ».

3. *The Skilled Labor Force. A Study of Census Data on the Craftsman Population of the US. 1870-1950*, Washington, 1954, p. 15-16.

4. *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1957*, Washington, 1960, p. 72.

5. W. COOMBS : *Op. cit.*, p. 17.

6. *The Skilled Labor Force*, p. 13.

7. W. COOMBS : *Op. cit.*, p. 15. Les recherches de nombreux auteurs montrent qu'il existait une différenciation dans la situation économique et l'orientation sociale des membres des unions. Dans certaines branches se constituèrent des groupes d'ouvriers autonomes possédant une qualification très demandée et occupant, de ce fait, la situation la plus privilégiée : entre les patrons et les ouvriers non qualifiés (B. SOFFER : « A Theory of Trade Union Development : The Role of the « Autonomous » Workman ». — *Labor History*, Vol. N 2, p. 141-163). W. Dick signala l'existence

Cette tendance de l'impérialisme à distinguer des catégories privilégiées parmi les ouvriers et à les isoler des larges masses du prolétariat se manifesta avec une netteté particulière aux Etats-Unis. Des milliards de surprofits furent la base économique de l'approfondissement de la division entre ouvriers, de l'accentuation des différences dans la situation et le niveau de vie des diverses couches du prolétariat américain.

La disparité des salaires des diverses catégories d'ouvriers était très sensible, ce dont témoignent les données de J. Weeks et de M. Aldrich qui comparent les salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés (en dollars) pour la décennie 1880-1890⁸.

	Salaire journalier moyen selon Weeks	Salaire horaire moyen selon Aldrich	
	1880	1880	1890
Ouvriers de cinq professions qualifiés	2,26	0,238	0,257
Ouvriers non qualifiés	1,32	0,135	0,151
En % par rapport au salaire des ouvriers qualifiés	58	57	59

Un autre tableau, établi par Aldrich⁹, témoigne de la même différenciation dans les salaires, et permet de juger de salaire des ouvriers auxiliaires et celui des ouvriers qualifiés dans une même entreprise (100% : salaire des ouvriers qualifiés).

de ces groupes d'ouvriers, en particulier dans le bâtiment où ils accomplissaient souvent les fonctions d'agents et d'employeurs (W. DICK: *Labor and Socialism in America. The Gompers Era*, Port Washington (New York)-London, 1972, p. 126-127). Nombre de savants bourgeois américains, anglais et français, comme Thernstrom, constataient « une profonde rupture dans la hiérarchie de classe entre l'« aristocratie ouvrière » et les ouvriers sous-qualifiés ». (St. THERNSTROM: « Working-Class Social Mobility in Industrial America ». — *Essays in Theory and History*, Cambridge, 1970, p. 231.)

8. Cl. D. LONG: *Wages and Earnings in the United States. 1860-1890*, Princeton, 1960, p. 99.

9. *Ibid.*, p. 102.

Ouvriers qualifiés	Nombre d'entreprises dans le groupe	Salaire des ouv.aux. (en % par rapport au salaire des ouvriers qualifiés)	
		1880	1890
Maçons	12	62	48
	22	58	56
	26	75	60
	47	55	56
	13	70	52
Charpentiers	17	76	61
	72	79	81
	54	56	54
Mécaniciens	56	60	61
	54	66	62
Fondeurs	56	65	63
	58	63	66

Les données ci-dessous donnent une idée de la différence entre le salaire hebdomadaire (en dollars) des ouvriers qualifiés et celui des ouvriers non qualifiés dans l'industrie des métaux en 1890¹⁰:

	Chicago	New-Orleans
Forgerons	17,5	25,0
Modeleurs	16,0	17,0
Ouvriers non qualifiés	9,0	9,7

Les données correspondantes (en dollars) relatives à la situation dans le bâtiment en 1900 se présentaient comme suit¹¹:

	Chicago	New-Orleans
Maçons	23	24
Menuisiers et charpentiers	20	16
Ouvriers non qualifiés	10	moins de 9

10. US Department of Labor. *History of Wages in the United States from Colonial Times to 1928*, Washington, 1929, p. 281, 295, 315.

11. *Ibid.*, p. 157, 158, 165, 166, 185, 186.

Le niveau plus élevé et stable des salaires n'était qu'une caractéristique de la situation privilégiée de l'« aristocratie ouvrière ». En outre, celle-ci avait d'autres avantages quant à l'embauche, aux conditions de travail. L'« aristocratie ouvrière » bénéficiait dans une certaine mesure de la protection des trade-unions. Tout cela concernait essentiellement les Américains indigènes auxquels on donnait accès en priorité aux « hautes sphères » de la classe ouvrière. Ainsi, cette partie des ouvriers américains avait un standard de vie supérieur, ce qui exerçait sur eux une « action paralysante » sur le plan social¹². Engels faisait remarquer en 1892 que les ouvriers américains indigènes se trouvaient déjà depuis plusieurs décennies dans cette situation exclusive. La classe ouvrière américaine « occupe toujours une situation aristocratique et laisse — elle en a la possibilité — le travail non qualifié et mal rétribué aux immigrés qui sont très rarement admis dans les trade-unions aristocratiques¹³ ».

Les ouvriers hautement qualifiés de l'industrie de transformation, d'extraction, du bâtiment et d'autres branches : menuisiers, charpentiers, métallurgistes, fondeurs, cigariers, maçons, forgerons, constituèrent de solides unions corporatives telles que la *United Brotherhood of Joiners and Carpenters of America*, (confrérie de menuisiers et de charpentiers), dont les effectifs étaient les plus importants au sein de l'A.F.L. (21 000 en 1886 et 57 000 en 1896)¹⁴, ou les unions moins importantes dans l'industrie de traitement du bois regroupant exclusivement les ouvriers qualifiés. Dans l'ensemble, presque toute cette branche (la troisième dans l'industrie de transformation pour le nom-

12. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5313.

13. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 273. En étudiant la politique du gompersisme, W. Dick, chercheur canadien, nota que l'élévation du niveau technique de la production « accentua brusquement la démarcation entre les ouvriers qualifiés et non qualifiés. A partir de 1880 environ, ce processus rapide devint déterminant dans la vie de la classe ouvrière américaine. Néanmoins, la principale organisation de celle-ci (A.F.L. — S. A.) l'ignore pendant 50 ans ». (W. M. DICK : *Labor and Socialism in America. The Gompers Era*, Port Washington (New York)-London, 1972, p. 15.)

14. L. WOLMAN : *The Growth of American Trade Unions, 1880-1923*, New York, 1924, p. 32.

bre d'ouvriers, essentiellement non qualifiés)¹⁵, demeurait non organisée. Les bûcherons, tout comme les ouvriers des scieries, étaient des ouvriers peu ou non qualifiés. Le haut niveau de division du travail, caractéristique du processus de production dans cette branche, excluait pratiquement la possibilité d'y fonder, comme l'exigeait l'A.F.L., des unions corporatives regroupant les travailleurs d'une même profession et d'un même niveau de qualification. « Les uns abattent les arbres ; d'autres les découpent, d'autres encore les ramassent, enfin les autres les fixent. Le chauffeur veille à maintenir la pression de la vapeur dans la chaudière, alors que le mécanicien conduit le convoi. Un autre groupe d'ouvriers charge le bois dans des wagons et les cheminots en assurent le transport. Certains s'occupent de l'approvisionnement, d'autres préparent la nourriture, d'autres encore sont des hommes de service¹⁶. » Tous ces hommes, souvent des saisonniers, éloignés des grands centres, étaient obligés de se déplacer pour trouver un emploi et un logement.

L'A.F.L. tenta de distinguer les ouvriers qualifiés de la masse des bûcherons et des travailleurs des scieries mécaniques, afin d'y constituer une union corporative, mais du fait de cette sélection artificielle, cette organisation eut une courte existence. Ce fut aussi le sort de l'*International Shingle Weavers Union* (couvreurs) et de l'*International Brotherhood of Woodsmen and Sawmill Workers* (bûcherons et ouvriers des scieries) fondée en 1905 sur le littoral de l'Ouest, qui se désagrégea dès 1911¹⁷. Ainsi, l'A.F.L. ne représentait guère les intérêts de toute la masse ouvrière de cette branche la plus considérable de l'industrie américaine.

Les syndicats des maçons et des tailleurs de pierres faisaient également partie de l'A.F.L. Il existait, en outre, dans l'industrie du bâtiment de petits syndicats qui unissaient les peintres en bâtiment, les fumistes, les tapissiers, les plafonneurs et d'autres ouvriers qualifiés.

15. En 1899, 671 698 ouvriers furent employés (14,3% des ouvriers de l'industrie de transformation), en 1914, 833 529 ouvriers (11,8%). Voir : J. KUZHYNSKI, M. STEINFELD : *Wages in Manufacturing Industries. 1899-1927*, Washington, 1928, p. 13.

16. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. IV, p. 218.

17. V. H. JENSEN : *Lumber and Labor*, New York, 1945, p. 117-119.

En 1897, 67 300 ouvriers du bâtiment¹⁸ étaient membres des trade-unions (le nombre total des ouvriers de cette branche était de 1 440 000 en 1890 et de 1 660 000 en 1900¹⁹).

Il y avait également dans le mouvement syndical américain de petites unions corporatives regroupant des spécialistes très spécifiques tels que les rémouleurs de couteaux, les selliers, les accordeurs, les maroquiniers, les chauffeurs, etc.

Mais, dans l'ensemble, le pourcentage d'ouvriers organisés était extrêmement faible parmi les prolétaires américains. Selon les calculs de L. Wolman, même en 1920, date à laquelle ce pourcentage était le plus élevé (pour la période allant jusqu'aux années 30 du XX^e siècle) et dépassait de deux fois le niveau des années 1910 et 1930, il restait toutefois moins de 20%²⁰.

	1910	1920	1930
Nombre de salariés	23 809 904	27 359 660	33 217 886
Nombre d'ouvriers organisés (Canadiens exceptés)	2 052 402	4 795 100	3 073 200
% d'ouvriers organisés	8,6	17,5	9,3
Nombre de salariés excepté les travailleurs agricoles	20 709 232	24 731 391	30 246 719
% des travailleurs organisés	9,9	19,4	10,2

Ci-dessous, les chiffres (en milliers) relatifs au rapport entre les ouvriers organisés et non organisés aux Etats-Unis, de 1880 à 1896 (voir tableau p. 57).

Les chiffres cités dans le tableau de la page 58 donnent une idée de la proportion (en milliers) qui existait entre les ouvriers organisés et non organisés, depuis 1897.

Au I^{er} Congrès de l'*American Federation of Labor*, tenu à Columbus en décembre 1886, ses fondateurs spécifièrent dans les Statuts que le but de l'organisation était de « constituer des syndicats nationaux et internationaux dans le strict respect de l'autonomie de chaque profession²¹ ».

18. L. WOLMAN: *Ebb and Flow in Trade Unionism*, New York, 1936, p. 20.

19. *Historical Statistics*..., p. 74.

20. L. WOLMAN: *Ebb and Flow*..., p. 115, 116.

21. *AFL, Proceedings*..., 1886, p. 19.

Années	Nombre de salariés dans l'industrie (âgés de plus de 10 ans) *	Membres des <i>Knights of Labor</i> **	Membres de l'A.F.L. ***
1880	8 807	28	—
1881		19	40
1882		42	65
1883		52	76
1884		61	105
1885		104	125
1886		703	138
1887		510	160
1888		260	175
1889		221	210
1890	13 380	100	225
1891			238
1892			255
1893		75	260
1894			275
1895			270
1896			265

* *Historical Statistics*..., p. 72.

** L. WOLMAN: *The Growth*..., p. 32.

*** *Ibidem*. Jusqu'en 1886, *Fédération of Trade and Labor Unions of USA and Canada*.

Ainsi naissait l'organisation des syndicats corporatifs, projetée depuis des années par les trade-unionistes. Déjà au I^{er} Congrès de la *Federation of Organized Trade and Labor Unions of America and Canada* en 1881, les dirigeants des unions corporatives avaient déployé d'immenses efforts pour exclure de cette Fédération toutes les autres unions, bien que la majorité des délégués s'y soient opposés. L'A.F.L. admettait, par contre, la création d'organisations mixtes mais uniquement si une organisation corporative ne pouvait être constituée en raison du faible nombre d'ouvriers qualifiés.

De l'avis du chercheur américain W. Woytinsky, la Fédération de 1881 était avant tout une « organisation législative » dans ce sens qu'elle s'employait à faire passer des lois répondant aux intérêts des ouvriers. En 1886, l'A.F.L. « ajouta des fonctions économiques aux fonctions législatives de son prédécesseur, et concentra ses efforts

Années	Salariés dans l'industrie (âgés de plus de 10 ans)*	Nombre d'ouvriers organisés	Membres de l'A.F.L. **	Affiliés à des syndicats indépendants ou non adhérents à l'A.F.L. **
1897		447	272	175
1898		501	312	189
1899		611	410	201
1900	18 161	868	625	243
1901		1 125	854	270
1902		1 376	1 065	311
1903		1 944	1 556	358
1904		2 073	1 682	391
1905		2 022	1 598	424
1906		1 907	1 469	438
1907		2 080	1 542	538
1908		2 131	1 625	505
1909		2 006	1 524	482
1910	25 779	2 141	1 587	554
1911		2 343	1 787	556
1912		2 452	1 818	635
1913		2 716	2 051	665
1914		2 687	2 061	626
1915		2 583	1 968	614
1916		2 773	2 124	649
1917		3 061	2 457	605
1918		3 467	2 825	642
1919		4 125	3 339	786
1920	30 985	5 048	4 093	955

* *Historical Statistics...*, p. 72.
** *Ibid.*, p. 97; L. WOLMAN: *Ebb and Flow...*, p. 16.

sur le recrutement des ouvriers qualifiés²² ». Les formes et les moyens de lutte de la Fédération contre le patronat changèrent. Dans les années 80, lorsque les ouvriers qualifiés furent contraints de lutter opiniâtement contre les employeurs pour améliorer leur situation économique, réduire la journée de travail et obtenir la reconnaissance des syndicats, leurs organisations avaient encore un caractère combatif.

La volonté d'actions vigoureuses trouva aussi son expression dans le programme de la *Federation of Trade and Labor Unions* où il était dit que « dans tous les pays civilisés se poursuit la lutte entre oppresseurs et opprimés, en-

22. W. S. WOYTINSKY and ass.: *Employment and Wages in the United States*, New York, 1953, p. 233.

tre capitalistes et ouvriers ; d'année en année cette lutte deviendra de plus en plus âpre et causera des malheurs incalculables à des millions de travailleurs s'ils ne s'unissent pas pour une défense et une riposte organisées²³ ».

Tout le prolétariat américain, y compris les ouvriers qualifiés, participèrent en 1886 à la lutte pour la réduction de la journée de travail. Cette année-là on enregistra 610 024 grévistes²⁴.

Après avoir participé, en 1886, au mouvement ouvrier de masse à l'échelle nationale, les unions corporatives américaines concentrèrent leurs activités sur la défense de leurs intérêts spécifiques, ceux de telle ou telle profession ou d'un groupe d'ouvriers hautement qualifiés. Au premier plan venaient les considérations d'affaires et les majorations de salaires. Cet isolement des intérêts des ouvriers qualifiés fut favorisé par la différenciation continue du prolétariat américain due à la monopolisation de l'économie américaine et à l'afflux d'un grand nombre d'immigrés non qualifiés. « Sans aucun doute, la majorité des unions de la Fédération étaient corporatives, écrivait L. Lorwin. La Fédération comprenait et exprimait les aspects pragmatiques des trade-unions », ces « organisations ouvrières pratiques²⁵ », selon l'expression de Gompers, qui s'élevèrent contre le mouvement socialiste, international, de tout le prolétariat. Les membres des unions corporatives étaient prêts à prendre des engagements qui « rapportaient rapidement ». Ils défendaient les hauts salaires, luttèrent contre une éventuelle concurrence. Aussi étaient-ils intéressés à établir un contrôle, avantageux pour eux, de la formation des nouveaux ouvriers (*apprenticeship*-système d'apprentissage sur le lieu de travail) et de l'immigration ouvrière. Malgré l'accroissement général des effectifs du prolétariat américain, la base de l'A.F.L. au sein du mouvement ouvrier demeurait étroite. Comme nous venons de le voir, les trade-unions regroupaient une faible partie des ouvriers américains. Aussi serait-il profondément erroné d'identifier l'A.F.L. au mouvement ouvrier américain.

23. AFL, *Proceedings...*, 1881, p. 3.

24. US Department of Labor. *Strikes in the United States. 1880-1936*, Compl. by F. Peterson, Washington, 1938, p. 29.

25. L. L. LORWIN: *The American Federation of Labor. History, Policies and Prospects*, Washington, 1933, p. 51.

Dans les années 80 se forma au sein de la direction de l'A.F.L. un groupe dirigé par S. Gompers qui s'efforçait de rétrécir le front de la lutte syndicale, de concentrer l'attention des ouvriers qualifiés sur leurs intérêts « individuels » en tant que membres des unions corporatives, en avançant au premier plan les revendications économiques d'une catégorie concrète d'ouvriers. Par conséquent, en exprimant les intérêts des ouvriers qualifiés — trade-unionistes — qui bénéficièrent de certains avantages, les gompersistes opposèrent à la conscience de classe du prolétariat une « conscience de groupe » de cette couche étroite.

En 1891 les plus grandes unions corporatives étaient la *Brotherhood of Joiners and Carpenters* (57 000 membres), l'*International Cigar Maker's Union* (24 000), l'*International Union of Iron and Steel Workers* (24 000), l'*International Union of Iron Moulders* (23 000), l'*International Union of Printing and Publishing Workers* (25 000) ²⁶.

Si, au début de son existence, l'A.F.L. comptait 13 unions affiliées, en 1892, il y en avait déjà 40 ; en 1897, 58 ; en 1902, 97 ; en 1904, 120 ²⁷. L'A.F.L. connut un essor particulier dans les années de la Première Guerre mondiale. A cette époque, les trade-unions américaines obtinrent certaines aumônes pour avoir soutenu le gouvernement impérialiste et avoir aidé les monopoles à profiter de la guerre pour s'enrichir. « Les immenses emprunts de guerre et la vente de marchandises par les Etats-Unis à d'autres pays ont stimulé le développement de l'industrie américaine, écrivait L. Wolman... Le blocus militaire a arrêté l'afflux des immigrants européens... L'intensification de la production, l'accroissement des profits et la pénurie accrue de main-d'œuvre, telles sont les conditions considérées comme favorables pour le développement des trade-unions ²⁸. » Or dans les dix années qui ont précédé la guerre (1904-1913), l'A.F.L. n'avait pas été soumise, malgré les efforts de la direction, à des modifications quantitatives substantielles. Par ailleurs, c'est précisément pendant ces années que se développèrent

26. L. WOLMAN : *The Growth...*, p. 32. Les unions nationales regroupaient les ouvriers d'une même profession aux Etats-Unis, les unions internationales, ceux de l'Amérique du Nord et ceux de l'Amérique centrale, cependant la part de ces derniers fut insignifiante.

27. L. WOLMAN : *Ebb and Flow...*, p. 18.

28. *Ibid.*, p. 22.

les branches de la production utilisant largement le travail des ouvriers non qualifiés. Cependant l'A.F.L. ignorait ce processus. Ses structures, sa politique et ses principes idéologiques traduisaient toujours les intérêts des ouvriers américains qualifiés dont elle se composait essentiellement.

Les processus irréversibles du développement technique, les changements professionnels et sociaux soulevaient parfois des « protestations » parmi les unions corporatives conservatrices. Certaines d'entre elles refusaient de « reconnaître » les nouvelles machines qui remplaçaient les spécialistes « universels », chargés des opérations manuelles. Leur travail était désormais assuré par des ouvriers moins qualifiés ²⁹. En même temps, dans certaines unions corporatives (typographes, métallurgistes, tonneliers, forgerons) il y avait des forces qui se prononçaient pour l'extension de leurs rangs, pour l'admission à l'union (comme le décidèrent les métallurgistes à leur congrès de 1903) « de tout ouvrier travaillant dans un atelier de fabrications mécaniques et occupé à la fabrication ou à la réparation de la machinerie ³⁰ ». Mais, en fait, les ouvriers non qualifiés et les manœuvres ne furent pas rangés dans cette catégorie.

S. Perlman, un des défenseurs connus du gompersisme, appartenant à l'école de Commons, celle du Wisconsin, reconnaissait que l'A.F.L. bien qu'elle n'ait pas totalement ignoré les ouvriers non qualifiés, n'intégra que les couches « supérieures » des ouvriers semi-qualifiés même lorsque furent créées, en 1897-1904, certaines unions locales « mixtes ». En 1905, les ouvriers immigrants non qualifiés ou semi-qualifiés n'étaient absolument pas touchés par l'A.F.L. Seule l'*United Mine Workers Union* (U.M.W.U.) faisant exception ³¹. S. Perlman écrivait qu'à cette période la situation dans l'A.F.L. était caractérisée par une stagnation générale. Les travailleurs qui venaient grossir la clas-

29. W. DICK : *Op. cit.*, p. 15.

30. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...* Vol. III, p. 183. Avant ce congrès, l'*International Association of Metal Workers* n'avait admis que des ouvriers hautement qualifiés capables d'effectuer toutes les opérations dans les ateliers de fabrications mécaniques, dans les ateliers de chemin de fer.

31. L'*United Mine Workers Union*, seule grande centrale internationale, regroupait également des ouvriers non qualifiés. Pendant la période examinée, ses effectifs augmentèrent.

se ouvrière américaine n'étaient pratiquement pas entraînés dans le mouvement syndical.

Le nouvel essor industriel devait contribuer à améliorer l'organisation des ouvriers. Tâche réalisée par l'*Industrial Workers of the World* (I.W.W.), organisation fondée en 1905 et dont l'apogée se situe en 1912-1913³².

« Les critiques, amis et ennemis, du trade-unionisme américain, reconnaissent, écrit L. Wolman, que la structure et la politique de l'A.F.L. empêchaient désormais la solution des problèmes d'organisation que posait le développement économique de l'époque. Les unions corporatives, forme prédominante d'organisation, n'étaient plus en état de syndicaliser les ouvriers au sein des unions dans les branches où la qualification et le professionnalisme habituels avaient été modifiés par les changements radicaux survenus dans la technologie et la gestion de la production³³. »

La stagnation au sein de l'A.F.L., la réduction de son poids spécifique dans la classe ouvrière américaine grandissante étaient dues au fait que les principes corporatifs conservateurs sur lesquels reposait cette organisation et se guidait sa direction étaient inacceptables pour la grande masse des ouvriers : ouvriers sous-qualifiés, Noirs, immigrants. L'A.F.L., comme l'écrit D. Montgomery, chercheur américain de tendance radicale, s'opposait de fait à ces catégories d'ouvriers qui étaient « profondément déçus » par le trade-unionisme et se méfiaient de ses « leaders expérimentés³⁴ ».

32. J. COMMONS and ass.: *History of Labour in the United States*, New York, 1980, Vol. II, p. 523.

33. L. WOLMAN: *Ebb and Flow...*, p. 38.

34. D. MONTGOMERY: « The «New Unionism» and the Transformation of Workers' Consciousness in America ». — *Journal of Social History*, 1947, Vol. 7, N 4, p. 511. D. Montgomery, représentant du courant radical dans l'historiographie américaine, analyse de nouvelles données sur les actions des ouvriers non organisés dans la seconde décennie du XX^e siècle. Il prouve l'existence d'un radicalisme latent au sein du mouvement ouvrier de masse des Etats-Unis qui se développait en dehors de l'A.F.L. Ces dernières années, M. Dubofsky et J. Laslett, historiens radicaux, publièrent leurs travaux qui font ressortir le rôle des I.W.W. en tant qu'organisation de masse des ouvriers américains opposés à l'A.F.L. dont ils critiquent l'esprit conservateur et corporatif (M. DUBOFSKY: *We Shall Be All. A History of the Industrial Workers of the World*, Chicago, 1966). Ils mettent en lumière le mécontentement provoqué chez les militants de base de

L'étude de la composition des unions de l'A.F.L. et l'analyse de la politique de sa direction, à l'égard des ouvriers non qualifiés, conduisent finalement à conclure que la division du mouvement ouvrier, effectuée par l'A.F.L. dès les premières étapes de son existence, affaiblit non seulement le mouvement ouvrier dans son ensemble, mais aussi, comme le montra l'histoire du demi-siècle qui suivit, « mit en cause les intérêts directs du trade-unionisme lui-même³⁵ ».

Le programme de Gompers et d'autres leaders de l'A.F.L. visait à créer des syndicats forts et stables. Au congrès de l'A.F.L. en 1896, Gompers formula ainsi l'idée du trade-unionisme : « Les trade-unions, simples et pures, sont des organisations naturelles des salariés appelées à défendre leurs véritables conquêtes et à obtenir leur libération définitive³⁶. » Il était partisan des cotisations syndicales élevées³⁷ qui assureraient à l'organisation ouvrière une base matérielle suffisamment stable. Ceci, selon Gompers, permettrait d'accorder des prêts à certains membres, d'instituer un système d'assurance en cas de maladie ou de décès. Le Comité exécutif de l'A.F.L. eut de la peine à convaincre ses membres de la nécessité de créer un fonds pour aider les chômeurs, d'abord dans la *Cigar Maker's*

nombreuses trade-unions affiliées à l'A.F.L. par le « simple et pur » trade-unionisme (M. DUBOFSKY: *When Workers Organize: New York City in the Progressive Era*, Amherst, 1968; J. H. M. LASLETT: *Labor and the Left. A Study of Socialist and Radical Influences in the American Labor Movement, 1881-1924*, New York, 1970).

35. W. M. DICK: *Op. cit.*, p. 15.

36. AFL, *Proceedings...*, 1896, p. 19.

37. « La force économique de l'organisation, note-t-on dans un des documents de l'A.F.L., détermine sa capacité et ses possibilités qui se manifestent lors de la conclusion des conventions avec les patrons. » (*American Federation of Labor. History, Encyclopedia, Reference Book*, Vol. I, Washington, 1919, p. 12). La question de l'augmentation des cotisations syndicales fut systématiquement soulevée dans les syndicats et aux congrès de l'A.F.L.: « Nous insistons résolument... pour que les cotisations syndicales soient suffisamment élevées afin d'aider nos membres dans tous les cas: grèves, lock-out, maladies, décès, incapacité de travail. » (AFL, *Proceedings...*, 1895, p. 25). « Nous recommandons à toutes les filiales locales et fédérales de l'A.F.L. ... de fixer à 25 cents les cotisations hebdomadaires. Les unions locales qui n'augmenteront pas, au cours des six prochains mois, leurs cotisations... seront exclues de l'A.F.L. » (AFL, *Proceedings...*, 1896, p. 55.)

Union, plus tard dans d'autres unions. Tout cela n'intéressait que les ouvriers qui pouvaient utiliser les avantages offerts aux membres des unions corporatives. De plus le taux élevé des cotisations d'adhésion était un handicap pour les ouvriers défavorisés.

Gompers faisait tout son possible pour établir un contrôle centralisé des grèves et du fonds des grèves, exigeant l'accord des deux tiers des membres des unions internationales pour qu'une union locale puisse lancer un ordre de grève. Un tel contrôle, affirmait-il, obligerait les trade-unions à être « prudentes et circonspectes » avant de se mettre en grève. En même temps, cela assurerait à la direction le contrôle de la masse syndicale.

Ce contrôle devait empêcher la concentration des forces des « mécontents » tombés sous l'influence des socialistes enclins à des actions plus radicales. Gompers intervint lui-même résolument contre ce « danger » lorsque surgit dans son propre syndicat, la *Cigar Makers' Union*, un groupe radical qui pouvait « exercer un contrôle sur son activité... et sur l'élection de la direction dont dépendait le sort de l'organisation »³⁸.

La structure de l'A.F.L., les méthodes de sa direction, l'autonomie des unions nationales, qui se réduisait principalement à avoir le monopole de la représentation ouvrière dans une branche déterminée, l'ordre bureaucratique instauré au début du XX^e siècle et appelé à défendre exclusivement les intérêts de la couche corporative des ouvriers américains, tout cela ralentit l'accroissement des rangs de l'A.F.L., fit d'elle la représentante d'une partie insignifiante de la classe ouvrière américaine. Au cours de toute cette période, les unions corporatives veillèrent avec vigilance à ce qu'aucune autre organisation ouvrière ne vit le jour dans leur métier, elles défendirent leur droit exclusif au regroupement des ouvriers d'une profession déterminée et à la représentation de leurs intérêts (« exclusive jurisdiction »). L'acuité de ces conflits était également reflétée dans les travaux des congrès de la Fédération, dès les premières années de son existence³⁹. Au congrès de

38. AFL, *Proceedings*..., 1915, p. 442.

39. AFL, *Proceedings*..., 1888, p. 21; 1889, p. 21; 1892, p. 23. Les intérêts des trade-unions allaient à l'encontre de ceux des autres organisations ouvrières, en particulier, dans les premières années de l'existence de l'A.F.L., ceux des *Knights of Labor*. En

l'A.F.L. en 1904 il fut tenté de « proclamer une trêve annuelle pour les questions de la juridiction syndicale »⁴⁰, mais cette proposition fut rejetée.

Le « droit exclusif à la juridiction » défendu par les unions corporatives visait, selon certains chercheurs avertis, à ce que l'activité syndicale soit monopolisée par les directions de ces unions⁴¹. Cela empêchait l'apparition de nouvelles unions et, de fait, l'accroissement des unions déjà existantes. « Vers 1904 les efforts déployés par l'A.F.L. pour s'assurer le monopole et le contrôle du mouvement ouvrier américain contribuèrent à faire apparaître une structure qui empêchait à l'avenir l'extension des rangs des syndicats »⁴². Finalement, l'A.F.L. se transforma en une organisation corporative étroite, porteuse « des vieilles traditions corporatives de la bourgeoisie libérale qui pèsent de tout leur poids sur l'aristocratie de la classe ouvrière américaine »⁴³. Ce fut précisément cette partie de la classe ouvrière américaine qui profita des « conditions favorables » pour le développement capitaliste du pays, de même que des moyens supplémentaires dégagés par les monopoles pour stimuler matériellement les « couches supérieures du prolétariat ».

Ce fut, en effet, l'opposition entre les tâches immédiates, la volonté d'améliorer la situation dans une entreprise donnée et les objectifs à long terme de la lutte de la classe ouvrière qui constitua le point de départ de la formation de l'idéologie du « trade-unionisme pur » qui détournait la classe ouvrière de la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société aux Etats-Unis.

L'essence de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier de tous les pays est identique. L'ensemble des idées de l'opportunisme de droite n'était qu'une simplification extrême des vues devenues populaires dans la littérature

règle générale, cette lutte devenait particulièrement tendue lorsque surgissaient, parallèlement, des unions de production, non corporatives (voir à ce sujet Ph. FONER: *Op. cit.*, Vol. 3, ch. 8; B. MANDEL: *Samuel Gompers. A Biography*, Yellow Springs (Ohio), 1963, ch. VI.)

40. AFL, *Proceedings*..., 1904, p. 158.

41. M. S. ESTEY: « Trend in Concentration of Union Membership ». — *Quarterly Journal of Economics*, Vol. LXXX, N 3, p. 354-355.

42. *Ibidem*.

43. V. LÉNINE: *Œuvres*, t. 36, p. 203.

bourgeoise après que la classe ouvrière se soit transformée de « classe en soi » en « classe pour soi », lorsque celle-ci entra dans l'arène sociale et s'affirma comme une force influente dans la vie sociale et politique des différents pays. Cependant, la classe ouvrière des Etats-Unis s'avéra moins bien protégée contre l'influence de ces idées bourgeoises que le prolétariat d'autres pays capitalistes.

Les gomperistes réduisaient pour l'essentiel la « philosophie » de leur mouvement, de leur organisation au pragmatisme, à l'aspiration d'obtenir un avantage matériel direct pour les membres des syndicats, et au volontarisme, qui sous-entendait la « libre expression de la volonté » de chaque membre de la trade-union en ce qui concernait son adhésion, sa participation à l'examen et à la mise au point des décisions et de la politique de l'union.

Le volontarisme, qui réfute les lois historiques objectives et justifie l'arbitraire de l'individu, tout comme le pragmatisme qui nie l'idéologie, les notions philosophiques, et ne reconnaît que l'expérience, sont des variantes d'une conception antiscientifique idéaliste du développement historique, fondée sur la conscience et l'expérience individuelles. Ces conceptions nient l'influence décisive qu'exercent sur le processus historique les lois générales du développement social « qui, dans l'histoire de la société humaine, s'imposent comme lois dominantes ⁴⁵ ».

Le marxisme a irréfutablement prouvé que le résultat réel de l'activité historique des hommes traduit la corrélation complexe de leurs intérêts et de leurs objectifs, que le processus historique et l'histoire elle-même sont la « résultante de ces nombreuses volontés, agissant dans des directions différentes, et de leurs répercussions variées sur le monde extérieur... », et souvent le résultat de ces répercussions variées est diamétralement opposé aux volontés individuelles ⁴⁶.

On ne saurait cependant oublier que le gomperisme fut, en premier lieu, le reflet organisationnel du niveau initial, très bas, de formation de la conscience prolétarienne. Voilà pourquoi lorsque les gomperistes dissertaient sur le volontarisme et le pragmatisme qu'ils considéraient

comme l'expression la plus parfaite de la liberté individuelle, c'est-à-dire de la liberté de chaque trade-unioniste de s'attacher à défendre ses intérêts et d'améliorer réellement ses conditions de vie, ils ne pensaient nullement à une théorie philosophique. Le faible niveau théorique des gomperistes et leurs intérêts permettaient d'interpréter leurs principes pragmatiques et volontaristes exclusivement au sens prosaïque du terme, de traduire la réaction des ouvriers aux situations concrètes et aux intérêts concrets du présent. « Les ouvriers se guident sur le succès sans tenir compte de la façon dont il est obtenu ⁴⁷ », écrivait A. Strasser, un des premiers « théoriciens » du trade-unionisme américain.

Adoptant le volontarisme comme philosophie, le gomperisme introduisit dans la conscience des ouvriers des idées pragmatiques extrêmement étroites, en substituant aux intérêts généraux de la classe la somme des intérêts et des aspirations de certains groupes d'ouvriers. C'est cette conception que les gomperistes qualifiaient de volontarisme.

Gompers et ses compagnons d'idées au sein de l'A.F.L. avancèrent cette « philosophie » au moment où la science avait déjà surmonté, grâce au marxisme, toutes ces dénaturations idéalistes. Cependant, Gompers affirmait qu'il connaissait bien les travaux de K. Marx et de F. Engels ⁴⁸. On ne saurait donc pas placer Gompers parmi les leaders politiques qui, tout simplement, faisaient fausse route. Il fut un ennemi intransigeant de l'idéologie de classe du prolétariat, un homme qui désarmait sciemment le prolétariat face à l'idéologie bourgeoise.

Depuis de nombreuses décennies la conception du volontarisme dans la « philosophie » de l'A.F.L. fait l'objet de discussions dans la littérature historique. Comme on le sait, John Commons, chef de l'école historique du Wisconsin, défendait cette conception et se présentait comme un « disciple de Gompers ⁴⁹ ». S. Perlman et Ph. Taft, adeptes de son école, tentaient de présenter le volontarisme de Gompers comme une réaction de défense contre l'ingérence

47. Voir H. M. GITELMAN : « Adolf Strasser and the Origins of Pure and Simple Unionism. » — *Labor History*, 1965, Vol. 6, N 1, p. 80.

48. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 6324.

49. J. R. COMMONS : *Myself*, New York, 1934, p. 171.

45. K. MARX, F. ENGELS : *Œuvres choisies* en trois volumes, Editions du Progrès, Moscou, 1978, t. III, p. 380-381.

46. *Ibid.*, p. 381.

du gouvernement dans le mouvement ouvrier⁵⁰. D'après ces auteurs, le volontarisme représentait le sens de la philosophie gompersiste du trade-unionisme selon laquelle l'« armée des ouvriers peut être organisée exclusivement sur le front de la lutte économique⁵¹ ».

En 1930 parut le livre de L. Reed⁵², chercheur bourgeois, qui fit la synthèse de la « philosophie gompersiste du volontarisme » en tant que, paraît-il, justification théorique de l'indépendance pratique du trade-unionisme face au pouvoir gouvernemental hostile aux ouvriers, aux tentatives du gouvernement de s'ingérer dans la vie économique des syndicats. Cinq ans après, un chercheur, D. Saposs, constata, en faisant le bilan du mouvement ouvrier depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la faillite de la conception du volontarisme de l'A.F.L. de même que celle de « son cousin le laissez-faire⁵³ ».

Pour cet auteur le « volontarisme » fut la philosophie de l'A.F.L. jusqu'aux environs de 1935. A cette époque les trade-unions commencèrent, avec l'introduction du *New Deal* (Nouvelle Donne) de F. Roosevelt, à collaborer avec le parti au pouvoir dans la sphère des relations économiques.

Le principe du « volontarisme » prévoyait alors, selon certains auteurs, l'indépendance et l'autonomie de chaque union dans le cadre de l'A.F.L., ainsi que l'indépendance et la libre expression de la volonté de tous les membres de cette organisation, ce qui, toujours, selon ces auteurs, correspondrait au principe de la libre entreprise.

La discussion de ce problème ne s'arrêta pas avec l'établissement de nouvelles normes juridiques de régulation des relations de travail aux Etats-Unis et du nouveau système de législation sociale adopté au milieu des années 30. En 1944 parut le livre de G. Higgins sur le volontarisme dans les syndicats américains dans la période comprise entre 1930 et 1940. Il comportait l'analyse de la conception du volontarisme au cours de toute l'histoire de

50. J. R. COMMONS and ass.: *History...*, Vol. IV, p. 6.

51. S. PERLMAN: *A Theory of the Labor Movement*, New York, 1928, p. 197.

52. Voir L. S. REED: *The Labor Philosophy of Samuel Gompers*, New York, 1930 p. 127, 118.

53. D. SAPOSS: « American Labor Movement since the War ». — *Quarterly Journal of Economics*, Vol. XLIX, N 2, p. 236.

l'A.F.L. Higgins considérait le volontarisme comme le « principe fondamental de la philosophie de Samuel Gompers et du mouvement qu'il dirigeait », comme le « synonyme trade-unioniste du laissez-faire⁵⁴ ».

Aujourd'hui encore l'intérêt pour ce problème demeure. Il apparaît dans la revue *Labor History* lors de l'examen des problèmes concrets de l'histoire du mouvement ouvrier. K. Bryant, S. Scheinberg, R. Walker, R. Lubove, F. Greenbaum, D. Brody mettent en doute la thèse de l'abandon total du volontarisme gompersiste dans les années 30⁵⁵. L'attention des chercheurs a été attirée par la discussion entreprise sur ce thème dans la revue *Industrial and Labor Relations Review* où M. Rogin et G. Fink⁵⁶ prouvèrent le caractère illusoire de la doctrine volontariste proclamée par le gompersisme, démontrèrent que la volonté des adhérents des trade-unions était grossièrement bafouée par la bureaucratie syndicale, que la « philosophie » de l'A.F.L. était une « idéologie organisationnelle au service d'une élite au sein des trade-unions ».

Lorsque Gompers opposait sa conception du volontarisme à ce qu'il appelait les « constructions idéologiques imposées aux ouvriers par les socialistes⁵⁷ », il prêchait, au fond, une approche illusoire de la réalité. Reconnaître à chaque volonté isolée l'aptitude à déterminer les processus qui se déroulent dans la société n'est, en effet, qu'une illusion, dissipée depuis longtemps par le matérialisme historique. Ayant introduit la notion d'intérêt de classe, le marxisme a fait ressortir la base objective qui est la cheville ouvrière du processus historique. Lorsqu'il s'agit de l'examen des forces motrices du développement social, il ne s'agit pas tant, écrivait F. Engels, « des motifs des individus, si éminents soient-ils, que de ceux qui mettent en

54. G. G. HIGGINS: *Voluntarism in Organized Labor in the United States, 1930-1940*, Washington, 1944, p. 41, 44 (le livre fut réédité à New York en 1969).

55. *Labor History*, 1970, vol. 11, N 3; 1967, Vol. 8, N 3; 1962, Vol. 3, N 2; 1966, Vol. 7, N 1; 1972, Vol. 13, N 2.

56. G. M. FINK: « The Rejection of Voluntarism ». — *Industrial and Labor Relations Review*, 1973, Vol. 26, N 2, p. 805 (ff); M. ROGIN: « Voluntarism. The Political Functions of an Antipolitical Doctrine ». — *Industrial and Labor Relations Review*, 1962, Vol. 15, N 4; 1973, Vol. 26, N 2.

57. Voir *Final Report and Testimony Submitted to Congress by the Commission on Industrial Relations*, Vol. II, Washington, 1916, p. 1529-1534.

mouvement... des classes entières⁵⁸...». Le gompersisme, quant à lui, en opposant la volonté individuelle ou de groupe ainsi que l'intérêt à la volonté de la classe dans son ensemble, tentait en fait d'édulcorer les éléments de la conscience de classe prolétarienne et d'inculquer aux ouvriers une conscience bourgeoise. Gompers affirmait que l'A.F.L. serait l'avant-garde du mouvement ouvrier, l'« expression de la volonté de tous les ouvriers⁵⁹ », et prétendait représenter les intérêts de l'ensemble du prolétariat américain. Tout ceci, pris ensemble, visait à soumettre la classe ouvrière à la domination idéologique de la bourgeoisie.

À la question que lui posa la Commission du Sénat pour les relations industrielles : l'A.F.L. a-t-elle « une philosophie sociale fondamentale ou travaille-t-elle aveuglément, au jour le jour ? », Gompers répondit que le « principe directeur, la philosophie et l'objectif du mouvement ouvrier est d'obtenir une vie meilleure pour tous. Il ne faut point, disait-il, pénétrer profondément les problèmes sociaux et la philosophie pour comprendre que trois dollars pour une journée de travail de huit heures, dans de bonnes conditions de sécurité du travail, c'est mieux que 2,5 dollars pour une journée de travail de 12 heures dans des conditions qui mettent en danger la vie de l'ouvrier⁶⁰ ».

Gompers affirmait en même temps que le refus catégorique de toute « philosophie sociale » éviterait au mouvement syndical de se soumettre aux principes abstraits et tendancieux, à toute sorte de théories en « isme », de se replier sur lui-même dans un esprit de chapelle. Le gompersisme se targuait d'avoir une « large » approche de la définition des tâches du mouvement ouvrier, de faire preuve de souplesse, de prendre en considération la diversité du monde et d'être attaché à l'empirisme « américain ». Le gompersisme proposait de déterminer la valeur des notions et des idées elles-mêmes, suivant leur avantage di-

58. K. MARX, F. ENGELS : *Œuvres choisies* en trois volumes, p. 383.

59. S. GOMPERS : « The Issues that Face America ». — *American Federationist*, 1921, Vol. XXVIII, N° 5, p. 427.

60. *Final Report*..., Vol. 2, p. 1529. Cette commission du Sénat organisa une enquête parmi les nombreux militants du mouvement ouvrier afin d'étudier les relations industrielles aux États-Unis.

rect, leur utilité matérielle du point de vue des intérêts du moment. Or, si nous considérons les processus qui aboutissent réellement à l'amélioration de la situation des ouvriers, nous devons constater que ce n'est pas, loin de là, le simple résultat de l'expression de la volonté de tels ou tels groupes « pratiques » de la classe ouvrière, mais celui de l'action des lois objectives du développement de l'économie capitaliste dans les conditions d'une âpre lutte de classe où les conditions objectives déterminent les revendications des travailleurs.

Les succès enregistrés dans l'amélioration de la situation économique des membres des unions corporatives, et pour lesquels se battaient les trade-unions, furent le résultat de la pression et de la protestation de l'ensemble de la classe ouvrière contre les capitalistes. Cela concerne également les conventions collectives des trade-unions avec les entrepreneurs. Les gompersistes opposaient le système des conventions collectives des syndicats aux principes socialistes du mouvement ouvrier. En réalité, si les premiers voyaient dans ces conventions une voie directe menant à la collaboration de classe, s'ils les considéraient comme un élément de l'« harmonie sociale », les socialistes, par contre, loin de nier les différentes formes de lutte économique, y compris les conventions collectives, affirmaient que la classe ouvrière ne pouvait résoudre ses problèmes économiques fondamentaux qu'en mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Les socialistes considéraient les conventions collectives comme une importante partie intégrante de l'activité des syndicats visant à défendre les intérêts économiques de la classe ouvrière. La différence entre les ailes radicale et réformatrice du mouvement ouvrier n'est pas que la première nie et la seconde reconnaît la nécessité de telles conventions, mais que la première envisage les conventions collectives comme une des formes de lutte prolétarienne, tandis que la seconde, en érigeant en absolu cette seule forme, tente de lui retirer son caractère combatif, d'en faire un instrument d'intégration du prolétariat dans le système des rapports sociaux capitalistes.

Les recherches de certains auteurs contemporains, par exemple de J. Laslett⁶¹ et de W. Dick, montrent que dans

61. Voir J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left. A Study of Socialist and Radical Influences in the American Labor Movement. 1884-1924*, New York, 1972.

la pratique « nombre de syndicats qui ont obtenu les plus grands succès et qui ont utilisé les conventions collectives ne l'estimaient nullement incompatible avec une ligne politique radicale. Les socialistes dans les syndicats ne donnaient pas la préférence à une forme d'activité par rapport à une autre, ils se prononçaient pour les conventions collectives et, à la fois, pour l'activité politique... Souvent les vues radicales dans la politique servaient à renforcer les syndicats ⁶² ».

Le pragmatisme du trade-unionisme américain traduisait le caractère spécifique de sa formation et, en premier lieu, l'influence exceptionnelle de l'idéologie bourgeoise sur l'« aristocratie ouvrière ». A la charnière des XIX^e et XX^e siècles, lorsque s'affirma le trade-unionisme américain de type moderne, les rythmes accélérés du développement industriel aux Etats-Unis, le succès des monopoles américains dans l'arène internationale contribuèrent à propager l'idée de l'« exclusivité » américaine et le pragmatisme dans toutes les sphères de la vie idéologique et sociale. C'est précisément à cette époque que le pragmatisme, cette « philosophie de l'action », exprima le plus les idées de la bourgeoisie américaine triomphante.

Dans ce sens, l'un des actuels historiens bourgeois américains, A. Schlesinger Jr., tira de l'analyse de l'« idéologie de l'expérience américaine » des conclusions très caractéristiques : « ... Le fait que la nation ait repoussé les théories dogmatiques préconçues sur la nature du régime social économique a été le facteur fondamental et, peut-être, le plus important du développement accéléré des Etats-Unis. Notre peuple n'a jamais été asservi par la théorie... L'attitude sceptique à l'égard de l'idéologie était la principale source de l'ingéniosité, qui caractérise notre nation, pour résoudre les problèmes sociaux... La nation américaine s'est toujours distinguée par l'esprit d'innovation et celui d'expérimentation ⁶³. »

L'esprit d'initiative des Américains, impulsé par les succès industriels de leur pays à la fin du siècle dernier, fit naître le pragmatisme, cette « philosophie américaine la plus moderne », qui « entretenait l'esprit capitaliste des possibilités égales » largement développé en Amérique avec

ses conditions extrêmement avantageuses pour la progression de l'entreprise capitaliste. Cette tendance idéaliste subjective reposait sur les aptitudes individuelles, les succès et ambitions personnelles, l'utilitarisme bourgeois. Les idéologues du pragmatisme se moquaient de la métaphysique de l'idéalisme, ne portaient aux nues que l'expérience et ne reconnaissaient que la pratique comme seul critère possible. Ainsi, ils s'engagèrent eux-mêmes dans la voie de l'idéalisme en poursuivant leurs objectifs pratiques. Compte tenu de ses positions pragmatiques de départ, la tendance trade-unioniste ne pouvait rester que nominalement en dehors de l'idéologie ou y apporter des perfectionnements, l'aborder de « son point de vue ». Soulignant la stérilité de telles tentatives, Lénine écrivait : « Ce n'est pas vous qui abordez... c'est cette mode (le pragmatisme. — S.A.) qui vous aborde, vous impose ses nouvelles contrefaçons au goût de l'idéalisme ⁶⁴... »

La base économique de la couche privilégiée parmi les ouvriers américains se renforça au XX^e siècle, les unions corporatives conclurent une série de conventions avantageuses avec les entrepreneurs dans l'intérêt de leurs membres, elles refusèrent de se solidariser avec d'autres détachements d'ouvriers. Dans ces conditions les gompersistes insistaient sur la nécessité de restreindre la syndicalisation des ouvriers, soutenant qu'un regroupement plus large serait irréalisable et éphémère, que la défense des intérêts de tous les ouvriers en général n'est pas réaliste. Les gompersistes affirmaient qu'ils intervenaient au nom des organisations ouvrières « réelles ». Gompers était fier d'avoir donné à la notion de « conscience de classe » un sens purement pratique, d'avoir adopté une approche extrêmement pragmatique de l'évaluation des événements qui déterminait les principes idéologiques, les revendications politiques et économiques, ainsi que la tactique de l'A.F.L.

Les trade-unions, disait Gompers, « ce sont les organisations pratiques des ouvriers destinées à surveiller la sphère de la vie de l'ouvrier ⁶⁵ ».

Les « pures et simples » ⁶⁶ trade-unions, affirmait-il, n'obscurciraient pas leur programme de revendications poli-

62. W. M. DICK : *Op. cit.*, p. 126.

63. *Paths of American Thought*, Ed. by A. M. Schlesinger, Jr. and M. White, Boston, 1963, p. 533.

64. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 14, p. 357.

65. *AFL, Proceedings...*, 1896, p. 19.

66. Ce terme fut introduit pour la première fois par A. Strasser en 1882. (*Labor History*, 1965, Vol. 6, N° 1, p. 81.)

tiques. Selon lui, elles seraient « pures » parce que « neutres » en politique, c'est-à-dire parce qu'elles opposent la lutte pour les « résultats immédiatement réalisables » aux objectifs à long terme de la lutte prolétarienne générale pour transformer socialement et politiquement la société, pour mettre fin à la situation du prolétariat en tant que classe exploitée.

Les gomperistes opposaient aux plans de transformations révolutionnaires les principes de « liberté individuelle » des ouvriers qui pourraient être mis en œuvre par la réalisation du programme de « volontarisme ». Les prétentions des gomperistes de garantir, par une approche volontariste de la réalité, la « liberté individuelle » de chaque membre du syndicat traduisaient le philistinisme si caractéristique, selon Engels, des rapports sociaux en Amérique⁶⁷. Le volontarisme des philistins, dont se sont armés les trade-unionistes pour rendre leur programme plus attirant, était opposé au « déterminisme économique » (c'est ainsi que la science bourgeoise américaine qualifiait la doctrine marxiste relative aux lois du développement social qui, prétendait-elle, limitait la liberté individuelle de l'homme, en l'obligeant de se soumettre et d'agir dans le cadre d'un certain schéma).

Comme on le sait, la défense de la « liberté individuelle » mythique en impose surtout au mode de pensée bourgeois⁶⁸, d'autant plus qu'aux Etats-Unis l'illusion de la possibilité de résoudre les problèmes non par une lutte organisée contre les exploités, mais individuellement, remontait à l'histoire spécifique de ce pays. A la fin de sa vie Gompers caractérisait ainsi l'A.F.L. : « C'était une organi-

67. K. MARX, F. ENGELS : *Correspondance*, t. II (1849-1851), Editions Sociales, Paris, 1971, p. 108.

68. Dans sa critique du livre de W. Sombart, *Das Proletariat*, dans lequel l'auteur affirmait qu'il se développait un « fort individualisme » au sein du prolétariat à cause des conditions de vie de celui-ci, notamment, de la nécessité de gagner sa vie dès l'enfance, le célèbre marxiste russe Plékhanov écrivait : « ... Le caractère de l'individualisme change en fonction du terrain où il s'implante. L'individualisme prolétarien n'a rien à voir avec l'individualisme bourgeois. Le prolétariat est individualiste en ce sens que la vie développe en lui, tôt et fortement, un sentiment d'indépendance, alors que l'individualisme bourgeois engendre des sentiments égoïstes... Dans l'âme « dévastée » du prolétaire, il y a un riche contenu et un potentiel encore plus riche. » (*Œuvres*, t. XVI, Moscou, 1923, p. 207 (en russe).)

sation qui ne possédait aucun autre pouvoir et aucune autre autorité que le volontarisme. C'était un regroupement bénévole d'unions ayant des intérêts et des objectifs communs. En se guidant sur les principes du volontarisme, notre Fédération, à l'origine la plus faible, devint la plus forte, elle devint le mouvement ouvrier le mieux organisé du monde... Je voudrais donc rendre hommage aux principes du volontarisme, fondement de la liberté de l'homme⁶⁹. »

Cependant, l'A.F.L. n'abandonna pas toujours, au nom de ces principes, la lutte pour une régulation législative des relations de travail. Au début de son histoire cette organisation, qui hérita des traditions de la lutte pour les réformes, la législation ouvrière et d'autres mesures gouvernementales, examinait à ses congrès tous ces problèmes (journée de travail de 8 heures, nationalisation des moyens de communication, introduction d'un système de travaux publics, etc.), ce qui trouva son expression dans le programme de l'A.F.L. et dans d'autres documents des congrès, ainsi que dans le soutien apporté au programme d'Henry George au milieu des années 80, aux revendications du mouvement populiste des années 90.

Les *Knights of Labor* intervenaient également en faveur des réformes et d'une législation ouvrière. A cette époque, certaines de leurs organisations faisaient encore partie des unions de l'A.F.L. ou avaient des contacts avec celles-ci, ce qui exerçait une certaine influence sur l'état d'esprit au sein de l'A.F.L. Mais, après que l'A.F.L. ait abandonné les revendications ouvrières, traditionnelles pour les années 70-80 et le début des années 90 du XIX^e siècle, les revendications de solidarité avec d'autres détachements de la classe ouvrière non regroupés au sein des unions corporatives, puis, comme nous le verrons plus bas, les thèses socialistes avancées encore dans les années 80 par l'A.F.L. elle-même, cette organisation opta pour le volontarisme en tant que ligne officielle, niant la lutte pour la législation ouvrière et l'intervention de l'Etat pour régler les problèmes du travail.

« Pourquoi devons-nous dépendre du lent processus d'adoption des lois, s'adressait James Duncan, vice-président de l'A.F.L., aux délégués d'un des congrès annuels, alors que nous pouvons utiliser une force plus sûre et plus

69. AFL, *Proceedings*..., 1924, p. 5.

efficace : notre pression économique⁷⁰. » La liberté des ouvriers, pour Gompers, c'était leur possibilité « d'agir et de lutter pour leur libération par leurs propres forces⁷¹ », directement contre les entrepreneurs, en évitant l'intervention de l'Etat.

Comme on le sait, au début du XX^e siècle des raisons d'ordre pragmatique conditionnèrent le refus de l'A.F.L. de lutter en faveur de la loi sur la journée de 8 heures pour tous les ouvriers. A cette époque les membres des unions corporatives l'avaient déjà obtenu dans la plupart des cas⁷². A cet égard il faut noter la dispute qui eut lieu entre Gompers et Ed. Wallace, socialiste, rédacteur de l'*United Mine Workers Journal*, dans les pages mêmes de cette publication en septembre 1915. Wallace insistait sur le fait que la législation ouvrière constituait un moyen d'améliorer réellement la situation des prolétaires, en particulier des prolétaires non organisés, comme ce fut le cas des ouvriers des aciéries. La réduction législative de la journée de travail, estimait Wallace, permettrait aux fondeurs d'acier de s'organiser. Gompers, quant à lui, tout en reconnaissant la vanité des efforts de l'A.F.L. pour organiser les ouvriers de cette branche, rejetait néanmoins tous les autres moyens d'améliorer la situation des fondeurs d'acier, y compris la lutte pour la réduction du temps de travail par voie législative. Il était prêt à avancer et à défendre ces revendications par la grève, mais seulement après une préparation efficace dans le cadre de l'A.F.L.⁷³

L'A.F.L. empêchait la lutte des ouvriers américains pour l'adoption des lois sur les assurances sociales auxquelles étaient vivement intéressés des millions d'ouvriers américains, non organisés et organisés. Ce que les gompersistes considéraient comme pratique n'était pas souvent avantageux pour la plupart des ouvriers américains⁷⁴.

En même temps, à certaines périodes, marquées en particulier par l'essor du réformisme bourgeois, les trade-unions se ralliaient à la lutte pour les réformes et même utilisaient dans cette lutte les partis politiques, si cette ligne était dictée par le « bon sens » et supposait l'acqui-

sition d'objectifs « pratiques » étroits d'ordre économique. Comme l'écrivait à bon droit un auteur américain : « Gompers abandonnait le volontarisme s'il était sûr qu'une autre politique pourrait s'avérer plus efficace⁷⁵. »

En effet, la direction principale de la Fédération et certaines trade-unions admettaient dans certains cas l'ingérence des organes d'Etat en tant qu'arbitres dans les conflits de travail, participaient elles-mêmes à l'élaboration de toute une série d'initiatives et de lois d'Etat, parmi lesquelles on peut mentionner le *Clayton Act* qui légalisait formellement les syndicats et qui avait une grande importance pour l'accroissement du prestige de l'A.F.L. et, surtout, de ses leaders.

En ce qui concerne le renforcement organisationnel de l'A.F.L., il équivalait, selon les gompersistes, à celui de la direction de la Fédération et des unions isolées de la part de la hiérarchie des bureaucrates syndicaux, inchangée depuis des décennies. Ce système bureaucratique, implanté dans l'A.F.L., conduisit à une modification substantielle des objectifs initialement proclamés de cette organisation, de ses idéaux et de ses principes tactiques. Au début du XX^e siècle les dirigeants des unions devinrent membres des groupes privilégiés qui se placèrent en dehors du contrôle de la masse syndicale. Pour de nombreux leaders de ce genre, l'activité syndicale se transforma en business. Les militants et simples adhérents de la Fédération qui intervenaient contre les bureaucrates syndicaux étaient persécutés et exclus⁷⁶. « Dans de nombreuses unions, note W. Dick, on a vu surgir une sorte de contrôleurs bureaucratiques... qui réussissaient à déterminer les activités de l'organisation... Même dans des conditions normales, ces gens n'avaient pas envie de modifier le système qui les récompensait généreusement, et lorsque leur situation leur

75. G. G. HIGGINS : *Op. cit.*, p. 30.

76. W. LEISERSON : *American Trade Union Democracy*, New York, 1959. Le chapitre de cet ouvrage (p. 138-189) explique pourquoi et comment la direction bureaucratique des unions internationales pouvait ignorer franchement l'opinion de la base. A propos de la corruption dans l'union des charpentiers voir *What's Wrong in the Carpenters' Union? The Story of Administration Corruption and Expulsion of Militants in the Carpenters' Union*, Chicago, 1925.

70. AFL, *Proceedings*..., 1902, p. 182.

71. *American Federationist*, 1916, Vol. XXIII, N5, p. 332.

72. AFL, *Proceedings*..., 1914, p. 421, 437.

73. W. M. DICK : *Op. cit.*, p. 116.

74. M. ROGIN : *Op. cit.*, p. 532.

ouvrit la voie de la corruption, ils se maintenaient à des positions tout à fait antiradicales ⁷⁷. »

La bureaucratie syndicale contrôlait entièrement la composition des comités des congrès élaborant les principales résolutions, ainsi que les publications de leurs unions nationales. La procédure des congrès de l'A.F.L., la composition des délégués assuraient pratiquement sans difficulté l'adoption des décisions préparées par le Comité exécutif et les comités. Les congrès de l'A.F.L. étaient loin de traduire l'opinion de la plupart de ses membres ⁷⁸. Il est significatif qu'indépendamment du nombre de leurs membres, les unions centrales des villes et des Etats (fédérations des trade-unions des villes et des Etats) avaient, chacune, au congrès, un délégué et une voix. Alors que les unions nationales et internationales étaient soumises à la norme : un délégué pour 4 000 personnes et une voix pour cent adhérents (Statuts de l'A.F.L., art. XI, § 5). Ceci permettait la formation au congrès d'une représentation tout à fait particulière. Ainsi, à un de ces congrès les 577 délégués possédaient en tout 34 000 voix, et 65 d'entre eux en possédaient 28 000 ⁷⁹.

Ce système ne permettait pas aux organisations syndicales locales de faire connaître leur opinion au congrès et, à plus forte raison, de l'exprimer dans un programme pratique ou théorique. « L'étude de la réaction réelle des unions à la législation proposée (indemnisation des accidents du travail, allocations-chômage, etc.), écrit l'historien américain G. Fink, fait ressortir une profonde divergence dans les positions des organisations nationales et locales. Lorsque les directions des unions nationales s'op-

77. W. M. DICK : *Op. cit.*, p. 127. A propos de la bureaucratization de l'A.F.L. voir p. 121-133.

78. La procédure de l'examen et du vote du programme socialiste au congrès de 1894, est un exemple caractéristique du mépris, affiché par les leaders syndicaux, de l'opinion de la majorité des membres de l'A.F.L. (voir p. 105-111).

79. W. M. DICK : *Op. cit.*, p. 128. J. Brophy, un des leaders des mineurs américains à une époque plus récente, soulignait dans ses mémoires le fossé qui existait entre les congrès de l'A.F.L. et les simples adhérents. En effet, les mineurs y étaient, en règle générale, représentés par huit délégués (trois dirigeants de l'union nationale, cinq dirigeants des filiales ou du bureau national). Selon Brophy, seule l'augmentation du nombre de délégués des fédérations, des unions centrales des villes pouvait assurer une plus large représentation des ouvriers (p. 129).

posaient énergiquement aux mesures gouvernementales en vue d'aider les ouvriers, les directions locales et les adhérents les soutenaient activement. » Fink voit là la preuve que les organisations locales ne partageaient pas le principe du volontarisme ⁸⁰. En 1903, J. Mitchell, leader de l'U.M.W.U., notait le système de centralisation du pouvoir nettement exprimé dans les syndicats. Il indiquait les « discussions permanentes entre les avocats d'un pouvoir central fort et les adeptes de la décentralisation grâce à laquelle les groupes locaux auraient des pouvoirs plus larges ⁸¹ ».

Les méthodes antidémocratiques de la direction de l'A.F.L. prouvaient que la volonté des adhérents était ignorée, que la direction tenait de moins en moins compte de leurs opinions. « ... Le volontarisme a légitimé le pouvoir des immenses unions corporatives internationales, celui des milieux dirigeants dans la Fédération et dans ces unions elles-mêmes ⁸². »

Prenant en marche le train bureaucratique, cette élite, à la tête des unions corporatives, orientait ses efforts vers la lutte contre les tendances progressistes dans les organisations, contre l'influence de l'idéologie révolutionnaire socialiste qui traduisait les besoins de l'ensemble du mouvement ouvrier, qui protégeait son indépendance politique.

Le gompersisme en appelait au pragmatisme vulgaire, à l'« esprit d'une politique réelle et saine », en opposant ces principes du trade-unionisme aux projets avancés par les « intellectuels ». C'est ainsi que les leaders de l'A.F.L. baptisaient les militants du mouvement socialiste qui, paraît-il, détourneraient les ouvriers américains de la solution de leurs problèmes vitaux quotidiens et aggraveraient les relations des ouvriers avec le patronat.

Ce système de vues reposait sur l'idée de la communauté des intérêts des capitalistes et des salariés, de l'atténuation graduelle des contradictions économiques entre les ouvriers et les patrons et de l'élargissement de la sphère de leur collaboration. D'où le refus des gompersistes de l'indépendance politique du mouvement ouvrier, d'où leur

80. *Industrial and Labor Relations Review*, 1973, Vol. 26, N 2, p. 805 ff.

81. J. MITCHELL : *Organized Labor. American Book and Bible House*, Philadelphia, 1903, p. 66.

82. M. ROGIN : *Op. cit.*, p. 527.

aspiration, comme le note à juste titre l'historien américain M. Karson, à convertir les trade-unions en une sorte de « cours d'éducation » capables de faire d'un ouvrier un délégué d'atelier ou un électeur, sans lui apprendre à « réfléchir ni à poser des questions ». C'est pour cette raison qu'on cultivait le mépris envers l'« intellectualisme et les réflexions ». Voilà pourquoi le trade-unioniste américain moyen passait pour être expert en sports et en danse et ne rien comprendre à la politique⁸³.

Il n'est pas fortuit que les dirigeants de l'A.F.L. se soient opposés à l'influence idéologique du socialisme, à la pénétration de la conception scientifique du monde de la classe ouvrière. Ils avaient peur que cette influence n'entraîne des modifications dans la mentalité des ouvriers. La diffusion de l'idéologie révolutionnaire parmi les ouvriers, dans un contexte marqué par la lutte économique et les revendications que ceux-ci défendaient à l'époque, pouvait contribuer activement à la cristallisation de la conscience de classe, à la prise de conscience des tâches politiques du prolétariat, ébranler la base socio-psychologique, formée sous l'influence des conditions concrètes du développement historique, du niveau primaire de formation de la conscience prolétarienne, caractéristique des membres des trade-unions aux Etats-Unis.

Profitant des erreurs de tactique, des faiblesses des socialistes américains, les gompersistes critiquaient l'idée même d'un parti socialiste indépendant. C'est dans ce contexte qu'ils imposaient leurs idées d'un mouvement syndical « pur et simple ».

83. M. KARSON : *American Labor Unions and Politics*, Carbon-dale, 1958, p. 294-295.

LA LUTTE DE DEUX TENDANCES DANS LES TRADE-UNIONS DES ETATS-UNIS

LE TRADE-UNIONISME « PUR ET SIMPLE » CONTRE LA POLITIQUE INDEPENDANTE DE LA CLASSE OUVRIERE

Dans les années 70 et 80 du XIX^e siècle, les contradictions s'aggravèrent au sein des trade-unions de l'A.F.L., entre les partisans et les adversaires de la participation ouvrière à la lutte politique.

A mesure que s'affermisssent la situation de la partie la mieux rémunérée et privilégiée du prolétariat américain et son influence dans les trade-unions, de nombreux leaders ouvriers abandonnèrent leurs anciens programmes socialistes et se mirent à prêcher le soi-disant « neutralisme », c'est-à-dire le refus d'une politique indépendante de la classe ouvrière.

Déjà dans les années 70 du siècle passé des leaders bien connus du trade-unionisme tels que A. Strasser et P. McGuire proclamaient leur appartenance au mouvement socialiste. C'est précisément dans le Parti social-démocrate que Strasser établit des contacts avec les militants syndicaux, les participants au mouvement pour la journée de travail de huit heures. C'est là qu'il assimila leur expérience du travail syndical, qu'il utilisa certaines thèses marxistes pour combattre les lassalliens et d'autres adversaires de l'activité syndicale. Pour les marxistes (et cela est même reconnu par des auteurs bourgeois) la tâche principale, immédiate du mouvement socialiste américain était « un travail énergique en vue d'organiser et de centraliser les trade-unions¹ ». « Si la lutte des trade-unions est centralisée et énergique, disait A. Strasser en 1876, elle aboutira à une transformation révolutionnaire de la société². » Mais déjà au début des années 80, Strasser, McGuire, Gompers et d'autres leaders des trade-unions

1. H. M. GITELMAN : « Adolf Strasser and the Origins of Pure and Simple Unionism. » — *Labor History*, 1965, Vol. 6, N 1, p. 76.

2. *Labor History*, 1965, Vol. 6, N 1, p. 78. Au début Strasser appartenait à l'aile lassallienne du Parti socialiste.

abandonnèrent ouvertement les thèses socialistes en faveur des tendances corporatives, ce qui trouva son expression dans le *Socialist*, journal socialiste de New York qu'ils transformèrent et appelèrent *Labor Standard*³. Ce groupe de trade-unionistes utilisa contre les socialistes leurs erreurs lassalliennes et leur sectarisme qui suscitaient le mécontentement des ouvriers américains.

La première confrontation de Strasser avec les socialistes eut lieu sur « son terrain », dans l'*International Cigar Makers' Union*. Pour la première fois, en 1882, Strasser utilisa dans un tract le terme trade-unionisme « pur et simple ». Gompers agissait de concert avec Strasser. Il dirigeait la section locale N° 144⁴, la plus grande dans cette union. Dans les mêmes années McGuire créa, sur la même base « pure et simple », sa *Brotherhood of Carpenters*. Après avoir proclamé un programme de lutte pour les « objectifs immédiats », les champions du trade-unionisme américain utilisèrent, pour faire de l'effet et paraître convainquants, la terminologie marxiste, tout en dénaturant grossièrement le marxisme. H. Gitelman, défenseur du trade-unionisme, notait : « Bien que les objectifs finals du marxisme aient été entièrement rejetés, ses objectifs immédiats ont été laissés intacts. Sous ce rapport, l'unionisme pur et simple américain doit être, au sens propre, reconnaissant envers le marxisme⁵. » Les leaders de l'A.F.L. aimaient jongler avec les termes marxistes. « La conscience de classe ! En réalité, aucune autre organisation au monde ne peut l'exprimer autant que les trade-unions », s'exclama en 1897 Gompers⁶.

La correspondance de Gompers dans les années 80-90 révèle que, dans cette période, il affirmait que la lutte pour les revendications économiques devrait assurer aux ouvriers l'acquisition future des « objectifs finals » : « Lorsque les ouvriers obtiendront la satisfaction de leurs revendications urgentes et que leur situation s'améliorera, ils retrouveront un stimulant vital, le sentiment de leur propre indépendance et de la dignité humaine, la faculté de

réfléchir et raisonner, ce qui devra les préparer à passer à un degré supérieur et plus beau de civilisation⁷. »

La lutte entre les deux lignes au sein du mouvement syndical américain se manifesta avec assez d'acuité déjà dans la *Federation of Organized Trade and Labor Unions of America and Canada*. Un trade-unionisme « pur et simple » ou un mouvement politique indépendant du prolétariat, mouvement syndical avec un programme socialiste, telle fut la base des divergences à l'intérieur de la Fédération dès sa formation, dès son premier congrès à Pittsburgh en 1884. A ce congrès furent revendiquées les actions politiques indépendantes des ouvriers, la création d'un parti ouvrier autonome. A la même époque, la direction des trade-unions essaya de réduire, dans le programme de la Fédération et dans les résolutions du congrès, l'activité politique de la Fédération à des revendications de certaines lois et réformes dans l'intérêt des ouvriers. L. Brandt, président de l'*International Typographers' Union*, proposa d'« examiner et d'étudier toutes les questions touchant les intérêts de chaque syndicat... » Le congrès, selon lui, devait préparer diverses propositions législatives dans l'intérêt des ouvriers⁸. Il fallait lutter pour l'adoption de ces lois, s'appuyant, comme l'indiquait le programme de la Fédération, sur « une juste représentation dans tous les établissements législatifs à l'issue des élections, ainsi qu'en utilisant tous les moyens dignes pour y parvenir⁹ ». En même temps, le congrès adopta la résolution du Comité législatif qui refusait de soutenir le programme de tout parti quel qu'il soit¹⁰.

Les champions du trade-unionisme « pur », McGuire par exemple, exigeaient que la Fédération concentre ses efforts vers des objectifs « accessibles », à savoir, non pas tant l'unité politique que l'unité professionnelle¹¹. « Nos actions, déclara un des délégués au premier congrès, doivent être calmes, réfléchies et pas trop révolutionnaires... on ne saurait pas perdre de vue l'objectif principal :

3. S. GOMPERS : *Seventy Years of Life and Labour*, Vls I-II, New York, 1967, Vol. I, p. 126-128.

4. B. MANDEL : *Samuel Gompers. A Biography*, Yellow Springs, 1963, p. 23, 37.

5. *Labor History*, 1965, Vol. 6, N 1, p. 82.

6. *American Federationist*, 1897, Vol. IV, N 8, p. 115.

7. Cité d'après : Ph. FONER : *History of the Labour Movement in the United States*, Vol. II, p. 177.

8. *AFL, Proceedings...*, 1881, p. 6.

9. *Ibid.*, p. 4.

10. *Ibid.*, p. 24.

11. N. WARE : *The Labor Movement in the United States. 1860-1895*, New York, 1929, p. 248.

un salaire plus élevé pour un travail moindre¹². » Au congrès suivant les partisans de cette tendance affirmaient que la Fédération devrait mettre l'accent sur des objectifs économiques et non politiques. « Il faut concerter nos actions en résolvant les problèmes sur lesquels nos opinions convergent entièrement, il faut éviter les questions qui peuvent nous diviser¹³. » « Nous n'avons pas d'objectifs finals. Nous progressons au jour le jour. Nous ne luttons que pour des résultats immédiats¹⁴... », disait Strasser en 1883.

En même temps, les partisans du trade-unionisme jetaient les bases d'une « ligne politique limitée » qui, par la suite, s'est traduite par une collaboration avec certains milieux de la bourgeoisie. Grâce à la réunion des « efforts du mouvement ouvrier, soulignait le congrès, de nombreux amis des ouvriers ont été élus à des postes de responsabilité alors que leurs adversaires ont été battus¹⁵ ». Il fut décidé de continuer à soutenir la candidature des « amis véritables » aux organes législatifs du pouvoir¹⁶.

Tout cela se déroula vers 1885 où, justement, monta la protestation générale dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis contre l'exploitation. L'heure était proche pour les actions nationales du prolétariat américain qui revendiquait la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail. En 1884, plus de 165 000 ouvriers se mirent en grève, en 1885, plus de 258 000, en 1886, le nombre de grévistes dépassa 610 000¹⁷. A mesure que s'aggravait la lutte de classe aux Etats-Unis, sa portée et son acuité politiques se renforçaient. Cette circonstance plongea dans l'embarras la direction trade-unioniste qui craignait que dans les conditions d'un mouvement ouvrier de masse ne se renforcent dans la Fédération les éléments qui représentaient les intérêts non seulement de la couche restreinte des unions corporatives, mais aussi des larges couches du prolétariat qui était très combatif et qui exigeait des

12. *AFL, Proceedings...*, 1881, p. 14.

13. *AFL, Proceedings...*, 1882, p. 19.

14. *US Senate Committee on Education and Labor*, Vol. I, Washington, 1885, p. 460.

15. *AFL, Proceedings...*, 1882, p. 10.

16. *AFL, Proceedings...*, 1882, p. 20; 1884, p. 17.

17. *US Department of Labor. Strikes in the United States. 1880-1936*, compl. by F. Peterson, Washington, 1938, p. 29.

leaders ouvriers des actions résolues et non pas des accords avec le patronat aux dépens de certaines catégories de travailleurs. Pratiquement, notait Ph. Taft, historien du gompersisme, les « congrès annuels (de la Fédération)... étaient les seuls signes de vie » dans cette période¹⁸. L'embarras qui régnait parmi les leaders de la Fédération est également confirmé par l'absence, au IV^e Congrès (1884), de nombre de militants actifs, y compris de S. Gompers et de Ph. Foster, secrétaire du Comité législatif, qui présenta son rapport au congrès par correspondance¹⁹.

Notons que ce rapport traduisait la véritable situation qui régnait alors dans la Fédération, en particulier l'aggravation des contradictions à propos de la position politique indépendante du mouvement ouvrier. Foster écrivait que la Fédération n'avait pas de « base suffisamment définie, scientifique et systématisée », et, par conséquent, pas de perspective claire de l'avenir de cette organisation. La seule issue à cette impasse était, selon lui, le regroupement des « unions véritables », c'est-à-dire « pures et simples », qu'il considérait comme la clé du problème²⁰. Pour Foster les ennemis numéro un du mouvement ouvrier étaient les partisans d'un parti ouvrier indépendant, les socialistes. « Nous ne sommes pas d'accord », écrivait-il, avec les théoriciens qui ne prennent pas en considération les conditions sociales existantes et qui tentent d'orienter le mouvement ouvrier vers l'acquisition d'objectifs utopiques irréalisables qui ne tiennent pas compte des possibilités de l'être humain et qui ne sont pas dictés par le bon sens. Nous devons savoir marcher avant d'apprendre à voler, et nous croyons qu'un salaire élevé et une journée de travail moins longue constituent le premier pas vers une forte amélioration de la condition ouvrière²¹. »

En même temps, eu égard à l'état d'esprit général des masses, Foster dut constater que les appels lancés aux organes du pouvoir, y compris au président des Etats-Unis, afin d'obtenir une réduction législative du temps de travail, s'avérèrent vains et qu'il ne fallait « compter que sur

18. Ph. TAFT : *The AFL in the Time of Gompers*, New York, 1957, p. 15.

19. S. GOMPERS : *Op. cit.*, Vol. I, p. 237, *AFL, Proceedings...*, 1884, p. 9.

20. *AFL, Proceedings...*, 1884, p. 9, 17.

21. *AFL, Proceedings...*, 1884, p. 10.

ses propres forces », « en utilisant tous les moyens pour s'assurer, sur cette question, le large soutien de l'opinion et organiser, avant le prochain congrès, les votes dans toutes les organisations ouvrières afin de savoir s'il est possible de lancer une grève générale pour l'introduction de la journée de travail de 8 ou 9 heures, au plus tard le 1^{er} mai 1886²² ».

En l'absence de Gompers et de Foster fut adoptée la résolution la plus importante. Elle stipulait : « A partir du 1^{er} mai 1886, la journée de travail de 8 heures sera légale²³. » Cette résolution fut apportée par G. Edmonston au nom du syndicat des charpentiers qui l'avait unanimement approuvée²⁴. La même proposition fut avancée au congrès par la Ligue de la journée de travail de 8 heures de l'État du New Jersey qui appela la Fédération à intervenir activement en faveur de la journée de travail de 8 heures²⁵. L'extension de ce mouvement conduisit l'A.F.L. à le rejoindre, ce qui contribua considérablement, par la suite, à renforcer le prestige de l'A.F.L.²⁶.

Au congrès suivant éclata un conflit entre les partisans de la politique indépendante des ouvriers et les trade-unionistes « purs ». Les socialistes H. Emrich et E. Bauer présentèrent un projet de résolution invitant à abandonner les espoirs liés aux « amis » issus des partis bourgeois et à promouvoir des représentants ouvriers aux postes électifs. Le projet disait : « ... L'expérience prouve qu'il est vain d'attendre une législation favorable à la classe ouvrière de la part de gens qui sont d'une façon ou d'une autre liés aux partis des capitalistes et à leurs intérêts ... Nous ne porterons aucun succès tant que les ouvriers ne rompent pas tous les liens avec les partis politiques existants et ne

22. *AFL, Proceedings* ..., 1884, p. 11.

23. *Ibid.*, p. 14.

24. *Ibid.*, p. 8.

25. *Ibid.*, p. 9.

26. En 1882, Gompers intervint au congrès de la Fédération contre la revendication de la journée de travail de huit heures pour les cigariers sous prétexte que cela était difficilement réalisable au moment donné (*AFL, Proceedings* ..., 1882, p. 17). Mais lorsque le mouvement ouvrier de masse de 1883-1886 ouvrit la voie vers la mise en œuvre de cette revendication, Gompers rejoignit le mouvement et fit tout pour en prendre la tête. Cette ligne correspondait au pragmatisme de Gompers qui luttait « au nom des ouvriers » pour les « objectifs immédiats accessibles ». (S. GOMPERS : *Labor and The Common Welfare*, New York, 1919, p. 5.)

refuseront pas de voter pour leurs candidats, tant qu'ils ne créeront pas un parti qui soutiendra et mettra en œuvre toutes nos revendications. » En votant pour des candidats qui promettent de soutenir les lois en faveur des ouvriers, le prolétariat n'obtiendra rien, car ces candidats sont liés aux capitalistes, aux monopoles, ils en dépendent et en défendront les intérêts. En partant de cela il a été proposé d'introduire dans le programme la disposition suivante : « Nous recommandons à toutes les organisations syndicales et ouvrières de créer un parti véritablement ouvrier et de n'élire que des candidats qui ne sont membres d'aucun parti capitaliste et dont les intérêts convergent avec ceux du mouvement ouvrier. Ceci permettra d'assurer la représentation dans tous les organismes législatifs et exécutifs des personnalités qui soutiendront obligatoirement toutes les lois en faveur des ouvriers²⁷. » Cependant, la Commission des résolutions, au congrès de 1885, où le mot décisif appartenait aux conservateurs Mahoney et Kirshner, représentants de l'*International Cigar Makers' Union*²⁸, rejeta cette résolution.

Dans les premiers mois de 1886 débuta un vaste mouvement ouvrier pour la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, pour la reconnaissance des organisations ouvrières par le patronat. Les militants des *Knights of Labor*, qui regroupaient alors 703 000 adhérents, furent particulièrement actifs. Le Conseil exécutif de l'A.F.L. nota que cette lutte permit à 200 000 ouvriers de réduire leur journée de travail qui s'élevait alors à 10-12 heures²⁹. « Un état d'angoisse et de perplexité désespérées » suscité dans les classes dirigeantes par les événements de 1886 et, particulièrement, par la grève de mai, conduisit à la condamnation illégitime et à l'exécution de ceux qui avaient dirigé la grève de Chicago. Mais, en même temps, ces événements donnèrent aux masses ouvrières la « conscience qu'elles formaient une nouvelle classe et une classe distincte dans la société américaine³⁰ ». « A présent le spectre du communisme n'effraie plus seulement les seigneurs et les petits-bourgeois européens, écrivait G. Plé-

27. *AFL, Proceedings* ..., 1885, p. 17-18.

28. *Ibid.*, p. 17.

29. *AFL, Proceedings* ..., 1886, p. 6.

30. F. ENGELS : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Editions Sociales, Paris, 1960, p. 378.

khanov à propos de la portée politique du mouvement prolétarien de masse aux Etats-Unis. Le « Nouveau Monde », l'Amérique du Nord, pays des dollars et de l'enrichissement rapide, en a fait également connaissance³¹.

En été et en automne 1886, les « Yankees pratiques » devinrent témoins de l'étape suivante de la lutte des ouvriers américains. La campagne politique, organisée par le *United Labor Party* à New York et dans d'autres villes, influa sur la position officielle des leaders de l'A.F.L., obligés de soutenir, au premier congrès de l'A.F.L., une résolution sur le mouvement politique indépendant des ouvriers. A New York, cinq trade-unionistes actifs furent condamnés à une peine de prison, ce qui provoqua la protestation des ouvriers regroupés dans le *Central Labor Union* de la ville. L'activité de cette Union s'intensifia. On créa l'*United Labor Party* qui présenta la candidature de Henry George au poste de maire de New York.

Au début, Gompers, comme il le dit lui-même par la suite³², avait des préventions contre la campagne politique qui faisait rage. Cependant, l'état d'esprit à la base l'obligea de changer de position. Après avoir réfléchi à la situation, il qualifia cette campagne de « manifestation de protestation » et non seulement renonça à sa non-participation traditionnelle au mouvement politique des ouvriers, mais rejoignit lui-même cette campagne et y joua un rôle actif à la tête du Bureau d'agitation orale, en soutenant publiquement la candidature de Henry George, de concert avec les socialistes, les *Knights of Labor* et d'autres organisations ouvrières. Pour expliquer sa position Gompers invoqua le « bon sens » et une « politique réelle et saine ».

Comme on le sait, cette campagne eut une grande répercussion sur tout le mouvement ouvrier américain. Les ouvriers obtinrent certains succès à New York, mais aussi dans les grands centres tels que Milwaukee et Chicago. Il suffit de citer la résolution sur la politique ouvrière indépendante, adoptée par le I^{er} congrès de l'A.F.L. un mois après les élections. « ... Cette question était dans le passé... l'une des sources de divergences et d'inquiétudes dans les rangs de la classe ouvrière ; mais, heureusement, la ré-

volution (les auteurs de la résolution qualifiaient ainsi la participation active de la masse ouvrière à la campagne électorale. — S.A.) dont nous avons été témoins lors de la campagne électorale dans plusieurs Etats, surtout l'étonnante et remarquable manifestation des ouvriers de New York, Milwaukee, Chicago et d'autres endroits, nous montre qu'il est temps pour les ouvriers de décider de l'unité d'action... Le congrès appelle à soutenir de la façon la plus énergique le mouvement politique indépendant des ouvriers³³. » Au même moment, le représentant de la *National Bakers' Union* (boulangers) exigeait que les « syndicats agissent plus radicalement qu'auparavant³⁴ ».

Dans ce contexte, la direction de l'A.F.L. n'osa intervenir ouvertement contre cette résolution : elle s'efforça d'abord d'y asseoir ses positions et d'étendre son influence. Gompers en fut alors élu président. Par la suite il écrivait : « L'A.F.L. se tenait à l'écart de cette lutte. Cette campagne a posé des problèmes purement politiques qui ne concernaient pas directement les intérêts des ouvriers³⁵... » Cependant, Gompers préféra garder le silence au congrès. « A bien des égards, écrit l'historien Grob, la campagne de 1886 consacra la transformation de Gompers en ennemi juré des actions politiques³⁶. » Ph. Taft, qui tente de justifier la duplicité de Gompers, note également qu'au congrès les leaders de l'A.F.L. « se sont efforcés d'éviter la discussion des questions litigieuses » et, pour cette raison seulement, « ne se sont pas opposés à la résolution en faveur de cette politique³⁷ ». Cette tactique de Gompers montre le sens de la fameuse politique de « neutralité » des leaders gompersistes. Après 1887, les trade-unions et la Fédération, écrit Grob, renoncèrent définitivement à la participation au mouvement politique en tant que moyen d'améliorer radicalement la situation des ouvriers. « Bien que le mouvement ouvrier organisé ait souvent participé aux campagnes politiques, même après 1887, il l'a fait sur une base tout à fait

33. AFL, *Proceedings*..., 1886, p. 16.

34. *Ibidem*.

35. S. GOMPERS : *Op. cit.*, vol. I, p. 322.

36. G. GROB : *Workers and Utopia. A Study of Ideological Conflict in the American Labor Movement, 1865-1900*, Evanston, 1961, p. 164-165.

37. Ph. TAFT : *Op. cit.*, p. 290.

31. G. V. PLEKHANOV : *Héritage littéraire*, recueil, Moscou, 1934, p. 7 (en russe).

32. S. GOMPERS : *Op. cit.*, Vol. I, p. 312, 313, 316-317.

autre et en poursuivant des objectifs foncièrement différents³⁸. »

Après avoir concentré entre leurs mains le pouvoir exécutif au sein de l'A.F.L., les gompersistes firent tout pour que cette résolution ne soit pas réalisée et soit vouée à l'oubli³⁹. Déjà, au congrès de 1888, Gompers appela à abandonner l'idée d'un parti ouvrier politique indépendant⁴⁰, le congrès de 1889 annula la résolution sur le parti ouvrier indépendant et adopta simultanément une déclaration stipulant que l'« A.F.L. n'aura rien de commun avec le mouvement ouvrier politique⁴¹ ».

En même temps, pendant toutes ces années, ni Gompers ni son entourage à la direction de l'A.F.L. n'exigèrent l'exclusion des socialistes des trade-unions, continuant à affirmer que les organisations trade-unionistes des ouvriers devaient regrouper les plus larges milieux ouvriers, y compris les socialistes. Gompers ne cessait de l'affirmer même lors du conflit entre la direction trade-unioniste de l'A.F.L. et les socialistes de New York en 1890-1891, où les gompersistes se permirent pour la première fois des attaques franchement antisocialistes.

Cinq ans passèrent depuis que le congrès élu à la direction de la Fédération des socialistes, connus à l'époque, tels que H. Emrich (à l'origine de la résolution sur la politique ouvrière indépendante) et H. Miller. Depuis 1890, aucun socialiste ne fut élu à la direction, et cela malgré le fait qu'ils aient eu environ un tiers des voix au congrès de l'A.F.L. H. Emrich y fut élu pour la dernière fois en 1889.

Le congrès du *Socialist Labor Party* en 1889 manifesta un certain intérêt pour le mouvement syndical, notant dans le programme et d'autres documents la nécessité que les Etats reconnaissent légalement les trade-unions locales⁴². Mais par la suite c'est la politique sectaire de De Leon et de ses partisans qui prédomina dans le mouvement socialiste. Elle compromit l'influence des socialistes au sein

des trade-unions. Les gompersistes tirèrent profit de cette situation dans les années 90 du XIX^e siècle⁴³.

La discussion qui éclata au congrès de l'A.F.L. en décembre 1890⁴⁴ à Detroit fit nettement ressortir, d'une part, les contradictions entre le gompersisme et le socialisme, et de l'autre, le caractère erroné et nuisible de la position des partisans de De Leon. L'importance de ce congrès est également confirmée par le fait qu'immédiatement après la clôture des travaux, Gompers s'adressa à certains socialistes européens (en premier lieu, à Engels⁴⁵) pour les inviter à arbitrer ses divergences avec les socialistes. Gompers se servit du prétexte que lui offrit au congrès Sanial, partisan de De Leon. Il condamna sa position antisyndicale, escomptant sur le soutien des marxistes. Dans sa lettre à Engels, Gompers essaya d'éviter les contradictions les plus importantes entre le trade-unionisme et la doctrine socialiste traduisant les intérêts de tout le prolétariat.

En 1970, la lettre de Gompers à Engels, datée du 9 janvier 1891, fut publiée dans *Labor History*⁴⁶. Cette publication rendit, à son tour, nécessaire l'analyse de la lettre que F. Engels adressa à H. Schlüter le 29 janvier 1891⁴⁷ et dans laquelle il donne son avis sur certains problèmes abordés dans la lettre de Gompers. Tout cela eut pour résultat

43. Caractérisant l'attitude des socialistes internationalistes (membres de la Première Internationale aux Etats-Unis, compagnons d'armes de Marx) à l'égard des syndicats, F. Sorge écrivait : « Tel Anthée, nous avons puisé notre force dans ces unions », avec cette force nous avons combattu l'« hérésie lassallienne ». (*Lettres de J. P. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, et d'autres à F. Sorge et à d'autres*, p. 21.) « ... Dès le début des années 90, écrivait F. Sorge à propos des événements d'une période plus récente, un groupe hostile au mouvement professionnel s'est constitué sous le masque du socialisme orthodoxe ; certains éléments de ce groupe ont pénétré en catimini dans les rangs du parti... » (p. 27).

44. *An Interesting Discussion upon the Question Should a Charter be Issued by the American Federation of Labor to a Central Labor Union Which Has a Political Party Represented Therein*, New York, 1891.

45. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 6324.

46. Lettre publiée par Ph. FONER : *Labor History*, 1970, Vol. II, N 2, p. 207-211. Plus tôt, Ph. Foner avait cité cette lettre dans son ouvrage. (Ph. FONER : *Op. cit.*, Vol. II, p. 284-285.)

47. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 16-17.

38. G. GROB : *Op. cit.*, p. 167.

39. *The Review of Politics*, 1960, Vol. 22, N 4, p. 497.

40. *AFL, Proceedings...*, 1888, p. 5.

41. *Ibid.*, p. 23.

42. *Socialist Labor Party. Proceedings of the National Convention held at Chicago, 28 Sept. 1889. Cincinnati, 1889.*

de faire apparaître une série de publications⁴⁸ consacrées aux événements de 1890-1891, aux divergences entre les trade-unionistes et les socialistes, à la lutte des gompersistes contre l'influence socialiste dans le mouvement ouvrier américain. En ce qui concerne la lettre susmentionnée d'Engels à Schlüter, il est nécessaire de souligner que tout en soutenant le droit des syndicats d'exister en dehors du parti socialiste, Engels critiquait implacablement les leaders du trade-unionisme américains pour leur étroitesse et leur conservatisme.

Les événements liés à cette discussion évoluèrent de la façon suivante. La *Central Labor Union* (C.L.U.) de New York affiliée à l'A.F.L. refusa lors des élections municipales de 1887 et de 1888 son soutien au *Socialist Labor Party*. Les membres de ce parti, qui étaient affiliés à la C.L.U. quittèrent alors cette dernière pour former la *Central Union Federation* (C.U.F.) qui obtint la charte de l'A.F.L. Peu après la réconciliation survenue entre le S.L.P. et l'A.F.L., cette charte fut rendue au Conseil exécutif de l'A.F.L. Par la suite, en 1890, lorsqu'une nouvelle rupture intervint, l'A.F.L. refusa d'accorder sa charte à la C.U.F. en tant qu'organisation qui n'était pas trade-unioniste, mais politique, et cela sous prétexte qu'elle comptait parmi ses membres la section britannique du S.L.P. Au congrès de l'A.F.L. en 1890, L. Sanial intervint à ce sujet contre Gompers. C'est précisément après ces événements, en janvier 1891, que Gompers s'adressa à Engels. Cette question, écrivait Gompers, « vous intéressera profondément parce que vous avez consacré toute votre vie au mouvement ouvrier... Pour moi qui ai étudié vos œuvres, celles de Marx et de vos autres partisans, votre opinion sur cette question est particulièrement précieuse, en effet, je ne voudrais pas que vous vous en fassiez une idée à partir d'une fausse information ». Dans cette discussion, écrivait Gompers, « je me suis fondé sur les idées généralement admises selon lesquelles les syndicats sont, de par leur nature, des organisations de salariés qui veulent obtenir une amélioration de leur situation dans les actuelles conditions économiques et sociales, ainsi que leur libération définitive ; notre organi-

sation étant une fédération syndicale, la condition *sine qua non* de la représentation à notre congrès est la participation effective à un syndicat. Tel est l'objet de la dispute⁴⁹ ». A propos de cet objet, Engels écrivait à Schlüter que l'A.F.L. « est une association de trade-unions et exclusivement de trade-unions. Ces gens possèdent donc le *droit formel* de rejeter tous ceux qui y viennent en tant que représentants d'une union ouvrière qui *n'est pas* une trade-union, ou en tant que délégués d'un groupement admettant dans ces rangs de telles unions. Il va sans dire que, je n'ai nullement la prétention de juger, d'ici, s'il est utile ou non, du point de vue de la *propagande*, de s'exposer au danger d'un tel rejet. Ce rejet étant de toute façon inexorable, je ne trouve rien à reprocher à Gompers⁵⁰ ».

La position d'Engels sur cette question était caractéristique de la tactique des socialistes à l'égard des trade-unions. Il est de notoriété générale que les marxistes critiquaient impitoyablement le sectarisme des socialistes américains. Ainsi, en ce qui concerne l'« objet de la dispute » dont parle Gompers, Engels et les marxistes américains les plus réputés partageaient sa position. F. Sorge écrivait le 9 décembre 1890 à Engels que les socialistes de New York « ont provoqué un scandale⁵¹ » qu'on n'a pas réussi à éviter. Après avoir reçu la réponse d'Engels relative aux divergences au congrès syndical, Schlüter soulignait : « Pour ce qui est de Gompers, je partage entièrement ton point de vue. Pour ma part, j'ai fait tout mon possible pour empêcher le Parti socialiste d'Amérique — P.S.A. (section britannique du S.L.P. — S.A.) d'être représenté en tant que tel dans l'actuelle A.F.L. En vain ! L'avantage que nous en avons, probablement, tiré pour la propagande de nos conceptions est loin d'équilibrer cette situation qui nous oppose sinon à toutes du moins à la plupart des organisations anglo-saxonnes. Il est vrai que les syndicats affiliés à l'A.F.L. entretiennent, à de rares exceptions près, des relations amicales avec le P.S.A., mais une partie d'entre eux... sont toujours jeunes et peu expérimentés⁵². » Tout cela dénotait que les marxistes étaient intéressés à entretenir des contacts avec le mouvement ouvrier de masse. Pour l'« ob-

48. J. H. M. LASLETT : « Samuel Gompers to F. Engels : An Except from the 1890 S.L.P.-A.F.L. Debate. » — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 4, p. 531-535.

49. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 6324.

50. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 16-17.

51. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 1, dos. 4949.

52. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5145.

jet de la dispute », pour le fait que les « trade-unions sont des organisations de salariés », Engels soutint les trade-unions. Mais Gompers ne mentionna pas, dans sa lettre à Engels, la déclaration qu'il fit au cours de la discussion, affirmant que les trade-unions devaient en plus être les seules organisations des ouvriers salariés⁵³.

Défendant le mythe de la voie trade-unioniste « purement américaine » de développement de mouvement ouvrier, Gompers exprima sa méfiance et son manque de respect envers tous les partis socialistes d'Europe. Indigné par les attaques brutales de Gompers à l'adresse des socialistes européens et, de fait, de tous les ouvriers internationalistes, le socialiste T. Morgan de Chicago lui répliqua⁵⁴. Il prit la parole au nom des ouvriers européens qui menaient une lutte difficile, il exprima leur indignation suscitée par l'attitude méprisante de Gompers. Ce dernier dut intervenir de nouveau pour essayer d'effacer la pénible impression laissée par ses diatribes antisocialistes. Bien que le congrès de l'A.F.L. ait approuvé à la majorité des voix la décision du Comité spécial en rejetant la candidature de Sanial en tant que délégué de l'A.F.L., la démarche antisocialiste de Gompers fut condamnée par une partie du congrès. Lors de l'élection du dirigeant de l'A.F.L. une scission eut lieu. Gompers fut soutenu par 31 délégués (1716 voix) contre 36 délégués (194 voix) favorables à Morgan.

Notons que Morgan n'était pas un partisan de De Leon. Serrurier du Pays de Galles, leader des socialistes de Chicago, Morgan jouissait d'une grande autorité dans le mouvement ouvrier américain. Sa lutte pour le droit des socialistes de représenter et de défendre les intérêts des ouvriers américains eut une certaine résonance. Les paroles que Gompers adressa à Engels ne furent pas, de toute évidence, fortuites : « Dans nos organisations, personne ne deman-

53. Le congrès de 1890 fit éclater les principales contradictions entre la tendance socialiste et l'unionisme corporatif conservateur dans le mouvement syndical que les gompersistes défendaient, même auparavant, mais sous une forme plus estompée car ils n'osaient pas encore s'élever ouvertement contre le socialisme. Certains chercheurs américains présentent à tort Gompers comme un socialiste, ou, tout au moins, comme un sympathisant des socialistes. Ainsi, Laslett estime que jusqu'à 1890 Gompers était « radical sinon marxiste ». (*Labor History*, 1970, Vol. 11, N4, p. 532.)

54. *An Interesting Discussion...*, p. 8.

de si l'on est ou non socialiste, si l'on est ou non anarchiste, nous nous distinguons par une grande liberté et une largesse d'esprit, ce qui est non seulement permis, mais aussi encouragé. Nous avons parmi nos meilleurs représentants des socialistes bien connus et réputés⁵⁵... »

Pour conclure la discussion qui eut lieu au congrès, Ph. Foster estima nécessaire de souligner, peut-être pour la même raison : « Nous ne refusons pas de reconnaître le *Socialist Labor Party* en tant que partie intégrante du mouvement ouvrier... Nous lui refusons tout simplement, en tant qu'organisation politique, le droit d'imposer ses méthodes dans les organisations que nous représentons ici. Nous ne repoussons pas la main amicale qui nous est tendue, nous ne nous opposons nullement à la propagande des principes avec lesquels nous sommes, naturellement, d'accord, mais nous refusons d'admettre dans notre Fédération une organisation... dont l'objectif est un mouvement politique⁵⁶. » La discussion au congrès de Detroit dépassa le cadre de la question de la légitimité ou de la non-légitimité de la représentation du Parti socialiste dans l'A.F.L. et porta sur les problèmes du socialisme et du mouvement socialiste dans son ensemble.

L'hiver et le printemps 1891 furent marqués par les préparatifs énergiques du Congrès socialiste international à Bruxelles (août 1891). Les socialistes européens et F. Engels, personnellement, voulaient établir des contacts plus larges avec les organisations ouvrières de tous les pays, y compris avec les États-Unis, ils appelaient à « assurer une représentation plus large de l'Amérique, y compris celle de ses partisans » (de Gompers. — *S.A.*), écrivait Engels à Schlüter⁵⁷. F. Sorge communiqua des États-Unis à Engels que l'A.F.L. serait représentée à ce congrès par Gompers, et le S.L.P. par Sanial⁵⁸. Cette correspondance portait sur le conflit opposant ces deux organisations et exprimait des inquiétudes à ce propos.

55. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 6324.

56. *An Interesting Discussion...*, p. 13, G. Grob estime que le congrès de 1890 à Detroit donna lieu à la « première rupture profonde entre les trade-unionistes et les socialistes ». Il souligne son inévitabilité vu les « différences fondamentales qui existaient entre ces deux groupes ». (G. GROB : *Op. cit.*, p. 172.) Voir aussi : B. MANDEL : *Op. cit.*, *Labor History*, 1970, Vol. 11, N4, p. 533-535.

57. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 17.

58. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, docs. 5220.

Le 25 janvier 1891, W. Thorne et Eleonor Marx-Aveling écrivirent à Gompers au nom du syndicat des ouvriers du gaz et des manœuvres de Grande-Bretagne et d'Irlande : « Il est temps d'établir des liens étroits et organisés entre les partis ouvriers des divers pays ⁵⁹. » A cette époque, l'une des questions les plus actuelles était celle des secrétaires aux relations internationales, chargés par les organisations ouvrières de leurs pays de contrôler l'importation de la main-d'œuvre (pour empêcher qu'elle ne soit pas utilisée contre les grévistes) et de développer la collaboration des organisations ouvrières dans d'autres sphères d'activité. Aux Etats-Unis ce poste de secrétaire fut confié à Gompers. La lettre déjà citée de F. Sorge exprimait également l'espoir de pouvoir mettre au point la coopération et les échanges de vues entre les ouvriers de tous les pays du monde sur toutes les questions d'intérêt commun.

Cependant, malgré ses assurances adressées à Engels, Gompers manifestait de plus en plus franchement son antipathie pour le mouvement socialiste international. La *Central Labor Union* de New York et les *Knights of Labor* envoyèrent leurs délégués à Bruxelles, alors que l'A.F.L. s'abstint de le faire. « Gompers n'avait pas intérêt, personnellement, à envoyer un délégué au congrès », écrit B. Mandel, qui étudie l'activité de Gompers ⁶⁰. Il considérait ses fonctions de secrétaire international comme une charge supplémentaire, comme une « gloire sans lendemain ». Il n'était pas trop préoccupé par la baisse du prestige de l'A.F.L. au sein du mouvement ouvrier international, comme il le constata lui-même dans sa lettre à McGuire ⁶¹. Mais, dans ses interventions officielles (par exemple, au congrès de 1890), ainsi que dans sa lettre à Engels, Gompers assurait au mouvement ouvrier international qu'il reconnaissait l'unité de l'« esprit et des objectifs », l'« internationalisme, l'identité des intérêts des masses laborieuses ». Gompers écrivait également qu'il lui était difficile de dire sous quelles formes concrètes devait se développer le mouvement ouvrier dans d'autres pays, mais qu'il estimait indispensable de regrouper les ouvriers sur la base du trade-unionisme. Il affirmait : « Il est nécessaire de concentrer,

au moins pour un certain temps, tous les efforts sur l'aspect économique du mouvement... En effet, notre mouvement est celui des trade-unions, à cet égard je voudrais vous assurer que notre trade-unionisme s'appuie sur un large mouvement ouvrier... dans lequel est garantie l'entière liberté d'expression, cela concerne les vues les plus radicales et les plus conservatrices ⁶². »

C'est de cette façon que Gompers présentait les trade-unions américaines : organisations « purement ouvrières ».

Engels critiquait sans pitié cette approche étroite, « aristocratique » du mouvement ouvrier adopté par le gomperisme. Dans la même lettre aux Etats-Unis où il critiquait les adeptes de De Leon, Engels se prononça pour l'établissement par les trade-unions d'étroits contacts avec l'ensemble du mouvement socialiste international, « ce qui devait les débarrasser de leur point de vue trade-unioniste borné ⁶³ ». Considérant le mouvement syndical comme historiquement indispensable, les marxistes notaient qu'un mouvement purement économique ne conduirait pas par lui-même à la libération de la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste, ils appelaient à allier les luttes économiques et politiques, à armer le mouvement syndical d'un programme socialiste.

Au début des années 90, le gomperisme menait une campagne antisocialiste intense. Selon Grob, cette activité antisocialiste de Gompers fut l'« événement décisif de l'histoire et du mouvement ouvrier américain... Avec McGuire et d'autres leaders, Gompers joua un rôle sinistre dans l'isolement du socialisme de la classe ouvrière ⁶⁴ ».

A la fin des années 80 et au début des années 90, Gompers dégageait le mouvement ouvrier anglais du mouvement ouvrier européen, en soulignant maintes fois la similitude des positions et des objectifs du trade-unionisme américain et britannique. En 1890, au congrès de l'A.F.L. à Detroit, Gompers disait que le « mouvement ouvrier de la Grande-Bretagne et de l'Amérique a considérablement dépassé le mouvement ouvrier des autres pays ⁶⁵ », tenant compte du fait qu'il existait dans ces pays de fortes organisations ou-

59. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 569.

60. B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 116.

61. *Ibidem*.

62. Cité d'après B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 116-117.

63. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 17.

64. G. GROB : *Op. cit.*, p. 175.

65. *An Interesting Discussion...*, p. 5.

vières dont les luttes se limitaient uniquement à la sphère économique.

Invitant les trade-unionistes britanniques à participer au Congrès ouvrier de Chicago en 1893⁶⁶, auquel devaient assister les organisations ouvrières « bona fide », Gompers écrivait que les trade-unionistes devaient s'unir plus étroitement que jamais afin de diffuser et d'élargir leur influence⁶⁷. Les trade-unions britanniques furent les seules parmi les organisations ouvrières d'Europe à être représentées à Chicago. Il est intéressant de citer, à cet égard, Laslett qui étudie les problèmes relatifs à l'attitude des gomperistes envers le socialisme : « Il convient d'attirer l'attention sur le fait que l'A.F.L. imitait, dans une certaine mesure, le Trade-Union Congress britannique, et Gompers se référerait souvent à la modération et au conservatisme dont faisait preuve dans ces années lointaines le mouvement ouvrier anglais, il voyait là un exemple que les trade-unions américaines devaient suivre. Il ne fait également aucun doute que Gompers se retrouva dans une situation difficile après 1900, lorsque les trade-unions britanniques abandonnèrent leur prudence pour s'engager dans l'action politique indépendante, accordant leur soutien au Comité de Représentation ouvrière et plus tard, en 1906, au parti travailliste⁶⁸. » Mais comme on le sait, à cette époque Gompers avait formulé déjà le modèle d'un mouvement « exclusivement » ouvrier et « purement américain », qui renonçait, en paroles comme dans les faits, au socialisme. « L'abandon par la Fédération des principes du collectivisme et de l'action politique indépendante dans les années 1890, note G. Grob en faisant le bilan des « mérites » de Gompers, contribua fortement à éliminer en fait l'influence future qu'aurait pu avoir le mouvement socialiste aux Etats-Unis⁶⁹. » En effet, c'est précisément cet objectif que les gomperistes poursuivaient, en spéculant sur les erreurs et les faiblesses du mouvement socialiste.

66. Ce congrès de différentes organisations ouvrières devait se tenir en août-septembre 1893 à Chicago au cours de l'Exposition internationale consacrée au 400^e anniversaire de la découverte de l'Amérique. H. D. Lloyd, éminent publiciste et personnalité publique des Etats-Unis, fut chargé de diriger le Comité d'organisation qui devait mettre au point le programme de ce congrès.

67. B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 117.

68. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 4, p. 535.

69. G. GROB : *Op. cit.*, p. 186.

En même temps, conscient du grand prestige d'Engels dans le mouvement ouvrier international, Gompers s'efforçait en public de souligner ses liens avec le marxisme, allant presque jusqu'à se faire passer pour un disciple de Marx et d'Engels. Dans ses lettres à F. Sorge, en novembre 1891, Gompers parlait de « son désir inconditionnel de se soumettre au jugement d'Engels⁷⁰ ». Lors de la préparation du Congrès ouvrier de Chicago, H. D. Lloyd sollicita l'aide théorique et pratique d'Engels dans son activité en faveur du mouvement ouvrier. En été 1891, Lloyd rendit visite à Engels qui lui accorda une interview⁷¹. Au printemps 1893, Lloyd invita Engels à assister personnellement au congrès et à y présenter un rapport. « Sans votre rapport notre programme serait absolument incomplet⁷² », écrivait-il. Engels expédia aux Etats-Unis le *Manifeste du Parti communiste* et *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, car il supposait que ces ouvrages pourraient intéresser certains délégués du congrès ouvrier⁷³. Vu l'extrême intensité du processus de concentration du capital et de formation des trusts dans ce pays dans les années 90, Engels estimait que cette analyse théorique de l'aggravation des contradictions entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation serait très opportune pour les ouvriers américains, qu'elle les aiderait à comprendre les perspectives du développement de leur pays et l'importance de la théorie du socialisme scientifique pour comprendre les tâches que leur mouvement avait à résoudre.

La poursuite de la concentration du capital et l'expansion des monopoles aux Etats-Unis posèrent avec une plus grande acuité la question de l'élaboration d'un authentique programme prolétarien de classe indispensable pour combattre l'oppression politique, économique et idéologique croissante de la bourgeoisie monopoliste. Cette tâche, comme nous l'avons déjà noté, avait été fixée par les marxistes pour le mouvement ouvrier et syndical américain. Cependant les trade-unionistes « bornés », qui avaient renfor-

70. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5276.

71. Ch. M. DESTLER : *Henry Demarest Lloyd and the Empire of Reform*, Philadelphia, 1963, p. 249.

72. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5546.

73. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 51. Marx caractérise l'ouvrage de F. Engels *Socialisme utopique et socialisme scientifique* comme une introduction au socialisme scientifique.

cé leurs positions aux congrès de l'A.F.L. de 1891 et de 1892, rejetèrent catégoriquement ces considérations. Le congrès de l'A.F.L. de 1892, tout en reconnaissant l'existence d'une dure oppression de la part des monopoles, refusa toutefois d'en tenir compte dans sa tactique et de modifier les méthodes d'action de la Fédération. Les leaders de l'A.F.L. ne voulaient ni participer à la lutte politique ni abandonner leur ligne considérant les moyens économiques comme les moyens de lutte les plus sûrs et les plus efficaces dans le combat contre le capital concentré. « Il est profondément erroné de dire que les moyens économiques ont échoué et qu'il n'y a plus rien à tirer des organisations économiques⁷⁴. » Pour renforcer les positions du trade-unionisme il était proposé de consolider sa base matérielle, de concentrer et de concerter davantage les efforts. Afin d'y parvenir, il fallait mener un grand travail d'éducation et d'organisation après avoir chargé le Conseil exécutif d'expliquer l'inutilité de l'activité politique indépendante, incompatible avec le trade-unionisme d'affaires. Le refus de lutter pour un parti ouvrier indépendant fut, une fois de plus, confirmé⁷⁵.

LE GOMPERSISME CONTRE LA TENDANCE SOCIALISTE DANS LES SYNDICATS (DERNIÈRES DÉCENNIE DU XIX^e SIÈCLE)

Les événements qui marquèrent la vie du pays au début des années 1890 ébranlèrent les principes fondamentaux des unions corporatives. Les Etats-Unis furent bouleversés par une grave crise économique qui entraîna un grand nombre de faillites d'entreprises industrielles, ainsi qu'une réduction générale de la production. Victimes de la crise, 15 242 entreprises⁷⁶, 156 compagnies de chemin de fer (soit les 3/4 des propriétaires du réseau ferroviaire) durent déposer leur bilan en 1893 ; de mars 1892 à juin 1893 la production de la fonte tomba de 792 millions de tonnes à 319 millions⁷⁷. Une partie considérable d'ouvriers américains perdirent leur emploi, les autres se virent réduire

74. AFL, *Proceedings...*, 1892, p. 12-29.

75. AFL, *Proceedings...*, 1891, p. 40 ; *ibid.*, 1892, p. 45, 46.

76. *Crises économiques mondiales*, t. III, Moscou, 1939, p. 290 (en russe).

77. *Ibid.*, t. I, Moscou, 1937, p. 222.

leurs salaires. En 1893, les salaires des ouvriers diminuèrent, en moyenne, de 5 à 6 %, en 1894 encore de 8 %⁷⁸. En mars 1894, les salaires des mineurs, des métallurgistes et des ouvriers du textile accusèrent une chute de plus de 10 à 12 %⁷⁹. Au total, d'après les données de l'A.F.L., 6 millions de personnes restèrent sans emploi⁸⁰. Il n'y a aucun doute, écrivait des Etats-Unis W. Burns à F. Engels, que les difficultés économiques des entrepreneurs aboutiront à une nouvelle pression sur les ouvriers, à l'augmentation du chômage, à la réduction des salaires et à la protestation des ouvriers⁸¹.

L'aggravation des contradictions sociales allait à l'encontre du programme gompersiste. Ce qui était caractéristique également c'est que dans le mouvement gréviste de masse de 1892-1894 et dans les affrontements avec les trusts aussi puissants que la *Carnegie Steel Company*, les manœuvres non organisés, mais aussi un grand nombre des ouvriers regroupés au sein des unions corporatives, subirent un échec. Ce fait suscitait naturellement chez eux des doutes quant à la justesse des orientations de l'A.F.L.

En 1892, une grève importante éclata parmi les ouvriers de New Orleans, les aiguilleurs de Buffalo, les mineurs de Tennessee. A l'Ouest des Etats-Unis à Cœur d'Allen (Idaho) les mineurs s'élevèrent contre l'arbitraire des grandes firmes et de l'association des propriétaires de mines. Cette intervention fut féroce écrasée par la troupe. L'année suivante, en 1893, ici fut fondée la *Western Federation of Miners* (W.F.M.) qui se mit à créer des unions radicales et à participer au mouvement politique⁸².

78. *Crises économiques*, t. I, p. 223.

79. L. MENDELSON : *Crises économiques et cycles au XIX^e siècle*, Moscou, 1949, p. 662 (en russe).

80. *American Federation of Labor. History, Encyclopedia, Reference Book*, Vol. I, Washington, 1919, p. 11. Selon d'autres données, 4,5 millions de personnes. (*Crises économiques mondiales*, t. I, p. 223.)

81. Archives centrales de l'I.M.L., f. 9, inv. 1, dos. 15/37. W. Burns signale, dans cette lettre du 11 mars 1894, le chômage qui sévit à Boston, à Lawrence et dans d'autres villes, la fermeture de grandes entreprises. A Boston eurent lieu plusieurs grands meetings : « La foule, relatait la presse, a failli s'emparer des édifices officiels. Le gouverneur a été obligé de faire appel à la police pour disperser les hommes qui revendiquaient du travail. »

82. M. DUBOFSKY : « The Origins of Western Working Class Radicalism. 1890-1905. » — *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 2, p. 140.

L'idéologie prolétarienne de classe des mineurs de l'Ouest dont la plupart étaient des Américains indigènes, ainsi que des Anglais et des Irlandais, se formait au cours d'une lutte implacable contre le joug et l'arbitraire des monopoles, à mesure que s'écroulaient leurs espoirs d'obtenir des améliorations par les méthodes gompersistes du « pur et simple » unionisme.

Tout cela devint évident au moment de la grève des fondeurs d'acier de Homestead contre la Carnegie Company qui était alors en pleine extension. Malgré les entretiens permanents de la direction de l'union avec les représentants de la compagnie, les salaires se réduisaient d'année en année et les conditions de travail se détérioraient. La grève était dirigée par l'*Amalgamated Association of Iron and Steel Workers* (fondeurs d'acier et de fonte), une des plus grandes unions corporatives de l'A.F.L.⁸³. Les ouvriers exigeaient une action résolue de la part de la direction de l'Association qui était, pourtant, en parfait accord avec les patrons⁸⁴. La ligne de la direction de l'Association répondait entièrement à l'esprit d'« harmonie de classes », sujet préféré, à cette époque déjà, des gompersistes. Cependant ces relations n'empêchèrent pas le patronat de proclamer un lock-out, le 30 juin 1892. La direction de l'Association n'avait pas réagi, auparavant non plus, à l'arbitraire perpétré contre certaines catégories d'ouvriers et aux violations par l'administration des conventions et des engagements. W. Weihe, président de l'Association, opta pour des pourparlers entre les filiales locales de celle-ci et les administrateurs correspondants au lieu d'unir les efforts de tous les ouvriers de la branche. L'Association adopta une position mitigée également lors de la campagne pour la journée de travail de huit heures. Néanmoins, l'administration de la Compagnie considérait le syndicat comme un obstacle sur sa voie, elle voulait le détruire définitivement pour avoir la possibilité, comme le disait Carnegie lui-même, de « réorganiser toute l'affaire et... d'embaucher librement⁸⁵ ».

83. Elle fut créée en 1876 et regroupa les ouvriers qualifiés de cette branche. En 1891, ses effectifs étaient les plus nombreux de toute l'histoire de cette association : 24 000 membres, soit le tiers de tous les ouvriers de cette branche. (D. BRODY : *Steelworkers in America. The Nonunion Era*, Cambridge, 1960, p. 50.)

84. D. BRODY : *Op. cit.*, p. 51.

85. *Ibid.*, p. 51-53.

Comme l'écrivait le gérant Frick au propriétaire de la firme, les « entreprises n'atteindront jamais leur capacité de production maximale tant que les membres de l'*Amalgamated Association* les tireront en arrière⁸⁶ ». Cette situation a abouti finalement à un âpre conflit et les ouvriers se sont mis en grève.

Même les ouvriers pour lesquels le syndicat était inaccessible se regroupèrent en son sein. Les fondeurs d'acier firent preuve d'une conscience élevée en comprenant les conséquences qu'aurait pour eux la défaite de l'Association. Des mesures efficaces furent prises contre les briseurs de grève. Le comité consultatif des grévistes établit son contrôle sur la ville en y assurant l'ordre dès les premiers jours de la grève.

Les patrons passèrent à l'offensive, ils tentèrent d'utiliser les briseurs de grève et les détachements armés de la police. A l'automne, les moyens dont disposaient les grévistes s'épuisèrent. C'est à ce moment que devait, paraît-il, se manifester cette « efficacité des moyens économiques de lutte », ce « caractère monolithique du mouvement ouvrier indépendant vis-à-vis de la politique », comme le prêchait constamment Gompers. Il s'agissait de l'existence de la plus grande union corporative « bona fide ». Or, tout se passa autrement. « Nous souffrons terriblement de la pénurie de vêtements et de chaussures... nous avons besoin de tout⁸⁷ », écrivait le 13 octobre T. Crawford, membre du Comité consultatif de Homestead à Gompers. C'est seulement à la mi-novembre que le Conseil exécutif de l'A.F.L. prépara une résolution sur la « Journée de Homestead » (collecte en faveur des grévistes) prévue pour le 13 décembre. Mais dès les 18-20 novembre la grève échoua, le mouvement fut arrêté. Ainsi les gompersistes trahirent leurs propres camarades.

Prisonnière de ses préjugés corporatifs, la direction de l'Association refusa de rechercher un soutien parmi les travailleurs non affiliés, les ouvriers non qualifiés. Agissant conformément aux principes proclamés par le gompersisme — « récompenser les amis » —, elle chercha ce soutien parmi les hommes politiques bourgeois. Elle le tourna en particulier vers W. Reid, candidat républicain au pos-

86. D. BRODY : *Op. cit.*, p. 53.

87. PH. FONER : *History of the Labour Movement...*, Vol. II, p. 208.

te de vice-président. « Si Carnegie reconnaît l'*Amalgamated Association* et ouvre la porte aux pourparlers, c'est amplement suffisant... Les ouvriers ne posent aucune condition concernant les salaires, la durée de la journée de travail, etc. », écrivait le 16 juillet 1892 H. O'Donnell à Reid⁸⁸. Mais la requête de Reid ne servit à rien. Frick ne réagit pas à la menace d'une baisse du prestige des républicains lors de la prochaine campagne électorale⁸⁹. Finalement, l'union fut pratiquement liquidée. En 1897 ses effectifs tombèrent jusqu'à 10 000⁹⁰. En 1900, « aucune aciérie importante à l'ouest de la Pennsylvanie ne reconnaissait l'Association⁹¹ ».

Ces événements portèrent un coup au gompersisme qui vantait les « possibilités illimitées » de la lutte économique, la tactique de l'appui sur les « amis » parmi les politiciens bourgeois tout en condamnant l'aspiration des ouvriers à une ligne politique indépendante. La crise, le chômage en crue, la détérioration des conditions des travailleurs et l'échec des grèves « ont approfondi la déception suscitée dans les milieux ouvriers par la tactique et le programme du trade-unionisme⁹² ». Ce programme et cette tactique s'effondrèrent dès la première situation de crise.

La large influence du mouvement populiste sur les masses dans les années 90 contribua également à renforcer les doutes dans les rangs des ouvriers américains quant à l'efficacité de la position « sans parti » de l'A.F.L. Les événements ultérieurs montrèrent que le « pur et simple » unionisme loin d'être le « trait le plus caractéristique du mouvement ouvrier américain », comme l'affirmaient les gompersistes, suscitait, au contraire, une vaste protestation de la part de la majorité écrasante des simples adhérents de l'A.F.L. lorsque ceux-ci avaient la possibilité d'exprimer librement leur opinion. Or, Gompers prétendait intervenir précisément au nom de ces adhérents de l'A.F.L., en affirmant qu'il défendait leur liberté individuelle.

Telle était la situation dans le mouvement ouvrier et syndical des Etats-Unis en décembre 1893, date à laquelle se réunit à Chicago le congrès ordinaire de l'A.F.L. Ses

88. D. BRODY : *Op. cit.*, p. 55-56. O'Donnell, chef du Comité consultatif pendant la grève de Homestead.

89. *Ibid.*, p. 56.

90. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 218.

91. D. BRODY : *Op. cit.*, p. 57.

92. G. GROB : *Op. cit.*, p. 176.

leaders ne pouvaient pas ignorer le problème du chômage. Gompers décrivit ainsi le climat des travaux du congrès : « En traversant les corridors de City Hall (l'édifice où se tenait le congrès. — S.A.), j'ai vu des centaines de... chômeurs installés sur le sol de pierre, sur les marches de fer ou dormant debout, adossés contre le mur... Nous mettons en garde tous ceux qui assument la responsabilité des conséquences de cette situation, poursuivait Gompers. Le mouvement ouvrier organisé propose des mesures permettant de résoudre ce problème. » Ensuite il appela à prendre conscience de la « responsabilité », à mettre en œuvre des mesures humanitaires, à soutenir le projet de loi du Congrès prévoyant des crédits de 500 millions de dollars pour l'organisation des travaux publics destinés à résorber le chômage⁹³.

Le congrès de 1893 mit à nu la situation de crise dans les trade-unions. Les tendances socialistes et les sentiments antigompersistes s'y manifestèrent avec une grande force. Les délégués manifestèrent un intérêt évident pour les actions politiques indépendantes, leur solidarité avec le mouvement populiste alors en plein essor, leur volonté de soutenir un large programme socialiste. Le congrès recommanda au Conseil exécutif d'établir des contacts avec les organisations des fermiers. Même P. McGuire fut partisan de tels contacts⁹⁴. Le socialiste T. Morgan, qui représentait l'*International Metallists Union* (métallurgistes), présenta au congrès un programme politique en 11 points avec un préambule qui constituait une partie spéciale et très importante du document. Ce programme faisait référence à l'exemple des trade-unions britanniques dont l'influence politique sur la vie du pays, considérée comme le « résultat logique de leur lutte », se renforça fortement. Le document soulignait la portée du programme d'actions politiques indépendantes adopté par les trade-unions britanniques. Il s'agissait en fait de la poursuite de la polémique qui avait commencé en 1890 entre Morgan et Gompers, lorsque ce dernier avait donné en exemple aux Américains le mouvement trade-unioniste « indépendant » en Angleterre.

Commentant la formation de l'*Independent Labour Party* en Grande-Bretagne, l'*United Mine Workers Journal*, or-

93. *AFL, Proceedings...*, 1893, p. 10, 37, 47.

94. *Ibid.*, p. 12.

gane de l'*United Mine Workers Union*, indiquait en novembre 1893 dans ses correspondances en provenance des Etats de Ohio, Kansas, Virginie Occidentale et Illinois, que la représentation des véritables intérêts des ouvriers aux différents organes législatifs des Etats-Unis était absolument insuffisante. Le journal appelait à suivre l'exemple des ouvriers anglais et à mener des « actions politiques directes » contre les patrons. L'ensemble du programme de Morgan fut unanimement soutenu par les mineurs. Tous apprécièrent particulièrement le point 9 qui comportait la revendication de nationaliser les chemins de fer, le télégraphe, les mines⁹⁵. En outre, le programme contenait les revendications suivantes : instruction obligatoire, initiative des lois, législation sur la journée de travail de 8 heures, inspection sanitaire des entreprises et des habitations, responsabilité des accidents du travail assumée par les patrons, interdiction d'embaucher par contrat de la main-d'œuvre pour les travaux publics, abolition du sweating-system, remise à la propriété municipale des moyens de communication, du réseau de gaz et d'électricité, remise à la propriété collective du peuple de tous les instruments et moyens de production et de répartition (point 10), recours au référendum en tant que base de la législation⁹⁶.

Ce programme d'activité politique indépendante, avancé par les socialistes, fut transmis (par 2 244 voix contre 67) à l'examen des trade-unions et des syndicats locaux. La décision définitive devait être prise en décembre 1894 au congrès suivant de l'A.F.L. à Denver⁹⁷.

Aucun leader de l'A.F.L., et Gompers ne fit pas exception, n'osa voter contre. Qui plus est, les gompersistes furent obligés d'arrêter pour un certain temps la propagande ouverte de leurs principes idéologiques et même de se conformer à l'état d'esprit général de la masse syndicale. « Dans une période révolutionnaire, écrivait Gompers à W. MacArthur, il est inutile de prêcher le conservatisme, il est plus raisonnable de se tenir à l'écart que d'aller à contre-courant⁹⁸. » Mais, tout en gardant le silence en pu-

95. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left. A Study of Socialist and Radical Influences in the American Labor Movement. 1881-1924*, New York, 1970, p. 200.

96. AFL, *Proceedings*..., 1893, p. 37.

97. *Ibid.*, p. 37-38.

98. B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 152.

blic, Gompers et McGuire préparaient secrètement l'échec de la résolution du congrès de Denver. « Il est temps, écrivait Gompers à McGuire le 1^{er} novembre 1894, d'utiliser toutes nos aptitudes, tout notre savoir pour que les trade-unions ne deviennent pas un jouet et ne soient pas exclues de la sphère d'activité qui est vraiment la leur⁹⁹. »

Entre temps, les unions, les unes après les autres, approuvaient unanimement le programme politique indépendant de Morgan, y compris le point 10. Les plus grandes unions de l'A.F.L. : celles des mineurs, des fondeurs d'acier et de fonte, des peintres en bâtiment, des tailleurs, des ouvriers des industries du bois, du textile, du tabac, des employés des transports municipaux et des hôtels, des métallurgistes, ainsi que 11 fédérations d'Etats et 8 groupements urbains de trade-unions se prononcèrent pour l'adoption du programme dans son ensemble¹⁰⁰. « Nous espérons, écrivait le journal de la *Brewery Workers Union* (brasseurs), que le point 10 du programme politique sera adopté, que l'organe représentatif des trade-unions et des unions ouvrières de l'Amérique reconnaîtra officiellement les principes fondamentaux du socialisme scientifique¹⁰¹. » En effet, approuver le point 10 signifiait reconnaître le programme socialiste. Ce dont témoigne tout le déroulement de la discussion de ce document dans les syndicats. En avril 1894, le congrès de l'*United Mine Workers Union* approuva entièrement le programme de Morgan et donna des instructions appropriées à ses représentants au congrès ordinaire de l'A.F.L.¹⁰².

Gompers fut obligé de réagir à cet état d'esprit. En janvier 1894, il déclara : « J'estime qu'il est temps que les ouvriers organisés agissent de façon indépendante. Le système économique vicieux a provoqué une crise économique¹⁰³... » Et plus loin : « Le temps est venu pour une intervention politique indépendante du mouvement ouvrier organisé¹⁰⁴ ». Au cours de toute l'année 1894, pendant laquelle le programme fut discuté dans les organisations ouvrières, Gompers se prononça plus d'une fois pour l'in-

99. G. GROB : *Op. cit.*, p. 178.

100. J. R. COMMONS and ass. : *Op. cit.*, Vol. II, p. 511.

101. G. GROB : *Op. cit.*, p. 177.

102. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left*..., p. 200.

103. Cité d'après Ph. FONER : *Op. cit.*, Vol. II, p. 288.

104. B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 152.

dépendance politique du mouvement ouvrier vis-à-vis des partis bourgeois existants. Gompers fit l'un de ces gestes à la conférence de juillet lors de l'examen de la question du soutien au Parti du Peuple¹⁰⁵. Le journal *American Federationist* publiait régulièrement les matériaux de la discussion sur le programme de Morgan à laquelle prirent part de nombreux militants connus du mouvement ouvrier : Ph. Foster, T. Powderly, J. A. Labadie, J. P. Buchanan et même T. Mann, du Congrès des trade-unions britannique.

Au printemps 1894 de nouveaux affrontements éclatèrent entre ouvriers et patrons à la suite de la réduction des salaires et de la détérioration générale des conditions de travail, les chômeurs entreprirent des actions à certains endroits. Ainsi, aux usines de construction de wagons de Pullman à Chicago les salaires furent réduits de 25 à 50%¹⁰⁶. Les ouvriers répondirent par une grève, soutenue par la grève de solidarité de l'*American Railway Union* (cheminots)¹⁰⁷. Le transport de toute la production des usines de Pullman fut arrêté. Le président Cleveland dépêcha les troupes à Chicago contre les grévistes. Les ouvriers envisageaient de plus en plus souvent l'éventualité d'une grève générale. Les *Knights of Labor* soutinrent les ouvriers de Pullman ; les organisations des fermiers, qui participaient au mouvement populiste, proposèrent une aide alimentaire aux grévistes. Le 9 juillet, les syndicats de Chicago exigèrent instamment l'arrivée immédiate de Gompers à Chicago pour proclamer la grève générale. Gompers lambinait. Finalement, l'A.F.L. recommanda à toutes les filiales locales de renoncer à la grève, se référant à l'« injonction » contre les grévistes qui venait d'être mise en vigueur¹⁰⁸.

105. B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 153.

106. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 261.

107. L'*American Railway Union* fut créée en 1893 sous la direction d'Eugen V. Debs, leader populaire des ouvriers américains ; ce fut une union de production regroupant les cheminots américains. Au printemps 1894, plusieurs sections de l'Union furent organisées à l'usine Pullman.

108. L. L. LORWIN : *Op. cit.*, p. 37. La loi Sherman, loi anti-trust adoptée en 1890, légalisa en fait la pratique de l'« injonction ». (D. L. MCMURRY : « The Legal Ancestry of the Pullman Strike Injunctions ». — *Industrial and Labor Relations Review*, 1961, Vol. 14, N° 2, p. 235-256.) W. Burns, neveu de F. Engels, lui écrivait des Etats-Unis que les « injonctions » mettaient à nu l'essence antipopulaire de l'ordre politique et social en place. « Les juges,

La défaite de la grève, le procès contre Eu. Debs et d'autres repréailles portèrent un coup à l'ensemble du mouvement ouvrier américain. Les leaders de l'A.F.L. et des confréries des cheminots en conclurent qu'il ne fallait pas lancer de défi ouvert au « grand business », que leur conception trade-unioniste était juste et qu'il était nécessaire d'établir des contacts entre les leaders syndicaux et d'importantes personnalités industrielles et politiques¹⁰⁹. Cependant, l'écrasement du mouvement gréviste et l'ingérence du gouvernement aux côtés des patrons eurent une action révolutionnaire sur les adhérents ouvriers de l'A.F.L. « Je pense que vous avez déjà lu, écrivait W. Burns à Engels, des informations sur la grande grève des cheminots et les mesures prises par le gouvernement pour intimider les grévistes. Or, en Californie, les unités militaires se sont mises à fraterniser avec les grévistes et ont été dissoutes. Dans l'ensemble, cette grève a été pour la population plus instructive que n'importe quel autre événement précédent. Elle a montré le gouvernement sous son vrai jour. » Tel était, selon W. Burns, le sens politique des événements¹¹⁰.

Entre temps, les syndicats discutaient passionnément du programme socialiste. Le congrès s'approchait et Gompers s'inquiétait toujours plus de l'issue de ces discussions. Au sein de l'A.F.L., écrivait Gompers à Foster le 19 novembre, « se consolident des forces qui pratiquent une toute autre religion et utilisent le mouvement trade-unioniste pour la réalisation de leurs propres objectifs ; c'est pourquoi, à Denver, le trade-unionisme sera soumis à la plus dure épreuve. Il ne s'agira ni d'une personnalité ni d'une fonction, mais des principes fondamentaux de l'organisation... Si nous réussissons à tenir ferme cette fois, je n'aurai pas peur pour l'avenir de notre organisation. Si ceux dont la participation au mouvement trade-unioniste n'est pas suffisamment consciente, détournent avec nos en-

mieux que quiconque, contribuent à familiariser de plus en plus de gens avec le socialisme... Cette façon de gouverner à l'aide d'« injonctions » pousse les hommes au socialisme. » Il notait la montée des sentiments socialistes, tout en soulignant que le mouvement avait surtout besoin de « dirigeants résolus et doués qui, cependant, font défaut ». (Archives centrales de l'I.M.L., f. 9, inv. 1, dos. 15/39.)

109. Voir Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 276-278.

110. Archives centrales de l'I.M.L., f. 9, inv. 1, dos. 15/38.

nemis le mouvement de la bonne voie, ce sera la fin pour le mouvement et la détérioration de la situation des ouvriers pour plus d'une décennie ¹¹¹ ».

Dans ces conditions, il y avait une possibilité réelle d'apparition d'un parti ouvrier de masse aux Etats-Unis. Alors Gompers, Strasser et McGuire se mirent à tramer un complot contre la masse syndicale. Ils procédèrent aux plus franches manipulations tactiques pour, comme l'écrivait McGuire, « se débarrasser des questions politiques imposées à la Fédération ¹¹² ». McGuire fut l'âme du complot dont les participants s'étaient réunis quelques jours avant le congrès pour élaborer leur stratégie visant à obliger les délégués du congrès à voter en fait contre la volonté des organisations qu'ils représentaient ¹¹³. Le Conseil exécutif décida de soumettre à cet objectif toute la procédure du congrès, spéculant sur l'absence d'expérience organisationnelle et de maturité théorique chez une grande partie des délégués. Gompers « présenta » lui-même et interpréta de façon appropriée le programme dans son rapport d'activité. Opposant le mouvement trade-unioniste à la politique ouvrière indépendante, il déclara que « né sur les ruines du trade-unionisme, le mouvement ouvrier politique n'a aucune chance de succès ¹¹⁴ ». Gompers présidait et dirigeait personnellement la discussion à toutes les séances où la question du programme était abordée. Strasser, son acolyte, était lui aussi très actif. Il donna le ton à la discussion relative à l'élimination du préambule qui parlait du programme politique indépendant des trade-unions britanniques (sa proposition fut votée par 1 345 voix contre 864). Ensuite, sur sa proposition également, tous les points furent votés séparément ¹¹⁵. Ils furent tous adoptés, les uns après les autres, après un examen minimum, pendant une séance du soir, mais le point 10 exigea plusieurs jours de débats.

McCarthy, président de l'*Hotel and Restaurant Employers National Alliance*, appela à approuver le programme. En réponse A. Strasser proposa de rendre le point 10 « au

111. Cité d'après G. GROB : *Op. cit.*, p. 178.

112. Cité d'après Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 290.

113. Certains délégués de l'U.M.W.U. ne résistèrent pas à cette « mise en condition » ce qui leur valut une âpre critique au congrès des mineurs en 1895. (J. H. M. LASLETT : *Op. cit.*, p. 233.)

114. *AFL, Proceedings...*, 1894, p. 44.

115. *Ibid.*, p. 36.

maximum socialiste », en le libellant ainsi : « Propriété collective du peuple de tous les moyens de production et de répartition par confiscation sans indemnisation ¹¹⁶. » Cette manœuvre visait manifestement à faire peur à une fraction des délégués par l'extrémisme de cette formulation qui, de plus, n'avait pas été examinée par les organisations locales. Profitant de l'embarras des délégués il devenait ainsi possible de torpiller tout le programme politique.

Puis le délégué McGraith (*International Typographers Union*) fit une proposition sur l'abolition de la « monopolisation de la terre » et son remplacement par le « droit de l'occuper et de l'utiliser ¹¹⁷ ». Cette formulation inédite provoqua de nouveau un certain désarroi parmi les délégués. Les gompersistes déclarèrent que cette proposition avait été avancée et rejetée au congrès précédent. Le président proposa de considérer que la question n'était pas préparée pour l'examen. Le délégué Barnes s'éleva contre le bien-fondé de la décision prise par le président de la séance. Puis vint le vote sur cette question. Le lendemain matin le délégué Lloyd proposa de renvoyer le point 10 pour un nouvel examen par les organisations de base. Des diatribes furent lancées contre Morgan, auteur du programme. Il demanda la parole, mais Gompers la lui refusa ¹¹⁸. Finalement, la formulation de McGraith, signifiant le rejet de la principale revendication du programme, fut adoptée par 1 217 voix contre 913. Pour parvenir à cela, les gompersistes exercèrent leur pression sur la majorité pragmatiste et sur un groupe « d'hésitants », sans principes, qui craignait une nouvelle discussion. Il est significatif que les représentants d'un certain nombre d'unions — mineurs, peintres en bâtiment, tailleurs, cordonniers, ouvriers des forges et des fonderies — ignorèrent les décisions de leurs congrès.

Au cours des débats fut proposée à la discussion l'idée de McGraith d'organiser un référendum sur la question : « Etes-vous pour l'action politique indépendante des trade-unions par création d'un parti politique ? » Sur la proposition du délégué P. H. Penna l'initiative de McGraith fut différée ¹¹⁹.

116. *AFL, Proceedings...*, 1894, p. 38.

117. *Ibidem*.

118. *Ibidem*.

119. *Ibid.*, p. 40.

L'année suivante les leaders de l'A.F.L. purent déclarer : « L'A.F.L. n'a pas de plate-forme politique ¹²⁰. » Ainsi, les gompersistes prirent leur revanche sur toutes les peurs qu'il leur avait fallu endurer dans la période de crise de 1892-1894, lorsque la conception même du « pur et simple » trade-unionisme avait été mise en question. En 1895, le congrès de l'A.F.L. proclama : « Une politique de parti... n'a pas de place au congrès ¹²¹. » A ce même congrès cette thèse fut intégrée dans les Statuts de l'A.F.L. Mais si le gompersisme s'affirmait dans le mouvement ouvrier américain, ce n'était pas parce que ses principes étaient intangibles et que sa victoire était fatalement imminente, mais parce que les forces socialistes dans le mouvement américain ouvrier étaient divisées et faisaient beaucoup d'erreurs. Cela concerne tout particulièrement les adeptes de De Leon qui savaient les liens existant entre les socialistes et le mouvement syndical des Etats-Unis. En même temps, dans les années 90, une « aristocratie ouvrière » se forma aux Etats-Unis. Le gompersisme exprimait précisément les intérêts des couches qui, comme l'écrivit G. Grob, « penchaient pour le mode de pensée capitaliste », pour l'« adoption du capitalisme dans le cadre duquel les ouvriers pouvaient atteindre un niveau de vie élevé ». Cela signifiait, selon le chercheur bourgeois cité, que le « trade-unionisme n'est pas le socialisme, mais plutôt le capitalisme de la classe ouvrière ¹²² ».

Cependant, les faits réfutaient les tentatives de G. Grob de voir une ligne de principe dans les machinations gompersistes au congrès de 1894, de même que ses affirmations selon lesquelles Gompers exprimait la mentalité et les intérêts des militants de base de l'A.F.L. En effet, la situation qui se créa au sein de l'A.F.L. dans les années 1892-

120. *AFL, Proceedings...*, 1895, p. 66.

121. *Ibid.*, p. 81. Par la suite, Gompers s'est référé plus d'une fois à cette thèse afin d'exclure de l'ordre du jour des congrès de l'A.F.L. les résolutions des socialistes-trade-unionistes relatives à la politique indépendante de la classe ouvrière (*AFL, Proceedings...*, 1905, p. 230; 1907, p. 219). Cela témoignait du renforcement des positions de l'« aristocratie ouvrière », de la consolidation organisationnelle de la direction gompersiste qui devait, pourtant, dans les années suivantes, retenir la pression des sentiments socialistes des ouvriers américains, en particulier aux congrès de l'A.F.L. et dans ses organisations locales.

122. G. GROB : *Op. cit.*, p. 181.

1894 (quand le programme socialiste fut soutenu par la majorité dans les organisations de base de l'A.F.L. où il y avait de plus larges possibilités de s'exprimer de façon démocratique) témoigne du contraire : de la crise du « mode de pensée bourgeois ». Morgan avait raison lorsqu'il affirmait que les résultats des votes dans les organisations et les instructions que celles-ci avaient données aux délégués traduisaient l'ampleur des sentiments radicaux dans la masse syndicale ¹²³. Isolée et prise de panique, la direction gompersiste n'exprimait donc nullement la position des adhérents de l'A.F.L.

La situation était telle que si l'examen et le vote du programme de Morgan se déroulaient de façon véritablement démocratique, les gompersistes avaient très peu de chances de remporter la victoire. Voilà pourquoi ils recoururent aux machinations. G. Grob exprime cet état de choses de la façon suivante : « La main forte de Gompers dirigeait la procédure du congrès ¹²⁴. » Un autre chercheur bourgeois, M. Derber, reconnaît plus franchement : « Seules les manœuvres habiles de Gompers et de ses alliés ont empêché que le programme ne soit adopté dans son intégralité ¹²⁵ », c'est-à-dire y compris le point 10.

La direction gompersiste de l'A.F.L. et de certaines de ses trade-unions ignorèrent la volonté de la masse syndicale. La discussion prouva une fois de plus que le volontarisme des gompersistes visait à défendre les « intérêts de groupe », représentés par les leaders des unions internationales. Elle confirma leurs prétentions d'intervenir au nom de tous les adhérents, sans tenir compte de leur véritable volonté. Proclamée par les gompersistes, l'« entière indépendance » des unions internationales, rempart de l'A.F.L. s'avéra illusoire. Il s'agissait en réalité de l'indépendance de la direction des unions corporatives vis-à-vis de la base. Ainsi, au congrès de 1894, lorsque J. McBride voulut savoir si les décisions de l'A.F.L. étaient obligatoires ou non pour chaque organisation affiliée, la réponse fut sans équivoque : « Non, chaque organisation n'est pas tenue à les accomplir, elle doit seulement en être informée ¹²⁶. » « Igno-

123. *AFL, Proceedings...*, 1894, p. 37.

124. G. GROB : *Op. cit.*, p. 179.

125. M. DERBER : *The American Idea of Industrial Democracy, 1865-1965*, Urbana, 1970, p. 58.

126. *AFL, Proceedings...*, 1894, p. 38.

rant le conflit entre les leaders et les militants de base, le volontarisme consacrait la position des premiers comme porte-parole du groupe. Et si la direction était considérée en tant que porte-parole, tous ceux qui la critiquaient devenaient des destructeurs des syndicats », c'est-à-dire les principaux ennemis de l'A.F.L.¹²⁷.

Toutefois, à ce congrès, les socialistes réussirent pour la première fois à infliger une défaite à Gompers : lors des élections au principal poste de la Fédération, ce fut McBride, de l'*United Mine Workers Union*¹²⁸, qui fut élu. Le fait prouvait l'influence accrue des ouvriers de l'industrie minière, surtout dans l'Ouest, région qui fut au cours de ces années une arène d'âpres affrontements de classes. Il faut ajouter à cela que McBride avait établi des contacts avec les populistes, contacts activement soutenus par de nombreuses organisations ouvrières de l'Ouest. Les mêmes facteurs favorisèrent l'approbation de la décision, prise avant même l'élection de McBride, de transférer le siège de l'A.F.L. de New York à Indianapolis¹²⁹.

Le gompersisme profita des divergences et des désaccords apparus à ce moment au sein du *Socialist Labor Party*. Au début des années 90, De Leon, devenu leader du parti, adopta une position intransigeante envers l'A.F.L. dans son ensemble et, en général, envers toute la masse syndicale qui ne participait pas au mouvement socialiste. Le ton brutal et catégorique qu'il adopta pour appeler tous les socialistes à abandonner l'A.F.L. et à créer de « nouvelles » unions, purement socialistes, conduisit à l'isolement de ses partisans du mouvement ouvrier américain. En août 1893, De Leon écrivait dans son journal *The People* qu'il était vain d'espérer « civiliser » de l'intérieur les trade-unions. « La révolution sociale doit passer sur le corps de tous et de chacun d'entre eux¹³⁰... » Cette position sapait la lutte menée par les socialistes du groupe Morgan à l'intérieur de la Fédération en faveur du programme socialiste. Malgré le retard du mouvement ouvrier, son faible niveau théorique, ses divergences, son manque de ma-

turité et le développement d'une « aristocratie ouvrière », l'A.F.L. restait toutefois la principale source qui alimentait les effectifs du *Socialist Labor Party*¹³¹. En critiquant la bureaucratie syndicale, De Leon condamna en fait l'ensemble du mouvement syndical américain. Il exigea la création d'une *Socialist Trades and Labor Alliance*¹³². Cela faisait le jeu du gompersisme, affaiblissant considérablement la juste et brillante critique à laquelle De Leon soumettait invariablement le corporatisme et le bureaucratisme de l'A.F.L.

La crise du gompersisme se déroulait au moment où le mouvement ouvrier était en plein essor aux Etats-Unis. Le déclin qui suivit contribua à rétablir les positions gompersistes au sein des trade-unions. En janvier 1895, en réponse aux lettres de F. Sorge qui l'informait du mouvement socialiste, du congrès à Denver de l'A.F.L., du gompersisme et de la situation des travailleurs américains¹³³, F. Engels analysa le retard du mouvement ouvrier américain, du développement spirituel libre de ce pays, « le plus jeune » et, à la fois, « le plus vieux ». Il écrivit également à propos des lois objectives qui régissaient les flux et reflux du mouvement ouvrier en Amérique compte tenu des deux directions dans lesquelles se développait ce pays. D'une part, il lui fallait « encore achever sa tâche première — la mise en œuvre d'immenses terres vierges —, et, d'autre part, il lut-tait déjà pour la première place dans la production industrielle¹³⁴ ». Dans la lettre suivante qu'il adressa à Engels le 15 mars 1895, Sorge examina la dégradation effective du mouvement ouvrier en Amérique¹³⁵.

Au congrès de l'A.F.L. en 1896 les gompersistes poursuivirent la lutte contre le programme politique déjà rejeté en décembre 1894. « Notre mouvement fait nettement la distinction entre les actions politiques qui servent les intérêts des ouvriers et les actions politiques qui servent les intérêts d'un parti », stipule la résolution du congrès¹³⁶. Plus

131. Voir K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 17.

132. L'Alliance, dont l'influence fut insignifiante, exista jusqu'en 1905, année où elle rejoignit les I.W.W. En 1899, après la nouvelle scission du *Socialist Labor Party*, naquit le *Socialist Party of America*.

133. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5827.

134. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 386.

135. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5828.

136. *AFL, Proceedings...*, 1896, p. 21.

127. M. ROGIN : « Voluntarism : The Political Functions of an Antipolitical Doctrine ». — *Industrial and Labor Relations Review*, 1962, Vol. 15, N 4, p. 529.

128. *AFL, Proceedings...*, 1894, p. 41.

129. *Ibidem*.

130. Cité d'après Ph. FONER : *Op. cit.*, Vol. II, p. 287.

loin, le texte de la résolution visait directement l'activité des socialistes au sein de l'A.F.L.: « Aucun responsable de l'A.F.L. n'a le droit d'utiliser sa position officielle dans cette organisation dans l'intérêt d'un parti politique ¹³⁷. » En développant cette ligne, la résolution du congrès de 1897, adoptée sur la proposition de McGuire, exprimait l'intention « ferme et intangible » de la Fédération de participer de façon « autonome » aux élections, en votant pour ceux qui soutenaient les lois en faveur des ouvriers, sans admettre aucun « asservissement par les partis ¹³⁸ ».

En 1898-1899, l'industrie américaine se remit de la crise. Les rythmes de développement industriel augmentèrent brusquement, ce qui se répercuta sur la condition économique des ouvriers américains qualifiés. Au congrès de l'A.F.L. en 1899, Gompers déclara que les trade-unions devaient profiter au maximum de cette expansion économique en appliquant une « ligne juste et pratique ¹³⁹ ». Cette ligne, approuvée au congrès de 1898, trouva son élaboration théorique dans un chapitre spécial du rapport du Conseil exécutif consacré à la « philosophie du trade-unionisme ¹⁴⁰ ». « Les trade-unions, disait ce document, sont des organisations légales dans les conditions sociales et industrielles existantes. » Leurs principes, dans la défense des intérêts des ouvriers, devaient être gradualité et prudence dans les actions « purement trade-unionistes », sans plate-forme ni doctrines politiques. Par conséquent, les méthodes trade-unionistes de lutte furent déterminées comme exclusivement économiques. Ces « principes philosophiques » exprimaient une approche « volontariste » du rôle de l'Etat, du pouvoir d'Etat dont ne dépendait pas beaucoup l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers. Aux élections le soutien des « amis des ouvriers » n'était autorisé que dans des cas exceptionnels.

Les leaders de l'A.F.L. abordaient ce problème de façon « réaliste » sans abandonner définitivement les projets, très populaires à l'époque, de transformation démocratique générale de l'administration américaine. Ainsi, McGuire déclara au congrès de 1896 que dans 40 ans les ouvriers con-

trôleraient l'Etat ¹⁴¹. Cependant, cette déclaration n'avait rien de socialiste parce qu'il s'agissait d'un « contrôle ouvrier » trade-unioniste de la société et, au fond, d'accords entre trade-unions et patronat. Ceci fut confirmé par deux résolutions du congrès de 1898 : sur le refus de soutenir quelque parti que ce soit, sur l'appartenance à aucun parti et sur le soutien électoral des « amis » des ouvriers, indépendamment de leur appartenance politique ¹⁴². Le début de l'époque impérialiste aux Etats-Unis, marqué par le renforcement du pouvoir des monopoles, l'accroissement de leurs surprofits, consolida au sein de l'A.F.L. les positions de la tendance antisocialiste, opportuniste qui prêchait ouvertement une collaboration avec la bourgeoisie et y procédait directement.

LE GOMPERSISME ET LE POPULISME

Dans les années 90 l'aggravation de la lutte idéologique au sein de l'A.F.L. s'étendit également à la sphère des relations entre les organisations ouvrières et le populisme, mouvement de masse des fermiers, le plus grand par son ampleur et son effervescence dans l'histoire des Etats-Unis. Les populistes intervinrent contre la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains des monopoles qui ruinaient et opprimaient les fermiers, les ouvriers, la petite bourgeoisie urbaine. L'aile radicale des populistes exigea la nationalisation des chemins de fer et des moyens de communication, soutint le point 10 du programme de Morgan. Le populisme, ce « front uni national des fermiers, des ouvriers et de la petite bourgeoisie urbaine ¹⁴³ », pouvait sérieusement compromettre à cette époque le renforcement du pouvoir des monopoles aux Etats-Unis. Gompers, adversaire de cette alliance, contribua fortement à la torpiller. Critiquant le mouvement populiste pour son « radicalisme de *middle class* », ainsi que son programme politique, Gompers s'éleva de fait contre l'alliance de la classe ouvrière avec les fermiers, contre l'extension de l'in-

137. AFL, *Proceedings*..., p. 75.

138. AFL, *Proceedings*..., 1897, p. 81.

139. AFL, *Proceedings*..., 1899, p. 6.

140. AFL, *Proceedings*..., 1898, p. 14-15.

141. AFL, *Proceedings*..., 1896, p. 62.

142. AFL, *Proceedings*..., 1898, p. 58.

143. W. Z. FOSTER: *The Negro People in American History*, International Publishers, New York, 1954, p. 384.

fluence prolétarienne sur les populistes qui combattaient un ennemi commun : les monopoles capitalistes.

Les objectifs des gompersistes divergeaient manifestement des revendications des masses ouvrières qui aspiraient à l'unité d'action. Pour les gompersistes ces tendances dans le mouvement ouvrier étaient une manifestation du « vieux radicalisme » de l'« ère de Jackson », une philosophie utopique incompatible avec le nouvel unionisme. Les masses syndicales exerçaient leur pression sur les leaders (on le ressentit, notamment au congrès de l'A.F.L. en 1890 où les sympathies de la Fédération allèrent à la *Farmer Alliance*¹⁴⁴). Cependant, les gompersistes tentaient de présenter ces revendications comme le témoignage du manque de maturité des masses, leur incapacité, de comprendre la « nouvelle idéologie » du trade-unionisme « pur et simple » qui, soi-disant, avait su aborder de façon réaliste la nouvelle situation, en découvrir la clé et s'y adapter.

Déjà pendant la campagne électorale de 1890, d'étroits contacts s'établirent entre les organisations des fermiers et des ouvriers dans nombre d'Etats : Minnesota, Colorado, Géorgie, Kansas, Nebraska, Californie, Texas, New York, Oregon, Arkansas, Louisiane, Wisconsin, Ohio. Les organisations locales de l'A.F.L. réagissaient à cela de façon appropriée, mais Gompers et son entourage poursuivaient une politique extrêmement prudente évitant tout engagement concret concernant les actions unitaires. La correspondance entre Gompers et d'autres militants de l'A.F.L. en 1890-1892 témoigne à quel point ce comportement était délibéré¹⁴⁵.

Pourtant, les liens entre les organisations locales de l'A.F.L. et le mouvement populiste se renforçaient. Les congrès de nombreuses organisations populistes soutinrent les revendications économiques des ouvriers, en particulier celles qui concernaient la journée de huit heures et la lutte gréviste. Citons à titre d'exemple la décision du Parti du peuple du Michigan sur la solidarité avec les travailleurs du vêtement de la ville de Rochester (les employeurs leur avaient interdit de créer leurs organisations). Ce parti invita ses membres à boycotter les marchandises de ces fabriques si celles-ci ne portaient pas l'étiquette spéciale des

organisations ouvrières. Parfois, les groupements de fermiers aidaient les organisations ouvrières en grève en venant les ravitailler.

Mais Gompers ne voulait pas entendre parler de ces tendances. Prétextant qu'un grand nombre de propriétaires de fermes, employant des salariés, participaient au mouvement populiste et que la direction de ce dernier comptait des personnalités connues de tendance libérale-bourgeoise, Gompers proclama inutile toute collaboration avec ce mouvement, ignorant par là même la caractéristique essentielle du populisme : l'activité de masse des fermiers¹⁴⁶. Gompers s'éleva catégoriquement contre tout soutien à un parti ou à un programme politique quelconques.

Cette ligne de Gompers souleva la protestation la plus résolue parmi les populistes, les personnalités libérales connues, ainsi que dans les rangs de l'A.F.L. Certains organisateurs dans l'A.F.L. craignaient que l'attitude de Gompers à l'égard des populistes ne suscite une réaction hostile de la part des unions locales qui collaboraient avec ceux-ci, en les poussant vers les *Knights of Labor*. Ils citaient de nombreux cas de solidarité active des populistes avec les revendications économiques des grévistes et leur lutte contre les hommes de Pinkerton¹⁴⁷ et les briseurs de grève. H. Lloyd reprochait à Gompers d'avoir ignoré le devoir direct des organisations ouvrières : « diriger le mouvement contre le capital monopoliste¹⁴⁸ ». L'organisateur de l'A.F.L. au Kentucky informa Gompers de l'impression défavorable que produisit son article dans la *North American Review* sur les adhérents locaux de l'A.F.L. Il recommanda à Gompers de faire une déclaration spéciale pour expliquer : « ... même si vous êtes contre l'activité d'un parti tiers ..., vous ne devez pas nuire par vos actes à ses intérêts¹⁴⁹ ».

146. S. GOMPERS : « Organized Labor in the Campaign ». — *The North American Review*, Vol. CLV, July 1892, p. 91-96.

147. Th. E. Watson, leader des populistes de l'Etat de Géorgie, proposa au Congrès d'ouvrir une enquête sur l'activité de l'Agence Pinkerton. Il s'adressa aux organisations ouvrières afin d'obtenir l'information indispensable. Sur son initiative, le Congrès décida d'enquêter sur les agissements criminels de l'Agence vis-à-vis des ouvriers (Ph. FONER : *History of the Labor Movement*..., Vol. II, p. 302).

148. B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 151.

149. Ph. FONER : *History of the Labor Movement*..., Vol. II, p. 307.

144. AFL, *Proceedings*..., 1890, p. 36.

145. G. GROB : *Op. cit.*, p. 169 ; Ph. FONER : *Op. cit.*, Vol. II, p. 305-309.

Les années de crise 1892 et 1893 brusquèrent les événements sociaux et politiques, influencèrent les positions des leaders du trade-unionisme obligés de prendre en compte, dans une certaine mesure, les revendications des masses.

Les populistes s'acquérèrent la sympathie des ouvriers par le soutien actif qu'ils accordèrent aux grévistes de Homestead. Leur aide concrète fut très substantielle et plus prompte que celle de la direction de l'A.F.L. : ils firent acheminer des wagons de farine du Nebraska et d'autres Etats à l'intention des grévistes affamés de Homestead¹⁵⁰.

Cette politique négative du gompersisme envers le populisme contribua sensiblement à envenimer les relations entre les mineurs de l'Ouest et l'A.F.L. Les associations unifiées des propriétaires de mines de cette région tentaient de rejeter les difficultés suscitées par la crise (chute du prix de l'argent, instabilité industrielle) sur les ouvriers et les petits entrepreneurs. La lutte contre les bas salaires, introduits par les grandes firmes à la suite des innovations techniques et de la lutte concurrentielle entre les firmes, impulsa l'essor du mouvement ouvrier dans cette branche¹⁵¹. Toutes les forces antimonopolistes y prirent part, note dans son autobiographie W. Haywood¹⁵². Une grande partie des mineurs de l'Ouest appartenaient aux *Knights of Labor* et soutenaient le mouvement populiste.

Les mineurs de l'Ouest, souligne à juste titre M. Dubofsky, « ont transformé les idées naïves des *Knights of Labor* et le radicalisme naturel des populistes en cette variété de radicalisme que partageaient les socialistes dans l'ensemble du monde industriel¹⁵³ ». La lutte prolongée des gompersistes contre les *Knights of Labor* et le mépris affiché par Gompers envers le mouvement populiste ne faisaient qu'accentuer la méfiance des mineurs à leur égard. Selon E. Boyce, dirigeant des mineurs, sur ces questions Gompers se montra « borné, égoïste et intrigant¹⁵⁴ ». Au congrès de l'A.F.L., décembre 1892, de nombreux délégués

150. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 302.

151. En 1893 fut créée la *Western Federation of Miners*.

152. W. D. HAYWOOD : *Bill Haywood's Book: The Autobiography of W. D. Haywood*, New York, 1958, p. 120-128.

153. M. DUBOFSKY : « The Origins of Western Working-Class Radicalism. 1890-1905 ». — *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 2, p. 143.

154. *Ibid.*, p. 148.

se prononcèrent en faveur d'une alliance avec les fermiers. C'était le cas, notamment, de John Swinton, militant connu du mouvement ouvrier, éditeur du journal ouvrier populaire *John Swinton's Paper*. Certains points du programme populiste : « législation populaire directe » (le droit de chacun d'introduire des projets de loi et l'adoption des lois par un référendum) et la remise des moyens de communication (télégraphe et téléphone) sous le contrôle de l'Etat furent approuvés par le congrès, des recommandations appropriées furent données au Conseil exécutif¹⁵⁵.

Les combats grévistes de 1892, la crise de 1893 et la radicalisation des ouvriers contraignirent Gompers d'accepter des pourparlers avec les représentants du mouvement populiste. D'autre part, les leaders populistes qui n'approuvaient pas, en principe, les revendications ouvrières furent obligés de tenir compte des sentiments et des sympathies des populistes. Finalement, en 1893, l'A.F.L. « hésita » quant à son attachement au « pur et simple » trade-unionisme. Même McGuire se prononça au congrès de 1893 en faveur d'une alliance avec les populistes. Le congrès adopta une résolution obligeant le Conseil exécutif de « contribuer par tous les moyens à l'alliance mutuellement avantageuse du trade-unionisme et des organisations de fermiers¹⁵⁶ ».

Il fut recommandé à ce même congrès de soumettre le programme socialiste au référendum. Ces décisions, dont celles sur l'alliance avec les organisations de fermiers, furent le résultat de l'essor du mouvement ouvrier, de la radicalisation des masses sous l'action des conditions économiques et socio-politiques de ces années. La marche des chômeurs américains sur Washington, organisée par J. Coxey (printemps-été 1894), fut également soutenue par les populistes. Les participants à cette marche, qui se baptisèrent « Armée du bien général », furent appuyés par le mouvement ouvrier organisé : les plus grandes organisations syndicales exprimèrent leur volonté de les aider. L'*American Federationist* parla de l'immense popularité de ce mouvement parmi les membres de l'A.F.L.¹⁵⁷. Le Conseil exécutif de l'A.F.L. fut obligé d'exprimer sa solidarité avec ce mouvement. Le projet de loi sur l'aide aux chômeurs, ré-

155. *AFL, Proceedings...*, 1892, p. 43.

156. *AFL, Proceedings...*, 1893, p. 38-39.

157. *American Federationist*, 1894, Vol. I, N 3, p. 53.

digé par Coxey, fut introduit au Congrès par les sénateurs populistes.

L'année 1894 fut marquée par l'essor de la lutte politique des ouvriers et la radicalisation du mouvement populiste. Des blocs ouvriers-populistes furent créés dans les régions industrielles-agricoles les plus importantes du pays. Ainsi, à l'automne 1893, la majorité écrasante des ouvriers de l'Illinois se prononcèrent pour l'alliance avec les populistes. Les correspondants de F. Engels lui communiquaient des Etats-Unis que les couches de plus en plus larges d'ouvriers exprimaient leur désir de soutenir le *Parti du peuple* aux élections locales¹⁵⁸. Prirent part à ce mouvement des trade-unionistes, des socialistes, des *Knights of Labor*. «... Pour l'essentiel, ce mouvement est un mouvement ouvrier car ce sont les unions ouvrières qui en constituent la base principale ; le soutien dont il bénéficie à présent partout a pu être gagné grâce aux efforts des ouvriers organisés ; son appui essentiel aux élections est, ici aussi, la classe ouvrière¹⁵⁹ », écrivait l'un des journalistes de cette époque. Des socialistes de Chicago tels que T. Morgan, ainsi que des militants du mouvement ouvrier tels que H. Lloyd et d'autres, contribuèrent à la constitution de ce bloc ouvriers-fermiers dans l'Illinois. Certes, lors de la formation du bloc ouvriers-populistes des divergences radicales surgirent entre le programme socialiste ardemment prêché par Morgan et la plate-forme populiste. Ce bloc déclina le point 10 déjà mentionné, mais adopta les autres points du programme socialiste.

Les fédérations locales du travail (New York, Ohio, Indiana, Minnesota, Wisconsin, Massachusetts, Nebraska, Montana, Texas et Californie) consentirent à une alliance avec les populistes. Qui plus est, à New York et au Wisconsin, le programme commun comportait également le point 10. En général, les idées du populisme furent les plus appuyées dans les syndicats où l'influence socialiste était la plus forte.

Sous la pression des organisations de base, même la direction de l'*International Metallists Union* (I.M.U.) soutint les populistes. Malgré la résistance de la direction conservatrice de James O'Connell, on enregistrait dans cette union, dès le début des années 90, un grand intérêt et un penchant

158. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5461.

159. Cité d'après Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 315.

pour le mouvement populiste. Lorsque la crise éclata, cette union publia dans sa revue des articles antimonopolistes, intervenant de concert avec les populistes contre les « requins de la finance » et les lois protégeant leur domination. Les ouvriers métallurgistes et les populistes se rapprochèrent particulièrement au cours de leur lutte commune contre les Sociétés des chemins de fer (la plupart des membres de l'union travaillaient dans les ateliers de chemin de fer). En 1893, au congrès de l'I.M.U. fut adoptée une résolution exigeant la nationalisation des chemins de fer, du télégraphe et du téléphone, ce qui fut également l'une des principales revendications des populistes¹⁶⁰.

L'U.M.W.U. soutint également les populistes. En 1892, les mineurs prirent part aux manifestations contre les magnats des chemins de fer. L'*United Mine Workers Journal* publiait des articles typiquement populistes contre l'arbitraire des trusts et de Wall Street. La filiale de Kansas de l'U.M.W.U. obtint en 1892 que le *Parti du peuple* intégra dans son programme les revendications concernant un fixe hebdomadaire et la sécurité du travail dans les mines, revendications refusées par les démocrates et les républicains. En Virginie Occidentale, les populistes s'assurèrent le soutien des mineurs en inscrivant dans leur programme la revendication sur la nationalisation des mines. Mais le rôle essentiel dans le mouvement populiste fut joué par les mineurs de l'Illinois où naquit une alliance populiste, socialiste-ouvrière. Après la grève de 1894, les conditions de travail des mineurs devinrent particulièrement pénibles, beaucoup d'entre eux furent licenciés ou portés sur les « listes noires ». A Springfield, J. Crawford, dirigeant d'une des filiales de l'U.M.W.U., fut présenté par les populistes comme candidat au Congrès, plusieurs membres de cette union furent présentés aux organes locaux du pouvoir. Sous la pression des organisations locales, la direction centrale de l'U.M.W.U. se prononça, en la personne de McBride, en faveur du populisme. En août 1894, à Columbus (Ohio) fut élaborée, avec la participation de McBride, une plate-forme ouvrière-populiste comprenant le point 10 du programme socialiste de Morgan¹⁶¹. Cette circonstance joua un rôle notable dans la

160. G. GROB : *Op. cit.*, p. 149-150.

161. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left...*, p. 200-201. Des faits confirment le « soutien politique accordé au *Parti du peuple* » jusqu'en 1896 par les *Knights of Labor* dirigés à l'époque par

victoire de McBride, ce « leader ouvrier démocrate et partisan sans réserve des populistes ¹⁶² », qui battit Gompers aux élections à la présidence de l'A.F.L. en 1894.

L'*American Railway Union*, qui organisa avec le soutien des populistes la fameuse grève des ouvriers de Pullman, intervint également en faveur du bloc ouvriers-populistes. Eu. Debs faisait une propagande passionnée pour ce bloc ¹⁶³. Le populisme fut particulièrement soutenu des prolétaires de l'Idaho, du Colorado et du Montana où la *Western Federation of Miners* mena durant ces années une lutte difficile contre les patrons. Les organisations ouvrières aspiraient à s'allier aux fermiers. « Les premiers congrès de la W.F.M. adoptèrent les principes d'une politique indépendante et du populisme. Le congrès constitutif de 1893, qui avait eu lieu avant la panique et la crise qui s'étaient étendues à l'Ouest, se prononça pour l'unité des actions politiques ¹⁶⁴. » Les publications populistes du Montana furent les plus diffusées parmi les ouvriers. Les congrès ouvriers dans les Etats de l'Ouest, qui se déroulèrent presque toujours simultanément avec les congrès populistes, adoptèrent des résolutions sur l'entraide et le soutien mutuel. Le 1^{er} octobre 1894, le journal de la ville de Butte (Etat du Montana) écrivait : « L'Assemblée des trade-unions et des unions ouvrières de la ville appelle toutes les couches opprimées de la société à s'unir auprès des urnes électorales... Les fermiers doivent aller coude à coude avec les travailleurs de toutes les classes... Le *Parti du peuple* a été créé par les couches pauvres de la société elles-mêmes afin de détruire les monopoles et assurer l'égalité et la justice pour tous ¹⁶⁵ ».

Au Montana le poste de président du comité du mouvement populiste fut détenu par l'un des responsables de l'*American Railway Union*, alors que dans la région de Sil-

ver-Bow la plupart des candidats populistes aux élections de 1894 étaient des syndiqués. Le *Populist Courier*, journal populiste de la ville d'Anaconda, avait pour rédacteur un des membres de la W.F.M. et des *Knights of Labor*. Le journal *Montana Silverite* (Ville de Missoula), organe officiel des unions de l'A.F.L., faisait activement la propagande du programme des populistes, alors que le *Populist Tribune* (ville de Butte) fut essentiellement l'organe des ouvriers. A Cœur d'Allen, région minière, « il était impossible de faire la distinction entre les groupes ouvriers locaux et les populistes ». E. Boyce, président de la W.F.M., était non seulement une figure influente dans le mouvement populiste, mais il représentait aussi les populistes à l'Assemblée de l'Etat. Le *Pueblo Courier*, organe officiel de la W.F.M. du Colorado, était à la fois une édition politique populiste ¹⁶⁶.

Aux élections de 1894, grâce à la participation active des ouvriers et au soutien qu'ils accordèrent au programme ouvrier-populiste, le *Parti du peuple* reçut environ un million et demi de voix, soit un tiers de plus par rapport aux élections de 1892. Comme le notait l'*American Federationist*, 300 membres des organisations ouvrières furent présentés sur les listes électorales du *Parti du peuple* ¹⁶⁷. Mais le nombre des élus populistes aux organes du pouvoir ne fut pas suffisant pour avoir une influence radicale sur la marche des événements.

La direction principale de l'A.F.L. n'accordait aucun soutien aux blocs ouvriers-populistes, elle suivait avec inquiétude comment se développait au sein du mouvement trade-unioniste la tendance à l'alliance avec les fermiers. « Seule l'unité garantit le succès aux ouvriers et fermiers, or, jamais comme aujourd'hui il n'y a eu d'aussi bonnes possibilités

166. *Labor History*, 1966. Vol. 7, N2, p. 141. Les données sont tirées des journaux : *Bystander* (Butte), *Populist Courier* (Anaconda), *Montana Silverite* (Missoula), *Pueblo Courier* et d'autres pour 1894-1895. La solidarité des ouvriers avec les fermiers, les alliances qui apparurent entre les ouvriers et les fermiers influèrent sur la prise de position de nombreuses organisations ouvrières lors de la discussion du programme Morgan en 1892-1894. Les délégués de ces organisations furent mandatés pour défendre au congrès de l'A.F.L. (1894) le programme socialiste sous sa forme intégrale (y compris le point 10), mais aussi pour exiger l'adoption d'un point spécial sur l'alliance ouvriers-fermiers et même l'adhésion des syndicats au *Parti du Peuple*. (B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 154.)

167. *American Federationist*, 1894, Vol. I, N9, p. 205-206.

W. Wilson, futur trésorier de l'U.M.W.U. et ministre du Travail, premier titulaire de ce poste aux Etats-Unis. Celui-ci estimait que la victoire des populistes « permettra de surmonter les difficultés auxquelles se heurtent les ouvriers et contribuera à créer une ambiance favorable au mouvement coopératif » (*Cleveland Leader*, Dec. 30, 1895. — Cité d'après C. L. WILHELM : *William B. Wilson : The First Secretary of Labor*, Ann Arbor, 1967, p. 15).

162. Archives centrales de l'I.M.L., f. 1, inv. 5, dos. 5877. (Lettre de F. Sorge à F. Engels du 19 décembre 1894).

163. B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 154.

164. *Labor History*, 1966, Vol. 7, N2, p. 141.

165. *Ibidem*.

pour y parvenir¹⁶⁸ », écrivait en août 1894 à Gompers L. Gronlund, publiciste socialiste connu. De nombreux dirigeants ouvriers et militants progressistes du mouvement populiste (T. Morgan, H. Lloyd, D. Waite) agissaient inlassablement en faveur de cette alliance.

Gompers craignait une extension du mouvement qui pourrait reléguer au second plan les intérêts des unions corporatives représentées par l'A.F.L. Or, les gomperistes aspiraient non pas à un large programme comprenant les revendications de toutes les catégories d'ouvriers, de fermiers et d'autres couches laborieuses, mais à un programme purement corporatif traduisant les revendications d'étroites couches, revendications qui pourraient être satisfaites « localement ». Il faut également mentionner l'état d'inquiétude et de crainte qui régnait parmi les gomperistes en 1894 à la veille du congrès de l'A.F.L., au moment où la plupart des unions de l'A.F.L. avaient adopté le programme de Morgan.

Le mouvement populiste des années 90 devint large et national. Mais il n'obtint pas de direction valable parce que la classe ouvrière elle-même n'avait pas encore de direction idéologique et organisationnelle, c'est-à-dire son propre parti. Le mouvement populiste était dirigé par des leaders qui conclurent une alliance avec le Parti démocrate aux élections présidentielles de 1896 ; les intérêts des militants du mouvement populiste étaient soumis au parti démocrate qui leur était étranger. Finalement, au début du XX^e siècle, le mouvement n'était plus une force sérieuse dans la vie sociale des Etats-Unis.

La scission survenue au sein du mouvement populiste¹⁶⁹ et le recul du mouvement de masse dans les conditions d'une nouvelle reprise économique aux Etats-Unis, rendirent le gomperisme plus sûr de lui et plus actif. Après la désagrégation de la coalition des populistes avec les démocrates dits d'« argent » et la défaite de W. Bryan, candidat démocrate aux élections présidentielles, lorsque les ma-

chinations avec la monnaie d'argent¹⁷⁰ devinrent évidentes, nombre de militants actifs du mouvement et d'organiseurs connus des ouvriers l'écartèrent du mouvement. Prenant la parole au congrès de la W.F.M. en 1897, E. Boyce, son président, condamna la « filouterie » avec la monnaie d'argent : « Les barons d'argent de l'Ouest sont autant les ennemis du mouvement ouvrier organisé que l'est le scarabée d'or Shylock dans sa cage dorée de Wall Street¹⁷¹... » Boyce appela les ouvriers à des actions politiques plus conscientes, plus réfléchies et plus efficaces. Cet appel « indiquait la voie dans une seule direction : vers un parti socialiste. L'A.F.L. tourna le dos au socialisme et aux actions politiques en s'engageant dans l'étroit sentier du « pur et simple » trade-unionisme, tandis que la Fédération de l'Ouest opta pour la voie menant au socialisme et à l'activité politique, la voie d'un large unionisme radical¹⁷² ». Ainsi, l'abandon par les gomperistes de la lutte politique active indépendante et de l'alliance avec le mouvement des fermiers détourna de l'A.F.L. de nombreuses unions ouvrières de combat.

LE PROGRAMME DE « COLLABORATION DE CLASSE » ET SA MISE EN ŒUVRE PAR L'« ARISTOCRATIE OUVRIÈRE »

L'idéologie et la politique opportunistes dans le mouvement ouvrier ont de profondes racines économiques et sociales. Les milliards de surprofits des monopoles, la réaction politique tous azimuts, la très grande expérience de la bourgeoisie américaine dans le domaine de la corruption et de la perversion des couches supérieures de la classe ouvrière, la manipulation habile, par de puissants leviers économiques et politiques, de ses « défenseurs » du camp opportuniste, tout cela fut utilisé par la bourgeoisie monopoliste des Etats-Unis pour renforcer les positions et l'influence de l'« aristocratie ouvrière ».

168. Cité d'après Ph. FONER : *History of the Labor Movement*..., Vol. II, p. 320.

169. Les années 1893-1895 furent marquées par une différenciation des forces au sein du *Parti du peuple*. Ceci aboutit à une scission. L'aile conservatrice du parti soutint les démocrates aux élections de 1896. Des leaders du parti tels que H. Taubeneck et J. Weaver se prononcèrent pour la rupture avec les organisations ouvrières.

170. Voir K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 39, S. 52. Dans ses lettres à F. Sorge, Engels démystifia l'idée d'une « monnaie d'argent » bon marché aux Etats-Unis qui avait été avancée par les populistes et les démocrates dits d'« argent » (S. 172).

171. *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 2, p. 142 (cité d'après *Bystander*, 15.V. 1897).

172. *Ibidem*.

Au début du XX^e siècle il ne restait plus rien des mots d'ordre socialistes dans les doctrines d'A.F.L. Malgré des conflits temporaires, écrivait Gompers dans l'*American Federationist* en 1901, « il y a une tendance stable et réelle à l'accord entre ouvriers et capitalistes, employeurs et salariés au nom d'une production et d'une répartition continues, tendance à la consolidation éthique au nom des intérêts communs de tout le peuple ¹⁷³ ». Gompers abandonna définitivement l'idée de la lutte de la classe ouvrière contre la classe des capitalistes dans son ensemble. Désormais, affirmait-il, elle ne doit lutter que contre les employeurs « bornés » dont le nombre diminue constamment, alors que les rangs de ceux dont les « vues et les sentiments coïncident avec les intérêts des organisations ouvrières » augmentent. Ainsi, assurait les gompersistes, il devient possible de résoudre les problèmes litigieux par le biais des pourparlers et des accords, sans grèves ni lock-out, trop coûteux ¹⁷⁴. Telle fut la conclusion que les gompersistes tirèrent de la défaite des grèves des années 90 qui, comme ils l'affirmaient, leur démontrèrent l'inutilité « des moyens violents et directs » puisque les monopoles étaient devenus un phénomène « inévitable et naturel ». Les gompersistes furent conduits également à collaborer avec les patrons par leur hostilité au socialisme, au mouvement socialiste qu'ils considéraient comme leur pire ennemi.

Cette collaboration des « employeurs et des ouvriers ¹⁷⁵ » eut un « instrument efficace » : la *National Civic Federation* (N.C.F.) apparue en 1900 sous l'égide du grand capital. Son premier président fut M. Hanna, représentant direct de

173. S. GOMPERS : « Organized Labor : its Struggles, its Enemies and Fool Friends ». — *American Federationist*, 1901, Vol. VIII, N 11, p. 479.

174. *Final Report and Testimony Submitted to Congress by the Commission on Industrial Relations*, Vols I-XI, Washington, 1916, Vol. II, p. 1532-1534, 1537.

175. *Final Report...*, Vol. II, p. 1545-1546. Gompers était de toute évidence au courant des positions et des actions antisyndicales de nombreux collaborateurs de la N.C.F. Ainsi, Belmont détruisit l'union de l'A.F.L. dans son entreprise *Interborough Rapid*. Parmi les personnalités actives de la N.C.F. se trouvaient le président et trois directeurs du Trust de l'acier dont les entreprises appliquaient le système de l'« atelier ouvert ». Les membres de la N.C.F. : Armour, Swift, Gary et McCormick persécutaient également les syndicats dans leurs entreprises. (*Studies on the Left*, 1966, Vol. 6, N 6, p. 91).

J. Morgan. Remplacé en 1904, il céda son poste à A. Belmont, banquier et magnat des transports. Parmi d'autres figures influentes à la N.C.F. notons Ch. Adams, E. Carnegie, ancien président de l'*Union Pacific Railroad* et chef de firmes géantes, F. McVeagh, banquier de Chicago, A. Seligman, banquier de New York et d'autres leaders du grand business. En 1903, la N.C.F. regroupait le tiers des sociétés dont les actifs dépassaient 10 millions de dollars. La Fédération regroupait 60 compagnies de chemin de fer sur les 67 plus grandes ¹⁷⁶. A sa direction siégeaient également les leaders de l'A.F.L. : Mitchell et Gompers, qui en fut vice-président jusqu'à sa mort. Les dirigeants des confréries des cheminots et de nombreuses unions internationales collaboraient activement à la N.C.F.

A l'origine de la création de la N.C.F. ainsi qu'à sa tête se trouvaient également des représentants du grand capital, des hommes politiques bourgeois tels que G. Cleveland, W. Taft, C. Bliss et d'autres avec lesquels collaborait Gompers ¹⁷⁷. Les gompersistes virent dans cette alliance une « troisième force », une certaine instance au-dessus des classes, capable, selon eux, de résoudre le conflit entre le travail et le capital ¹⁷⁸. R. Easley, secrétaire de la N.C.F., écrivait à Gompers que les industriels étaient d'accord pour reconnaître les unions corporatives, c'est-à-dire la minorité organisée des ouvriers américains, si ces unions renonçaient à vouloir organiser la principale masse des ouvriers, à la « politique » et aux interventions radicales ¹⁷⁹. Malgré toute la disparité de ses positions, le patronat « reconnut la nécessité de soutenir l'unionisme conservateur contre les socialistes ou les *Industrial Workers of the World* ». Hanna, lui aussi, en comprenait l'« utilité » ¹⁸⁰. Telles furent les positions des parties au moment où la collaboration de l'A.F.L. avec le grand business contre la tendance révolutionnaire

176. J. WEINSTEIN : « Big Business and the Origins of Workmen's Compensation ». — *Labor History*, 1967, Vol. 8, N 2, p. 162.

177. Gompers écrit dans son autobiographie que, dans sa jeunesse, lorsqu'il était président de la section locale du syndicat des *Cigar Maker's Union*, il évita, pendant dix mois, toute rencontre avec son père devenu contremaître et collaborant donc avec le patron. (S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. I, p. 65.)

178. *American Federationist*, 1902, Vol. IX, p. 93-113, 120, 175-177.

179. Voir Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 389.

180. *Labor History*, 1967, Vol. 8, N 2, p. 164-165.

dans le mouvement ouvrier aboutit à la création de la N.C.F.

La presse réactionnaire qualifia la philosophie et le programme de la N.C.F. de « mariage du travail et du capital ¹⁸¹ ». Par la suite, Gompers écrivit lui-même que l'A.F.L. avait immensément contribué à cette alliance ¹⁸². Mais, en même temps, il faut dire que la remarque de Ch. Moore, un des dirigeants de la N.C.F., est absolument justifiée : « Si Gompers est devenu une personnalité en vue, c'est grâce à la situation favorable que nous lui avons assurée ¹⁸³. » En 1903, J. Mitchell, représentant de l'A.F.L. à la N.C.F., vice-président de l'A.F.L. et président de l'U.M.W.U., publia un livre dans lequel il exposa les vues des leaders trade-unions sur les tâches du mouvement syndical. Mitchell caractérisa le mouvement syndical comme une « fin en soi ». Il affirmait que les ouvriers étaient capables d'obtenir, rien que par la lutte économique, une amélioration stable de leur condition et d'éliminer les contradictions de la société existante. « Les unions ouvrières, écrivait Mitchell, sont créées pour les ouvriers, et ne sont dirigées contre personne. Elles ne menacent ni les intérêts des entrepreneurs ni ceux du peuple tout entier ¹⁸⁴. »

Ce credo du « pur trade-unionisme », pénétré de l'esprit bourgeois et antisocialiste ¹⁸⁵, traduisait l'essence de la plateforme trade-unioniste de l'A.F.L. qui limitait le mouvement syndical exclusivement aux tâches économiques. Après le congrès d'Iéna du Parti social-démocrate d'Allemagne (1905), Lénine écrivait : « Le syndicalisme étroit ou « économisme » se rattache en Allemagne, comme en Russie, comme partout, à l'opportunisme (au révisionnisme) ¹⁸⁶ », soulignant par là même la nature commune de ce phénomène dans tous les pays.

« Pour parvenir à son objectif, écrivait Mitchell, le mouvement syndical peut emprunter deux voies : la voie économique, celle des grèves, du boycottage et des négociations, et la voie politique, qui implique l'aide de l'E-

tat ¹⁸⁷. » La seconde voie sous-entendait la lutte dans les parlements pour des lois appropriées. Il estimait que, pour les ouvriers américains, la première voie était plus préférable et plus efficace, celle de la lutte « purement » économique, indépendante vis-à-vis des programmes politiques, « neutre » à leur égard. « On dit..., écrivait Lénine, que la neutralité est nécessaire si l'on veut regrouper tous les ouvriers qui estiment indispensable une amélioration de leur situation matérielle. Mais ceux qui raisonnent ainsi oublient que le degré actuel d'évolution des contradictions de classe introduit infailliblement et inévitablement des « dissensions politiques », y compris dans la question de la manière d'obtenir cette amélioration dans les limites de la société contemporaine... La théorie de la neutralité ne peut manquer d'aboutir à un tel choix des moyens d'obtenir cette amélioration que cela impliquerait un affaiblissement de la lutte de classe du prolétariat ¹⁸⁸. »

Les leaders du trade-unionisme américain estimaient que les contradictions de classe dans la société capitaliste ne sont pas inévitables car, selon eux, les capitalistes et les ouvriers ne peuvent se passer les uns des autres. « Les intérêts des uns coïncident avec les intérêts des autres... Là où à la tête de l'industrie se trouvent des dirigeants audacieux, perspicaces, larges d'esprit, les salaires montent même chez les plus simples manœuvres ¹⁸⁹. » Et dans ce sens Mitchell recommande aux syndicats de n'adopter aucune politique hostile à l'égard des organisations patronales.

L'objectif des organisations ouvrières était, selon Mitchell, d'épurer l'industrie des éléments les moins dignes et de frayer la voie à une politique plus pacifique. En ce qui concernait les syndicats, Mitchell recommandait de tenir compte de l'opinion des hommes d'Etat et publics « honnêtes », ayant une bonne réputation. Parmi les autres — « à moitié honnêtes » et « indésirables » — il rangeait ceux qui défendaient avec conséquence, dans une âpre lutte, les intérêts des ouvriers. Ce « radicalisme excessif » était dû, selon le même Mitchell, à une manque de maturité. « Les unions considérées comme trop radicales, qui agissent trop vite, deviendront avec le temps plus mû-

187. J. MITCHELL : *Op. cit.*, p. 205.

188. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 13, p. 490.

189. J. MITCHELL : *Op. cit.*, p. IX.

181. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. II, p. 387.

182. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. II, p. 106.

183. Voir Ph. FONER : *Op. cit.*, Vol. III, p. 176.

184. J. MITCHELL : *Op. cit.*, p. IX.

185. Voir V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 9, p. 302.

186. *Ibidem*.

res et pourront également s'assurer le respect général¹⁹⁰⁻¹⁹¹ ». Il fallait donc les aider pour que finalement leur activité soit approuvée « par les hommes publics respectés dont le soutien est incontestablement plus précieux que l'argent ».

Les raisonnements des leaders syndicaux, leurs articles et livres traduisaient les contradictions du mouvement trade-unioniste lui-même et portaient l'empreinte des programmes qui s'étaient succédés pendant des décennies. Ainsi, au début de son livre Mitchell parle de la fusion des intérêts des ouvriers et des entrepreneurs, mais à la fin, surtout lorsqu'il décrit la grève des mineurs en 1902, il constate l'existence de profondes contradictions qui obligent parfois les ouvriers à aspirer à « détruire l'ordre dominant ».

Encore une contradiction. « Les unions professionnelles ne doivent adopter aucune politique hostile à l'égard des unions patronales à condition que ces dernières ne fassent pas preuve constamment de leurs intentions belliqueuses et de leurs aspirations à déclencher, coûte que coûte, des hostilités. » Ceci, pour dire à la page suivante : « Dans la plupart des cas, le système que l'employeur ou l'union patronale considèrent comme indispensable pour assurer leur autodéfense cache des actions hostiles aux organisations ouvrières¹⁹²⁻¹⁹³ ».

Mitchell citait des faits de la lutte acharnée que menaient les ouvriers américains contre l'arbitraire des *entrepreneurs* et les actions hostiles des organisations patronales. Il rappelait les propos de D. Parry, président de la *National Association of Industrialists* (N.A.I.), qui proposait de porter un coup à l'ensemble du mouvement syndical dans le pays. Dans le même temps, Mitchell appelait à « profiter des services des partis existants » et à rejeter résolument la « tentative de lier les unions ouvrières américaines par un programme socialiste¹⁹⁴ ». Sa conception visait donc à « détourner les ouvriers du socialisme vers le trade-unionisme « pur », c'est-à-dire bourgeois¹⁹⁵ », suivant docilement les partis bourgeois.

L'idée de n'appartenir à aucun parti, le principe de « neu-

190-191. J. MITCHELL : *Op. cit.*, p. 87.

192-193. *Ibid.*, p. 197-198.

194. *Ibid.*, p. 209.

195. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 9, p. 386.

tralité » furent condamnés au Congrès socialiste international de Stuttgart (1907). La résolution du Congrès, notait Lénine, « met fin à la reconnaissance du principe de « neutralité ». Non seulement elle ne comporte pas un seul mot sur la neutralité ou le non-rattachement à un parti mais, bien au contraire, elle confirme de la façon la plus précise la nécessité de liens étroits et toujours plus fermes entre les syndicats et le parti socialiste¹⁹⁶ ».

Dans sa lutte contre le socialisme, le gompersisme tentait de s'assurer le soutien de ses partenaires par la « collaboration de classe ». Consciente du danger socialiste réel, la N.C.F. ne cessait pas sa propagande antisocialiste. A cet égard elle fit plus d'une fois l'éloge de l'A.F.L. et, tout particulièrement, de Gompers qui résistait aux socialistes. Ayant publié le portrait de Gompers à la une de sa revue, la N.C.F. le présenta comme l'« ennemi le plus compétent du socialisme¹⁹⁷ ». A leur tour, les gompersistes appelaient leurs compagnons d'idées, adversaires du socialisme dans les milieux d'affaires de Wall Street, à rechercher des alliés parmi les leaders ouvriers, pour défendre leurs biens¹⁹⁸.

Dans les unions où l'influence socialiste s'était renforcée, le mécontentement suscité par la collaboration de classe des leaders syndicaux aboutit à une protestation ouverte¹⁹⁹. Ainsi, au congrès de l'A.F.L. de 1907, J. Bar-

196. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 13, p. 78.

197. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 386.

198. R. H. HARVEY : *Samuel Gompers. Champion of the Toiling Masses*, Stanford University Press [California], 1935, p. 149.

199. Ainsi, au début des années 1900 les socialistes avaient une forte influence au sein de l'union de brasseurs, qui défendait le principe productif du regroupement de tous les ouvriers de sa branche, indépendamment de la qualification. Certaines de ses sections faisaient partie de l'*American Labor Union* soutenue par les brasseurs et la *Western Federation of Miners*. L'A.F.L., à laquelle l'union était affiliée, faisait tout pour la scinder et détruire ses liens avec d'autres organisations avancées. Mais à cette époque, comme l'écrit Laslett, l'influence de l'A.F.L. à l'ouest du Mississippi était insignifiante. « Les ouvriers de l'Ouest n'étaient pas encore tout à fait prêts à suivre Gompers dans le wigwam de Mark Hanna (N.C.F.) pour y être scalpés à l'aide de l'arbitrage capitaliste », écrivait le journal des mineurs de l'Ouest. Les brasseurs, qui partageaient ce point de vue, critiquaient sévèrement l'A.F.L. aux congrès de leur union et dans son organe de presse, pour son esprit corporatif, son conservatisme en politique et son soutien à la N.C.F. (J.H.M. LASLETT : *Labor and the Left*, p.22-23, 257.)

nes, secrétaire national du Parti socialiste et délégué des cigariers avança une résolution exigeant de l'A.F.L. d'exprimer sa méfiance à l'égard de la N.C.F. qui agissait « dans l'intérêt du capital ». Cette résolution ne fut pas adoptée²⁰⁰.

Dans de nombreuses unions (brasseurs, tailleurs pour dames, mineurs et autres) la collaboration avec la N.C.F. fut sévèrement condamnée. Cette condamnation fut formulée de façon particulièrement nette au congrès de l'U.M.W.U. en 1908. Au congrès de la même union en janvier 1911, les délégués socialistes apportèrent une série de résolutions dont une proposait d'exclure de l'U.M.W.U. « tous les mineurs liés à la N.C.F.²⁰¹ ». Cette proposition visait directement Mitchell, ancien président de l'U.M.W.U., qui collaborait avec des ennemis des ouvriers tels que le juge Gary du Trust de l'acier. La résolution fut adoptée par le congrès bien que le mot « exclusion » y ait été remplacé par le mot « incompatibilité ». Mitchell se retrouva dans une situation fort embarrassante. Même Gompers, comme le constate Laslett après avoir analysé la correspondance de ces leaders, fut désarçonné par cette décision du congrès. Passant à la contre-offensive, Gompers qualifia cette action de menée socialiste²⁰². La lutte fut reportée au congrès de l'A.F.L. en novembre 1911, à Atlanta. La délégation de l'U.M.W.U. proposa d'exclure de l'A.F.L. les militants syndicaux collaborant à la N.C.F.²⁰³. D. McDonald, délégué des mineurs, accusa certains représentants de la N.C.F. tels que Carnegie et Belmont d'avoir féroceement combattu les organisations ouvrières.

Gompers et Mitchell se mirent à défendre la N.C.F. Ils assuraient aux délégués que cette organisation serait créée pour « régler les litiges entre les employeurs et les ouvriers au moyen des entretiens, de la régulation et de l'arbitrage...²⁰⁴ », qu'aux réunions de la N.C.F. les revendications des syndicats « seraient exprimées de façon plus radicale et plus ferme qu'aux réunions de... n'importe quelle de nos unions ». « Je suis sûr, disait Gompers, qu'on ne saurait trouver des mots plus énergiques

200. *AFL, Proceedings...*, 1907, p. 340.

201. J. H. M. LASLETT. *Labor and the Left...*, p. 25, 245.

202. *Ibid.*, p. 125.

203. *AFL, Proceedings...*, 1911, p. 217-218.

204. *Ibidem.*

que ceux que j'utilise pour exposer les revendications des ouvriers et pour défendre leurs droits... aux réunions de la N.C.F. ». Gompers s'attribuait le mérite de la création de nombreuses commissions de la N.C.F. pour arbitrer les conflits du travail, de l'introduction des indemnités en cas d'accidents du travail, etc. Quant aux socialistes, ajoutait Gompers, ils s'efforcent de saper par leur critique cette « coopération mutuellement avantageuse²⁰⁵ ».

Les efforts des leaders expérimentés qu'étaient Gompers et Mitchell qui, en plus, bénéficiaient d'une solide aide matérielle de la part des industriels et des banquiers, furent couronnés de succès. La résolution de l'U.M.W.U. ne recut que 4 924 voix contre 11 851²⁰⁶. En février 1912, l'organe de presse de la N.C.F. remercia la direction de l'A.F.L. de son comportement au congrès et lui promit un large soutien²⁰⁷.

La philosophie du trade-unionisme fut exposée de la façon la plus complète par Gompers devant la Commission du Sénat pour les Relations dans l'industrie, instituée par le Congrès en 1912 pour « étudier la condition générale des ouvriers dans les principales branches de l'industrie des Etats-Unis » afin d'établir les causes du mécontentement et des conflits²⁰⁸.

Gompers critiqua le programme des socialistes américains et s'en prit à l'organisation des *Industrial Workers of the World* dont la direction comprenait des socialistes. Il accusa les socialistes de vouloir confisquer « tous les biens », « détruire » la liberté industrielle, refaire la société par la force. Gompers tentait de prouver par tous les moyens que le socialisme et le mouvement syndical

205. *AFL, Proceedings...*, p. 251.

206. *AFL, Proceedings...*, p. 257-258.

207. R. H. HARVEY : *Op. cit.*, p. 150.

208. La Commission, autorisée par le Président Wilson en juin 1913, comprenait neuf personnes : des milieux publics — F. Walsh, juriste, J. Commons, professeur, F. Harriman ; des milieux d'affaires — F. Delano, président d'une compagnie de chemin de fer, H. Weinstock, commerçant, S. Ballard, capitaliste ; des syndicats — J. Lennon et J. O'Connell, de la direction de l'A.F.L., et A. Garretson, des confréries des cheminots. La Commission ouvrit des enquêtes dans de nombreuses régions du pays. Le 12 mai 1914, elle entama son travail à New York avec la participation de Gompers (A.F.L.), de M. Hillquit (socialistes), de Vincent St. John (I.W.W.), ainsi que d'autres militants du mouvement ouvrier.

seraient foncièrement hostiles l'un à l'autre, ayant, paraît-il, des origines, des voies et des objectifs différents, ce qui rendrait impossibles toute compréhension mutuelle et toute collaboration entre eux. Gompers accusa le Parti socialiste de n'avoir prêté aucune aide au mouvement ouvrier organisé américain et d'avoir compromis par son hostilité à l'A.F.L. beaucoup de ses initiatives utiles. Gompers affirmait que les socialistes emprunteraient beaucoup de points de leur programme aux trade-unionistes²⁰⁹. Il assurait que le socialisme serait condamné et que l'avenir appartiendrait au trade-unionisme. Tout cela illustrait bien la division entre les « tendances syndicalistes pures et les tendances socialistes » dans le mouvement ouvrier en Amérique, que Lénine qualifia de scission « entre une *politique ouvrière bourgeoise* et une *politique socialiste* »²¹⁰.

Considérons certaines réponses de Gompers aux réunions de la commission susmentionnée. Il ne répondit pas directement à la question de savoir s'il y a ou non une distinction entre les intérêts économiques de la classe ouvrière et ceux des capitalistes, mais il fit remarquer que le mouvement ouvrier qu'il représente n'est pas dirigé contre les « classes exploiteuses » : il est « pour les ouvriers » et ne vise que ceux qui ne veulent pas comprendre les « conditions dans l'industrie moderne et la nécessité d'améliorer constamment la situation des ouvriers... A l'heure actuelle, plus que jamais dans l'histoire du monde industriel, les entrepreneurs sont de plus en plus nombreux à établir avec les ouvriers des relations fondées sur les conventions collectives »²¹¹... A la question concernant la part que les ouvriers américains reçoivent des résultats de leur travail, Gompers éluda la réponse en réduisant tout à l'aspiration des trade-unions à augmenter cette part²¹².

En Allemagne, disait Gompers, les unions syndicales sont liées au parti socialiste : c'est pour elles, la seule possi-

bilité d'une activité politique²¹³. En Belgique, affirmait-il, les ouvriers ont le niveau de vie le plus bas à cause de l'influence des socialistes dans le mouvement syndical. « Là où les ouvriers sont particulièrement actifs en politique, ils perdent de vue les intérêts économiques. » L'A.F.L. est la seule organisation ouvrière appliquant une politique indépendante, en particulier à l'égard du Parti socialiste, ce qui explique le fait que « nous avons progressé plus que n'importe quel autre mouvement ouvrier dans le monde en ce qui concerne l'amélioration de la situation des ouvriers »²¹⁴. Gompers rapportait à ces succès l'influence dont l'A.F.L. jouissait dans la vie politique et dans le monde industriel. La N.C.F. était, selon lui, un exemple de l'influence de l'A.F.L. et de la collaboration avec le patronat. La N.C.F. « n'a jamais été hostile aux intérêts de la classe ouvrière », affirmait-il²¹⁵.

Les questions qui furent posées par M. Hillquit lors de la discussion avec Gompers furent vivement débattues par les ouvriers et dans de nombreux journaux et revues. Les réponses de Gompers traduisant l'idéologie et la ligne politique de l'A.F.L. confirmaient avec éloquence que « dans la société capitaliste, la classe ouvrière peut appliquer, elle aussi, une politique bourgeoise », si elle oublie sa mission libératrice dans la société, si elle consent au compromis avec divers partis bourgeois et divers groupes d'industriels, tout en laissant à la bourgeoisie le rôle dirigeant dans la société²¹⁶. Telle était précisément l'idéologie gomperiste, présentée par ses auteurs comme une philosophie de la « liberté individuelle », des « actions conscientes dans la collaboration benévole »²¹⁷, comme le volontarisme, et qui, en fait, visait à défendre les intérêts « d'affaires » des « couches supérieures » des ouvriers américains.

209. *Final Report*..., Vol. III, p. 1506. Or. déjà au début de sa carrière, Gompers affirmait qu'il était socialiste et qu'il étudiait spécialement l'allemand pour puiser dans la littérature marxiste des idées socialistes et des thèses de programme.

210. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 36, p. 204.

211. *Final Report*..., Vol. II, p. 1535.

212. *Ibid.*, p. 1527.

213. Carl von Legien, secrétaire de la Confédération générale des syndicats allemands, un des leaders de droite de la social-démocratie allemande, suscita, par son hostilité aux idées des I.W.W., les sympathies de Gompers. (Voir *American Federationist*, 1915, Vol. XXII, N 14).

214. *Final Report*..., Vol. II, p. 1543-1544.

215. *Ibid.*, p. 1540.

216. Voir V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 36, p. 204.

217. D. D. LUM : *Philosophy of Trade Unions*, Washington (s.d.), p. 9-10.

LA TACTIQUE DE L'A.F.L. DANS LES ANNÉES DU RÉFORMISME BOURGEOIS

« RÉCOMPENSER LES AMIS », UNE TACTIQUE QUI NE RAPPORTAIT PLUS

A l'orée du XX^e siècle, le prolétariat des Etats-Unis avait déjà une certaine expérience des batailles de classe : les actions des années 70, la lutte pour la journée de huit heures en 1886, les grèves de Homestead et des entreprises de Pullman, les combats au Colorado et dans d'autres régions. Ces événements démontrèrent l'inconsistance des assertions des idéologues bourgeois sur le caractère « exclusif » et « pacifique » du développement du mouvement ouvrier américain.

L'avènement de l'impérialisme aggrava brusquement les contradictions sociales. L'extension des luttes de classes, le développement de la conscience de classe prolétarienne se reflétèrent dans les âpres combats grévistes du début du siècle. A l'avant-garde marchaient les ouvriers de l'Ouest et, parmi eux, les mineurs, très enclins aux idées socialistes. Dans ces régions, les ouvriers sous-qualifiés et non organisés, occupés dans la grande production alors en plein essor, étaient très actifs et tendaient à s'unir au sein des syndicats. Compte tenu de l'accroissement du nombre des voix reçues par les candidats socialistes aux élections présidentielles du début du siècle (98 000 en 1900, 402 000 en 1904, 421 000 en 1908, 901 000 en 1912¹), Lénine notait « un essor extraordinaire² » des sentiments prosocialistes aux Etats-Unis.

Le fait que l'A.F.L. ait présenté en 1906 un bill sur les plaintes des ouvriers est parfois interprété par la littérature historique américaine comme un tournant de cette organisation du « trade-unionisme d'affaires » aux actions politiques, comme son entrée sur la scène politique en tant que force indépendante. Cependant, on ne saurait accepter ce point de vue car déjà au début de son existence, l'A.F.L.

intervenait souvent en faveur de certaines lois, mandatait les députés des partis bourgeois, appliquait aux élections la tactique du « soutien des amis et de la mise en échec des ennemis ». L'intensification de l'activité de l'A.F.L. qui se produisit dans ce sens au début du siècle doit être considérée à travers l'ensemble des modifications survenues dans le développement social, économique et politique du pays dans les conditions de la crise de la démocratie bourgeoise. L'essor du mouvement ouvrier, la radicalisation des masses et l'aggravation des contradictions sociales poussaient les milieux bourgeois influents à procéder à l'élaboration de certaines réformes. L'A.F.L. fut liée, idéologiquement et politiquement, à ce courant dans le réformisme bourgeois.

Comme on le sait, les monopoles capitalistes se développèrent particulièrement vite et intensivement aux Etats-Unis. Dès la fin du XIX^e siècle il se forma une oligarchie financière. Les Morgan, les Rockefeller, les Harriman, les Vanderbilt et autres magnats de la finance devinrent les véritables maîtres du pays, ils en déterminèrent la politique intérieure et extérieure. L'emprise des monopoles engendra, dès les dernières décennies du XIX^e siècle, une large protestation de la part des différentes couches de la population : de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, des fermiers, des milieux libéraux de l'intelligentsia et, particulièrement, de la classe ouvrière. Ainsi se confirma la prévision de Marx qui écrivit en 1878 que le peuple américain « tentera vainement de se débarrasser de la force monopolisante et de l'influence néfaste (sur le *bien-être direct* des masses) des grandes firmes qui se soumettent, dès le début de la guerre de Sécession, toujours plus rapidement, l'industrie, le commerce, la propriété foncière, les chemins de fer et les finances³ ».

Déterminant la principale force sociale qui s'opposa à l'offensive des monopoles contre les droits économiques et socio-politiques des travailleurs, les historiens et sociologues bourgeois américains indiquent, en premier lieu, les milieux libéraux petits-bourgeois, la soi-disant « middle class ». En réalité, comme le prouva l'analyse marxiste, l'essor du mouvement bourgeois fut la réponse à la pression grandissante d'« en bas », exercée avant tout par les masses ouvrières qui résistaient à l'oppression croissante du capital monopolis-

1. *Historical Statistics of the United States*, Washington, 1960, p. 682.

2. V. LENINE : *Œuvres*, t. 15, p. 199.

3. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 34, S. 359.

te. La tendance de la bourgeoisie au réformisme prouvait qu'elle avait peur du renforcement de la conscience de classe des ouvriers. La bourgeoisie proposa « des réformes contre la révolution ⁴ » comme moyen « de lutte contre le socialisme ⁵ » dans les conditions de l'aggravation de la lutte de classe, due au passage à l'impérialisme ⁶.

Dans les syndicats de l'A.F.L., l'influence socialiste fut surtout ressentie parmi les métallurgistes, les brasseurs, les charbonniers, les tailleurs pour dames, les cordonniers, les chapeliers, les fourreurs, les souffleurs de verre, les peintres en bâtiment et certaines autres professions. Même

4. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 17, p. 231.

5. *Ibid.*, t. 18, p. 413.

6. Le nombre des grévistes en 1900, 1901, 1902, 1903 et 1904 fut, respectivement, de 568 000, 564 000, 692 000, 788 000 et 574 000. (US Department of Labor, *Strikes in the U.S. 1880-1936*, compl. by F. Peterson, Washington, 1938, p. 29). De 1900 à 1902, l'attention générale fut attirée par les interventions des travailleurs des mines d'anthracite de Pennsylvanie. Le 20 juin 1902, F. Sorge écrivait de Hoboken à E. Dietzgen : « ... La grève des mineurs prend de l'ampleur. On espère obtenir l'aide des mineurs d'autres régions. Les grèves se généralisent. » (*Lettres de J. F. Becker...*, p. 29.) Le sort de ces ouvriers dépendait du soutien de l'U.M.W.U. dont faisaient également partie les ouvriers des mines de bitume d'autres régions. La décision sur la grève générale des mineurs devait être prise par le congrès de l'U.M.W.U. à la mi-juin 1902 à Indianapolis. F. Sorge écrivait à ce propos : « ... Actuellement une assemblée générale des ouvriers des houillères tient ses assises à Indianapolis, nous attendons impatiemment ses décisions. Les mineurs (des régions de bitume. — S. A.) rejoindront-ils la grève ? » (p. 29). Mais le congrès décida seulement l'octroi d'une aide matérielle aux grévistes, qui arriva d'ailleurs trop tard. La capitulation de fait de la direction de l'U.M.W.U., de J. Mitchell lui-même, devant les monopoles et le Président Théodore Roosevelt, conduisit à la défaite des grévistes. Pour illustrer la lutte gréviste de cette époque, citons encore quelques extraits des lettres de F. Sorge : « Depuis quelques jours une grande grève se poursuit, pas loin de chez nous, dans une teinturerie de soie et une fabrique textile. A Jersey City, Hoboken et Union Hill, etc., sont environ 10 000 ouvriers licenciés ou en grève. On a déjà fait couler le sang ouvrier... Les ouvriers des soieries proches de nous ont un comportement exemplaire. Depuis plusieurs semaines on y rencontre dans les rues des groupes d'hommes, de femmes et de jeunes filles de différentes nationalités parlant italien, français, allemand, anglais. Les tisseurs et d'autres ouvriers d'une des plus grandes fabriques, la Schwarzenbach Huber Co, ont inventé la semaine dernière une forme de grève sans précédent. Ils ont exprimé leur désir de reprendre le travail à certaines conditions, ils ont pris leurs places et n'ont pas bougé... » *Ibid.*, p. 29, 30.)

parmi les cigariers, on enregistrait des sentiments prosocialistes. Aux congrès de la Fédération et, principalement, des trade-unions isolées, la lutte s'aggravait entre les partisans du trade-unionisme américain traditionnel et les socialistes. Elle portait essentiellement sur les questions de l'action politique indépendante et de l'attitude à l'égard de la législation sociale. Aux congrès ainsi que dans les organisations de base les interventions contre la participation de l'A.F.L. à la N.C.F. pleuvaient sans cesse.

Plus que tout autre organisation ouvrière la *Western Federation of Miners* attaquait le réformisme de l'A.F.L. Les journaux de la W.F.M. dans la ville de Butte soutinrent la plate-forme des socialistes aux élections de 1900. Le congrès de la W.F.M. de 1901 adopta une résolution condamnant tout le système administratif des Etats-Unis, marqué par la « corruption et la perfidie de la classe qui impose sa domination ⁷ ». Toutes ces actions faisaient trembler les leaders de l'A.F.L.

La bourgeoisie recourut à diverses formes de lutte contre l'activité croissante des ouvriers et de leurs organisations. Comme nous l'avons déjà dit, dès les années 70 du XIX^e siècle, on appliquait largement les « injonctions » contre les grèves ⁸ qui étaient pratiquement devenues une norme depuis l'adoption de la loi Sherman en 1890. Après avoir engagé une lutte pour l'« atelier ouvert », les patrons commencèrent à créer des associations spéciales pour combattre les syndicats. Les premiers groupements importants de ce type se formèrent dès les années 80 et 90 à New York, Chicago et dans d'autres villes. Citons à titre d'exemple la *Citizen's Alliance*, créée par la grande bourgeoisie de Chicago, et son organe exécutif, le Comité de sécurité sociale, composé d'hommes politiques des deux partis bourgeois. Ces organisations se fixèrent pour objectif la « défense des droits de propriété ⁹ » et n'hésitèrent pas à utiliser les armes contre les ouvriers, comme ce fut le cas à Cœur d'Allen en 1892 ¹⁰. Cela ne fit qu'accentuer la lutte de classe.

7. *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 2, p. 151.

8. D. L. MCMURRY : « The Legal Ancestry of the Pullman Strike Injunctions ». — *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 14, N 2, January, 1961, p. 238-239.

9. *Alarm*, 18.IV. 1885.

10. *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 2, p. 138.

La *National Association of Industrialists* (N.A.I.), fondée en 1895, prit également une part active à la campagne antiouvrière. La *Citizens' Industrial Association* (C.I.A.), créée en 1903 sous l'égide de la N.A.I.¹¹, et regroupant de nombreuses organisations d'employeurs, prit la tête de la lutte pour l'« atelier ouvert ». La croisade antisyndicale fut dirigée par la Maison de Morgan et le groupe *Standard Oil* qui contrôlaient les 2/3 du capital de l'industrie de transformation du pays. Les employeurs, écrivait l'organe de la *Western Maritime Union* (syndicat des marins de la côte d'Ouest), créent énergiquement des organisations « pour les opposer aux ouvriers, pour leur retirer leurs conquêtes, détruire les syndicats¹² ».

Le congrès de l'A.F.L. caractérisa ainsi l'activité des associations patronales : « Il y a un an ou deux des associations patronales ont été créées pour s'opposer aux trade-unions. Leurs représentants ont rendu publics les principes de ces groupements : « atelier ouvert », aucune grève de solidarité, aucune limitation de la production, aucune réduction du système d'apprentissage, aucune revendication d'observer la loi. Quant à nous, nous exigeons la reconnaissance du droit des ouvriers de refuser de travailler chez ceux et pour ceux qui s'opposent à nos intérêts. Nous insistons pour l'« atelier fermé » car, en cas de divergences sérieuses avec le patronat, notre arme la plus efficace c'est la cessation du travail jusqu'au règlement de ces divergences. L'« atelier ouvert » permet au patron de modifier les conditions de travail et de réduire à son gré les salaires¹³ ».

De puissantes organisations patronales apparurent à Chicago, Dayton, San Francisco, Kansas City, Pittsburgh et dans de nombreuses autres villes. Spéculant sur la peur qu'éprouvait l'homme de la rue devant le « radicalisme et le socialisme » des mineurs locaux, l'*Association of Mine Owners* du Colorado (propriétaires de mines) débloqua, au

11. Voir Cl. E. BONNET : *Employers' Associations in the United States*, New York, 1922, p. 112. En 1908, cette organisation fusionna avec le centre politique de la N.A.I. : *Conseil national de défense industrielle*. (D. S. MCLAUGHLIN : « The Second Battle of Battle Creek — The Open Shop Movement in the Early Twentieth Century ». — *Labor History*, 1973, Vol. 14, N 3, p. 323.)

12. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 34.

13. *AFL, Proceedings...*, 1904, p. 169.

début des années 90, des sommes immenses pour une vaste campagne de propagande contre les syndicats. Des détectives de Pinkerton et des briseurs de grève furent utilisés. « Les sociétés d'importance nationale, les hommes d'affaires locaux, les fonctionnaires des Etats et des organes fédéraux se sont tous unis contre le radicalisme des ouvriers de l'Ouest¹⁴ ». L'exemple du Colorado montre éloquentement la force du pouvoir politique des monopolistes qui, dans leur lutte antiouvrière, bénéficiaient du soutien total des autorités des Etats et des organes fédéraux du pouvoir. Ceux-ci mettaient à leur disposition non seulement des tribunaux dociles avec leurs « injonctions », mais aussi la force armée. Les patrons ne ménageaient rien pour conserver le système de l'« atelier ouvert ».

En août 1905, le journal *New York Daily Tribune* écrivait que le conseil des directeurs de la N.A.I. adopta une décision spéciale visant à intensifier la lutte contre les syndicats. Parmi les ennemis les plus jurés des ouvriers on notait des représentants de la N.A.I. tels que D. M. Parry et J. M. Kirby. Participèrent activement à cette bataille l'*American Anti-Boycott Association*, la *National Metal Trades' Association* qui refusa les pourparlers avec le syndicat de cette branche, la *National Founders' Association* (propriétaires des fonderies) qui ne reconnut pas en 1904 le syndicat des fondeurs, la *National Construction Association* (propriétaires d'entreprises de construction) qui interdit tout simplement l'activité du syndicat dans sa branche, d'autres groupements patronaux¹⁵.

En juin 1902, des associations d'entrepreneurs furent créées dans les 24 plus grandes villes des Etats-Unis. Elles intervinrent en un front uni contre l'aspiration des ouvriers à l'organisation¹⁶. Au cours des deux années suivantes de telles associations apparurent dans presque toutes les villes du pays.

Les événements qui eurent lieu à Battle-Greek (Michigan) illustrent bien cette lutte menée par les entrepreneurs au début du siècle pour l'« atelier ouvert ». La campagne antisyndicale fut dirigée par le millionnaire C. Post, propriétaire de la grande firme *Postum Cereal*. Toutes les ten-

14. *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 2, p. 147.

15. M. KARSON : *American Labor Unions and Politics (1900-1918)*. Carbondale, 1958, p. 34.

16. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 35.

tatives de l'A.F.L. pour organiser les ouvriers furent mises en échec. Post soutenait le système de l'« atelier ouvert » dans toutes les entreprises de la ville, il fut également l'un des fondateurs de la *Citizens' Industrial Association* déjà mentionnée. « Nous avons fait passer l'envie de créer des unions ouvrières..., nous ne permettons pas aux membres de ces unions de travailler dans nos entreprises pour la simple raison que les actuels règlements des unions ouvrières nous empêcheraient d'exiger des ouvriers le même dévouement que nous pouvons en exiger aujourd'hui. » Le nom de la petite ville de Battle-Creek devint le symbole de la terreur patronale contre les syndicats. Voilà pourquoi la résolution du congrès de l'A.F.L. de 1908 constatait : « Dans aucune autre ville du pays les organisations ouvrières ne sont dans une situation plus lamentable et ne subissent une terreur plus atroce qu'à Battle-Creek, pays de C. Post ¹⁷. »

Les congrès de l'A.F.L. examinaient la question de la défense des organisations ouvrières contre l'offensive des associations patronales. En 1906, le Conseil exécutif de l'A.F.L. fut chargé d'accorder des pouvoirs spéciaux et un soutien aux organisateurs de l'A.F.L. sur place pour s'opposer aux *Citizens' Union* aspirant à détruire les trade-unions ¹⁸. En 1907, le congrès de l'A.F.L. constata que la N.A.I. ne masquait pas son intention de « détruire les syndicats », que Parry et son successeur Post utilisaient tous les moyens pour persécuter et étouffer les syndicats ¹⁹. Il fut révélé au congrès de l'A.F.L. que, sur la proposition de J. Cleave, membre influent de la N.A.I., un « fonds militaire » de 1,5 million de dollars fut créé à des fins prétendument éducatives mais destiné en réalité à « affaiblir, à

17. D. S. MCLAUGHLIN : « The Second Battle »... — *Labor History* 1973, Vol. 14, N3, p. 329. Les ouvriers résistaient aux patrons. Ainsi, dans la petite ville de Muskogee (Oklahoma), les organisations syndicales locales, que l'association d'employeurs (*Citizens' Union*) avait refusé de reconnaître, fondèrent en décembre 1904 un Club politique des ouvriers organisés qui appela les électeurs à donner leurs voix aux candidats reconnaissant les syndicats et défendant leur droit d'exécuter les commandes de la municipalité et d'imprimer les publications municipales. (K. L. BRYANT, Jr. : « Labor in Politics : The Oklahoma State Federation of Labor During the Age of Reform ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N3, p. 262.)

18. AFL, *Proceedings*..., 1906, p. 170.

19. AFL, *Proceedings*..., 1907, p. 150, 200-203.

saper et à détruire les unions ouvrières, seul moyen de défense des ouvriers contre l'avidité des pires éléments de la classe capitaliste ²⁰ ». La N.A.I. disposait de 12 000 détectives de Pinkerton et autres provocateurs à sa solde, elle les utilisait pour mener une activité subversive contre les organisations ouvrières.

Au Congrès des Etats-Unis et au sein des organes supérieurs des Etats, les lobbies des magnats de la finance et de l'industrie, partisans d'une ligne conservatrice, intervenaient en faveur des lois antiouvrières et antisyndicales, en torpillant toutes les initiatives en faveur des travailleurs. A la Chambre des représentants, la N.A.I. s'appuyait principalement sur Ch. Littlefield, député du Maine, bras droit du speaker J. Cannon, qui « s'illustra » par ses interventions contre toute législation en faveur des ouvriers.

Par conséquent, la tactique de l'A.F.L., fondée sur les efforts des « amis » de la classe ouvrière dans les organes de l'administration publique ainsi que sur les entretiens directs des trade-unions avec les employeurs, ne se justifia pas. A la jonction du XIX^e et du XX^e siècle, le grand capital monopoliste passa à l'offensive contre la classe ouvrière américaine et ses syndicats.

L'action la plus significative, du point de vue de la lutte pour l'« atelier ouvert », fut le Trust de l'acier de Morgan, l'*United States Steel Corporation*. En effet, sa lutte contre l'*Amalgamated Association of Iron and Steel Workers* en fut un exemple classique. Dès les premières réunions du Comité exécutif de cette grande société qui se tinrent en 1901, des résolutions antigrevés et antisyndicales furent adoptées. On pouvait lire dans l'une d'entre elles : « ... Nous nous prononçons résolument contre l'élargissement des syndicats et nous recommandons à nos filiales d'adopter une ferme position sur cette question et de refuser de reconnaître les syndicats ²¹... » L'exemple de ces compagnies (*Tin Plate Co*, *American Sheet Steel Co*) fut immédiatement suivi par les autres firmes de cette branche. Elles rejetèrent en bloc les revendications du syndicat. Ce dernier, qui comptait 10 000 membres, se retrouva dans une situation difficile. Au printemps 1901, les entretiens sur

20. AFL, *Proceedings*..., 1907, p. 150, 200-203.

21. D. BRODY : *Steelworkers in America. The Nonunion Era*, Cambridge, 1960, p. 62.

la conclusion d'une nouvelle convention entre l'*Amalgamated Association* et les entreprises isolées du Trust de l'acier, aboutirent à un échec : les patrons refusaient de maintenir l'échelle des salaires déjà existante et d'accepter de satisfaire d'autres revendications de l'Association. L'appel à la Direction du Trust de l'acier n'eut aucun effet. En été de la même année éclata une grève qui se solda par la défaite du syndicat qui ne réussit à conserver ses positions que dans huit entreprises²². J. Morgan qui avait promis certaines concessions aux ouvriers lors de la grève, les trompa cyniquement.

En août, T. Shaffer, président de l'*Amalgamated Association*, demanda à Gompers de convoquer une conférence nationale des ouvriers de cette branche pour transformer la grève des fondeurs d'acier en « bataille pour les syndicats ». Gompers refusa²³. Comme on le sait, à cette époque déjà, Gompers et Mitchell étaient des personnalités influentes au sein de la *National Civic Federation*.

Les associations d'employeurs utilisaient tous les moyens de pression sur les entreprises où les syndicats subsistaient encore : elles boycottaient leur production, refusaient l'adhésion de propriétaires aux organisations patronales, etc. Quant aux fabricants qui ne réussissaient pas à « mater » « leurs » ouvriers, une aide et un soutien leur étaient accordés, notamment sur la base d'un accord sur l'octroi mutuel de briseurs de grève. A l'embauche on exigeait des ouvriers la signature du fameux « serment de fer »²⁴. Les conservateurs les plus fiefés appliquaient, déjà à cette époque, le terme « activité antiaméricaine ». Le Trust de l'acier encourageait les entreprises qui appliquaient le système de l'« atelier ouvert » et lésait celles où les ouvriers étaient regroupés au sein de l'*Amalgamated Association*.

22. D. BRODY : *Steelworkers in America...*, p. 68.

23. *Ibid.*, p. 66.

24. Le « serment de fer », moyen archaïque et très brutal d'exercer une pression sur les ouvriers se trouvant dans une situation sans issue. Dès la décennie 1880, après l'écrasement d'un syndicat, les employeurs obligeaient les ouvriers nouvellement admis à présenter par écrit un « serment de fer » : « abandonner immédiatement toutes les organisations, rompre les contacts avec celles-ci... et ne plus y adhérer » (*New York (State) Bureau of Labor Statistics for the Year 1885*, Albany, 1886, p. 586-587). Par la suite, ce genre de contrainte reçut le nom « contrat du chien jaune » (*Yellow Dog Contract*).

Dès le congrès de la *Federation of Organized Trade and Labor Unions of America and Canada* en 1885, les syndicats américains commencèrent à protester et à le faire par la suite plus d'une fois, contre les injonctions perfides qui privaient les organisations ouvrières de certains droits, en particulier celui d'utiliser des piquets de grève²⁵. La loi Sherman (1890) proclama illégal tout accord ou tout regroupement sous forme de trust ou autre, ainsi que toute convention visant à limiter la production, le commerce entre les Etats américains ou avec l'étranger. Toute infraction à cette loi pouvait avoir pour conséquence une poursuite judiciaire, un triple remboursement du dommage causé à l'entreprise, une injonction sur la cessation de telles ou telles actions. Le refus d'obéir à cette injonction pouvait être puni comme un « manque de respect envers le tribunal ». En même temps, cette loi n'empêchait en fait ni la création ni le développement des trusts. Au contraire, de 1891 à 1929 elle fut appliquée 83 fois contre les organisations ouvrières²⁶.

En 1891, le congrès de l'A.F.L. protesta contre la décision de la Cour Suprême de Pennsylvanie qui rendait illégal tout le système de marques syndicales (moyen de lutte contre les briseurs de grève) sous prétexte que les ouvriers n'étaient pas propriétaires de la production²⁷. Aux congrès de 1892 et de 1893 il fut révélé, avec de nombreux exemples à l'appui, que les tribunaux et les fonctionnaires du gouvernement considéraient toute grève, surtout aux chemins de fer, comme une infraction à la loi²⁸. Ainsi, le juge Ricks décida l'arrêt d'une grève de cheminots. Un conducteur de locomotive qui refusa d'obéir fut emprisonné. Le juge Taft (futur président des Etats-Unis) proclama illégal tout arrêt du travail en signe de protestation contre les pénibles conditions de travail. Cette interprétation de la loi Sherman fut assez répandue. Pourtant, lors de la discussion de son projet, un amendement conforme à l'interprétation de Taft, avait été officiellement rejeté par les congressistes. Les délégués du congrès de l'A.F.L. en 1894 protestèrent contre l'arbitraire de la justice au Mas-

25. *AFL, Proceedings...*, 1885, p. 43.

26. M. HANDLER : *Cases and Materials on Labor Law*, St-Paul, 1944.

27. *AFL, Proceedings...*, 1891, p. 18.

28. *AFL, Proceedings...*, 1892 ; p. 9 ; 1893, p. 14-42.

sachussets. Ils exigèrent que les juges « observent les lois et non qu'ils les inventent ²⁹ ».

L'injonction qui frappa les participants à la grève des usines Pullman, la condamnation de Debs et d'autres dirigeants de la grève, pour violation de l'ordre judiciaire, furent un précédent juridique pour toutes les instances judiciaires des Etats-Unis jusqu'à la Cour Suprême ³⁰.

En 1897, 1898 et 1899, les délégués des congrès de l'A.F.L. continuèrent sans cesse de discuter vainement du problème des injonctions qui constituaient une violation flagrante de la liberté de parole, de réunion et autres libertés démocratiques élémentaires ³¹. Les syndiqués insistaient énergiquement sur la nécessité d'obliger les tribunaux d'agir dans le cadre de la légalité.

L'A.F.L. exigeait que des lois soient adoptées pour limiter l'application de la notion de « complot » qui était interprétée, comme nous venons de le voir, de façon beaucoup trop large et arbitraire par les tribunaux américains. L'A.F.L. exigeait également que toutes actions contredisant les accords passés entre les ouvriers et les employeurs ne soient pas considérées comme un crime sévèrement puni par les instances judiciaires ³².

Aux congrès suivants de l'A.F.L. il fut également confirmé que l'application de l'injonction devenait généralisée ³³. Une conférence spéciale des représentants des organisations d'ouvriers et de fermiers fut même convoquée. Sa résolution soulignait en particulier : « Les droits que les juges garantissent aux ouvriers sont d'une sinistre ironie : le « droit » d'être mutilé ou tué sans que l'employeur en soit rendu responsable, le « droit » d'être licencié à cause de son appartenance syndicale, le « droit » de travailler autant d'heures par jour que les patrons le veulent et dans les conditions que ces derniers établissent ». La pratique judiciaire ne garantissait aucun droit aux ouvriers, ne les défendait pas contre l'arbitraire des patrons. Ceci concernait aussi bien,

comme le soulignait la résolution, les syndiqués et les non-syndiqués. « L'inaction et la peur appartiennent au passé. Chacun doit être prêt à agir activement. Il faut intervenir sans relâche et avec conséquence ³⁴. »

Il va de soi, que ces appels ne pouvaient pas par eux-mêmes mettre fin à la pratique antisyndicale des tribunaux américains. En 1903, une compagnie chapelière de Danbury (Connecticut) intenta une poursuite judiciaire contre les membres du syndicat des chapeliers en revendiquant 240 000 dollars de dommages et intérêts. La suite qui fut donnée à cette affaire en 1905 marqua le début de l'application, contre les organisations ouvrières, de la disposition de la loi Sherman ³⁵ qui concernait le « triple remboursement » des dommages. A propos de la décision du tribunal, qui avait soutenu la compagnie, Gompers dit qu'elle était « la plus dure qui soit » et qu'elle « menait loin ³⁶ ».

A la même époque, la *Bucks' Stove and Range Co* intenta un procès contre Gompers et d'autres dirigeants des trade-unions ayant appelé à boycotter la production de cette compagnie qui refusait de reconnaître le syndicat ³⁷. La *Hitchman Coal and Coak Co* demanda au tribunal de proclamer illégale l'activité de Mitchell en tant qu'organisateur syndical et d'interdire en général l'activité du syndicat dans l'industrie charbonnière.

Certains Etats essayèrent de légaliser la pratique des injonctions ³⁸.

Le Congrès de l'A.F.L. protesta contre cette manœuvre des autorités de l'Alabama, qui revenait non seulement à priver les ouvriers de tous leurs droits, mais aussi à détruire leur organisation ³⁹.

29. *AFL, Proceedings...*, 1894, p. 50 ; 1896, p. 50.

30. D. L. MOMURRY : « The Legal Ancestry of the Pullman Strike Injunctions ». — *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 14, N 2 ; January 1961, p. 255.

31. *AFL, Proceedings...*, 1897, p. 23, 27, 87 ; 1898, p. 107, 129 ; 1899, p. 148.

32. *AFL, Proceedings...*, 1900, p. 25 ; p. 159.

33. *AFL, Proceedings...*, 1902, p. 144.

34. *AFL, Proceedings...*, 1908, p. 80.

35. Cette affaire dura plus de huit ans. Finalement, les syndiqués furent accusés de violer l'injonction les concernant (renoncer à l'activité syndicale préjudiciable à la production) et traduits devant un tribunal.

36. *American Federationist*, 1908, Vol. XV, N 3, p. 180.

37. La sentence initiale du tribunal : une année de prison pour Gompers, six mois pour F. Morrison, secrétaire de l'A.F.L., neuf mois pour J. Mitchell. (E. GLUCK : *John Mitchell*, New York, 1971, p. 230.)

38. En 1908, Gompers publia aux Editions gouvernementales un livre spécial où il réunit certains cas célèbres d'injonction. (*Injunction Data Filed by Samuel Gompers*, Washington, 1908.)

39. *AFL, Proceedings...*, 1902, p. 227.

Comptant sur l'appui de congressistes tels que J. Cannon, le président Théodore Roosevelt (1901-1909) soutint par tous les moyens la pratique judiciaire antisyndicale. En été 1903, il se prononça personnellement pour l'application du principe de l'« atelier ouvert » lors de l'embauchage des graveurs dans les entreprises d'Etat. Cette intervention eut une extrême importance. Eu. Debs écrivait à ce sujet : « Les ouvriers organisés viennent d'être gravement frappés ; ceci aura des conséquences à long terme car cette décision détruit en fait l'organisation syndicale à l'imprimerie nationale et dans d'autres entreprises, c'est aussi un précédent pour les patrons ⁴⁰. » Roosevelt écrivait dans son message au Congrès le 5 décembre 1905 : « On exige que les tribunaux soient privés du droit d'appliquer les injonctions lors de l'examen des conflits de travail. De telles limitations spéciales... seraient la solution la plus déraisonnable ⁴¹. »

Le fait que vers 1905 les injonctions devinrent une routine dans la pratique des tribunaux américains poussa la direction de l'A.F.L. (également concernée par celles-ci) à réfléchir sur les mesures à prendre pour défendre les syndicats dont l'existence même fut mise en question. On aurait pu croire que la direction de l'A.F.L. se mettrait sérieusement à revoir ses positions politiques. Mais ce ne fut qu'une illusion.

Les leaders de l'A.F.L. ne réussirent pas à expliquer à leurs militants de base comment s'opposer à l'offensive de la réaction. Gompers et toute la direction de l'A.F.L. rejetèrent résolument le programme socialiste. Ils craignaient surtout l'influence des socialistes sur les ouvriers syndiqués. Ce n'est pas un hasard si, au congrès de l'A.F.L. de 1903, Gompers affirma que la doctrine du trade-unionisme est totalement opposée à la doctrine socialiste ⁴². L'A.F.L. manifesta la même hostilité envers le mouvement naissant, qui regroupait un grand nombre d'ouvriers non qualifiés, pour la substitution du principe de production au principe corporatif, lors de la création des organisations ouvrières. Gompers en particulier condamnait brutalement la *Western Fe-*

deration of Miners qu'il accusait de violer la « loi et l'ordre » ⁴³. Les attaques les plus virulentes furent lancées contre la W.F.M. et les syndicats industriels au congrès de l'A.F.L. de 1905 ⁴⁴. Gompers qualifia le mouvement pour la création des I.W.W. de « complot socialiste ». Ces attaques de Gompers rejoignaient celles des leaders de droite du mouvement socialiste tels que V. Berger ⁴⁵. Les ouvriers qui sympathisaient avec les I.W.W. accusaient Gompers de trahison et de refus d'aider cette union combative.

La politique de la direction de l'A.F.L. suscitait un mécontentement grandissant dans ses rangs. Ceci était dû notamment aux poursuites judiciaires intentées contre les syndicats, aux vaines tentatives des leaders de l'A.F.L. d'obtenir, avec l'aide de tels ou tels hommes politiques, un affaiblissement de la ligne gouvernementale à l'égard des organisations ouvrières, aux persécutions impitoyables et incessantes auxquelles les patrons livraient les syndicats combattifs et les militants, aux répressions des grévistes.

L'A.F.L. était en crise. Celle-ci se traduisait, notamment, par la réduction de ses effectifs qui étaient passés de 2 072 700 en 1904 à 1 907 300 en 1906 ⁴⁶. Outre les répressions antisyndicales, la Fédération ressentait les conséquences de sa crise interne qui s'aggravait à mesure que se développaient les grands secteurs de production, que se renforçait l'influence des syndicats industriels et des idées socialistes parmi les ouvriers. L'inconsistance de la ligne gompersiste devenait de plus en plus évidente.

Après avoir torpillé les efforts déployés entre 1892 et 1896 par les socialistes pour faire de l'A.F.L. la base d'un parti ouvrier de masse, les gompersistes prirent, dès 1896, une décision spéciale sur la création d'un comité permanent destiné à exercer une pression dans les couloirs du Congrès, sur les congressistes des deux partis bourgeois ⁴⁷. « ... L'idée de créer ce comité est très pratique, nous devons, indiscutablement, suivre l'exemple de ceux qui utilisent habilement la troisième Chambre » (les lobbies) ⁴⁸.

43. B. MANDEL : *Samuel Gompers. A Biography*, Yellow Springs (Ohio), 1963, p. 254.

44. *AFL Proceedings...*, 1905, p. 28, 252-255.

45. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. IV, p. 327.

46. I. WOLMAN : *Ebb and Flow in Trade Unionism*, New York, 1936, p. 16.

47. *AFL Proceedings...*, 1896, p. 32.

48. *Ibid.*, p. 37.

40. Cité d'après Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 300.

41. *Congressional Record*, 59th Congress, 1st Session, Vol. 40, Pt. 1, p. 94.

42. *AFL Proceedings...*, 1903, p. 198.

Mais la tactique : « récompenser les amis et punir les ennemis », ne porta pas les fruits escomptés. Comme nous l'avons montré, loin d'obtenir l'adoption de lois favorables aux ouvriers et à leurs organisations, l'A.F.L. ne put rien opposer à l'activité antiouvrière des entrepreneurs, très intense à cette époque.

LE BILL SUR LES PLAINTES DES OUVRIERS ET LES POSITIONS DES PARTIS BOURGEOIS

L'acuité des contradictions sociales au début du XX^e siècle, le renforcement de l'opposition démocratique petite-bourgeoise au capital monopoliste, le tournant au réformisme de certains milieux politiques bourgeois s'exerçant sous la pression d'« en bas », toutes ces circonstances incitèrent les gompersistes à élaborer eux aussi leur programme. Ce fut, en 1906, le « Bill of Grievances » (bill sur les plaintes des ouvriers). Il s'agissait d'un ensemble de projets d'amélioration de la condition ouvrière, proposés par l'A.F.L. aux dirigeants de la bourgeoisie. *The American Industries*, organe de la N.A.I., définit ce programme comme l'entrée de l'A.F.L. dans la voie de l'activité politique indépendante. En août 1906, la même revue écrivait : « Les quotidiens font paraître des éditoriaux contre l'engagement du mouvement ouvrier organisé dans la voie de la lutte politique. C'est parfaitement inutile, on ne peut revenir au passé. Les efforts des ouvriers organisés pour imposer leur influence par le biais des organisations économiques à l'aide de la grève, cet épouvantail industriel, ont été mis en échec. Par conséquent, Gompers et ses acolytes... au sein de l'A.F.L. n'ont qu'une possibilité : l'action politique ⁴⁹. »

Le texte du bill fut élaboré par S. Gompers et A. Furuseth ⁵⁰. Après avoir été examiné par les leaders de l'A.F.L., il fut adopté le 21 mars 1906 à la conférence des membres du Conseil exécutif et des représentants de 118 unions. Le

bill devait être remis à la direction des deux Chambres et au président lui-même. « Les ouvriers s'adressent à vous, en tant que concitoyens. Les ouvriers d'Amérique sont, plus que les autres citoyens, intéressés au développement du pays vu leur condition de travailleurs, d'ouvriers salariés... Nous nous adressons à vous et nous croyons que notre démarche n'est pas vaine. Si vous ne prêtez pas l'oreille à notre message, nous en appellerons à la conscience et au soutien de nos compatriotes. Nous vous adressons ces plaintes parce que nous avons longtemps attendu, patiemment et sans résultat qu'elles soient satisfaites ⁵¹. »

Le bill revendiquait en particulier l'abolition des injonctions, l'adoption de la loi sur la journée de travail de huit heures (s'étendant non seulement aux entreprises d'Etat, mais aussi aux travaux exécutés sur commande gouvernementale), l'interdiction du travail des détenus, la revision de la composition de la Commission de la Chambre des représentants pour les relations industrielles. Cette commission, disait le document, « a été instituée sur l'insistance des ouvriers pour exprimer leurs sentiments, soutenir leurs droits et défendre leurs intérêts. Cependant les Congrès des deux dernières législatures ont organisé le travail de la commission de telle sorte qu'il annule les efforts des ouvriers ». En effet, le speaker nommait dans cette commission des personnes hostiles aux ouvriers et incompetentes dans le domaine des relations industrielles ⁵².

Le bill exigeait une observation plus rigoureuse de la loi Sherman, son application contre l'emprise des monopoles et non pas contre les organisations ouvrières, l'annulation de la décision présidentielle interdisant aux employés d'Etat de présenter des pétitions.

Ce document a fait la synthèse des principales revendications avancées à cette époque par les trade-unions et visant à défendre les organisations ouvrières. En même temps, une partie de ces revendications (stricte observation de la loi interdisant l'immigration des Chinois, introduction de nouvelles mesures rigoureuses limitant l'immigration en général) traduisaient les intérêts étroitement corporatifs des trade-unionistes. Cependant, la vie montra

49. S. J. SCHEINBERG : « Theodore Roosevelt and the A.F. of L's Entry into Politics, 1906-1908. » — *Labor History*, 1962, Vol. 3, N° 2, p. 134.

50. A. Furuseth, leader de l'*International Seamen's Union* (marins) et président du comité législatif de l'A.F.L., un des partisans actifs des unions corporatives, aidait Gompers à élaborer la ligne politique de l'A.F.L.

51. *American Federation of Labor. History. Encyclopedia; Reference Book*, Vol. I, Washington, 1919, p. 321-322.

52. *Ibid.*, p. 321.

qu'il était impossible d'obtenir la mise en œuvre de ces mesures, même limitées, par les méthodes prônées par les leaders de l'A.F.L.

La délégation de l'A.F.L. conduite par Gompers eut trois rencontres à la Maison Blanche : avec Roosevelt, W. Fray et J. Cannon. La rencontre avec Théodore Roosevelt eut un caractère à la fois poli et ambigu. Cannon, chargé d'exprimer l'attitude des républicains envers le bill, déclara à Gompers qu'il n'acceptait pas ses prétentions de représenter tous les ouvriers des Etats-Unis (Cannon affirma même à J. Watson⁵³ que Gompers ne représentait qu'« une poignée de lâches qui ont peur de lui dire toute la vérité⁵⁴ »). Les leaders de l'A.F.L. durent constater la vanité de leurs espoirs d'être soutenus par les républicains. Il n'y a donc pas de raisons d'estimer que les positions de Roosevelt et de Cannon divergeaient sur la question ouvrière. Roosevelt fut, au fond, partisan d'une ligne « dure », tout en se permettant de temps à autre de faire des gestes libéraux et des promesses aux travailleurs⁵⁵.

En été 1906, aucune des revendications du bill sur les plaintes n'avait encore été satisfaite par le Congrès. Ayant constaté cela le Conseil exécutif de l'A.F.L. avança le « Programme de l'A.F.L. dans la campagne électorale⁵⁶ » qui se déploya en automne 1906. L'échec du bill fut aussi l'effondrement des espoirs liés aux « amis » se trouvant au Congrès. Le programme électoral de l'A.F.L. appelait les électeurs ouvriers à faire preuve de vigilance, à renforcer la pression sur les candidats des partis bourgeois et à pré-

senter leurs propres candidats. Ceux-ci devaient être syndiqués et choisis par les organisations ouvrières. Outre la revendication adressée aux congressistes et au gouvernement d'appliquer une politique « indépendante des sociétés », ce fut là l'élément politique le plus important du programme. Cependant l'A.F.L. visait surtout à « se venger » de ses principaux ennemis et détracteurs. Mais cette campagne de l'A.F.L. contre les politiciens bourgeois les plus influents, qui suivaient une orientation antisyndicale, fut également un échec.

Il était reconnu aussi bien dans le programme que dans les interventions des leaders trade-unionistes qu'il existait au sein même de l'A.F.L. une opposition à la nouvelle tactique. Le programme rassurait ceux qui critiquaient l'A.F.L. à partir de la « droite » d'avoir abandonné le « pur et simple » trade-unionisme, en confirmant que le principe du renoncement à une « politique de parti », à l'activité politique indépendante en dehors des partis bourgeois restait intangible pour l'A.F.L.⁵⁷. Les critiques de la « droite » expliquaient l'échec des tentatives d'obtenir une législation ouvrière par le fait qu'un nombre important d'ouvriers étaient toujours attachés à l'idée d'une ligne politique indépendante, ce qui, d'après ces militants trade-unionistes, éparpillait les forces et affaiblissait la pression sur les congressistes, sans laquelle il serait impossible d'obtenir une législation favorable aux ouvriers⁵⁸. Simultanément, la direction de l'A.F.L. subissait la pression de la base syndicale qui exigeait une politique ouvrière indépendante.

Parmi les critiques les plus conséquents de la position de l'A.F.L. sur cette question, il faut citer en premier lieu le syndicat des brasseurs qui regroupait les ouvriers de cette branche, principalement au Wisconsin, dans l'Ohio et dans d'autres Etats du Middle West. En 1897 déjà, cette union avait soutenu Eu. Debs. Par la suite, durant toute la première décennie du XX^e siècle, elle fut invariablement parmi les « partisans les plus fidèles et les plus énergiques du Parti socialiste⁵⁹ ». La même union condamnait la « ligne politique sans-parti » de l'A.F.L. Comme beaucoup d'autres éléments radicaux au sein de l'A.F.L., elle approuva le bill sur

57. *American Federation of Labor. History...*, Vol. I, p. 324.

58. *AFL, Proceedings...*, 1900, p. 113 ; *ibid.*, 1902, p. 204.

59. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left...*, p. 21.

53. James Watson, congressiste républicain, connu par ses attaques contre les ouvriers, présenta en 1908 sa candidature au poste de gouverneur de l'Indiana mais il échoua, dans une grande mesure, à cause de l'U.M.W.U. largement représentée dans cet Etat.

54. S. J. SCHEINBERG : « Theodore Roosevelt... ». — *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 2, p. 134.

55. Ainsi, dans ses lettres à J. Watson, du 18 août et du 11 septembre 1906, le Président soulignait qu'il ne faut pas « s'opposer aux ouvriers ». Et d'énumérer les concessions faites aux ouvriers sous son gouvernement : responsabilité patronale de la protection du travail, journée de huit heures pour certaines catégories d'ouvriers et d'employés de la fonction sociale, etc. Aux élections au Congrès en 1906, les partisans de Roosevelt firent une large publicité à ces lettres. (S. J. SCHEINBERG : « Theodore Roosevelt... ». — *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 2, p. 135.)

56. *American Federation of Labor. History...*, Vol. I, p. 322, 323.

les plaintes des ouvriers. Le journal de l'Union avait tout d'abord apprécié le bill comme un témoignage de l'entrée de l'A.F.L. dans la voie déjà empruntée par la social-démocratie allemande et les trade-unions britanniques.

Cependant, très rapidement le même journal exprima sa profonde déception suscitée par la tactique : « récompenser les amis et punir les ennemis », appliquée par la direction de l'A.F.L. pendant les élections de 1906. Le journal accusa les leaders de l'A.F.L. d'hypocrisie parce que ceux-ci ont longtemps refusé d'admettre la participation des trade-unions à la solution des problèmes politiques (« afin d'éviter les divergences au sein de l'A.F.L. »), pour ouvrir finalement les portes des trade-unions aux « intrigants des deux principaux partis ⁶⁰ ». Cette critique devint encore plus âpre en 1908 où le Conseil exécutif de l'A.F.L. envoya ses représentants aux congrès des deux partis. Le journal des brasseurs disait ouvertement que la tactique de « pression » sur les candidats des partis bourgeois, était inutile. Il condamnait résolument Gompers d'avoir soutenu les inventions de la presse bourgeoise sur les sources de financement de la campagne électorale de Debs.

Gompers lui-même fit mention des protestations des organisations syndicales locales qui se prononçaient pour un parti ouvrier indépendant et critiquaient le bill et toute la politique de la direction pour son appel aux partis bourgeois ⁶¹. Comme l'écrivait le journal libéral *Independent*, pareils sentiments s'étendirent à de vastes couches d'ouvriers : « Bientôt nous verrons deux millions de nos ouvriers se diriger vers les urnes électorales pour élire aux postes gouvernementaux, en tant que représentants de leurs intérêts de classe, les candidats d'un parti ouvrier indépendant. » Quant à Gompers, que ce journal présentait comme l'ennemi juré de cette perspective, il n'aspirait, selon l'auteur de l'article cité, qu'à voir les « ouvriers réussir aux réunions électorales des partis démocrate et républicain et présenter des candidats favorables aux travailleurs... De telles méthodes (c'est-à-dire les pétitions. — S.A.) se sont avérées absolument inefficaces... Il ne reste aux ouvriers qu'une seule voie : créer un parti politique à part, présenter des

candidats ouvriers et les élire sur la base du programme de la classe ouvrière ⁶² ».

Les congrès ordinaires de l'U.M.W.U. de 1905 et de 1906 firent également ressortir l'existence de très forts sentiments en faveur d'une politique indépendante du parti. Leurs travaux furent fortement influencés par les événements en Angleterre où fut créé le parti travailliste, par les liens traditionnels entretenus par les mineurs américains avec leurs confrères d'Angleterre et de Pays de Galles. Finalement, le congrès de l'U.M.W.U. réaffirma son vieux principe : présenter sur les listes d'un des partis bourgeois les candidats de l'Union aux organes de l'administration locale et de l'Etat. Les leaders de l'U.M.W.U. caractérisaient l'année 1906 comme l'année « de la plus grande activité politique ». Plus de 30 mineurs se disputaient les sièges aux différents organes du pouvoir de Pennsylvanie, Virginie Occidentale, Illinois, Kansas, Oklahoma et Ohio. Certains militants de l'U.M.W.U. furent élus en Virginie Occidentale et dans l'Oklahoma. C'est à cette époque que commence, en Pennsylvanie, la carrière politique de W. B. Wilson, secrétaire-trésorier de l'U.M.W.U., élu sur la liste du parti démocrate ⁶³. Sur la même liste fut élu au Congrès Th. D. Nicolas, président de la filiale locale de l'Union. En outre, cinq mineurs furent élus, sur les listes du même parti, aux organes législatifs de Pennsylvanie ⁶⁴.

62. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, vol. III, p. 318-319.

63. En 1902 déjà, W. B. Wilson essaya de se faire élire au Congrès pour y faire passer des lois capables de paralyser l'action des injonctions. Après son succès aux élections de 1906, Wilson écrivit à F. Duffy, secrétaire de l'*International Carpenters and Joiners Union* (charpentiers et menuisiers) qu'« il voit une possibilité d'aider les ouvriers à obtenir des lois leur garantissant la justice ». Vu que Wilson fut élu sur la liste avec le soutien des démocrates et que ses promesses ne comportaient rien de compromettant pour ce parti, il n'y a aucune raison d'affirmer, comme le fit Davis, qui dirigeait la campagne électorale de Wilson, que « s'il existait chez nous une liste d'un parti ouvrier, comme c'est le cas en Angleterre, en Allemagne et dans d'autres pays, il (W. B. Wilson — S. A.) se serait présenté sur cette liste » (cité d'après G. L. WILHELM : *William B. Wilson : The First Secretary of Labor*, Ann Arbor, 1970, p. 31, 32, 34). L'auteur de cet ouvrage souligne en se référant à des documents d'archives, qu'en 1910, W. Wilson était définitivement convaincu que les « démocrates sont les véritables amis des ouvriers ». Il devint l'un des leaders démocrates en Pennsylvanie (p. 51).

64. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left...*, p. 213.

60. J. H. M. LASLETT : *Op. cit.*, p. 26.

61. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 318.

Les élections de 1906 dans cet Etat démontrèrent une fois de plus à quel point les partis bourgeois étaient intéressés aux voix des ouvriers, surtout dans les régions industrielles. Les deux partis rivalisaient afin de s'assurer le soutien des ouvriers étrangers, au prix de leur naturalisation, allant jusqu'à corrompre et souler les électeurs ouvriers. Les démocrates remportèrent la victoire, et cela, très largement grâce à l'opposition des syndiqués à certains candidats républicains hostiles aux ouvriers, au bill sur les plaintes, au programme électoral de l'A.F.L. et, simultanément, favorables aux injonctions et liés à la N.A.I.

Lorsque les historiens bourgeois parlent de l'« entrée de l'A.F.L. dans la voie de l'activité politique », ils se réfèrent, en règle générale, à la participation active de celle-ci à la lutte contre Littlefield, ennemi de la législation ouvrière, au cours des élections au Congrès qui se sont tenues le 10 septembre 1906. L'A.F.L. consacra à cette lutte d'importants moyens et forces. Gompers déploya une campagne dans le Maine, entrant ici en confrontation directe avec les principaux orateurs républicains : A. Beveridge, J. Watson, J. Cannon et W. Taft. Dans un de ses discours, Taft déclara que l'élection de Littlefield devrait révéler le rapport réel des forces entre les républicains et les démocrates⁶⁵.

Dans cette lutte contre Littlefield, Gompers rejeta catégoriquement l'alliance avec les socialistes, refusa de soutenir leur candidat et s'allia finalement avec le Parti démocrate.

Les leaders républicains cherchaient à intimider les électeurs par l'influence accrue des syndicats. Roosevelt écrivait, en août 1906, à Elihu Root, un des boss du Parti républicain que le succès obtenu aux élections par les travailleurs britanniques ne devait pas constituer un exemple pour l'Amérique⁶⁶.

Cependant les syndiqués se montraient de plus en plus mécontents de la politique de la direction de l'A.F.L. Gompers recevait une multitude de lettres exigeant la modification de la ligne politique et tactique de la Fédération. Les lettres reçues de plusieurs Etats (Oklahoma, Kansas, Nebraska, Minnesota) confirmaient le caractère massif des revendications de créer un nouveau parti ouvrier.

J. H. Lynch, soutenu par les organisations syndicales de 27 Etats, fut particulièrement actif en ce sens⁶⁷. L'Etat d'Oklahoma, où Lynch devint en 1903 secrétaire-trésorier de la Fédération du Travail de l'Etat, connu de 1904 à 1908 d'importants événements politiques.

En effet, ce fut la période de l'élaboration et de l'examen de la Constitution de l'Etat (la décision prise à ce sujet par Théodore Roosevelt en été 1906 fut consacrée officiellement en novembre 1907) et, plus tard, des élections aux organes locaux du pouvoir. La Fédération du Travail de l'Etat participa très activement à cette campagne, agissant de concert avec les organisations de fermiers et les éléments progressistes dans le mouvement réformiste bourgeois pour obtenir une législation favorisant les ouvriers, y compris l'abolition de l'injonction. Ce mouvement prit une vaste ampleur sur le territoire de l'Oklahoma bien que ses groupes isolés aient poursuivi leurs propres objectifs. En contrepartie, Gompers et Mitchell exigeaient que la Fédération du Travail de l'Etat applique strictement le principe : « récompenser les amis ».

Eu. Debs était déjà très populaire parmi les ouvriers de cet Etat à l'époque où les positions de l'*American Railway Union* (cheminots) y étaient très fortes. Avec Debs et Lynch, de nombreux militants syndicaux et rédacteurs de publications ouvrières de cet Etat se prononcèrent pour la participation des ouvriers à l'activité politique. Ces efforts aboutirent à un accord sur l'unité d'action avec les filiales locales de la *Farmer Cooperative Union of America* (fermiers) et les confréries des cheminots. En juin 1905, le congrès de la Fédération du Travail d'Oklahoma soutint ces contacts déjà établis et institua une commission spéciale pour coopérer avec l'organisation des fermiers.

La Fédération se prononça résolument pour ne soutenir au congrès constitutionnel de l'Etat que les délégués qui y défendraient des dispositions favorables aux organisations ouvrières et aux droits des ouvriers⁶⁸. C'est-à-dire, en particulier, la reconnaissance des syndicats, la création d'un système d'inspection de la protection du travail sur les chantiers de construction, l'introduction d'une journée de

65. *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 2, p. 136.

66. *Ibid.*, p. 139-140.

67. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 347.

68. « The South McAlester Capital », 8.VI, 1905 (cité d'après *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 263).

travail de huit heures dans les entreprises dépendant des autorités de l'Etat et des municipalités, l'interdiction du « contrat du chien jaune », l'application obligatoire d'un préavis de licenciement (par écrit). Les organisations d'ouvriers et de fermiers soutinrent la revendication de la section locale de l'U.M.W.U. sur l'institution d'une inspection des conditions de travail dans les mines et l'organisation d'un travail prophylactique parmi les mineurs en vue d'observer les mesures de sécurité⁶⁹.

Lynch, qui assistait au congrès des fermiers de l'Etat, y prit la parole au nom des ouvriers. Il éditait un journal qui traduisait les intérêts des syndicats et des organisations de fermiers, et qui lui permettait en même temps de faire la propagande de ses idées. Son programme était en fait indépendant des deux principaux partis bourgeois. Cependant l'orientation vers les « classes moyennes », qui fut celle de la plupart des trade-unionistes, contribua finalement à engager l'ensemble du mouvement dans la voie du réformisme bourgeois, bien que les ouvriers fussent la « force principale et primordiale assurant les succès du mouvement progressiste lui-même⁷⁰ ». Les événements de l'Oklahoma prouvèrent également que les ouvriers et les fermiers lorsqu'ils soutenaient des candidats communs étaient capables d'influer fortement sur l'issue des élections. Ainsi, sous la pression des ouvriers et des fermiers, sur 112 délégués du Congrès constitutionnel 67 démocrates et 3 républicains soutinrent le programme ouvrier-fermier⁷¹. Les partis bourgeois purent donc constater l'importance réelle du soutien syndical aux élections : en effet les 21 280 voix des membres des organisations ouvrières (10% des électeurs de l'Etat) assurèrent

69. W. Murray, speaker, fut l'homme le plus réactionnaire de la Chambre des Représentants de l'Etat, il se prononça invariablement contre l'adoption des lois ouvrières, notamment la loi sur l'inspection des mines. En juillet 1908, les délégués du congrès de l'A.F.L. le désignèrent comme leur principal ennemi. Les ouvriers contribuèrent fortement à l'échec de la candidature de Murray présentée en 1910 par les démocrates au poste de gouverneur (K. L. BRYANT Jr.: « Labor in Politics... ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 272, 274, 275).

70. K. L. BRYANT Jr.: « Labor in Politics... ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 276.

71. Proceedings of the 4th Annual Convention of the Oklahoma State Federation of Labor. Oklahoma City, Aug. 13-15, 1907 (cité d'après *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 267).

la victoire des démocrates sur les républicains. Ceci incita les deux partis à demander à la direction des trade-unions de l'Etat d'inscrire sur leurs listes électorales P. Hanraty de l'U.M.W.U. et K. Barnard, leader de la *Women's Trade Union League*, qui collaborait avec les syndicats⁷².

Les milieux dirigeants et les gompersistes durent tenir compte de la volonté des ouvriers de participer activement à la vie politique du pays. Dans l'Oklahoma et d'autres Etats, il y avait des groupes qui, comme l'écrit B. Mandel à propos du mouvement pour les réformes qui se déployait à cette époque, « exigeaient la création d'un parti politique indépendant, l'organisation d'une large conférence pour examiner la situation ». Pour empêcher le développement du mouvement en faveur d'une ligne politique indépendante, Gompers convoqua le 16 mars 1908 une réunion spéciale du Conseil de l'A.F.L. Deux jours après, les dirigeants des unions internationales furent invités à cette réunion⁷³. Le 19 mars, ils adoptèrent avec les représentants des organisations des fermiers et des confréries des cheminots un document spécial : « Protestation des ouvriers adressée au Congrès⁷⁴ ». Ce texte comportait les principales revendications ouvrières, en particulier l'abolition de l'injonction.

En été 1908, ces questions furent au cœur des débats aux congrès nationaux des partis. Chez les républicains, des voix timides se firent entendre en faveur d'un compromis avec les ouvriers. W. Ellis⁷⁵, par exemple, appela à appliquer l'injonction « avec prudence et circonspection ». Mais finalement les résultats du congrès confirmèrent une fois de plus que les représentants de la *National Association of Industrialists* (N.A.I.) faisaient la loi dans le parti. Même l'appel timide de Ellis, soutenu entre autres par Roosevelt et Taft, fut catégoriquement rejeté par des conservateurs tels que Butler et Bliss qui insistaient pour que soit appliquée l'injonction de la façon la plus rigoureuse et la plus large contre les organisations ouvrières. L'organe de presse de la N.A.I. déploya une campagne pour soutenir ces conservateurs⁷⁶.

72. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 270.

73. B. MANDEL: *Op. cit.*, p. 290.

74. *AFL, Proceedings...*, 1908, p. 80-83.

75. W. Ellis, ancien procureur général de l'Ohio. Il fut chargé de rédiger la plate-forme des républicains aux élections de 1908.

76. *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 2, p. 142.

Hopkins, président du Comité des résolutions, qualifia le projet de résolution critiquant l'injonction de résidus des « doctrines du socialisme de Wisconsin ». Finalement, Roosevelt et Taft, qui avaient préalablement donné leur accord pour le projet d'Ellis, cédèrent aux conservateurs et aux réactionnaires. Ce fut un échec total pour Gompers qui écrivit : « Le Congrès national du parti républicain à Chicago a refusé d'inclure les revendications des ouvriers dans son programme, la clause de ce programme relative à l'injonction justifie les abus commis dans l'application de cette loi lors de l'examen des conflits ouvriers⁷⁷ ».

Quelques semaines plus tard, Gompers arriva à Denver où s'ouvrait le congrès des démocrates. Il était clair déjà qu'il ne pouvait plus compter sur les « amis » parmi les républicains ni, à plus forte raison, sur Roosevelt ou Taft qui postulait à la présidence. Cependant, au Conseil exécutif de l'A.F.L. D. Keef et certains dirigeants des unions internationales continuaient par tradition à soutenir les républicains⁷⁸. A la différence des républicains, le congrès des démocrates soutint les principales revendications du programme de l'A.F.L., en particulier celle qui portait sur la limitation de la pratique judiciaire sur la base de la loi Sherman. Gompers appela les ouvriers et tous leurs sympathisants à « soutenir le parti qui s'est penché sur nos malheurs, a manifesté le désir de les éliminer et de rétablir les droits du peuple⁷⁹ ».

Il existe différents points de vue sur le caractère des relations qui existaient à l'époque entre l'A.F.L. et le Parti démocrate. S. Perlman et Ph. Taft écrivent que la « Fédération s'est abstenue de soutenir formellement ce parti et la candidature de Bryan⁸⁰ ». Alors que M. Karson estime, pour sa part, que Gompers « poursuivait son activité organisationnelle, amorcée depuis 1906, en vue de participer aux élections. Gompers tentait de mobiliser les voix des membres des trade-unions en faveur du Parti démocrate. Bien qu'il

77. *American Federationist*, 1908, Vol. XV, N8, p. 598.

78. Dans le cadre de cette « tradition », le Président nomma Keef au poste de Commissaire à l'immigration, et J. Pringle, rédacteur du journal ouvrier de Pittsburgh, à celui d'inspecteur commercial à Pittsburgh. (L. L. LORWIN : *The American Federation of Labor. History, Policies and Prospects*, Washington, 1933, p. 93 ; *Labor History*, 1962, Vol. 3, N2, p. 142.)

79. *American Federationist*, 1908, Vol. XV, N8, p. 603.

80. J. R. COMMONS and ass. : *Op. cit.*, Vol. IV, p. 127.

se vantait de la non-appartenance à aucun parti de la Fédération, celle-ci s'aligna en fait dès 1908 sur les positions des démocrates et finalement, leur accorda son soutien⁸¹ ». Ph. Foner cite également beaucoup de faits prouvant le soutien accordé par l'A.F.L. aux démocrates et ses contacts avec les leaders de ce parti⁸².

C'était une alliance entre l'A.F.L., qui rejetait le programme socialiste, était ouvertement hostile aux socialistes, et un parti bourgeois, qui, poussé par ses intérêts électoraux et la concurrence politique, proclamait son soutien aux revendications des trade-unions tout à fait réalisables dans le cadre de la démocratie bourgeoise formelle⁸³.

Le Conseil exécutif de l'A.F.L. établit des contacts permanents avec le Comité national du Parti démocrate dirigé par E. Mack. *L'American Federationist* publiait les interventions de Bryan et d'autres matériaux en faveur du Parti démocrate. Gompers écrivit plus tard que Mack lui avait proposé une forte compensation financière pour sa participation à la campagne pour les démocrates, mais il déclina cette offre. A son tour, Bryan promit à Gompers, en cas de victoire des démocrates, un poste dans le gouvernement du nouveau président⁸⁴. D'autres faits confirment le soutien accordé par les gompersistes aux démocrates. Gompers accepta la proposition que lui adressa en 1908 G. Hendrin, un des dirigeants de la campagne électorale des démocrates dans l'Etat d'Indiana : contribuer à la présentation de la candidature de J. Mitchell, alors président de l'U.M.W.U., sur les listes de ce parti dans les régions houillères de cet Etat⁸⁵.

Tout l'appareil de propagande de l'A.F.L. fut mobilisé pour appuyer le Parti démocrate. En septembre et en octo-

81. M. KARSON : *Op. cit.*, p. 60.

82. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 350-359.

83. Par la suite, les relations de l'A.F.L. avec le parti démocrate venu au pouvoir démontrent l'inconséquence de ce parti à l'égard de ses promesses, ainsi que l'évolution idéologique et politique du gompersisme vers une alliance stable avec la bourgeoisie gouvernante. Les apologistes de cette alliance la présentent comme une « véritable amitié », comme l'« harmonie du travail et du capital ». (J. S. SMITH : « Organized Labor and Government in the Wilson Era, 1913-1921 : Some Conclusions ». — *Labor History*, 1962, Vol. 3, N3, p. 265-286.)

84. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vols. I-II, New York, 1967, Vol. II, p. 38.

85. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left...*, p. 345.

bre 1908, la revue de l'A.F.L. réserva une place prépondérante aux articles et lettres des militants les plus populaires de l'A.F.L. en faveur des démocrates. Pour la première fois, la direction de la Fédération s'adressa aux syndiqués en les appelant à voter pour ce parti bourgeois. La collaboration établie dans cette période avec les démocrates joua un rôle important dans la victoire de ces derniers aux élections de 1912.

Les événements qui suivirent montrèrent que la voie du réformisme bourgeois, l'intervention des ouvriers sous les drapeaux des partis bourgeois à l'échelle fédérale et à celle des Etats isolés ne permit que certaines concessions partielles et provisoires, sans modifier radicalement la situation des ouvriers, sans les libérer du joug permanent et de plus en plus fort du capital.

De nombreuses grandes unions internationales et organisations syndicales locales se prononcèrent en 1908 en faveur de Eu. Debs, candidat socialiste à la présidence : la Federation du Travail du Wisconsin, la *Central Labor Union* de Toledo, *United Brewery Workers Union* (brasseurs), la *Bakers and Confectioners Union* (boulangers et confiseurs), la *Western Federation of Miners*, un grand nombre de cor-donniers, métallurgistes, mineurs, charpentiers, aiguilleurs, conducteurs de locomotives, potiers, travailleurs du tabac, etc. Une des lettres de l'Union des brasseurs disait à ce propos : « Nous n'avons aucune confiance en la politique électorale suiviste — une fois pour un démocrate qui promet de défendre les intérêts des ouvriers, une autre fois pour un républicain — nous comprenons que toutes ces promesses ne valent rien ; nous avons donc toujours estimé, et aujourd'hui nous en sommes plus que jamais persuadé, que les ouvriers doivent être absolument indépendants en politique et que le parti socialiste est le seul parti dans le pays qui exprime leurs intérêts ⁸⁶. »

Aux élections de 1908 Eu. Debs reçut 421 000 voix, un peu plus qu'en 1904 ⁸⁷. La victoire fut de nouveau remportée par les républicains ; les efforts de Gompers en faveur des démocrates furent vains. Parmi les raisons de cet échec, il faut mentionner en particulier la position « sans-parti » traditionnelle des unions corporatives, la mentalité de

⁸⁶. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 353.

⁸⁷. *Historical Statistics of the United States*, p. 682.

l'« unionisme d'affaires » des ouvriers qualifiés avec leur refus de participer à la vie politique. Habituees à suivre docilement les leaders bourgeois, les unions corporatives se montrèrent trop conservatrices et passives, même au moment où leur leader, poursuivant des objectifs pragmatiques de routine, mit en application des méthodes nouvelles, plus efficaces dans les conditions du réformisme bourgeois.

Le congrès de l'A.F.L., qui se réunit peu de temps après les élections, confirma la ligne adoptée par sa direction : présentation du programme à l'opinion publique, tout en appliquant une politique « sans-parti » et en refusant la création d'un parti indépendant de la classe ouvrière. Compte tenu du fait que l'un des partis bourgeois (parti républicain) avait rejeté le programme avancé par l'A.F.L., et que l'autre (parti démocrate) l'avait adopté, le congrès constatait : « Nous devons rester fidèles aux principes et à la politique que nous avons défendus devant l'opinion publique et en même temps collaborer avec ce parti (c'est-à-dire avec les démocrates. — S.A.) pour parvenir à notre objectif. » L'avantage de cette position « sans-parti » des syndicats, indiquait la résolution, est qu'elle les dispense de soutenir ce parti lorsqu'il refuse de défendre les revendications concrètes des syndicats ; dans le premier cas, ce soutien est conditionné par la lutte commune pour des revendications concrètes ⁸⁸. La résolution traduisait la satisfaction de l'activité de Gompers relative à la « récompense des amis ⁸⁹ ». Le rapport de Gompers et la résolution adoptée au congrès suivant ⁹⁰ réaffirmèrent la même tactique : soutenir par principe un parti désireux de défendre les revendications de l'A.F.L. ⁹¹. Cependant, le fait que la ligne de Gompers n'ait pas apporté de résultats tangibles aux élections remportées par l'aile ultra-réactionnaire de la bourgeoisie monopoliste, suscita une déception grandissante parmi les masses syndicales. Aux élections ne succédèrent aucunes réformes, notamment aucune atténuation de la pratique de l'injonction. Mieux, Gompers et Mitchell furent, comme nous l'avons vu, traduits eux-mêmes devant le tribunal qui les reconnut coupables de violation de la loi antitrust et des injonctions.

La campagne autour du bill sur les plaintes et les ini-

⁸⁸. *AFL, Proceedings...*, 1908, p. 223-225.

⁸⁹. *Ibid.*, p. 225.

⁹⁰. *AFL, Proceedings...*, 1909, p. 32.

⁹¹. *Ibid.*, p. 316.

tatives suivantes de l'A.F.L. démontrèrent que la direction de la Fédération n'avait pas l'intention de modifier sa position concernant la participation à l'activité politique. La politique des gomperistes visait à arracher des concessions législatives et à rechercher, pour y parvenir, des alliés forts et organisés sous l'égide d'un parti bourgeois.

Après les élections de 1910 au Congrès et aux organes locaux du pouvoir, le congrès de l'A.F.L. comptabilisa les « fruits » rapportés par l'alliance avec les démocrates. La direction de la Fédération tenta de s'attribuer la victoire des démocrates qui réussirent à faire reculer les républicains au Congrès. Du point de vue des militants syndicaux, leur plus grande victoire fut la défaite de J. Cannon, principal ennemi du bill sur les plaintes. Les leaders de l'A.F.L. affirmaient que cette défaite de Cannon fut en fait due à son refus grossier de soutenir les revendications des ouvriers en 1908. Les délégués de l'A.F.L. plaçaient de grands espoirs sur les modifications effectuées au sein du Comité des règlements à l'issue desquelles son activité cessa d'être entièrement contrôlée par le speaker.

L'échec des adversaires de l'A.F.L. dans un certain nombre d'Etats (Californie, Washington, Oregon, Kansas, Iowa, Minnesota, Wisconsin, New York, Maine et d'autres) fut considéré comme un « succès politique exceptionnel ». Les gomperistes assuraient que le succès des démocrates prouvait la « vitalité et l'efficacité » du programme politique de l'A.F.L. face aux critiques du camp socialiste et aux pires ennemis de l'A.F.L. parmi les membres de la N.A.I. L'A.F.L. promettait aux ouvriers d'obtenir la promulgation de lois sur toutes les principales revendications formulées dans le programme de la Fédération. Les socialistes et les I.W.W. restaient, plus que la grande bourgeoisie monopoliste, la cible privilégiée des attaques acharnées trade-unionistes ⁹².

La « victoire » de l'A.F.L. dans la campagne électorale de 1910 fut également mentionnée au congrès de 1912 ⁹³. De grandes espérances étaient liées aux trade-unionistes élus à la Chambre des Représentants. En même temps, il était reproché à un grand nombre d'organismes locaux de l'A.F.L. dans les Etats et les villes, de n'avoir pas assez travaillé pour présenter les candidatures trade-unionistes

92. *AFL, Proceedings...*, 1910, p. 44, 100-115, 185-200, 312.

93. *AFL, Proceedings...*, 1912, p. 31.

aux organes locaux et fédéraux du pouvoir ⁹⁴. Gompers et ses partisans portaient aux nues leurs propres mérites et surtout le fait qu'avec l'arrivée des démocrates à la direction, la Chambre des Représentants procéda à l'examen de certaines lois préconisées par l'A.F.L. Gompers comparait le succès électoral des démocrates avec les résultats de la guerre de l'Indépendance (XVIII^e siècle) ⁹⁵. Dans le même temps, le congrès de 1912 rejeta catégoriquement la résolution recommandant la création d'un « parti des trade-unions nationales appelé à lutter pour des objectifs politiques, purement syndicaux et une législation correspondante ⁹⁶ ».

Le soutien actif accordé par l'A.F.L. aux groupements politiques de la bourgeoisie fit ressortir plus nettement encore son orientation antisocialiste au moment où le parti socialiste devenait une force politique notable qui réussissait à gagner certaines positions, même aux élections présidentielles. A leur tour, les I.W.W. se renforcèrent et s'élargirent considérablement. Par contre les rangs de l'A.F.L. se réduisaient, son prestige déclinait. Tout cela poussait les gomperistes à présenter leur prétendu « programme politique ». Face à l'activité accrue du prolétariat américain, Gompers tentait de démontrer qu'il serait capable de résoudre les problèmes concernant les ouvriers au niveau le plus élevé, tout en prétendant être le porte-parole de tous les ouvriers américains. Cependant, même à cette étape, le gomperisme ne réussit à trouver aucune alternative à l'offensive des monopoles contre les droits des ouvriers.

LA CRISE DES PARTIS BOURGEOIS ET LA POSITION DE L'A.F.L.

La fin de la première décennie du XX^e siècle fut marquée aux Etats-Unis par un essor des mouvements gréviste et socialiste. La progression du mouvement ouvrier et du socialisme provoqua « une grave crise des partis bourgeois ⁹⁷ » qui se traduisit par la cristallisation et la différenciation continues de certaines couches au sein de ces

94. *AFL, Proceedings...*, 1912, p. 135.

95. *AFL, Proceedings...*, 1911, p. 56.

96. *AFL, Proceedings...*, 1912, p. 314.

97. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 18, p. 413.

partis, appelant à diverses formes d'intervention de l'Etat afin de limiter, ne fût-ce que dans une certaine mesure, le pouvoir absolu des monopoles, ainsi que d'atténuer les contradictions de classe au moyen de la régulation des relations industrielles par l'Etat. Ce furent les premiers pas d'une tendance nouvelle, monopoliste d'Etat.

Les hommes politiques réalistes — réformateurs bourgeois dans les deux partis — avançaient, dans l'intérêt du renforcement du capitalisme aux Etats-Unis, leur programme de réformes, exigeaient de limiter l'emprise des sociétés, de garantir l'observation des normes constitutionnelles de la démocratie bourgeoise. Ces positions furent activement défendues au sein du parti bourgeois au pouvoir par A.R.E. Pinchot, L. Steffens, Ch. Russell, B. Lindsay et d'autres personnalités publiques, militants du parti, journalistes. En ce sens fut particulièrement remarquée l'activité déployée par le sénateur Robert La Follette, gouverneur de l'Etat du Wisconsin, l'un des premiers et des plus influents représentants du mouvement réformiste bourgeois aux Etats-Unis.

En 1910 Th. Roosevelt, ex-président, homme politique habile et expérimenté, présente son programme du « nouveau nationalisme » qui promettait de défendre les « intérêts nationaux », la « démocratie américaine », d'améliorer la situation des fermiers, de la petite bourgeoisie et même des ouvriers. Ce fut, pour sa part, une tentative de conserver l'unité du Parti républicain, d'empêcher la scission dont il était menacé par les critiques réformistes. La scission n'eut pas lieu, mais Roosevelt ne réussit pas à rétablir la force et l'influence de son parti. Bien qu'il ait consenti à reconnaître les droits des ouvriers à s'organiser⁹⁸, son activité antiouvrière et antisyndicale, la protection qu'il accordait au cannonisme réactionnaire (à la politique antiouvrière de J. Cannon) étaient encore trop fraîches dans la mémoire des ouvriers. Les promesses de Roosevelt ne purent pas endormir la vigilance des ouvriers et des partisans convaincus du réformisme au sein de la bourgeoisie elle-même.

Dans le parti républicain les efforts de Roosevelt et ses promesses furent neutralisés par la politique franchement

98. Discours de Th. Roosevelt du 5 septembre 1910 à Fargo (Dakota du Nord). Voir Th. ROOSEVELT: *The New Nationalism*, Englewood Cliffs, 1961, p. 99.

conservatrice du Président Taft. Les réformateurs ne pardonnèrent pas à Roosevelt la protection qu'il avait accordée au Trust de l'acier de Morgan qui violait délibérément la loi Sherman et qui engloutit illégalement, en 1907, la *Tennessee Coal and Iron Company*⁹⁹. Le parti ne réussit qu'à conserver son unité formelle. Aux élections au Congrès d'automne 1910, les républicains subirent une défaite après avoir cédé aux démocrates, pour la première fois depuis de nombreuses années, la majorité à la Chambre des Représentants. Sous la direction de Robert La Follette, les républicains « rebelles » qui critiquaient Taft, obtinrent de fortes positions au Sénat.

En 1912, le réformisme bourgeois prit une envergure considérable. « Alors que dans la vieille Europe, écrivait Lénine, le réformisme bourgeois n'est qu'un bavardage de professeurs libéraux, on voit qu'en Amérique il s'incarne d'emblée dans un parti de quatre millions de membres. Style américain¹⁰⁰. » Le nouveau « parti progressiste » de 4 millions de membres — *Progressive League* — comprenait les représentants de l'aile réformiste bourgeoise du Parti Républicain. Woodrow Wilson, candidat démocrate, présenta, lui aussi, aux élections un programme de réformes bourgeoises. Le fait que la bourgeoisie impérialiste, qui contredit logiquement « toute la démocratie politique en général¹⁰¹ », ait été obligée de recourir aux réformes et aux promesses démocratiques, s'explique par la lutte des masses contre l'impérialisme et, en premier lieu, par la poussée croissante de la classe ouvrière. La bourgeoisie opta pour les réformes afin de préserver les bases de sa domination.

99. Le congrès de l'A.F.L. de 1910 dénonça la non-punition de la violation de la loi Sherman par les sociétés, protégées par le gouvernement. En janvier 1910, l'A.F.L. protesta contre cette pratique auprès de Taft et de certains gouverneurs. Le congrès de l'A.F.L. constata que le Trust de l'acier, qui liquida les syndicats dans son industrie, servait de rempart au mouvement antisindical dans toutes les branches industrielles (*AFL, Proceedings...*, 1910, p. 20-21, 111-113, 307). Mais cet appel au Président resta sans effet. Le rapport du Conseil exécutif au congrès de l'A.F.L. de 1912 note: « Actuellement le mouvement ouvrier organisé ne cause pratiquement aucun ennui à l'*United States Steel Corporation*. La « paix » règne dans ses entreprises. Paix qui ressemble étonnement à celle proclamée par le tsar russe à Varsovie: « La paix règne à Varsovie. » (*AFL, Proceedings...*, 1912, p. 384.)

100. V. LÉNINE: *Œuvres*, t. 18, p. 415.

101. V. LÉNINE: *Œuvres*, t. 23, p. 48.

Au plan social, la *Progressive League* était celle du petit et moyen business, de la bourgeoisie non monopoliste, des intellectuels bourgeois. Elle fut fondée par Robert la Follette. Mais par la suite, le réactionnaire Th. Roosevelt s'empara de sa direction. Bien que Robert La Follette n'ait inscrit, dans la déclaration des principes de la *Progressive League*, que certains points des revendications syndicales, il était néanmoins connu comme un progressiste sincère, comme un organisateur de la lutte contre les compagnies de chemin de fer du Wisconsin, comme un militant du mouvement antimonopoliste qui exigeait au Sénat le renforcement de la loi antitrust Sherman et sa stricte observation, comme un partisan de la démocratisation du système électoral. Sur les mêmes points, Th. Roosevelt avait, quant à lui, des positions diamétralement opposées. Le fait qu'il réussit pourtant à écarter La Follette et à intervenir aux élections au nom de ce jeune « parti progressiste » s'appuyant sur un mouvement démocratique assez large, témoigne avec éloquence du caractère superficiel de la lutte au sein de ce parti. Cela est confirmé par toutes les manœuvres de Roosevelt qui devint, grâce à ses intrigues habiles sur le dos de La Follette, leader du mouvement. Quant aux représentants du grand business ils le considéraient comme « le plus inoffensif ». Ces derniers finançaient et dirigeaient la campagne électorale du « parti progressiste » et de son leader, Roosevelt. Cette campagne de soutien fut orchestrée par G. Perkins, un des grands hommes d'affaires liés à Morgan, et F. Munsley, chef de la plus grande Maison d'édition de New York. Des représentants du grand business tels que J. Steelman, E. Gary, R. Bakon et d'autres¹⁰², faisaient partie des « investisseurs » ouverts ou camouflés de la campagne électorale de Roosevelt.

W. Wilson, candidat démocrate, présenta également son programme « progressiste » de « nouvelle liberté » ou de « nouvelle démocratie ». Ce programme comportait une série de promesses de diverses réformes démocratiques visant à combattre les « monopoles incorrigibles » et à améliorer la situation des fermiers et des ouvriers. Menaces qui n'intimidèrent guère les monopolistes : les plus grands représentants du business — Dodge, Ryan, Harvey, Rocke-

102. F. LUNDBERG : *America's 60 Families*, The Vanguard Press, New York, p. 112.

efeller, Armour, Morgan — accordèrent sans hésiter leur soutien financier à Wilson. Ils le choisirent comme personnalité capable de s'opposer à Bryan, candidat de l'aile radicale des démocrates des Etats de l'Ouest.

Comme on le sait, Wilson fit entrer dans son programme toutes les revendications essentielles de l'A.F.L. D'ailleurs, certaines revendications de l'A.F.L. telles que l'abolition de l'injonction furent également inscrites dans le programme présenté par La Follette au congrès des républicains, et dans le programme « progressiste » de Roosevelt.

En août 1912, le Conseil exécutif de l'A.F.L. approuva la position de la Fédération aux élections : soutien au Parti démocrate qui avait démontré qu'il était un « ami sincère » des ouvriers. Dans l'éditorial du numéro d'octobre de l'*American Federationist*, Gompers exposa les objectifs politiques de l'A.F.L. dans la campagne électorale et expliqua en quoi consistait le devoir des syndiqués. Bien que Th. Roosevelt fût considéré comme un progressiste, la préférence était en général accordée aux démocrates. Dans le numéro suivant de cette revue, Gompers critiqua âprement Taft et le Parti républicain dans son ensemble pour sa politique antiouvrière.

La victoire aux élections fut remportée par le démocrate W. Wilson, homme politique réactionnaire, mais souple et perspicace. Il bénéficia également des voix qui revenaient à l'A.F.L. Les résultats des élections confirmèrent la popularité du progressisme. Le nombre des voix obtenues par les candidats se présentant sous cette étiquette était : 6 297 000 pour Wilson, 4 119 000 pour Roosevelt. Taft obtint 3 487 000 voix et le candidat socialiste Debs, 900 672¹⁰³. La victoire de la politique réformiste bourgeoise contribua à affermir la tendance gompersiste dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis.

Avec l'accession au pouvoir de Wilson s'ouvre une nouvelle étape dans les relations entre les unions corporatives et les réformistes bourgeois. Quant à la réalisation de ses promesses électorales, l'administration Wilson se montra conservatrice et manifestement inconséquente. Néanmoins, les gompersistes et leurs apologistes ne menageaient pas leurs éloges à l'adresse des relations « harmonieuses » qui s'instaurèrent à cette époque entre la direction de l'A.F.L.

103. *Historical Statistics of the United States*, p. 682.

et l'administration. J. Smith apprécie ainsi ces relations : « Woodrow Wilson participait plus activement qu'aucun autre président avant lui à la solution des problèmes des ouvriers. » Les ouvriers organisés, affirme le même auteur, prenaient conscience qu'avec le président Wilson ils pouvaient mieux défendre leurs revendications. Ces positions de départ inaugurèrent « de nouvelles relations entre le gouvernement fédéral et le mouvement ouvrier organisé, qui ont abouti à une véritable coopération, sinon à une amitié authentique ¹⁰⁴ ». En vérité, il s'agissait d'une collaboration de classe entre les couches privilégiées d'ouvriers américains et la bourgeoisie.

Gompers, lui aussi, portait aux nues la politique de Wilson. Il déclarait que grâce à la « perspicacité de Wilson, à son cœur courageux et à son esprit » le mouvement ouvrier devenait une « partie de la direction nationale ¹⁰⁵ ». Pour justifier cette affirmation les gompersistes se référaient surtout à la nomination au Secrétariat du Travail dans le gouvernement Wilson, de William B. Wilson, ancien trésorier de l'U.M.W.U., élu à la Chambre des Représentants du Congrès américain de l'Etat de la Pennsylvanie sur la liste des démocrates ¹⁰⁶. « Ce succès, écrivait par la suite S. Gompers, a couronné trente années d'efforts ¹⁰⁷. »

La direction de l'A.F.L. appréciait particulièrement la création par le nouveau Président d'un service spécial pour régler les conflits (*Division of Conciliation*) et d'une Commission pour les relations industrielles (*Commission on Industrial Relations*), ainsi que l'intégration dans cette dernière de J. B. Lennon (trésorier de l'A.F.L. de 1890 à 1916) et de J. O'Connell (vice-président de l'A.F.L. de 1895 à 1917). Bref, Wilson tint la promesse qu'il avait donnée au cours de la rencontre avec Gompers et F. Morrison à la fin de 1912. Il avait alors déclaré : « Vous ne serez pas déçus par mon programme sur la question ouvrière, exposé

104. J. S. SMITH : « Organized Labor and Government in the Wilson Era, 1913-1921 ». — *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 3, p. 265-266.

105. *American Federationist*, 1916, Vol. XXIII, N 7, p. 538-541.

106. La création du Ministère du Travail (*Department of Labor*) remonte au gouvernement Taft. W. Wilson en fut le premier chef.

107. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. II, p. 293.

dans mon discours d'inauguration ¹⁰⁸. » Gompers comblait d'éloges les leaders démocrates : « Nous ne sommes point déçus par vos promesses, disait Gompers devant le Comité pour le programme et les résolutions du congrès des démocrates convoqué en été 1914, ... nous avons confiance en vous, nous sommes prêts à travailler avec vous, si vous nous donnez cette possibilité dans l'avenir également ¹⁰⁹ ... » Les messages de Noël, adressés au président Wilson, regorgeaient d'une phraséologie sentimentale sur la « nouvelle approche » de la solution du problème ouvrier, la « nouvelle liberté », la « nouvelle démocratie ».

La direction de l'A.F.L. appréciait surtout le fait que ses leaders étaient reconnus officiellement en tant que personnalités politiques responsables. L'amour-propre de Gompers était chatouillé par ses contacts personnels avec l'Administration, y compris le Président lui-même. Cette reconnaissance poussait Gompers à accepter, maintes fois et sans aucune résistance, les projets bâtarde de réformes ou de lois proposés par les leaders des démocrates.

Comme l'écrit M. Derber, champion de la « paix de classe » aux Etats-Unis, les fruits de la nouvelle ligne politique de W. Wilson dépassèrent les attentes des partisans de la tactique « récompenser les amis et punir les ennemis » : la création du ministère du Travail, l'adoption en 1914 de la loi Clayton qui n'excluait pas entièrement les syndicats de la sphère d'action de la loi Sherman, la législation dans l'intérêt des marins et des employés des postes, le libre accès des leaders de l'A.F.L. à la Maison Blanche, leur « influence considérable sur la mise au point de la politique ouvrière du gouvernement avant et pendant la guerre », tout cela fut inscrit à l'actif des gompersistes. En novembre 1917, ils étaient représentés pratiquement dans toutes les organisations gouvernementales plus ou moins importantes de la période de guerre. « Bien que les membres de l'administration Wilson, n'aient pas tous sympathisé, loin de là, avec les ouvriers, le mouvement ouvrier (c'est-à-dire la direction de l'A.F.L. — S.A.) entretenait des contacts étroits sans précédent avec le gouvernement américain. La présence du président Wil-

108. D. L. JONES : « The Enigma of the Clayton Act ». — *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 10, N 2, January 1957, p. 203-221.

109. M. KARSON : *Op. cit.*, p. 84.

son au congrès annuel de l'A.F.L. en 1917, — première fois dans l'histoire où un président américain prenait la parole à une réunion ouvrière, — a été un « modèle exemplaire » de relations entre les organisations ouvrières et les milieux gouvernementaux ¹¹⁰. »

La résolution du congrès de l'A.F.L. de 1917, stipulait : « Nous autres, délégués du 37^e congrès annuel de l'A.F.L., ... exprimons notre profonde gratitude à Woodrow Wilson, très honoré, président des Etats-Unis, de sa présence à l'ouverture de notre congrès et du discours amical qu'il nous a adressé. Nous constatons avec une satisfaction particulière qu'il a été le premier président des Etats-Unis à honorer et à inspirer par sa présence le travail du congrès de l'A.F.L. Ce fait prouve et défend de la façon la plus résolue les principes fondamentaux de la démocratie pratique ¹¹¹. »

Or, est-il juste de considérer la nouvelle tactique de l'A.F.L. et sa participation au réformisme bourgeois, de même que la collaboration de Gompers au sein de l'Association américaine pour la législation du travail ¹¹² comme un abandon de la conception du volontarisme ? Non, bien sûr, puisque cette « nouvelle » tactique correspondait parfaitement à la plate-forme traditionnelle du gompersisme : au pragmatisme bourgeois. Les modifications survenues dans la tactique du gompersisme, dictées, selon les leaders de l'A.F.L., par le « bon sens » et les impératifs de la « politique réelle », découlaient du regroupement des forces dans la société américaine, dû à la radicalisation des ouvriers et à l'approfondissement des tendances bourgeoises réformistes. Ces circonstances influèrent sur les positions des filiales locales de l'A.F.L. (à New York, Chicago, Oklahoma, Philadelphie et d'autres endroits) qui entrèrent en lutte pour la législation ouvrière, en exerçant par là même leur pression sur la direction de la Fédération.

Comme par le passé les gompersistes insistaient sur la défense des intérêts de l'« aristocratie ouvrière » : les membres des unions corporatives. Aussi le soutien ou l'opposi-

tion à tel ou tel projet de loi dépendaient-ils exclusivement de l'utilité qu'il représentait, à ce moment précis, pour les membres de ces unions. Quant aux besoins et aux revendications des ouvriers non qualifiés et non organisés, ils étaient totalement ignorés. Alors que pendant les premières décennies de son existence, l'A.F.L. intervenait encore en faveur des travaux publics afin de réduire le chômage, qu'elle soutenait les projets de loi sur la journée de travail de huit heures, sur le salaire minimum, les allocations de chômage et d'autres actes de la législation sociale, par la suite la direction gompersiste modifia sa position à leur égard. Par exemple, à mesure que certaines unions corporatives concluaient avec les entrepreneurs des accords fixant le temps de travail de ces groupes d'ouvriers, la Fédération s'intéressait de moins en moins à cette question ¹¹³. « Les ouvriers de nombreuses professions faisant partie de la Fédération travaillent déjà moins de 8 heures », disait James Duncan au congrès de l'A.F.L. en 1914, en appelant à lutter pour la réduction de la journée de travail dans le cadre des pourparlers avec certains entrepreneurs ¹¹⁴. Méthode jugée efficace par les unions corporatives. Mais il n'en était pas de même pour les ouvriers qui n'entraient ni dans les unions corporatives ni dans d'autres syndicats. Or, de tels ouvriers constituaient la majorité ¹¹⁵.

Gompers interprétait les modifications survenues dans la politique de l'A.F.L. pendant la période du réformisme bourgeois comme la réalisation du programme de « volontarisme ». Il en fit plus d'une fois part à William B. Wilson, ministre du Travail ¹¹⁶. Mais, en réalité, le « libre » développement du mouvement ouvrier dont se targuaient les apôtres du volontarisme gompersiste devenait manifestement une illusion à mesure que la « démocratie pratique »

110. M. DERBER : *American Idea of Industrial Democracy*, Urbana, 1970, p. 164.

111. *AFL, Proceedings...*, 1917, p. 462.

112. L'Association naquit en 1906. Elle comprenait des réformistes bourgeois tels que R. Ely, J. Commons, J. Andrews. S. Gompers en fut vice-président.

113. *AFL, Proceedings...*, 1914, p. 421.

114. *AFL, Proceedings...*, 1914, p. 437.

115. En 1910, 7,9% seulement des ouvriers industriels des Etats-Unis bénéficiaient de la journée de huit heures. En règle générale, la journée de travail était de 10 heures et la réduction de celle-ci restait donc une des principales tâches du prolétariat américain.

116. *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 3, p. 271. Smith constate l'entière convergence des approches du Président Wilson et de Gompers à l'égard des principaux problèmes de la vie américaine : la « nouvelle liberté » de Wilson prévoyait le retour aux relations de la libre concurrence, tout comme le volontarisme de Gompers.

du Président Wilson érigeait obstacle après obstacle pour entraver la réalisation des revendications vitales des syndicats.

Ainsi, au début de 1914, Wilson refusa catégoriquement de soutenir le projet de loi sur le contrôle de l'observation de la loi sur le travail des enfants, alors que l'A.F.L. intensifiait son activité en ce sens. A partir de 1912, lorsque le gouvernement institua un Bureau de surveillance et d'inspection de la situation des enfants, l'*American Federationist* entama des publications régulières sur cette question¹¹⁷.

Les lois sur la limitation du travail des enfants, en vigueur dans certains Etats, n'étaient pas, en fait, observées car elles ne prévoyaient aucune sanction pour leur violation. Or, cette large utilisation du travail des femmes et des enfants détériorait le niveau de vie des ouvriers américains. Il était de plus en plus important de lutter contre le travail des enfants mineurs, en particulier contre leur exploitation dans les secteurs insalubres et dangereux¹¹⁸. Les « réformistes » bourgeois exigeaient que les lois déjà existantes punissent les parents autorisant les enfants de moins de 13 ans à travailler plus de 10 heures. L'activité des « défenseurs » et des « humanistes » bourgeois se réduisait à un pharisaïsme politique révoltant : le « pharisien capitaliste dénonce lui-même la bestialité qu'il a créée, qu'il éternise et exploite et qu'il a baptisée du nom de Liberté du travail¹¹⁹ », comme l'écrivait à propos d'un phénomène analogue Marx.

En général, les efforts des réformistes bourgeois influèrent peu sur la situation des ouvriers américains. Dans le domaine de la législation sociale, les Etats-Unis prirent un grand retard sur l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Fait souligné dès 1893 par le rapport de la Commission des relations industrielles présenté par J. G. Brooks, soutenu seulement par quelques savants et officiels. Cette situation fut

117. AFL, *Proceedings...*, 1912, p. 40; *American Federationist*, 1913, Vol. XX, N 1, p. 32-33.

118. L'attitude de l'A.F.L. envers la législation du travail des enfants est analysée, à partir des positions gompersistes, dans l'article de R. W. Walker : « The AFL and Child-Labor Legislation : An Exercise in Frustration ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 323-340.

119. K. MARX : *Le Capital*, livre premier, Editions Sociales, 1976, p. 636.

maintenue jusqu'aux années 1930¹²⁰. Les conquêtes des ouvriers américains pendant la guerre de 1914-1918 leur furent reprises dans les premières années de l'après-guerre.

L'arbitraire effréné des patrons, l'absence de toute législation sociale dans le domaine de la sécurité du travail entraînaient un nombre extrêmement élevé d'accidents du travail dans les transports ferroviaires et l'industrie des Etats-Unis. Entre 1891 à 1912, dans les catastrophes ferroviaires aux Etats-Unis, 63 187 ouvriers trouvèrent la mort, 1 271 254 devinrent inaptes au travail¹²¹. De 1897 à 1910, les accidents du travail coûtèrent la vie à 25 223 ouvriers. De 1888 à 1908, on enregistrait chaque année dans l'industrie de transformation 35 000 accidents mortels, et 536 000 cas d'invalidité. En 1906, il y eut 46 ouvriers tués et 598 blessés dans une des usines du Trust de l'acier de Chicago. Pour l'ouvrier, le seul moyen d'obtenir une compensation était de s'adresser à la justice, ce qui exigeait beaucoup de moyens et de temps. Au cours de la première décennie du XX^e siècle, 15% des victimes seulement purent obtenir une compensation, et cela malgré le fait que 70% des accidents furent officiellement reconnus comme accidents du travail, dus à la négligence des employeurs¹²².

Les programmes des réformistes bourgeois dans le domaine de la législation du travail, réalisés au cours de la première décennie du XX^e siècle, n'eurent pas de grand impact sur la situation des ouvriers et n'atténuèrent pas la tension de la lutte de classe dans le pays.

LES LUTTES DE CLASSE DANS LA PERIODE DE LA « NOUVELLE DEMOCRATIE » DE W. WILSON ET LA « GRANDE CHARTE » POUR LES OUVRIERS

Les interventions des mineurs en 1913-1914 ouvrirent une nouvelle étape de la lutte des ouvriers américains con-

120. W. S. WOYTINSKY and ass. : *Employment and Wages in the United States*, New York, 1953, p. 159-160.

121. *Historical Statistics of the United States*, p. 437. Ces données ne tiennent pas compte des victimes des catastrophes survenues dans les nœuds ferroviaires et les centres de triage, ainsi qu'au cours des travaux de réparation des voies et des équipements.

122. J. WEINSTEIN : « Big Business and the Origins of Workmen's Compensation ». — *Labor History*, 1967, Vol. 8, N 2, p. 157.

tre les monopoles. La vie des ouvriers et de leurs familles à l'Ouest des Etats-Unis dépendait entièrement des entrepreneurs tout-puissants tels que les maîtres de la *Colorado Fuel and Iron Company*. « Le système de propriété foncière dans cette région permettait aux patrons d'y établir une sorte de régime féodal dans les mines. Ils possédaient d'immenses territoires — des centaines et des milliers de milles carrés — où se trouvaient leurs mines. Les mêmes compagnies étaient propriétaires de tous les chemins de fer traversant leurs territoires, des demeures de mineurs, des écoles fréquentées par les enfants de ceux-ci, des églises, des boutiques et magasins d'alimentation, des bureaux de poste... Ainsi, la vie des mineurs était, jusque dans les moindres détails, contrôlée par les patrons¹²³. » Ces derniers avaient leurs propres polices pour protéger leurs domaines. En temps de « paix » ces détachements armés débarrassaient leurs maîtres des éléments indésirables, étouffaient toutes tentatives d'organiser les ouvriers.

Cependant, l'A.F.L. et l'U.M.W.U. qui en faisait partie ne s'intéressaient pas sérieusement au sort des mineurs de l'Ouest qui se distinguaient par leur radicalisme et la combativité de leurs interventions contre les monopoles. Le droit de s'organiser au syndicat, refusé aux mineurs, était une question qui avait dans cette région une acuité particulière. Même le clergé y défendait activement le principe des « ateliers ouverts ». En automne 1913, les ouvriers réussirent à s'organiser et à entrer en contact avec les représentants de l'U.M.W.U. Alors les entrepreneurs s'adressèrent à la police et aux briseurs de grève.

Les propositions du syndicat de discuter de la situation des ouvriers, avancées en août et en septembre 1913, furent rejetées par les compagnies¹²⁴. Les entrepreneurs avec à leur tête J. Rockefeller, qui contrôlait la *Colorado Fuel and Iron Co*, refusèrent catégoriquement de reconnaître le syndicat et déclinaient résolument les autres revendications des ouvriers : la journée de travail de huit heures, la majoration des salaires, le droit de s'approvisionner dans n'importe quel établissement commercial, l'abolition du système de polices patronales, etc. Le 23 septembre 19 000 mineurs du

Colorado se mirent en grève. Les patrons répondirent par des répressions allant jusqu'à des attaques armées contre les ouvriers et leurs familles. « Pendant la grève, témoignent les documents de l'A.F.L., les propriétaires de mines ont procédé à l'expulsion d'ouvriers dont les familles ont dû chercher un abri sous la tente. » Les documents de l'A.F.L. qualifiaient ces actes de « tyrannie industrielle » sous laquelle aucune « liberté réelle » n'était possible¹²⁵. Les troupes fédérales prirent part à l'expulsion des ouvriers. « Alors que les organes législatifs n'ont rien fait pour normaliser la situation, les soldats de l'Oncle Sam se sont mis, sur l'ordre direct de Wilson lui-même, à remplir leur besogne », écrivait l'organe de l'A.F.L., en soulignant en particulier que les autorités du Colorado « ne voulaient pas ou ne pouvaient pas¹²⁶ » intervenir dans le conflit, alors que l'influence de Rockefeller permettait aux entrepreneurs de rejeter catégoriquement les revendications des ouvriers relatives à leur droit de s'organiser. La tentative de médiation opérée par le ministère du Travail n'aboutit à rien : les propriétaires de mines déclinaient purement et simplement ses services.

La conférence des directions des organisations intéressées (*Western Federation of Miners*, Fédérations du Travail de l'Illinois, du Michigan, etc.), tenue en janvier 1914, décida de demander à S. Gompers d'entamer des négociations avec les leaders de la majorité à la Chambre des Représentants sur l'organisation d'une enquête et la prise des mesures indispensables. S. Gompers réussit à convaincre les congressistes de l'utilité de telles initiatives : le 27 janvier la Chambre des Représentants adopta une résolution sur l'organisation d'une enquête dans les régions de mines du Colorado et du Michigan, où les événements s'orientaient vers le même sens. Deux commissions furent créées. Elles conclurent que le « mécontentement des mineurs était fondé », que les entrepreneurs violaient grossièrement la loi en matière d'embauche, et de pouvoirs administratifs. Or, ces infractions à la loi restèrent impunies. Simultanément, le tribunal accusa la direction des mineurs de tramer un complot pour créer un syndicat.

Entre-temps, une « guerre barbare » (nom donné à ces événements par les ouvriers américains) éclata dans le camp

123. AFL, *Proceedings...*, 1914, p. 103.

124. S. YELLEN : *American Labor Struggles*, New York, 1936 ; B. B. JENSEN : « Woodrow Wilson's Intervention in the Coal Strike of 1914 ». — *Labor History*, 1974, Vol. 15, N 1, p. 64-65.

125. AFL, *Proceedings...*, 1914, p. 106.

126. *Weekly News Letter*, 23. V. 1914.

des grévistes à Ludlow. « Les détachements armés de la firme, enregistraient le procès-verbal de l'A.F.L., ont tiré sur les femmes et les enfants sans défense, réfugiés dans leurs abris et, ensuite, les ont incendiés. Ils ont fusillé les hommes, les femmes et les enfants... La tragédie a bouleversé le cœur et la conscience de la nation ¹²⁷. »

Les réponses de Rockefeller à la commission d'enquête témoignaient de son cynisme, de son absolu mépris de l'opinion publique, des intérêts et des besoins élémentaires des ouvriers de sa Compagnie. Il se déclara prêt à « perdre plutôt son dernier cent au Colorado qu'accepter le droit des mineurs de défendre leurs revendications et les conditions de travail par l'intermédiaire de leurs délégués ». Rockefeller refusa net de reconnaître l'U.M.W.U.

Cette « guerre civile » dura presque une année. Enfin, Wilson, cet « ami des ouvriers », intervint dans le conflit en expédiant dans cette région des troupes fédérales pour mettre fin à l'effusion de sang. Les efforts du Président pour convaincre Rockefeller furent, eux aussi, inutiles. Après cette longue lutte héroïque, les ouvriers restèrent toujours sans défense face à l'arbitraire des patrons qui avaient refusé de reconnaître leur syndicat. Quant à l'A.F.L., elle se limita à recommander à ses organisations dans ces Etats d'« agir en faveur d'une législation interdisant cette pratique féroce dans l'industrie ¹²⁸ ».

La direction de l'A.F.L. approuva le comportement de l'administration de Wilson. James Ford, représentant de l'A.F.L., rendit visite, en octobre 1914, à Wilson et le remercia de son intervention dans les événements du Colora-

127. *American Federationist*, 1914, Vol. XXI, N 5, p. 356.

128. *AFL, Proceedings...*, 1914, p. 366. « Tout au début de 1915, les mineurs du Colorado, poussés par la famine et la misère, furent obligés de reprendre le travail aux conditions imposées par les patrons. Le succès de la grève fut partiel : les entrepreneurs devinrent plus prudents, ils n'osaient plus violer ouvertement la loi... La Compagnie refusa de reconnaître l'U.M.W.U., mais dut accepter la création des associations de mineurs chargées d'élaborer leurs revendications. Cependant, ce n'était qu'une concession purement formelle, sans aucune importance pratique : en effet, de telles unions n'ont pas pu, n'étant pas indépendantes, défendre les intérêts des mineurs. Isolées les unes des autres et n'ayant aucun lien avec l'organisation fédérale, elles tombaient inévitablement sous le contrôle et l'influence des fonctionnaires locaux de la Compagnie. » (*Report of the Executive Council of the AF of L to the 35th Annual Convention*, San Francisco, 1915, p. 57-58.

do. Le congrès de l'U.M.W.U., convoqué spécialement à cette occasion, nota également le « mérite » de Wilson dans le règlement du conflit ¹²⁹. Par la suite, au cours de la campagne électorale de 1916 où les gompersistes soutinrent de nouveau les démocrates, la direction de l'A.F.L. présenta cette médiation de Wilson au Colorado comme l'exemple de son attitude positive à l'égard des ouvriers.

L'année 1914 fut marquée pour les gompersistes par l'adoption de la « Grande Charte des libertés » des ouvriers américains. C'est ainsi que les gompersistes appelaient les articles de la loi Clayton concernant les ouvriers.

Cette adoption avait été précédée d'une nouvelle série d'injonctions antisyndicales. Ainsi, en mai 1913 le tribunal de cassation de la circonscription fédérale de Columbia confirma la décision de l'instance précédente sur la violation par Gompers, Mitchell et Morrison de la décision du tribunal concernant l'affaire de la *Bucks' Stove and Range Co* ¹³⁰. Les dirigeants de l'A.F.L., de l'*International Union of Metal Polishers* (des polisseurs sur métaux) et d'autres organisations furent accusés d'avoir violé la loi Sherman « par complot (c'est-à-dire l'existence d'un syndicat) et par boycottage » des marchandises de cette Compagnie. La Cour Suprême démontra une fois de plus, selon l'organe de l'A.F.L. qu'elle ignorait l'opinion publique et qu'elle ne voulait pas garantir la liberté de parole et de presse. Gompers mettait l'accent sur le fait que la décision du tribunal empiétait sur sa liberté d'expression, ses interventions servant de prétexte aux poursuites judiciaires ¹³¹. En décembre 1913, la Cour Suprême des Etats-Unis confirma pour la seconde fois la décision du tribunal local qui avait accusé 197 membres de la *Hatters Union* (chapeliers) d'infraction à la loi Sherman à la suite du « boycottage » de la production d'une firme à Danbury ¹³².

A la même époque le tribunal de la première instance soutint la plainte de la compagnie charbonnière de Hitchman (Virginie Occidentale) contre l'U.M.W.U. qualifiée par le tribunal d'« organisation illégale » et accusée de « complot » contre les entrepreneurs ¹³³. Le juge Dayton

129. M. KARSON : *Op. cit.*, p. 83.

130. *Injunction Data Filed by Samuel Gompers*, p. 102-119.

131. *Weekly News Letter*, 16.V. 1914.

132. *AFL, Proceedings...*, 1914, p. 91.

133. *AFL, Proceedings...*, 1914, p. 105.

confirma définitivement l'« injonction » de 1907, proclamant illégale l'activité de l'U.M.W.U. dans les entreprises de cette compagnie, ce qui signifiait l'interdiction d'« organiser les ouvriers de ces mines, de se mettre en grève ou d'aider les grévistes ¹³⁴ ». Dix-huit personnes furent condamnées à des peines de prison ou à des amendes. Comme le note justement un chercheur américain, la peur d'être accusé de violation de la loi Sherman empêchait les hésitants d'adhérer au syndicat ¹³⁵.

Le numéro de juin de l'*American Federationist* décrivait les violations de la loi commises au cours des procès concernant cette affaire ¹³⁶. Le comportement du juge fédéral Dayton suscita le mécontentement des ouvriers, mais aussi de certains congressistes. *Weekly News Letter* ¹³⁷ réunit une riche documentation dénonçant les actes du juge qui ignorait délibérément la loi. Les ouvriers de Virginie Occidentale exigèrent sa destitution. Le congressiste Buchanan l'accusa d'avoir abusé de ses pouvoirs pour appliquer l'injonction. Le congressiste Nealy (Virginie Occidentale) exigea la punition du juge qu'il accusa de « complot secret avec les sociétés » et d'avoir malhonnêtement obtenu la destitution de son prédécesseur. Nealy mit à jour les liens existant entre Dayton et les sociétés, la pression qu'il avait exercée sur les membres du jury, l'utilisation qu'il fit de ses liens de parenté pour falsifier les faits ¹³⁸.

Prenant la parole à l'une des commissions de la Chambre des Représentants, Gompers déclara que les adversaires du mouvement ouvrier organisé dans l'Administration continueraient à appliquer la loi Sherman contre l'A.F.L. Bien que Gompers ait assuré que ceci ne se produirait plus sous le gouvernement Wilson, le Président lui-même ne s'estimait nullement lié par un engagement quelconque à l'A.F.L. Ainsi, le 20 janvier 1914, présentant au Congrès son programme de mesures antitrust, Wilson n'y inscrivit aucune revendication de l'A.F.L. ¹³⁹.

134. *AFL, Proceedings*..., 1914, p. 105.

135. E. LIEBERMAN: *Unions before the Bar*, New York, 1950, p. 67.

136. *American Federationist*, 1914, Vol. XXI, N 6, p. 461.

137. *Weekly News Letter*, 6.VI. 1914.

138. *Ibidem*.

139. *Congressional Record*, 63rd Congress, 2nd Session, Vol. 51, Pt. 10, p. 9543; *US Congress, House, Committee on the Judiciary, Hearings on the Antitrust Legislation*, 63rd Congress, 2nd Session, Vol. I, p. 16, 18.

A cette époque l'A.F.L. réservait beaucoup d'attention au projet de loi Bacon-Bartlett, examiné par le Comité juridique de la Chambre des Représentants, et qui prévoyait une accentuation des mesures antitrust. Ce projet fut soutenu par les congressistes « ouvriers » dont le nombre, comme nous l'avons déjà noté, s'accrut après les élections de 1912. Gompers appelait à approuver ce bill excluant les organisations ouvrières de la sphère d'action de la loi Sherman, limitant des cas d'application de l'injonction et des décisions sur le « complot ». Dans son article « Travail et législation antitrust » Gompers affirmait que le Congrès n'avait aucune intention d'inclure les organisations ouvrières dans la sphère d'action de la législation antitrust. Par contre, les multiples amendements proposés à la loi Sherman devaient prévenir la pratique de l'injonction. Le projet de loi Bacon-Bartlett devait sortir les organisations ouvrières de la « fausse situation qui était la leur » ¹⁴⁰. Les confréries des cheminots et les organisations des fermiers s'engagèrent dans cette campagne. Leurs représentants agissaient à Washington en accord avec le Comité juridique de l'A.F.L. et luttaient en faveur du bill Bacon-Bartlett ¹⁴¹.

Cette campagne battait son plein en hiver et au printemps 1914 ¹⁴². Les quatre autres projets de loi antitrust, présentés au Congrès au milieu de mars 1914, ne tenaient pas compte des revendications ouvrières. Le Président faisait preuve d'indécision. Tout en prenant manifestement position contre l'exclusion des organisations ouvrières de la sphère d'action de la loi Sherman, il fut néanmoins obligé de prendre en considération, comme l'écrit D. L. Jones, chercheur américain, les « impératifs urgents du moment, suscités par des considérations politiques ¹⁴³ ».

En avril 1914, le Congrès fut saisi du bill antitrust Clayton, plus conservateur que celui de Bacon-Bartlett, parce qu'il n'excluait pas entièrement la possibilité d'appliquer la loi Sherman aux organisations ouvrières. Le projet de loi Clayton fut soutenu par Wilson et l'A.F.L. Arthur Hol-

140. *American Federationist*, 1914, Vol. XXI, N 1, p. 38-39; N 3, p. 307; N 5, p. 395.

141. *Weekly News Letter*, 11.IV.1914.

142. *Ibid.*, 4, 18.IV.1914.

143. D. L. JONES: « The Enigma of the Clayton Act ». — *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 10, N 2, January, 1957, p. 207.

der, président du Comité juridique de l'A.F.L., proposa d'insérer les revendications des ouvriers dans la loi antitrust générale au lieu d'exiger leur réalisation séparément. La direction de l'A.F.L., écrit Gompers, accepta cette dernière proposition¹⁴⁴. Le projet de loi Bacon-Bartlett ne fut pas, finalement, présenté à l'examen de la Chambre des Représentants.

Les débats autour du projet de loi Clayton durèrent six mois¹⁴⁵. Selon J. Smith, champion du « progressisme » de Wilson, il s'agissait du « summum des réformes progressistes », de l'idée-force du programme de « nouvelle liberté »¹⁴⁶. Les représentants de l'administration faisaient des déclarations grandiloquentes affirmant que le bill Clayton était l'entière réalisation des promesses électorales que le Président avait faites aux ouvriers¹⁴⁷.

La discussion au sujet du bill Clayton montra que ni Wilson ni les autres personnalités appelant à « aller au-devant des revendications ouvrières » et condamnant les congressistes qui se prononcèrent pour l'exclusion des dispositions ouvrières du projet de loi, n'avaient nullement l'intention de dégager les organisations ouvrières du champ d'action de la législation antitrust.

Intervenant au nom du Comité juridique de la Chambre des Représentants, les congressistes Webb et Floyd déclarèrent que cette loi se limitait à reconnaître que les syndicats n'étaient pas hors-la-loi¹⁴⁸. Webb tentait de rassurer les

entrepreneurs en affirmant qu'il n'y avait rien de révolutionnaire ou de radical dans le bill¹⁴⁹. A son tour, Gompers faisait croire aux membres du Conseil exécutif de l'A.F.L. que toutes les instances interprèteraient cette loi dans l'intérêt des ouvriers. Cependant la vie démontra le contraire : en 1915 fut poursuivie l'instruction judiciaire de l'affaire de l'U.M.W.U. intentée par la compagnie charbonnière de Hitchman, l'A.F.L. dut reprendre ses revendications concernant une législation limitant l'activité des trusts et l'application de l'« injonction »¹⁵⁰. C'était dû notamment au fait que le bill Clayton (art. 20) ne comportait aucune interdiction inconditionnelle de l'application de l'injonction lors des conflits entre patrons et ouvriers et qu'il autorisait les tribunaux à agir comme autrefois.

Certains congressistes tels que Cummins, sénateur républicain « rebelle » de l'Etat d'Iowa, compagnon de lutte de Robert La Follette, avertissaient que le « projet de la nouvelle loi ne garantit pas la libération des organisations ouvrières de l'injonction »¹⁵¹. Cette loi était, pour eux, un os jeté aux organisations ouvrières afin de les tromper, de leur faire croire qu'elles ont obtenu quelque chose¹⁵². Les efforts déployés par ce groupe de sénateurs restèrent vains

vanie), I. Sherwood (Illinois) et lui-même, Wilson souligna qu'il était contre la modification du texte et que tout avait été déjà concerté avec Gompers. L'intervention de Parker suscita le mécontentement de Wilson (D. L. JONES : « The Enigma of the Clayton Act ». — *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 10, N2, January 1957, p. 209.

149. *New York Times*, 14.VI.1914.

150. *Report of the Executive Council of the AF of L to the 35th Annual Convention*, p. 78-79, 90-91. Les articles 6 et 20 furent les « articles ouvriers » de la loi. Dans sa version définitive, l'article 6 proclamait que le « travail de l'homme n'est ni marchandise ni objet de commerce ». Les lois antitrust ne devaient pas être interprétées comme l'interdiction des organisations ouvrières « légales ». L'article 20 limitait l'application de l'injonction à l'examen des conflits entre les organisations ouvrières « légales » et les patrons. Les arrêts de travail, les appels à la grève furent reconnus comme des « mesures légales ». En même temps, cet article envisageait le droit des entrepreneurs de s'adresser à un tribunal et le droit de celui-ci d'appliquer une injonction lorsqu'il constatait la menace d'un « préjudice irréparable à la propriété ».

151. *Congressional Record*, 63rd Congress, 2nd Session, Vol. 51, Pt. 14, p. 13908-13909, 14588.

152. *Ibid.*, P. 14533. Ce jugement fut énoncé par le sénateur Nelson qui fut un certain temps partisan de La Follette.

144. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. II, p. 295.

145. *Congressional Record*, 63rd Congress, 2nd Session, Vol. 51, Pt. IX, X, p. 9073-9082, 9165-9173, 9496-9652, 9658.

146. J. S. SMITH : *Op. cit.*, p. 269.

147. *New York Times*, 17.IV.1914.

148. *Congressional Record*, 63rd Congress, 2nd Session, Vol. 51, Pt. IX, p. 9165-9166, 9073-9074. Au cours de l'examen de l'article 6 du projet de loi Clayton stipulant que le « contenu des lois antitrust ne doit pas être interprété comme l'interdiction des organisations... ouvrières », l'A.F.L. tenta, avec un grand retard, d'obtenir, avec l'aide de « ses représentants », le remplacement de cette phrase par une autre : « Le contenu des lois antitrust ne doit pas concerner l'activité des organisations... ouvrières. » Mais le Président Wilson et les membres de son Administration s'y opposèrent résolument. E. Keating, membre de la Chambre des Représentants de l'Etat du Colorado, écrivit que c'est le juge A. Parker, candidat démocrate à la présidence en 1904, face à Wilson, qui attira l'attention de Gompers sur la nécessité d'une nouvelle rédaction. En 1912, il révéla également que lors d'une conversation avec les congressistes « ouvriers » : J. Lewis (Maryland), J. Casey (Pennsylv-

bien que l'initiative de Cummins ait permis l'adoption de la fameuse formulation : « Le travail de l'homme n'est ni marchandise ni objet de commerce. » Par la suite, beaucoup d'hommes politiques, y compris S. Gompers, se l'ont attribuée¹⁵³. Appréciant la position de Cummins et de ses collègues, il ne faut pas perdre de vue leurs idées sur la lutte politique. Mais il est indiscutable que leurs avertissements furent entièrement confirmés par la pratique. Fait que Gompers et la direction de l'A.F.L. connaissaient très bien.

Décrivant l'histoire de la loi Clayton, Gompers mettait l'accent sur son propre rôle et son influence (de même que sur ceux de la direction de l'A.F.L. dans son ensemble) dans la mise au point du bill et la préparation de l'opinion publique avec l'aide d'un « groupe du Travail » qui se constitua au Congrès dès 1906¹⁵⁴. Gompers caractérisa les articles 6 et 20 de la loi Clayton comme la « garantie du droit des ouvriers des entreprises industrielles en conflit avec les entrepreneurs de revendiquer de meilleures conditions de travail ». Ils établirent la liberté industrielle, écrivait Gompers. La loi Clayton fut, selon lui, la « Grande Charte des libertés pour les ouvriers¹⁵⁵ ».

Les gompersistes portaient aux nues les prétendues réalisations immenses de la ligne politique de l'A.F.L. visant à soutenir les démocrates. Ils affirmaient que leur politique avait assuré la défaite des ennemis des ouvriers aux élections au Congrès, que la loi Clayton signifiait la réalisation totale des principales revendications du bill sur les plaintes. Les nombreuses interventions de Gompers et de ses adeptes justifiaient l'ensemble de la politique de l'A.F.L.¹⁵⁶. L'adoption de la loi Clayton traduisait, selon eux, la reconnaissance officielle des syndicats en tant que partie inséparable du système social américain. Les gompersistes utilisèrent ces succès, en premier lieu, pour polémiquer contre le Parti socialiste et les éléments socialistes au sein de l'A.F.L. elle-même.

Le congrès de l'A.F.L. en novembre 1914 vantait également la « grande victoire » qui garantirait, paraît-il, aux ouvriers américains les « principes fondamentaux de la liberté industrielle ». Cette victoire, soulignait la résolution

du congrès, fut le résultat de l'activité du « groupe du Travail » au Congrès des Etats-Unis comptant dix-sept représentants de l'A.F.L. et des confréries des cheminots, qui y collaboraient activement¹⁵⁷. Dans son intervention au congrès de l'A.F.L. William B. Wilson, congressiste et ministre du Travail, qualifia la loi Clayton de plus grande réalisation des ouvriers depuis « les deux dernières générations¹⁵⁸ ». Cependant, au même congrès, de sérieuses craintes furent émises à propos de l'interprétation réelle de la loi, il fut proposé d'y apporter des modifications appropriées¹⁵⁹. En ce qui concerne la direction de l'A.F.L., elle n'admettait aucun doute à l'égard de l'Administration Wilson sur cette question, bien que le Président lui-même ait plus d'une fois reconnu l'éventualité de différentes interprétations de la loi Clayton.

La direction de l'A.F.L. prêta à Wilson un service inappréciable en ce sens également que la loi Clayton, qu'elle avait adoptée, contribuait, comme le disait Gompers, à « cristalliser les sentiments patriotiques des ouvriers » pendant la Première Guerre mondiale¹⁶⁰, soit, en fait, à soutenir la politique impérialiste du gouvernement.

Les chercheurs bourgeois présentent la loi Clayton comme un élément important dans le système de « démocratie industrielle »¹⁶¹. Mais, dans la pratique, les craintes exprimées par les ouvriers et les congressistes susmentionnés se justifièrent. Comme l'écrivait le *Washington Letter*, les « politiciens galants » ajoutèrent une phrase de compromis qui soit-disant excluait les organisations ouvrières du champ d'action de la loi Sherman. Mais ces « esprits perspicaces des législateurs de Washington » se rendaient parfaitement compte que cette phrase ne signifiait rien¹⁶². Les représentants de la N.A.I., les coquins du nombre des leaders ouvriers (labor fakers), les réactionnaires, la plupart des « progressistes » et pratiquement tous les démocrates votèrent pour le compromis. « Lorsque des oiseaux de si différents plumages se réunissent en une seule volée, on ne

157. *AFL, Proceedings...*, 1914, p. 69.

158. *Ibid.*, p. 406.

159. *Ibid.*, p. 362.

160. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. II, p. 362, 418.

161. M. DERBER : *Op. cit.*, p. 191.

162. Les amendements portaient sur les organisations ouvrières légales.

153. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. II, p. 296.

154. *Ibidem*.

155. *Ibid.*, p. 298-299.

156. *American Federationist*, 1914, Vol. XXI, N 11, p. 957-974.

peut se passer de rendre son âme au diable. Maintenant c'est le tour du Monsieur l'Ouvrier qui devra payer au diable dès que le gouvernement fédéral étendra les lois antitrust aux organisations ouvrières¹⁶³. »

Or, les tribunaux interprétaient justement de cette façon les formules de la nouvelle loi. En prononçant sa décision sur la plainte de la compagnie *Duplex Press* contre le syndicat¹⁶⁴ qui boycottait ses marchandises, la Cour Suprême des Etats-Unis, après avoir cassé la décision de l'instance précédente, reconnut, en 1921, le syndicat coupable et justifia l'application de l'injonction. Commentant l'article 20 de la loi, la Cour Suprême expliqua que la disposition sur les « employeurs et les ouvriers » ne concernait que les participants directs à un accord, c'est-à-dire les propriétaires de l'entreprise en question et leurs ouvriers. Dans le cas où ces derniers sont soutenus par un syndicat national ou international dans les actions de boycottage, ce syndicat est reconnu coupable de la violation de la loi Sherman et il ne profite pas des exceptions établies par la loi Clayton.

Par la suite, les libéraux critiquèrent Gompers de ne pas avoir insisté pour que soit exclue des articles 6 et 20 la division des organisations ouvrières et de leurs actions en l'« égales » et « illégales ». Certes, dans tous les cas la Cour Suprême et l'Administration trouveraient un prétexte pour interpréter à leur manière la loi Clayton. En effet, Webb, qui traduisait l'opinion du Comité juridique de la

163. Cité d'après R. H. HARVEY: *Samuel Gompers, Champion of the Toiling Masses*, Stanford Univ. Press (California), 1935, p. 174.

164. Cette affaire fut intentée en 1913 par la compagnie *Duplex Press* (de la ville de Battle-Creek) contre l'*International Union of Mechanics* (I.U.M.). Cette compagnie était l'une des trois firmes américaines spécialisées dans la fabrication des machines à imprimer. Les membres de l'I.U.M. dans d'autres entreprises arrachèrent la promesse d'une majoration de salaire et de l'établissement de la journée de huit heures à condition que ces mesures soient acceptées à Battle-Creek également. Mais les maîtres de la *Duplex Press*, défenseurs de l'« atelier ouvert », refusèrent toute concession. La grève des quatorze membres de l'I.U.M. dans cette entreprise ne fut pas efficace, l'union appela alors à en boycotter la production. En réponse, la firme accusa le syndicat, sur la base de la loi Sherman, de complot visant à « empêcher le commerce ». La première instance judiciaire rejeta la plainte de la compagnie. (*Labor History*, 1973, Vol. 14, N 3, p. 338-339.)

Chambre des Représentants, exprimait également la position de W. Wilson lui-même¹⁶⁵.

Il est significatif que dans son adresse à l'Association des avocats américains, rendue publique peu de temps après l'adoption de la loi Clayton, W. H. Taft (par la suite président de cette Association) souligna spécialement que les paragraphes de la loi Clayton « ne concernent que les conflits entre les participants directs des conventions du travail — employeurs et ouvriers — à propos des conditions que renferme une convention déterminée¹⁶⁶ ». Plus tard, W. H. Taft prit la tête de la Cour Suprême des Etats-Unis.

Par la suite, Gompers lui-même qualifia les décisions prises à l'encontre, par exemple, de l'*International Union of Mechanics* de « pillage juridique »¹⁶⁷. Même conscient du fait que le « mouvement ouvrier a subi une nouvelle défaite, il refusait de considérer la loi Clayton comme un monstre juridique. En effet, c'est lui qui l'avait enfantée¹⁶⁸ ».

La loi Clayton fut l'un des éléments les plus typiques et les plus importants de la ligne réformiste bourgeoise aux Etats-Unis.

Au début du XX^e siècle, le réformisme bourgeois aux Etats-Unis, avec ses réformes sociales dirigées contre la révolution sociale, réussit, dans une certaine mesure, à approfondir la division du mouvement ouvrier américain, ce à quoi contribuèrent fortement les leaders opportunistes de l'A.F.L. Les réformes bourgeoises libérales d'avant-guerre favorisaient la création d'une base économique, politique, juridique et idéologique pour le renforcement du gomperisme. Cela se ressent pendant la guerre, lorsque les syndicats dirigés par les gomperistes adoptèrent les positions du nationalisme et du chauvinisme bourgeois.

165. A. T. MASON: *Organized Labor and the Law*, Durham, 1923, p. 215-217; *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 10, N 2, January 1957, p. 220.

166. *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 10, N 2, January 1957, p. 219.

167. *American Federationist*, 1921, Vol. XXVIII, N 2, p. 135.

168. R. H. HARVEY: *Op. cit.*, p. 174.

LA « DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE » ET LE CORPORATISME DANS LE PROGRAMME DE SAMUEL GOMPERS

La monopolisation de l'économie américaine aggrava la dépendance socio-économique du prolétariat et son aliénation, elle engendra de nouvelles formes d'injustice sociale. Ceci était dû avant tout à l'intensification du travail, à la généralisation du système Taylor avec ses opérations strictement spécialisées et monotones qui rendaient le travail insensé et suscitaient l'apathie. Les magnats monopolistes introduisaient des formes de plus en plus dures d'exploitation des prolétaires. Ils ignoraient cyniquement toutes les revendications des ouvriers relatives à l'amélioration de leur situation sociale, à leur droit de s'organiser, d'obtenir des conventions pour réglementer les relations industrielles, de participer à la solution des problèmes cruciaux de l'entreprise. Cette politique antiouvrière fut activement appuyée par les associations patronales mentionnées plus haut. En 1903-1904, la N.A.I. intervint avec sa « déclaration des principes » faisant de la détermination des conditions de travail dans les entreprises la prérogative exclusive des entrepreneurs. Les groupements sectoriels d'entrepreneurs firent des déclarations analogues. Ainsi, la *National Metal Trades' Association* (organisation patronale de la branche) proclama en 1901 qu'elle ne permettrait aucune ingérence des organisations ouvrières dans la détermination des conditions de production, qu'elle les obligerait à adopter une attitude loyale à l'égard des entrepreneurs et qu'elle se réserverait le « privilège de licencier les ouvriers quand elle le voudrait¹ ».

L'aggravation des contradictions, les combats de classe du prolétariat contribuaient à accroître sa conscience de classe, à accumuler l'expérience des luttes économiques. Ces interventions avaient de plus en plus souvent des ac-

1. M. DERBER: *The American Idea of Industrial Democracy, 1865-1965*, Urbana, 1970, p. 129.

cents politiques. Le développement de la conscience sociale du prolétariat américain était confirmé par l'ampleur grandissante de ses revendications quotidiennes. La tâche des organisations ouvrières était d'allier leurs revendications avec celles des transformations démocratiques fondamentales.

Face à la protestation anticapitaliste croissante, les idées et les méthodes traditionnelles de la bourgeoisie s'avéraient stériles, voilà pourquoi ses idéologues avançaient différents programmes et théories pour résoudre les principaux problèmes sociaux et économiques. L'une des plus populaires devint, en particulier, la théorie de la « démocratie industrielle ».

A première vue, la critique de l'« absolutisme industriel² » par les trade-unions et les « antimonopolistes » avait un caractère radical. En réalité, l'aile gauche de l'opposition antimonopoliste bourgeoise et réformiste partait du caractère immuable de la propriété capitaliste privée des moyens et des instruments de production et de l'utilisation du travail salarié du prolétariat, sans changement de fond de la condition ouvrière.

S'appuyant sur la théorie de l'« exclusivité » de l'Amérique et du caractère « unique » de l'expérience américaine, les idéologues bourgeois faisaient appel aux conceptions traditionnelles de la « démocratie américaine³ », des idées d'« autogestion », de « liberté d'initiative individuelle ». Tout cela trouva son expression dans le programme de « démocratie industrielle » soutenu par les sociaux-réformistes et les militants conservateurs du trade-unionisme. L'une des thèses de ce programme préconisait une « américanisation » du socialisme. Ce programme se fondait sur l'idée selon laquelle la conception de la lutte de classe est « inapplicable » dans les conditions de l'Amérique.

« Il est temps, écrivait J. G. Stokes, un des anciens militants du Parti socialiste, dans son *Manifeste de la démocratie industrielle*, que le socialisme serve la cause de la démocratie. Cela ne peut être réalisé que par la collabora-

2. *Final Report and Testimony Submitted to Congress by the Commission on Industrial Relations*, Vol. III, Washington, 1916, p. 7659.

3. *Paths of American Thought*, Ed. by A. M. Schlesinger Jr., M. White, Boston, 1963, p. 532.

tion et non par une opposition à l'égard de ceux qui poursuivent le même objectif. Le mouvement socialiste doit participer de façon active et créatrice au mouvement démocratique. Il doit rejeter les conceptions périmées selon lesquelles la société serait composée de capitalistes et de prolétaires, il doit partir du fait que la structure industrielle moderne de la société a élargi le cadre des classes moyennes, en y intégrant de nombreux groupes d'anciens prolétaires qui possèdent actuellement une petite propriété ou un capital, ainsi qu'un grand nombre de modestes actionnaires qui vivent de leur travail ou d'occupations utiles. Le mouvement socialiste doit aspirer à assurer par des moyens légaux le bien-être de tout le peuple⁴... Cet appel invitait sans cérémonies les socialistes à abandonner entièrement les positions prolétariennes de classe et à se soumettre inconditionnellement aux réformistes bourgeois.

W. Wolling, A. Simons, J. Spargo et d'autres leaders sociaux-démocrates de tendance opportuniste de droite établirent, lors de la mise au point du programme de « démocratisation de l'industrie », d'étroits contacts avec Gompers. Wolling reconnaissait, dans une lettre à Gompers, qu'il était difficile de trouver dans ce programme quelques signes de socialisme. A son tour, Simons notait que Gompers approuvait les « initiatives pratiques » proposées par les militants socialistes de droite⁵. En effet, les gompersistes soutinrent ces programmes. Définissant les limites de la « démocratie industrielle », Gompers assurait aux entrepreneurs que les trade-unions ne prétendaient nullement à ce que « leurs membres contrôlent les entreprises ou usurpent les droits de leurs propriétaires⁶ ».

Lorsque l'on examine le programme de « démocratie industrielle », on note que la naissance de cette idée a été en quelque sorte une réponse à l'accentuation des tendances antidémocratiques, liée à la croissance des monopoles dans les décennies 1880-1890. Par la suite, au début du XX^e si-

ècle, lorsque le gompersisme adopta cette théorie, elle fut interprétée différemment et avancée par les réformistes au sein du mouvement ouvrier en tant qu'alternative au socialisme. A cet égard, l'élément subjectif avait une certaine importance, et surtout l'influence exercée sur le programme de « démocratie industrielle » par tels ou tels militants qui rejoignaient le mouvement à différentes étapes.

Parmi ceux-ci l'un des premiers fut le professeur Richard Ely de la Johns Hopkins University, qui participa activement ensuite à la création de l'Association économique américaine et dirigea l'étude de l'histoire économique du mouvement ouvrier à l'Université du Wisconsin. L'attention qu'il prêtait aux conflits sociaux et aux mouvements ouvriers était dictée par son aspiration à trouver obligatoirement une « alternative » à la lutte de classe, à estomper l'acuité des contradictions sociales. En avertissant les leaders capitalistes qu'il était vain de s'opposer aveuglément au mouvement socialiste en extension, Ely appelait à prendre des mesures énergiques pour régler le problème ouvrier, non pas sur la base du socialisme scientifique, dont il rejetait les thèses théoriques et les « méthodes d'action », mais par la « christianisation » de la structure sociale américaine⁷. Ely fit, en collaboration avec des membres du clergé, une active propagande du christianisme social. Engels le qualifiait de « philistin loyal⁸ ».

Les travaux d'Ely étaient populaires parmi les sociaux-réformistes avec lesquels il collaborait activement. Il assumait les fonctions d'arbitre lors du règlement des conflits de travail. Il s'efforça avec le cardinal Gibbons d'empêcher la grève des travailleurs des transports urbains à Baltimore. Il était également pour l'adoption de la loi sur la limitation du temps de travail dans le Maryland⁹. Ely entendait par « démocratie industrielle » la participation à la gestion, au contrôle de la production par les producteurs regroupés au sein des coopératives de production. Dans ce domaine il réservait un grand rôle aux syndicats. Ely ne niait pas le mode de production capitaliste.

Les idées de « démocratie industrielle » étaient déve-

7. R. ELY: *Social Aspects of Christianity and Other Essays*, New York, 1899, p. 147; *The Labor Movement in America*, New York, 1886, p. 240-241, 247.

8. K. MARX, F. ENGELS: *Werke*, Bd. 36, S. 323.

9. B. G. RADER: *The Academic Mind and Reform*, Lexington, 1960, p. 61.

4. K. E. HENDRICKSON, Jr.: « The Pro-War Socialists, the Social Democratic League and the Ill-Fated Drive for Industrial Democracy in America. 1917-1920 ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 310;

5. W. M. DICK: *Labor and Socialism in America. The Gompers Era*, Port Washington (New York), 1972, p. 149;

6. S. GOMPERS: *Labor and the Employer*, New York, 1920, p. 286.

loppées dans les travaux des militants du catholicisme social tels que John Ryan¹⁰. Ce dernier travaillait sous la direction d'Ely. D'ailleurs, la principale impulsion à ces idées fut donnée précisément par le catholicisme social, en particulier par l'encyclique de Léon XIII *Rerum novarum* (1891), réponse directe du catholicisme à l'influence accrue des idées révolutionnaires du marxisme. Cette encyclique du pape voyait dans les trade-unions de tendance gompersiste un contrepoids aux organisations « dangereuses », « mauvaises », « injustes¹¹ ».

Les époux Sidney et Beatrice Webb¹², fabiens, exercèrent également une certaine influence sur les idées de « démocratie industrielle ». Ils croyaient que la « démocratie industrielle » établirait une coopération des consommateurs et des entrepreneurs et que les syndicats interviendraient activement dans l'organisation de la production.

A cette époque même des industriels réactionnaires tels que Carnegie parlaient de la libéralisation des relations industrielles : « Le droit des ouvriers de s'unir, de créer leurs syndicats est aussi sacré que celui des entrepreneurs de fonder leurs groupements¹³. » « Il est possible d'introduire avec l'aide des organisations ouvrières et d'autres moyens certains éléments de démocratie dans la gestion de l'industrie, disait le rapport de la Commission de Sénat pour les relations industrielles... Seuls les ouvriers peuvent agir efficacement sur la détermination de leurs conditions de travail. Mais cela n'est possible... que si les entrepreneurs acceptent les représentants des ouvriers comme leurs égaux et poursuivent avec eux des pourparlers sur un pied d'égalité¹⁴. »

10. J. A. RYAN : *A Living Wage*, New York, 1906.

11. *Encycliques de Léon XIII, Pie XI et Pie XII sur la condition des travailleurs*, Rome, 1942, p. 39.

12. Voir S. and B. WEBB : *Industrial Democracy*, London, 1897.

13. M. DERBER : *Op. cit.*, p. 66.

14. *Report of the US Industrial Commission*, Vol. XIX, Washington, 1901, p. 805. Cette commission fut instituée par le Congrès et, personnellement, par le Président McKinley pour élaborer les recommandations relatives au règlement des conflits sociaux dans l'industrie. La Commission comprenait des sénateurs, des congressistes, ainsi que des spécialistes. Entre 1898 et 1902, la Commission entendit des entrepreneurs, des hommes publics, des représentants des organisations ouvrières. Elle profita de la collaboration du professeur J. Commons. La Commission recommanda le recours aux pourparlers et à l'arbitrage pour régler les conflits et aboutir à une « démocratie dans l'industrie ».

Par conséquent, les différents groupements idéologiques et politiques, — des groupements petits-bourgeois jusqu'aux milieux d'extrême-droite — réagirent à la montée du mouvement ouvrier en présentant leurs propres programmes de règlement des conflits sociaux et d'instauration de « démocratie industrielle ».

Ces idées de « démocratie industrielle » constituèrent la plate-forme de l'A.F.L. qui fut mise au point au moment où s'intensifiait la ligne politique de l'A.F.L. à l'époque du « réformisme bourgeois ». Cette ligne visait avant tout à assurer une coopération avantageuse entre l'« aristocratie ouvrière » et la bourgeoisie.

Les leaders de l'A.F.L. considéraient le système des « conventions collectives » entre les patrons ou un groupe d'entrepreneurs et les trade-unions comme le meilleur moyen pour parvenir à cet objectif. Les conventions collectives devaient fixer les salaires, la durée du temps de travail et d'autres conditions pour une couche restreinte d'ouvriers. Le programme des trade-unionistes exprimant les intérêts de l'« aristocratie ouvrière » visait à créer des syndicats forts et combatifs (qui, cependant, ne regroupaient pas tous les ouvriers, mais seulement certaines couches de la classe ouvrière), capables de signer des conventions collectives avec l'entrepreneur, s'appuyant sur une base matérielle solide (cotisations élevées) et sur une forte organisation corporative.

Au premier congrès de la Federation of Organized Trade and Labor Unions of America and Canada, S. Gompers tentait déjà d'empêcher l'adhésion à la Fédération nouvellement créée de toute union ouvrière¹⁵, excepté les trade-unions¹⁶. Pourtant dans son autobiographie, écrite beaucoup d'années plus tard, il dissimula son désaccord avec la majorité du congrès¹⁷. Or, c'est précisément cette majorité qui obligea, à ce moment, S. Gompers et d'autres trade-unionistes à consentir à la création d'une large organisation ouvrière. Mais l'A.F.L. qui fut créée par la suite en 1886, regroupa exclusivement les trade-unions. A cette

15. Outre les trade-unions (unions corporatives), il y avait encore des organisations regroupant les ouvriers moins qualifiés, des unions de production, les organisations des *Knights of Labor*.

16. *AFL, Proceedings...*, 1881, p. 16.

17. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. I, New York, 1967, p. 223.

époque, les raisonnements de Gompers sur les objectifs pratiques du trade-unionisme se réduisaient à des revendications relatives à l'augmentation du nombre d'écoles, à la diminution de celui des prisons, à l'élargissement de l'édition des livres, etc.

En bâtissant une organisation de caste, Gompers veillait à ce qu'elle ait une base matérielle suffisamment stable. Il déployait de grands efforts pour que soit créé un fonds spécial du chômage, d'abord, dans l'*International Cigar Makers' Union*, puis, dans d'autres unions. Tout cela intéressa les membres des unions corporatives.

Gompers adopta également une attitude extrêmement utilitaire à l'égard du problème des grèves : il luttait obstinément en faveur de la centralisation du contrôle du fonds de grève et, par cela même, des grèves elles-mêmes. Il exigeait l'accord des deux tiers des membres des unions internationales pour qu'un syndicat local puisse lancer une grève. Gompers estimait que ce contrôle financier devait rendre les trade-unions très prudentes lorsqu'elles déclaraient une grève. En même temps cela assurait à la direction de la Fédération le contrôle de la base syndicale, rendait plus difficile la proclamation des grèves, permettait de les canaliser dans le sens voulu.

Nombre de ces principes trade-unionistes furent soutenus par les milieux de la bourgeoisie attirés eux aussi par les idées de « démocratie industrielle ». Les patrons qui partageaient ce point de vue préféraient avoir affaire à l'unionisme, qui est « aujourd'hui le bastion de l'organisme social contre l'incursion du socialisme ¹⁸ », comme l'écrivait le *Wall Street Journal* en 1903.

La conception des « conventions collectives » en tant que moyen de réaliser la « démocratie industrielle » ne se forma pas tout de suite dans les trade-unions américaines. Au début des années 1880 lorsque les trade-unions n'étaient pas encore si influentes, que leurs méthodes d'action étaient combatives et qu'elles participaient elles-mêmes à la lutte à l'échelle nationale pour l'amélioration des conditions de travail et la réduction du temps de travail, il était difficile de convaincre le patronat de considérer les trade-unions comme des partenaires égaux. Ajoutons à cela, la conscien-

ce de classe grandissante des syndiqués, les tâches d'ampleur nationale qui se posaient à l'ensemble du prolétariat américain et l'influence considérable des socialistes dans la masse syndicale. Le programme de l'A.F.L. traduisait les revendications pour lesquelles luttait tout le prolétariat américain, ce qui donnait une couleur politique au mouvement national des ouvriers. A cette époque le prolétariat américain était uni par sa lutte en faveur de la réduction du temps de travail et de l'amélioration des conditions de travail, ce qui intéressait toutes les catégories d'ouvriers, par sa revendication de créer des bureaux fédéraux et locaux d'inspection et de collecte de statistiques ouvrières. Les gompersistes estimaient que par la suite, à mesure que les patrons seraient obligés de reconnaître les trade-unions, ces dernières pourraient imposer des conditions de travail négociées par des « conventions collectives ».

Comme l'écrivait Commons, les trade-unions aux Etats-Unis s'opposaient aux sociétés en s'appuyant précisément sur le système de « conventions collectives », ce qui devait assurer le développement de la « démocratie industrielle ¹⁹ » permettant de réaliser, selon lui, la volonté commune des ouvriers et des entrepreneurs sans ingérence arbitraire des établissements gouvernementaux.

J. Mitchell, leader de l'union des mineurs, intervint comme l'un des propagandistes les plus actifs des « conventions collectives » en tant que garantie absolue « de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ». Cette fraternité ne peut être assurée, affirmait-il, par une « supériorité de classe », mais par l'« égalité » des deux parties — employeurs et trade-unionistes — au cours des entretiens, par leur force commune, leur indépendance, leur respect mutuel, l'observation du principe du volontariat. Le trade-unionisme, selon Mitchell, pouvait garantir la solution du problème de la « démocratie dans l'industrie », en se fondant précisément sur ces principes ²⁰, dans l'intérêt des entrepreneurs et des ouvriers syndiqués. La même interprétation du rôle des « conventions collectives » au sein des entreprises, conclues entre les unions corporatives et les entrepreneurs, fut défendue par Gompers dans son intervention antisocialiste à la

18. Cité d'après M. KARSON : *American Labor Unions and Politics. 1900-1918.*, Carbondale, 1958, p. 144.

19. J. R. COMMONS and ass. : *History of Labor in the United States*, Vol. III, New York, 1935, p. XIII-XV.

20. J. MITCHELL : *Op. cit.*, p. 424.

Commission pour les Relations industrielles (1912). Il y opposa le « programme des conventions collectives comportant des revendications quotidiennes » aux doctrines « éphémères » des socialistes²¹. La présentation par l'A.F.L. du bill sur les plaintes des ouvriers, le soutien accordé au Parti démocrate et d'autres actions sur le terrain politique n'atténuaient nullement l'aspiration des gompersistes à la « collaboration de classe » dans l'industrie.

Parmi les patrons les plus perspicaces surgirent également des groupes qui consentaient à collaborer avec les trade-unions. Ils considéraient que « dans l'industrie américaine ne survivront que ceux qui sauront convaincre et non pas forcer les ouvriers de les suivre²² ».

Les conventions conclues par les gompersistes et les fabricants d'armements, sous le patronage de l'Administration Wilson, pendant la Première Guerre mondiale, le renoncement aux grèves pendant la guerre et la coopération étroite dans la réalisation du programme industriel militaire étaient considérés par eux comme de nouveaux pas conduisant à la mise en œuvre des principes de la « démocratie industrielle ». « Le droit des ouvriers de s'organiser en syndicats et de conclure des conventions collectives par l'intermédiaire de leurs représentants élus est reconnu et confirmé, indique le compte rendu du Secrétaire du Bureau national pour les questions du travail, les employeurs ne peuvent pas le nier, ni le minimiser, ni l'enfreindre de quelque façon que ce soit²³. »

Pendant la guerre, le renforcement du chauvinisme aux Etats-Unis stimula fortement, lui aussi cette « démocratie industrielle ». Comme l'écrivit K. Hendrickson, au sein du mouvement socialiste aux Etats-Unis, les leaders non socialistes, favorables à la guerre, nourris par leur patriotisme belliqueux, sont intervenus en faveur de la « démocratie industrielle ». Soulignant le lien existant entre cette flambée de chauvinisme et l'aspiration à la « paix de classe », il nota que parmi les socialistes, c'étaient précisément les principaux leaders de tendance militariste qui prirent l'initiative

21. *Final Report...*, Vol. II, p. 1576.

22. *Weekly News Letter*, 25. IV. 1914.

23. *Report of the Secretary of the National War Labor Board*, Washington, 1919, p. 52.

« de l'union des libéraux et des radicaux en Amérique afin de réaliser la démocratie industrielle²⁴ ».

Déjà au milieu de 1918, l'A.F.L. prit des mesures d'organisation pour mettre au point un programme de reconstruction prévu pour la période d'après-guerre. Ce programme fut élaboré au congrès de 1918 à Saint-Paul et approuvé définitivement au congrès d'Atlantic City en juin 1919. Au nom de la réalisation « de la démocratie dans l'industrie », les résolutions de l'A.F.L. exigeaient la participation des ouvriers à la « détermination des lois de l'industrie et du commerce auxquels ils sont liés²⁵ ». L'accent était mis principalement sur les moyens de lutte économique et les accords appropriés entre entrepreneurs et ouvriers qui devaient garantir cette « démocratie industrielle ».

Les monopoles américains qui s'assurèrent des profits dépassant ceux d'avant-guerre²⁶ furent obligés, face à la pénurie de main-d'œuvre, de majorer les salaires. Cela concernait les bâtisseurs d'ouvrages spéciaux, les ouvriers du pétrole, les mineurs, les constructeurs de navires. Gompers conclut avec les entrepreneurs, sous l'égide des organes d'Etat, un accord sur le contrôle des salaires en temps de guerre. Il s'étendait aux bâtisseurs des casernes, aux constructeurs de navires, aux dockers, aux marins de la flotte marchande assurant les communications avec la Grande-Bretagne et la France²⁷. Est significatif l'exemple suivant. Compte tenu du besoin accru en spécialistes de l'industrie du cuir on créa, en été 1917, l'*United International Leather Workers Union*, union de travailleurs hautement qualifiés patronnée par Gompers lui-même. Grâce à son intervention et à la protection du ministère de la Défense, ces ouvriers bénéficièrent de hauts salaires et d'une journée de

24. Le « plan de reconstruction nationale », élaboré essentiellement par Spargo et Stokes, fut l'expression concentrée des conceptions des avocats de la « démocratie industrielle » issus de la « middle class ». (K. E. HENDRICKSON: « The Pro-War Socialist, the Social Democratic League and the Ill-Fated Drive for Industrial Democracy in America, 1917-1920 ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3, p. 319-320, 322.)

25. *AFL, Proceedings...*, 1919, p. 71.

26. Dix-huit grandes firmes des Etats-Unis dont les profits s'élevaient à 74,7 millions de dollars entre 1912 et 1914, obtinrent 337 millions de dollars entre 1916 et 1918. (J. STEUBEN: *Labor in War-time*, New York, 1940, p. 120.)

27. *AFL, Proceedings...*, 1917, p. 82, 313.

travail de 8 heures. Pendant la guerre les effectifs de cette union triplèrent²⁸.

Des phénomènes analogues furent observés dans d'autres branches. Profitant des déclarations des entrepreneurs et de l'Administration en faveur des trade-unions, les leaders de celles-ci purent obtenir certains succès. Ainsi, de 1914 à 1920, les effectifs des syndicats augmentèrent de 2 687 000 à 5 048 000²⁹, environ 80% de ces ouvriers furent regroupés au sein de l'A.F.L.

En même temps les plus grands magnats de l'Acier, l'une des branches clés de l'industrie, et en premier lieu le Trust de l'acier se prononçaient pour les « ateliers ouverts ». La lutte des fondeurs d'acier pour le droit de s'organiser ne cessait de se renforcer. Dans les premières lignes se trouvaient les ouvriers de Chicago. Les entretiens entre Gompers et les représentants des compagnies, qui eurent lieu par l'intermédiaire du Bureau pour les questions du travail n'aboutirent à rien de positif. Pourtant les leaders de l'A.F.L. assuraient que les efforts conjugués de l'A.F.L. et du gouvernement devraient exercer une pression sur les trusts et que, prochainement, « s'ouvriraient indiscutablement dans le pays une ère nouvelle dans la sidérurgie et l'industrie de l'acier³⁰ ». Mais, après la guerre, les choses tournèrent autrement.

Les pronostics des leaders ouvriers et leurs promesses de « démocratie dans l'industrie » ne se justifièrent pas. Non seulement les ouvriers non organisés purent s'en convaincre, mais aussi leurs collègues plus privilégiés de A.F.L. En 1919, le congrès de l'A.F.L. constata la « proximité d'une période de difficultés industrielles et de chômage³¹ ». La réduction des commandes militaires, la démobilisation de l'armée, la crise économique qui s'amorça en 1920 conduisirent à l'accroissement du chômage : 950 000 chômeurs en 1919, 1 670 000 en 1920 et 5 010 000 en 1921³².

Des grèves, d'une puissance comparable à celles qui avaient eu lieu pendant la guerre, éclatèrent dans les chan-

28. Ph. FONER : *The Fur and Leather Workers Union*, Newark. 1950, p. 529. La direction conservatrice de cette union désorganisait l'activité de l'ensemble de cette branche. (p. 529-530.)

29. *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1957*, Washington, 1960, p. 97.

30. *American Federationist*, 1918, Vol. XXV, N 9, p. 808.

31. *AFL, Proceedings...*, 1919, p. 85.

32. *Historical Statistics...*, p. 73.

tiers navals de Seattle, les fonderies, les mines, les chemins de fer. En 1919, selon des données incomplètes, il y eut 4 160 348 de grévistes³³. L'essor du mouvement ouvrier montra l'inconsistance des conceptions de « démocratie industrielle ». Néanmoins, l'A.F.L. avança, après la guerre, un programme de développement de la collaboration des trade-unions avec les sociétés industrielles américaines. A l'heure où les mythes de la collaboration de classe étaient réfutés par la crise, par l'essor du mouvement ouvrier, par la déception que le trade-unionisme « pur » suscita parmi les ouvriers, par la formation du Parti communiste des Etats-Unis, les gompersistes déployèrent de nouveaux efforts pour propager la « démocratisation » de la production capitaliste et la « démocratie industrielle » en tant que forme de participation sociale.

Pour y parvenir, un programme fut avancé en 1923 : « le Manifeste des engagements industriels »³⁴. D'après les gompersistes, la réalisation de ce programme devait permettre de « mettre fin » au caractère exploiteur du capitalisme qui n'enrichissait qu'un groupe de monopolistes. Lénine qualifiait pareils projets de « démocratisation » de sophistique bourgeoise et d'opportunisme, c'était « un des moyens d'accroître la puissance de l'oligarchie financière³⁵ ».

Tout en reconnaissant les grandes sociétés comme un facteur inévitable et « rationnel » de la société américaine, le trade-unionisme exprimait son désir d'être leur partenaire loyal. Les gompersistes proclamèrent cette collaboration la base de la stabilisation de l'économie et de la paix sociale. Ils présentaient la société américaine comme une certaine « unité corporative » où les ouvriers comme les entrepreneurs seraient intéressés dans la même mesure à la croissance et au rendement de la production³⁶.

33. *US Department of Labor. Strikes in the United States. 1880-1936*, Compl. by F. Peterson, Washington, 1938, p. 39.

34. *AFL, Proceedings...*, 1923, p. 31 ; *American Federationist*, 1923, Vol. XXX, N 11, p. 890-895.

35. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 22, p. 247.

36. R. Radosh entama une discussion, à propos de la naissance des idées du corporatisme, à partir de l'expérience du mouvement syndical, en tant qu'alternative au socialisme lors de la création de la N.C.F., au moment où les entrepreneurs « les plus expérimentés » prenaient en considération les « revendications légitimes des ouvriers » et considéraient l'A.F.L. comme « leur partenaire cadet, conservateur et docile dans le cadre de l'ordre corporatif ». Pendant la guerre, la direction de l'A.F.L. collaborait avec le patronat afin

Les gompersistes assuraient que dans ce groupement corporatif les « intérêts de groupe » seraient relégués au second plan, cédant leur place à une organisation pragmatique « consciente des forces les plus vitales ». Ce groupement d'« hommes d'affaires », représentant les deux parties, disait le « Manifeste », libérera la société du chaos et des politiciens incompetents. La régulation de l'industrie par l'Etat ne peut être efficace car la vie quotidienne du peuple n'est pas dirigée par le Congrès, mais par des gens occupés dans diverses branches de la production. Les « groupes industriels » doivent résoudre les problèmes de la production et de l'économie de façon indépendante, sans barrières bureaucratiques, pour satisfaire les besoins du peuple. Or, cela n'est possible qu'à condition que les « groupes industriels » voient leur mission non pas dans une lutte intestine... Leur rôle authentique est de s'unir, ... de trouver des voies de collaboration... » Il serait idéal, déclaraient les gompersistes, que les groupes industriels « apprennent eux-mêmes à tout diriger dans l'industrie ». Ainsi, le « Manifeste » définit la « démocratie industrielle » comme la collaboration des « groupes industriels ». « Nous avons besoin d'une vie industrielle américaine, d'un ordre industriel américain... », soulignaient les trade-unionistes. L'idée de « démocratie industrielle » prenait un caractère particulièrement nationaliste et chauvin, ce dont témoignait la collaboration des gompersistes et le patronat pendant la Première Guerre mondiale et au cours de leurs actions antisocialistes, anticommunistes et antisoviétiques. Le corporatisme de Gompers était dirigé contre la théorie de la lutte de classe. A cet égard, il est intéressant de se pencher sur l'analyse que le chercheur américain R. Radosh a faite de la correspondance échangée entre Gompers et le fasciste Rossi³⁷.

d'améliorer la production. (R. RADOSH : « Corporate Ideology of American Labor ». — *Studies on the Left*, 1966, Vol. 6, N 6, p. 66-68). Bien que Radosh dégagea justement cette tendance, encore très faible et non matérialisée au début du XX^e siècle, il exagéra pourtant, comme le note dans ses commentaires Ph. Foner, l'entente au sein de la N.C.F. entre l'A.F.L. et les entrepreneurs (p. 89-92). En réalité, comme nous l'avons déjà souligné, de tels contacts existaient principalement entre les directions de l'A.F.L. et la N.C.F.

37. R. RADOSH : « Corporatism, Liberal and Fascist as Seen by Samuel Gompers ». — *Studies on the Left*, Vol. 3, N 3, p. 69-70. Voir la critique écrite par Gompers à propos du livre de O. POR : *Fascism*, London, 1923 ; S. GOMPERS : « Analysis of Fascism ». — *American Federationist*, 1923, Vol. XXX, N 11, p. 927-933.

Ces échanges épistolaires avaient été précédés par certains événements suivants. Peu de temps après la guerre, Gompers exposa devant les ouvriers en Italie la « philosophie » trade-unioniste du mouvement ouvrier. Au cours de ces assemblées il rencontra des ouvriers révolutionnaires et constata une opposition sérieuse au principe de l'organisation des syndicats sur une base corporative et antiparti. De retour en Amérique, Gompers récusait violemment le « radicalisme » européen, entendant par là les vues communistes des prolétaires italiens révolutionnaires et leur solidarité avec le pouvoir des Soviets³⁸. Après l'arrivée du fascisme au pouvoir la conception de l'Etat corporatiste fut réellement appliquée en Italie en tant que forme de « participation sociale ». Les origines de cette conception se décèlent dans les idées de la doctrine sociale catholique, dans la propagande de la « collaboration » entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, formulée encore dans l'encyclique du pape en 1891. On donnait invariablement à cette « collaboration » une couleur nationaliste : en effet, tout le pathos de la Charte fasciste du Travail visait à affirmer l'idée de la « collaboration de classe » « au nom des intérêts nationaux communs ». Les syndicats fascistes monopolisèrent le droit de représenter les travailleurs face aux entrepreneurs que Mussolini appelait les « capitaines de l'industrie ». Tout cela donnait un prétexte au fasciste Rossi pour affirmer la communauté des « bases purement économiques et nationalistes » du programme du corporatisme italien et de la conception gompersiste de l'« ordre industriel américain ». En juillet 1923, E. Rossi souligna cette communauté dans sa lettre à Gompers, en la voyant également dans l'orientation anticommuniste des trade-unions et des syndicats italiens. Rossi était absolument convaincu que Gompers partageait entièrement ces vues. Sous l'égide du fascisme, professait Rossi, le mouvement syndical lutta pour la journée de travail de huit heures, l'assistance médicale, la retraite-vieillesse, etc., bref, pour la satisfaction des « besoins réels des ouvriers que les radicaux ignorent » à cause de leur antipatriotisme. Tout cela, concluait Rossi, correspond également à la « philosophie » des trade-unions américains³⁹. La réponse de Gom-

38. S. GOMPERS : « Labor in Europe and America ». — *American Federationist*, 1923, Vol. XXX, N 6, p. 461-467.

39. *Studies on the Left*, 1963, Vol. 3, N 3, p. 69.

pers relative à la nature des thèses exposées plus haut est formulée dans son article publié en novembre 1923 dans l'*American Federationist*⁴⁰. Gompers devait prendre en considération la montée des tendances antifascistes dans le mouvement ouvrier américain, ainsi que parmi certains milieux américains. De nombreuses organisations syndicales locales, des unions internationales, surtout celles qui comprenaient beaucoup d'immigrants, étaient très préoccupées par l'intensification et le renforcement du fascisme. Ainsi, l'*International Ladies Garment Workers Union* (tailleurs pour dames) et l'*Amalgamated Clothing Workers of America* (travailleurs de la confection) condamnèrent le fascisme en Italie⁴¹. Au Congrès de l'A.F.L. en octobre 1923, les délégués de la première de ces unions proposèrent une résolution condamnant le fascisme italien et l'accusant, en particulier, d'avoir « détruit le mouvement ouvrier italien », d'« aspirer à étendre son activité antisyndicale sur le reste du monde ». « L'extension du fascisme en Amérique, insistait la résolution, est un danger mortel⁴². » Cependant, cette résolution fut remplacée par une autre, avancée par Gompers et d'autres représentants de l'*International Cigar Makers' Union*, qui condamnait le fascisme de façon abstraite, comme une menace aux libertés démocratiques. Cette dernière résolution fut adoptée⁴³.

Compte tenu de l'essor généralisé au sein de l'A.F.L. des sentiments hostiles aux monopoles et au grand business⁴⁴, Gompers exprima le « désaccord » général de l'A.F.L.

avec les méthodes violentes appliquées par le régime fasciste en Italie. Il appela immédiatement à prendre en considération les conditions dans lesquelles Mussolini avait accédé au pouvoir : le parlementarisme réduit à zéro, l'influence extrêmement accrue des communistes dans le pays et, surtout, dans le mouvement ouvrier⁴⁵. Gompers se solidarisa en fait avec les déclarations des fascistes suivant lesquelles le mouvement ouvrier en Italie tombait sous l'influence des communistes, il partageait leurs craintes⁴⁶.

Les historiens américains de nos jours voient une convergence manifeste entre les idées corporatistes des gomperistes et des fascistes italiens. Ainsi, Diggins écrit que « pour Gompers, le fascisme est le modèle de paix de classe défendu par sa propre philosophie du trade-unionisme ». L'essor du mouvement révolutionnaire international du prolétariat, l'ampleur de ses actions politiques, la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie démontrèrent l'inconsistance et la précarité des conceptions pragmatiques et « volontaristes », ce qui poussa les gomperistes à soutenir les idées corporatistes. Le gomperisme, écrit Diggins, « voulait intégrer l'ouvrier dans le système industriel existant, ... il estimait que la représentation devait s'appuyer sur des groupements économiques fonctionnels, il acceptait une société corporatiste fondée sur la cohésion nationale et l'harmonie sociale⁴⁷ ».

La « nouvelle gauche⁴⁸ » qualifie le corporatisme de

40. S. GOMPERS : « Analysis of Fascism ». — *American Federationist*, 1923, Vol. XXX, N 11, p. 927-933. Gompers avait déjà eu l'occasion de se prononcer à ce sujet. Voir *American Federationist*, 1923, Vol. XXX, N 6, p. 461-467.

41. J. F. DIGGINS : *Mussolini and Fascism. The View from America*. Princeton, 1972, p. 169.

42. *AFL, Proceedings...*, 1923, p. 175, 272.

43. *Ibid.*, p. 272.

44. Analysant des articles parus dans l'*American Federationist* entre 1894 et 1930, dans le *National Labor Tribune* de Pittsburgh entre 1898 et 1915 et dans *Solidarity*, organe des I.W.W., entre 1910 et 1930, le chercheur américain L. Galambos constate certaines hésitations de l'A.F.L. par rapport aux grandes sociétés. De 1894 à 1930, écrit l'auteur, l'« idéologie du mouvement ouvrier organisé a été relativement stable, cependant, son attitude envers le grand business s'est modifiée ». Ainsi, après la guerre, on note dès 1919 une tendance manifeste à critiquer les sociétés. (L. GALAMBOS : « AFL's Concept of Big Business ». — *The Journal of American History*, 1971, Vol. 57, N 4, p. 849.)

45. *American Federationist*, 1923, Vol. XXX, N 11, p. 927.

46. S. GOMPERS : « Significant Movements in Europe ». — *American Federationist*, 1924, Vol. XXXI, N 7, p. 566.

47. J. F. DIGGINS : *Op. cit.*, p. 172. Ch. Wright Mills fut l'un des historiographes américains qui estimaient que les leaders de tendance gomperiste espéraient à utiliser les trade-unions pour « s'intégrer dans le régime politique et économique existant » et non pour le transformer. Certes, écrit Mills, le rôle de Gompers, qui fit pourtant preuve d'une énergie immense et d'habileté pour s'initier à l'« élite au pouvoir », fut beaucoup plus modeste que celui des multimillionnaires, cependant il réussit, « dans un certain sens », à rejoindre ces milieux. En effet, il voulait aboutir à une situation où les « intérêts des ouvriers (il s'agit des intérêts des unions corporatives. — S. A.) deviendraient inséparables de ceux de la nation ». Sur ce terrain, Gompers fut suivi par d'autres leaders ouvriers. (Ch. Wright MILLS : « The Labor Leader and the Power Elite ». — *Industrial Conflict*, Ed. by A. Kornhauser, R. Dubin, A. M. Ross, New York, 1954, p. 144.)

48. *Studies on the Left*, 1963, Vol. III, N 3, p. 67.

Gompers de libéral (à la différence du corporatisme fasciste italien). Gompers condamnait le régime fasciste tout en justifiant ses méthodes autocratiques en tant que moyen de lutte contre le mouvement révolutionnaire anticapitaliste. Gompers écrivait : « Aussi abominable que soit l'idée même de dictature et de soumission à la personnalité qui l'exerce, les trade-unions américaines... estiment qu'elles peuvent exprimer leur sympathie à la politique d'un homme dont l'objectif principal est un acte, une action et non pas une spéculation pure, dont l'objectif est de créer une société apte au travail, productive et non pas une société composée de groupes désorganisés... et en conflit ⁴⁹. » La promesse même de « démocratie industrielle en Italie, relevée dans les déclarations (des fascistes. — S.A.)... est empruntée, en tant que terme et notion, aux trade-unionistes américains ⁵⁰ », écrivait S. Gompers.

Mais ce n'est pas une question de terme. Les idées de la « démocratie industrielle », tout comme les idées de la doctrine sociale religieuse, nées comme critique petite-bourgeoise des monopoles, furent mises à la base de la conception de la participation sociale. Le corporatisme de Gompers envisageait cette participation comme la collaboration des organisations syndicales et des monopoles, le contrôle conjoint de la production dans l'intérêt « commun ».

Cette conception fut surtout développée dans la période de « prospérité » où, dans les conditions du boom industriel, les leaders réformistes de l'A.F.L. successeurs de Gompers, appelaient les ouvriers américains à une collaboration étroite des syndicats avec les groupements monopolistes. Le congrès de l'A.F.L. de 1925, qui adopta l'idée de la « démocratie industrielle », appela à développer la « collaboration des participants à la production » au cours de laquelle seraient surmontées les « contradictions imaginaires des intérêts ⁵¹ ». Le plan « Baltimore-Ohio ⁵² » en est un exemple classique. Il prônait la collaboration des syndicats avec les compa-

gnies de chemins de fer afin d'élever la productivité du travail et de rationaliser la production. Les leaders réformistes prônaient les idées du « capitalisme syndical », de la création des « banques ouvrières » par les syndicats, etc. Comme on le sait, toutes ses initiatives firent fiasco. Les événements de la fin des années 20 anéantirent tous ces efforts et détruisirent le mythe de la solidité des institutions de la « collaboration de classe », apparues dans les conditions du boom industriel grâce aux efforts des monopolistes et des sociaux-réformistes.

La crise économique, le chômage massif, l'impuissance des gompersistes face aux difficultés économiques et aux répressions qui s'abattirent sur les ouvriers et les masses syndicales firent ressortir l'inanité de leurs tentatives obstinées de lier les travailleurs par des accords avec les patrons qui correspondaient aux idées de « collaboration de classe » et de participation sociale.

49. *American Federationist*, 1923, Vol. XXX, N 14, p. 927.

50. *Ibid.*, p. 933.

51. *Ibid.*, p. 35.

52. Plan « Baltimore-Ohio » (1922), convention conclue par les confréries des cheminots et les unions des cheminots affiliées à A.F.L. avec les monopoles des chemins de fer. Cet accord, approuvé par les leaders de l'A.F.L., apporta des profits supplémentaires aux monopoles.

LE TRADE-UNIONISME ET L'IMMIGRATION OUVRIÈRE AUX ETATS-UNIS

L'INFLUENCE DE L'IMMIGRATION SUR LA COMPOSITION DU PROLETARIAT AMÉRICAIN

Pour situer l'A.F.L. par rapport au problème de l'immigration, les gomperistes se référaient, en règle générale, à la Déclaration des principes de leur organisation, qui statuait que tous les ouvriers pouvaient y adhérer « indépendamment de leurs convictions religieuses, de leur race ou de leur nationalité ». Ils se référaient également à la composition multinationale de l'A.F.L. Du reste, elle ne pouvait être autre : la population des Etats-Unis étant composée d'immigrants ou de leurs descendants de nationalités les plus diverses. Le problème de l'immigration a joué pendant longtemps un rôle très important dans le développement économique et social des Etats-Unis. Voilà pourquoi les principes et la politique des syndicats américains à l'égard des ouvriers immigrants eurent une importance primordiale pour le développement du mouvement prolétarien aux Etats-Unis.

La conception et la politique des trade-unions à propos de cette question traduisaient les intérêts des couches étroites d'ouvriers regroupés au sein des unions corporatives. L'A.F.L. refusait en fait de défendre les ouvriers non organisés dont la majorité écrasante était représentée par les immigrants. Le caractère exclusivement nationaliste de l'A.F.L., le soutien aux lois anti-immigration, le refus d'organiser les ouvriers immigrants, de les admettre au sein des unions, tout cela reflétait la philosophie pragmatique de l'« aristocratie ouvrière » américaine qui protégeait ses intérêts économiques.

Dans les années 1880, les unions corporatives de l'A.F.L. comprenaient essentiellement des ouvriers hautement qualifiés : soit des indigènes, soit d'« anciens » immigrants installés en Amérique depuis le milieu du XIX^e siècle. Ces derniers avaient acquis leur profession et leur qualification en partie dans leur pays d'origine et en partie aux Etats-

Unis. Mais, de toutes façons, c'est précisément ici qu'ils rejoignirent les rangs des ouvriers professionnels.

A la jonction du XIX^e et du XX^e siècle, l'immigration¹ d'Europe, d'Asie, d'Amérique centrale constituait la principale source de recrutement de la main-d'œuvre, le travail des immigrants assurait en fait le développement capitaliste du pays².

Il est nécessaire de souligner tout particulièrement que la majorité écrasante des immigrants étaient des hommes à la fleur de l'âge³.

Année	Nombre d'immigrants	Nombre d'hommes (en %)	Moins de 15 ans	Plus de 40 ans
1880	457 257	69,9	87 154	42 400
1890	455 302	61,9	86 404 *	53 844 **
1900	448 572	67,9	54 624	23 566
1910	1 041 570	70,7	120 569	52 751

* moins de 16 ans.
** plus de 45 ans.

« Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples, écrivait Lénine dans son article « Le capitalisme et l'immigration des ouvriers ». Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au-dessus de la moyenne et

1. Dans cette période, l'immigration en direction des Etats-Unis fut exceptionnellement importante.

Années	Nombre d'immigrants	Années	Nombre d'immigrants
1861-1870	2 314 324	1891-1900	3 687 564
1871-1880	2 812 191	1901-1910	8 795 386
1881-1890	5 246 613	1911-1920	5 735 811

(*Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1957, Washington, 1960, p. 56-57.*)

2. Même la presse de l'A.F.L. reconnaissait l'immense contribution des immigrants au développement de l'industrie américaine. Par exemple, on pouvait lire dans le *Weekly New Letter* (4.IV.1914) : « Le développement industriel colossal du Massachusetts n'est devenu possible que grâce à l'immigration. »

3. *Historical Statistics...*, p. 62.

attirent les ouvriers salariés des pays arriérés⁴. » L'immigration fait de ces ouvriers des participants au mouvement historique mondial, les laisse en tête à tête avec les forces unies des capitalistes dans l'arène internationale.

L'immigration aux Etats-Unis ne peut pas être expliquée en dehors des processus économiques, sociaux et politiques qui se déroulaient dans les pays d'où partaient les courants d'émigration. Marx écrivait en 1853 : « ... L'accroissement des forces productives exige une diminution de la population et élimine sa partie excédentaire par la famine ou l'émigration⁵. » Ceci peut être illustré par le déplacement massif des Irlandais aux Etats-Unis. De 1820 à 1860, environ un million d'Irlandais quittèrent leur pays chassés par la famine⁶ suscitée par une longue période de mauvaises récoltes de pomme de terre, de céréales, ainsi que par l'oppression nationale de l'Irlande par la Grande-Bretagne. « Pendant des siècles, écrivait Lénine, l'Angleterre a tenu l'Irlande sous sa coupe, faisant éprouver aux paysans irlandais les affres de la famine et de la mort par la faim, les chassant de leurs terres, les contraignant à s'expatrier par centaines de milliers et par millions et à s'établir en Amérique⁷. »

Au milieu du XIX^e siècle, la classe ouvrière américaine accueillit dans ses rangs beaucoup de prolétaires allemands. Rien que dans la décennie 1850 plus de 666 000 personnes émigrèrent d'Allemagne pour les Etats-Unis⁸. Cette vague d'émigration fut provoquée par les mauvaises récoltes, par la détérioration de la situation des travailleurs urbains, due à l'échec de l'industrie allemande dans la concurrence avec l'industrie anglaise, mais surtout, par la défaite de la révolution de 1848. Les milieux dirigeants allemands encourageaient l'émigration des éléments « suspects », de ceux qui avaient participé aux événements révolutionnaires, des pauvres. Par la suite, les lois d'« exception », promulguées par Bismarck à la fin des années 70, entraînaient également la déportation de nombreux éléments « indésirables ». En Alle-

magne les milieux dirigeants réactionnaires tentaient de se débarrasser des intellectuels révolutionnaires qui allaient jouer, plus tard, un grand rôle dans le développement du mouvement ouvrier américain⁹. L'intelligentsia scientifique et technique allemande contribua également au développement économique des Etats-Unis qui souffraient d'une grande pénurie de spécialistes qualifiés.

Les ouvriers qualifiés allemands prirent une place considérable dans le textile et la confection, l'imprimerie, les ateliers mécaniques. Les ouvriers allemands non qualifiés vinrent grossir les rangs des mineurs, des bâtisseurs, des manœuvres. De nombreux ouvriers venus d'Allemagne se retrouvèrent dans une situation extrêmement pénible. Même certaines catégories d'ouvriers qualifiés durent creuser des tranchées ou installer des rails. Un chercheur américain note que jusqu'à 1870 la principale masse des travailleurs des gisements d'anthracite en Pennsylvanie était composée d'originaires d'Irlande, du Pays de Galles et d'Ecosse, un peu plus tard d'Allemagne. Les Irlandais et les Allemands faisaient le travail le moins qualifié¹⁰.

Aux Irlandais et aux Allemands des provinces rhénanes succédèrent, dans les années 60, les émigrés des parties septentrionale et orientale de l'Allemagne, de la Scandinavie et, dans les années 80, ceux d'Italie, d'Autriche-Hongrie, des pays d'Europe du Sud-Est. L'accroissement de l'émigration fut lié à la détérioration de la situation des travailleurs.

Dès les années 1840-1850, beaucoup de spécialistes quittèrent l'Angleterre pour les Etats-Unis sur la base de contrats conclus avec les industriels américains qui avaient besoin d'ouvriers qualifiés. Ces émigrés vinrent grossir la couche aristocratique des ouvriers américains. « A la différence des immigrants irlandais, ils n'étaient pas abandonnés à leur sort... Possesseurs de contrats, ces ouvriers obtenaient des logements que les sociétés avaient spécialement préparés pour eux¹¹. »

9. « Ces deux derniers jours, écrivait John Swinton de New York à Marx, nous avons reçu environ quarante socialistes chassés par Bismarck de Hambourg et d'autres villes. On sait que prochainement un nombre encore plus important d'immigrants arrivera... » (Archives centrales de l'IML, f. 1, inv. 5, dos. 4219. La lettre datée du 7 décembre 1880).

10. Ch. ERICKSON : *American Industry and the European Immigrant, 1860-1885*, Cambridge, 1957, p. 6, 107.

11. *Ibid.*, p. 5.

4. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 19, p. 488.

5. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 8, S. 544.

6. D. DOYLE : « The Irish and American Labour, 1880-1929 ». *Saothar* (Dublin), 1975, Vol. 1, N 1, p. 42. « Détachés de leur terre natale, n'ayant plus d'espoir de transformer leur patrie, ils consacraient toutes leurs forces au développement industriel de l'Amérique », note l'auteur.

7. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 20, p. 152.

8. *Historical Statistics...*, p. 57.

Avec l'avènement de l'impérialisme, le courant d'émigration des pays les plus arriérés vers les pays économiquement développés se renforça. L'« ancienne » immigration (Angleterre, Irlande, Ecosse, Pays de Galles, Belgique, Danemark, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse) constituait, selon les données américaines officielles, 95 % de l'immigration européenne entre 1819 et 1880. En même temps, la « nouvelle » immigration européenne des années 1880 comprenait 77 % d'immigrants venus des pays tels que l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, le Monténégro, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, l'Espagne et la Turquie ¹².

Selon les dernières estimations des chercheurs américains, de 1880 à 1920, les Etats-Unis accueillirent 26 524 000 immigrants parmi lesquels les ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés constituaient 57 % (ces chiffres comprennent également les ouvriers agricoles) ¹³.

Les « anciens » immigrants se distinguaient des « nouveaux » par le fait qu'un grand nombre d'entre eux, avant leur départ pour les Etats-Unis, avaient été engagés pendant un certain temps, dans la production industrielle, production de pointe à l'époque et, partant, avaient une qualification plus élevée. En règle générale, ces immigrants ne devaient pas, dans les conditions des Etats-Unis de cette époque, changer de profession et d'appartenance sociale. Cependant, même à cette époque, les paysans irlandais qui se retrouvèrent aux Etats-Unis dans un contexte social absolument différent y avaient la situation la plus défavorable et le travail le moins qualifié ¹⁴.

L'afflux d'immigrants de 1881 à 1920 ¹⁵ augmenta la part des ouvriers non qualifiés dans les branches essentielles de l'industrie, ce qui fut stimulé par la mécanisation et la simplification de nombreux processus de production.

12. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 4, Washington, 1911, p. 12.

13. J. SCHACHTER : « Net Immigration of Gainful Workers into the US 1870-1930. » — *Demography* (Chicago), 1972, Vol. 9, N 1, p. 89.

14. Parmi les immigrants irlandais des années 20 à 60 du XIX^e siècle, « plus d'un tiers étaient illettrés, plus d'un quart ne parlaient que l'irlandais... », 70 à 80 % des hommes devenaient manœuvres ». (*Saothar*, Dublin, 1975, Vol. I, N 1, p. 42.)

15. Les démographes américains contemporains présentent la structure socio-économique de l'immigration à l'époque examinée de la façon suivante (en %) :

Jusqu'à 1880, la sidérurgie employait exclusivement des Américains ou des immigrants de Grande-Bretagne ou d'Europe du Nord. Mais, dès le début des années 1880, le nombre des ouvriers d'Europe de l'Est et du Sud commença à augmenter. Dès 1890, leur embauche s'accéléra rapidement ¹⁶. Dans une grande usine métallurgique de Pittsburgh aucun des ouvriers, venus depuis 1908, n'avait encore obtenu en 1910 un poste d'ouvrier qualifié, 56 étaient employés comme ouvriers semi-qualifiés, 314 comme non qualifiés ; parmi ceux qui travaillaient depuis deux à cinq ans, ces chiffres étaient respectivement 17, 243 et 544 ; depuis cinq à dix ans, 79, 441 et 475, plus de dix ans, 184, 398 et 439 ¹⁷.

En règle générale, les ouvriers d'un même pays ou d'une même nationalité se concentraient dans des branches industrielles déterminées. Ainsi les immigrants italiens travaillaient dans le bâtiment, les Juifs dans la confection. Dans la métallurgie, les ouvriers anglo-saxons prédominèrent avant 1880, puis ils cédèrent la place essentiellement aux Slaves d'Europe orientale. En 1907, parmi les 14 359 ouvriers non qualifiés d'une usine de Carnegie dans le district d'Alleghany il y avait 11 694 Européens méridionaux ¹⁸. Cette concentration ouvrière posait le problème de l'organisation des

Groupes sociaux	1870	1880	1890	1900	1910	1920
Professions libérales	1,6	1,8	2,1	2,4	2,5	2,9
Entrepreneurs-propriétaires, fonctionnaires	22,7	25,5	22,3	21,1	16,8	16,6
Employés de bureau	2,4	2,6	3,8	4,8	5,7	7,4
Ouvriers qualifiés et contremaîtres	14,3	13,5	14,9	15,0	15,6	17,8
Ouvriers semi-qualifiés }					20,1	22,1
Ouvriers non qualifiés }	59,1	56,6	56,9	56,6	39,2	33,3

Malgré toute l'imperfection de ces données (fondées sur la condition socio-économique des immigrants dans les pays d'origine), elles témoignent assez fidèlement de l'absurdité de la conception, pourtant longtemps prédominante, selon laquelle la prétendue nouvelle immigration était essentiellement composée d'ouvriers non qualifiés. Il est vrai que l'afflux des ouvriers de cette catégorie augmenta brusquement, mais il y avait toujours parmi les immigrants des ouvriers qualifiés et des spécialistes hautement qualifiés. (*Demography* (Chicago), 1972, Vol. 9, N 1, p. 87, 89, 97.)

16. Voir *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 8, Washington, 1911, p. 21.

17. D. BRODY : *Steelworkers in America*, Cambridge, 1960, p. 96, 107.

18. *Ibid.*, p. 96.

ouvriers immigrants de branches entières, c'est-à-dire sur la base du principe productif, ce à quoi s'opposaient les unions corporatives de l'A.F.L.

En résolvant le problème de nationalités au sein d'une classe ouvrière multinationale, la bourgeoisie agissait souvent, comme l'indiquait Lénine, « en excitant les ouvriers d'une nation contre ceux d'une autre ¹⁹ » pour les diviser. Ce principe idéologique fut repris par les leaders de l'A.F.L. devenus les promoteurs des préjugés et des stéréotypes bourgeois et philistins, exclusivement corporatifs, qui divisaient les ouvriers.

Les leaders trade-unionistes intervinrent contre les « nouveaux » immigrants considérés comme une force potentiellement capable d'évincer ou de dévaluer le travail des ouvriers américains indigènes. A cet égard il convient de noter cette déclaration de J. Mitchell, un des principaux leaders du trade-unionisme : « Nous autres, gens du pays, nous ne voulons pas plus que ceux qui sont arrivés ici hier... Mais, tout de même, un homme ou du cru ou installé ici depuis longtemps peut se retrouver à la rue alors qu'un nouveau venu, à peine débarqué, obtient tout de suite du travail. Cette situation n'est pas, et de loin, la meilleure pour notre pays. Il me semble que c'est en premier lieu le peuple qui vit dans ce pays qui est digne d'attentions et de soins. Lorsque nous aurons réglé nos propres problèmes, nous pourrions alors aider les malheureux d'outre-Atlantique ²⁰. »

Voilà pourquoi la direction de l'A.F.L. intervint contre l'afflux des ouvriers immigrants d'Europe et d'Asie dans le dernier tiers du XIX^e et au début du XX^e siècle. Elle opta pour la discrimination à l'égard des ouvriers des minorités nationales. L'A.F.L. eut une influence de poids dans l'élaboration de la ligne gouvernementale et l'adoption de nom-

19. V. LENINE : *Œuvres*, t. 19, p. 491.

20. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 41, Washington, 1911, p. 396. On ne saurait être d'accord avec G. Grob qui tente de minimiser le nationalisme et le chauvinisme des leaders de l'A.F.L. sous prétexte que cette organisation n'intervenait que contre l'immigration chinoise. Affirmant que l'A.F.L. elle-même était composée d'immigrants qui ne faisaient que « suivre docilement » les « éléments les plus vociférateurs », cet auteur estompe la raison économique de l'hostilité de l'aristocratie ouvrière aux immigrants et le nationalisme déclaré des gompersistes. (G. GROB : *Workers and Utopia. A Study of Ideological Conflict in the American Labor Movement, 1865-1900*, Evanston, 1961, p. 185.)

breuses mesures administratives relatives à l'immigration. Dans certains cas, elle prit même l'initiative de cette politique discriminatoire.

LA CONCURRENCE ÉCONOMIQUE A LA BASE DES PREJUGES NATIONALISTES

En s'opposant à l'immigration à l'époque où se renforçait l'afflux des ouvriers qualifiés, les gompersistes exigèrent que celle-ci soit contrôlée en commun par la direction des trade-unions et les organes gouvernementaux. Leurs arguments se réduisaient à défendre la « démocratie américaine ». Les déclarations franchement racistes ne répugnaient pas à ceux qui affirmaient notamment que la « conservation de la nation dépend du maintien de sa pureté raciale et de sa force ²¹ ».

Dans les années 1880 et au début des années 1890, les gompersistes se prononçaient pour une restriction générale de l'immigration. Par la suite, à mesure que se réduisait l'immigration des îles Britanniques, d'Allemagne et de Scandinavie et qu'augmentait simultanément celle des pays d'Europe du Sud et de l'Est, ce furent les nouveaux immigrants d'Europe du Sud et de l'Est et des provinces asiatiques de la Turquie qui furent principalement visés.

A la jonction des XIX^e et XX^e siècles, les leaders de l'A.F.L. S. Gompers, J. Mitchell et F. Morrison intervenaient dans la presse, aux forums ouvriers et gouvernementaux spéciaux en faveur de l'arrêt de l'immigration. Les ouvriers américains, affirmait J. Mitchell, « luttent pour garantir leur emploi contre la concurrence de l'immigration manifestement provoquée et comprenant essentiellement des gens dont le niveau de vie matérielle et spirituelle est inférieur au nôtre ²² ». En partant de cela, il proposait de prévenir par tous les moyens l'« arrivée des immigrants aux Etats-Unis ²³ ».

A. Roe, représentant des confréries des cheminots, fit cette déclaration caractéristique devant la *Commission pour l'Immigration et la naturalisation* : « ... L'afflux des immi-

21. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. II, p. 160.

22. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 41, p. 373.

23. *Ibid.*, p. 399.

grants fait reculer les ouvriers de notre pays, ... suscite la concurrence, augmente le nombre des postulants à leurs emplois. Ceci impulse la création d'une organisation ne regroupant que les Américains indigènes, unit les hommes pour les rendre capables de défendre leurs positions, leur niveau de vie ²⁴ ... » Cette « philosophie » fut assimilée par S. Gompers avant beaucoup d'autres militants du trade-unionisme. En 1911, il écrivit que les trade-unionistes réservaient leurs sympathies exclusivement aux immigrants « anglophones ou apparentés ». Ces ouvriers peuvent compter trouver un emploi aux Etats-Unis avec l'aide des trade-unions, des journaux, etc. Les immigrants d'Europe du Nord, affirmait-il, possèdent « de l'énergie, du bon sens, du courage et d'une indépendance personnelle », ce qui s'inscrit bien dans le « mode de vie américain » ²⁵.

Les déclarations des leaders du trade-unionisme américain démontrèrent que leur position à l'égard des « nouveaux » immigrants fut déterminée par des considérations d'ordre économique : par la lutte concurrentielle sur le marché du travail. Ce fait était même reconnu par J. Commons, défenseur des fondements idéologiques du gomperisme. « Ce qu'on présente souvent comme une rivalité pour des raisons religieuses, politiques et sociales est, en réalité, une rivalité économique ... C'est une lutte concurrentielle pour un niveau de vie plus élevé ²⁶. » Selon l'économiste I. Hourwich la position du « mouvement ouvrier organisé aux Etats-Unis se traduisait par la revendication d'étendre la politique protectionniste au marché intérieur de la main-d'œuvre ²⁷ ».

Il n'est donc pas étonnant que, sur les six points du bill sur les plaintes des ouvriers, deux aient exigé une limitation générale de l'immigration et une, l'observation rigoureuse de la législation anti-immigration. A ce propos, Gompers et son entourage furent même critiqués pour avoir

24. I. HOURWICH : *Immigration and Labor. The Economic Aspects of European Immigration to the United States*, New York, 1912, p. 347.

25. *American Federationist*, 1911, Vol. XVIII, N 7, p. 513-558. Ce jugement se rapporte à la période où la principale masse des immigrants arrivaient des pays n'appartenant pas aux pays anglophones.

26. J. R. COMMONS : *Races and Immigrants in America*, New York, 1920, p. 113, 116.

27. I. HOURWICH : *Op. cit.*, p. 1.

abandonné les principes du trade-unionisme « pur et simple ». Cette critique émanait, par exemple, de la Fédération du travail du Texas ²⁸.

L'A.F.L. lutta pour une législation anti-immigration dès les premières années de son existence et jusqu'aux années 1920 lorsque furent adoptées (en 1921 et en 1924) les principales lois sur l'immigration ²⁹.

Au I^{er} congrès de la Fédération (1884), Burgman, représentant des trade-unions de la côte Pacifique, intervint contre la venue des ouvriers chinois. Il proposa une résolution qui appelait en ces termes : « Nous devons tout faire ... pour nous débarrasser de ce mal monstrueux ... en adoptant des lois interdisant entièrement l'immigration des Chinois aux Etats-Unis ³⁰. » Cummin, représentant des typographes de Boston, s'opposa à cette résolution chauvine, il exigea pour les Chinois les mêmes droits que pour les autres immigrants ³¹. Cependant, Gompers et ses amis soutinrent ardemment la résolution et l'introduisirent dans la plate-forme de l'A.F.L. Plus tard, Gompers écrivit : « J'ai entièrement adhéré au mouvement californien pour l'interdiction (de l'immigration chinoise. — S.A.) ³². » Les congrès de la Fédération de 1882, 1885, 1886 se prononcèrent dans le même sens ³³.

Les interventions racistes de Gompers dans les administrations publiques et dans l'organe de presse de l'A.F.L., l'*American Federationist*, furent dirigées contre les Asiatiques qu'il considérait comme des peuples inférieurs, incapables à l'autogestion et incapables d'améliorer leur situation économique ³⁴.

La peur d'une concurrence économique de la part des ouvriers immigrants poussa la direction de l'*International Cigar Makers' Union*, influencée par Gompers et Strasser,

28. B. MANDEL : *Samuel Gompers. A Biography*, Yellow Springs, 1963, p. 286-287.

29. En 1917 une loi fut adoptée sur le cens d'instruction. En 1921 furent introduits des quotas d'immigration favorisant les immigrants des pays d'Europe du Nord. En 1924, le quota d'immigration de tous les pays, excepté l'Europe du Nord-Ouest, fut encore plus réduit.

30. *AFL, Proceedings...*, 1881, p. 4, 20.

31. *Ibid.*, p. 20.

32. S. GOMPERS : *Seventy Years...*, Vol. II, p. 161.

33. *AFL, Proceedings...*, 1882, p. 9 ; 1885, p. 17 ; 1886, p. 17.

34. *AFL, Proceedings...*, 1901, p. 21-22 ; *American Federationist*, 1901, Vol. VIII, N 8, p. 305-306.

à s'opposer, à la jonction des décennies 1870, et 1880, à l'arrivée des spécialistes de cette branche de la Bohême³⁵. Un groupe de trade-unionistes (P. McGuir, P. McLogan, L. Post, R. Blisset et d'autres), invité après le congrès de la Fédération de 1883 à la réunion de la Commission du Sénat pour le travail et l'éducation, y présenta un projet contre les ouvriers immigrants d'Europe. McLogan revendiqua, en particulier, l'interdiction de l'entrée des mineurs de Suède et du Danemark³⁶.

Prenant la parole au congrès de l'A.F.L. en 1891³⁷, Gompers exigea, en dissertant sur les problèmes de l'immigration et son influence sur la situation de la classe ouvrière des Etats-Unis, que soit mis fin à l'immigration. Il appelait à n'admettre que des catégories particulières d'immigrants sous prétexte qu'un marché de la main-d'œuvre « excédentaire » se forma dans le pays, en menaçant de chômage les ouvriers américains, les habitants indigènes et les « anciens » immigrants. Gompers attaqua avec une violence particulière la pratique des contrats avec la main-d'œuvre étrangère, ce qui désorganisait totalement, selon lui, le système des relations industrielles, de l'offre et de la demande sur le marché du travail aux Etats-Unis.

Plus tard les leaders trade-unionistes continuèrent à soutenir ces principes. Ainsi, J. Valentine, président du syndicat des fondeurs-mouleurs de l'Amérique du Nord, soutint entièrement à la Commission du Sénat pour l'Immigration³⁸ la position de Gompers, Mitchell, Morrison et d'autres, en déclarant qu'il ne voyait aucun autre moyen de combattre le chômage que d'« établir une barrière solide » contre l'immigration. « Si nous autorisons l'entrée libre des immigrants, comme nous le faisons aujourd'hui, ainsi que les appels d'offre adressés à l'Europe, nous ne vaincrons jamais le chômage³⁹ ». L'hebdomadaire du syndicat des travailleurs de la confection recommandait aux ouvriers européens de rester chez eux et d'y lutter pour la justice « au lieu d'aller dans un pays d'espairs illusoires, d'être jetés sur le marché

du travail et de peser sur les ouvriers de ce pays⁴⁰ ». P. Hall, secrétaire de la Ligue pour la restriction, considérait comme « indésirables » tous les immigrants sans profession⁴¹. Or, ces attaques contre l'immigration n'eurent pas, toujours et exclusivement, pour cible la main-d'œuvre non qualifiée. Pendant plus de deux décennies le syndicat des souffleurs de verre dont les membres étaient classés parmi les spécialistes hautement qualifiés, protesta contre l'immigration ouvrière aux Etats-Unis. Cette protestation était motivée par la menace de concurrence de la part des immigrants. Les souffleurs de verre ne couraient pas le risque d'être remplacés par des ouvriers non qualifiés, c'est pourquoi leur protestation fut en fait dirigée contre l'immigration des spécialistes⁴². On peut citer d'autres exemples de la lutte des gomperistes contre l'arrivée aux Etats-Unis des ouvriers hautement qualifiés. Ainsi, en 1907, l'A.F.L. soutint la protestation de la Ligue des lithographes graveurs et dessinateurs, non affiliée, contre la venue aux Etats-Unis de deux spécialistes allemands hautement qualifiés⁴³.

A la conférence des représentants des organisations ouvrières, organisée par la Commission du Sénat pour l'Immigration (Commission Dillingham) en 1909, J. Mitchell défendit la position commune des leaders de l'A.F.L., de ses filiales et des confréries des cheminots : les ouvriers organisés et tous les travailleurs « exigent l'augmentation de la taxe d'entrée, l'introduction d'un cens d'instruction pour empêcher l'arrivée des immigrants illettrés. Cela s'applique à tous les peuples et à toutes les nations. Nous exigeons une réduction de l'immigration dans notre pays par l'adoption de nouveaux amendements à la législation existante, excluant la venue des personnes indésirables. En d'autres termes, nous voulons que notre pays reçoive des gens dont le niveau de vie et la conception des droits et

35. S. GOMPERS : *Seventy Years ...*, Vol. 1, p. 154.

36. *Reports of the US Senate Committee on Education and Labor*, Vol. I, Washington, 1885, p. 583.

37. *AFL, Proceedings ...*, 1891, p. 15.

38. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 41, p. 407.

39. *Ibidem*.

40. M. DUBOFSKY : « Organized Labor and the Immigrant in New York City, 1900-1918 ». — *Labor History*, 1961, Vol. 2, N 2, p. 189.

41. I. HOURWICH : *Op. cit.*, p. 41.

42. Ch. ERICKSON : *Op. cit.*, p. 139. Cette situation exista jusqu'au début du XX^e siècle où de nouvelles inventions permirent de simplifier la technologie et, donc, l'utilisation dans cette branche d'un travail non qualifié.

43. *Ibid.*, p. 175.

des obligations civiques correspondent le plus aux nôtres ⁴⁴ ».

Toutes ces accusations contre les immigrants considérés comme responsables des difficultés économiques, du chômage, de la détérioration des conditions de travail des ouvriers américains eurent pour objectif de détourner l'attention des ouvriers américains des véritables raisons de leur situation économique instable. Par cela même, les leaders de l'A.F.L. rendaient un grand service à la propagande bourgeoise, en traduisant le mode de pensée de l'« aristocratie ouvrière » américaine.

Les vues des gompersistes coïncidaient avec les déclarations chauvines de la presse bourgeoise. Ce fait fut souligné, en particulier par W. Burns dans sa lettre à Engels. Caractérisant la situation misérable des ouvriers à Boston et à Lawrence lors de la crise de 1893-1894, ainsi que le chômage généralisé et la vanité des tentatives de l'Administration d'organiser des travaux publics, Burns rappelait que la presse bourgeoise ne ménageait pas « ses cris, faisant passer les chômeurs pour des hordes d'immigrants à moitié civilisés ⁴⁵ ».

Souvent, la position des leaders du trade-unionisme américain à propos de l'immigration était déterminée par les préjugés petits-bourgeois des membres des unions corporatives, par leur mentalité bornée, ainsi que par le faible niveau de culture et d'instruction d'une partie des trade-unionistes. D'autres facteurs, maintes fois indiqués par Engels étaient aussi très importants : faible niveau théorique du mouvement ouvrier en Amérique, préjugés bourgeois fortement enracinés dans la classe ouvrière, mépris de la théorie, même chez certains socialistes, étroitesse de leurs positions ⁴⁶. Ce retard théorique du mouvement ouvrier des Etats-Unis contribua à implanter le nationalisme qui « est, comme l'écrivait Lénine, la même manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat ⁴⁷ ».

Il existait, cependant dans le mouvement ouvrier américain une autre tendance : la volonté de solidarité prolé-

tarienne et de règlement international du problème de l'immigration. Les socialistes J. Dietzgen et F. Sorge ⁴⁸ en furent les porte-parole. Ils se prononcèrent pour le regroupement des ouvriers, indépendamment de leur nationalité et de leur qualification, pour le développement de l'internationalisme prolétarien.

Après la guerre de Sécession aux Etats-Unis, la première Internationale tenta d'allier le programme des trades-unions au marxisme révolutionnaire ⁴⁹. Il faut rappeler le congrès de la Fédération, en 1881, qui adopta une résolution de solidarité avec les Irlandais, « ces combattants héroïques pour la libération de l'humanité ⁵⁰ ». A ce même congrès le délégué Cummin appela à empêcher la création

48. Franz Mehring, socialiste de renom, soulignait les mérites de F. Sorge dans la propagande de l'internationalisme, dans le rapprochement entre les ouvriers américains et les immigrants allemands, leur rassemblement dans la lutte commune contre les capitalistes. Il opposait tout cela à l'hypocrisie et à l'indifférence manifestées par l'élite au pouvoir aux Etats-Unis et en Allemagne à l'égard du sort des immigrants. Mehring écrivait : « Il était bizarre d'entendre, il y a à peine deux mois, un nouvel échange de discours grandiloquents de l'empereur allemand et du Président de l'Union (des Etats-Unis. — S. A.) à propos de l'influence bénéfique de l'immigration allemande sur le développement historique des Etats-Unis ; bizarre, parce qu'on a simultanément tendance à oublier que tous ces *Kulturträger* avaient dû fuir en Amérique chassés par la terreur et la famine, pour être reçus en Amérique comme des mendiants importuns » (F. MEHRING : « A la mémoire de Sorge ». — *Lettres de J. P. Becker*... p. 67).

49. Ces dernières années des ouvrages d'historiens de tendance radicale paraissent aux Etats-Unis. Ils montrent que l'activité efficace des socialistes au sein des syndicats américains contribua à développer la solidarité internationale des ouvriers. Par contre, l'intervention à la fin du XIX^e siècle, de l'A.F.L. contre le programme socialiste, son passage à la collaboration avec le patronat révéla tout particulièrement la politique nationaliste du trade-unionisme. (Ch. LEINENWEBER : « Immigration and the Decline of Internationalism in the American Working Class Movement, 1864-1919 ». — *Dissertation Abstract International*. Vol. XXX, p. 1257-1258. Michigan, 1969.)

Quant à l'historien Ph. Taft appartenant à l'école conservatrice du Wisconsin, il justifie l'« intolérance raciale » de l'A.F.L. comme une mesure forcée visant à défendre les privilèges économiques des membres des trade-unions. Taft affirme que la lutte contre l'afflux des ouvriers étrangers aux Etats-Unis témoignait de la « largeur des vues » des leaders de l'A.F.L. (Ph. TAFT : « Labor History and the Labor Movement To-day ». — *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 1, p. 76.)

50. AFL, *Proceedings*..., 1881, p. 18.

44. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 44, p. 408-409.

45. Archives centrales de l'IML, p. 9, inv. 1, dos. 15/37.

46. Voir K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 38, S. 246 ; Bd. 37, S. 133.

47. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 17, p. 50.

de barrières à l'immigration des ouvriers aux États-Unis⁵¹.

Parmi les véritables internationalistes, il faut mentionner les militants en vue du mouvement ouvrier américain Albert Parsons, dirigeant inlassable des ouvriers, combattant légendaire pour la journée de travail de huit heures, exécuté en 1886 pour sa participation active à ce mouvement, Th. J. Morgan, dirigeant syndical, initiateur du programme socialiste de 1894, J. Swinton, organisateur syndical, publiciste, qui dénonçait l'arbitraire des monopoles, éditeur du *John Swinton's Paper*, ainsi que d'autres socialistes, militants syndicaux, intellectuels progressistes. W. Phillips, combattant connu pour l'égalité en droits des Américains Noirs, prit également part à ces actions. Ces Américains ne se bornaient pas à organiser des collectes en faveur des socialistes et des participants au mouvement ouvrier chassés d'Allemagne conformément aux « lois d'exception », mais ils les aidaient à trouver du travail aux États-Unis, et exigeaient des autorités américaines la condamnation de la campagne antidémocratique en Allemagne, une assistance aux victimes de l'arbitraire⁵².

En novembre 1880, Marx soulignait, dans sa lettre à Swinton, la grande importance internationale de ces actes de protestation : « Même si les résultats financiers en sont insignifiants, la condamnation du nouveau *coup d'Etat*⁵³ de Bismarck aux réunions publiques que Vous organisez et dont les comptes rendus paraîtront dans la presse américaine pour être ensuite repris Outre-Atlantique, portera un coup au *kobereau*⁵⁴ et sera saluée par tous les socialistes en Europe⁵⁴. » En décembre, J. Swinton envoya à Marx une lettre dans laquelle il décrivit ces réunions, parla de l'aide accordée aux victimes du régime de Bismarck, de ses propres interventions dans la presse à ce propos⁵⁵. New York, Chicago, Boscon, Philadelphie, Baltimore, Saint Louis, Newark, Cincinnati, Louisville, telles sont quelques-unes des villes où se tenaient ces meetings. A. Parsons, qui y prit la parole, attira l'attention sur l'arbitraire des monopoles

51. *AFL, Proceedings...*, 1884, p. 20.

52. Ph. S. FONER : « Proteste in den Vereinigten Staaten gegen Bismarcks Sozialistengezets ». — *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, XXIII Jg., 1975, Heft 1.

53. En français dans le texte (*N.d.R.*).

54. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 34, S. 473.

55. Archives centrales de l'IML, f. 1, inv. 5, dos. 4219.

les américains dirigé avant tout contre les ouvriers, leurs droits à la liberté de parole, de presse d'organisation. L'intervention de J. Swinton à ce sujet fut éditée sous forme de brochure et envoyée en Europe à tous les consuls et à tous les représentants commerciaux des États-Unis en Allemagne. Th. J. Morgan qualifiait la politique de Bismarck de « complot contre les idées socialistes⁵⁶ ».

Parmi les événements illustrant les traditions internationales dans le mouvement ouvrier américain, il faut rappeler le congrès de l'A.F.L. de 1894 et les événements qui l'ont précédé. Alors que le mouvement ouvrier était en plein essor et que se renforçait l'influence des idées socialistes, l'A.F.L. adopta une résolution sur l'immigration dans laquelle elle ne se prononçait aucunement contre l'immigration en tant que telle, notant que la « limitation ultérieure de l'immigration n'est pas nécessaire⁵⁷ ».

Cependant, succéda un recul du mouvement ouvrier aux États-Unis, ce qui renforça les positions de ceux qui, au sein de l'A.F.L., avaient « un penchant pour le mode de pensée capitaliste⁵⁸ ». Le gompersisme, comme l'écrivit son défenseur G. Grob, s'appuyait sur ces couches qui rejetaient le socialisme et étaient prêtes à « accepter le capitalisme dans le cadre duquel les ouvriers pouvaient atteindre un niveau de vie élevé⁵⁹ ». Aux congrès ultérieurs de l'A.F.L., le programme comporta à nouveau des revendications relatives à la limitation rigoureuse de l'immigration, à l'introduction d'un cens d'instruction, etc.⁶⁰

Les congrès de l'A.F.L. des années 1902, 1903, 1904, 1905, 1906 exigèrent que soient prises des « mesures raisonnables » pour limiter l'immigration, en premier lieu, un cens d'instruction⁶¹.

Après avoir avancé son programme politique en 1906, l'A.F.L. constata avec inquiétude à son congrès de 1907 l'immense augmentation de l'immigration entre 1898 et 1907 (7 208 746 personnes). La résolution du congrès indiqua que cela sapait le « niveau de vie américain, les aspi-

56. *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, XXIII Jg., 1975, Heft 1, S. 67.

57. *AFL, Proceedings...*, 1894, p. 47.

58. G. GROB : *Op. cit.*, p. 181.

59. *Ibidem*.

60. *AFL, Proceedings...*, 1897, p. 88-91.

61. *AFL, Proceedings...*, 1902, p. 21 ; 1903, p. 25, 174 ; 1904, p. 170 ; 1905, p. 238 ; 1906, p. 28, 206.

rations des Américains au progrès industriel et commercial, leur volonté de perpétuer la pureté de la république ». Les efforts du « mouvement ouvrier » avaient permis l'adoption d'une loi interdisant l'importation des ouvriers sous contrats⁶² mais, indiquait la résolution, c'était manifestement insuffisant. Les gomperistes exigèrent l'adoption d'une loi sur le cens d'instruction pour les immigrants et l'établissement de quotas restrictifs d'immigration. L'A.F.L. approuva le fait même de la création de la Commission Dillingham (composée de trois sénateurs, de trois congressistes et de trois représentants personnels du Président des Etats-Unis), tout en exprimant, il est vrai, son mécontentement du refus d'y inclure ses propres représentants⁶³. Néanmoins, la direction de l'A.F.L. prit une part active à la préparation de la documentation et du rapport de cette Commission qui livra, en 1911, quarante-deux volumes de matériaux et de recommandations. Quant au rapport lui-même, il fut présenté au Congrès le 5 décembre 1910. Le congrès de l'A.F.L. se félicita que la Commission Dillingham traduisit les « positions économiques de l'A.F.L. sur cette question extrêmement importante⁶⁴ », c'est-à-dire qu'elle tint compte des intérêts économiques de l'« aristocratie ouvrière⁶⁵ ».

Le professeur I. Hourwich condamna résolument, dans son ouvrage⁶⁶ paru un an après la publication des matériaux de la Commission, les conclusions chauvines de celle-ci qui ne répondaient pas aux exigences élémentaires de toute analyse économique. L'auteur mit à jour, en particulier, l'inconsistance de ses affirmations concernant les « ca-

62. Loi Foran (1884).

63. AFL, *Proceedings*..., 1907, p. 39, 207.

64. AFL, *Proceedings*..., 1911, p. 287.

65. Appréciant comme positives, pour la démocratisation des « relations industrielles » américaines, les lois anti-immigration adoptées plus tard sur la base de telles conclusions, M. Derber écrit que la forte réduction de l'immigration libéra les trade-unions américaines, « ayant affaibli la menace d'une concurrence pour les ouvriers américains indigènes de la part des forces extérieures ». (M. DERBER: *The American Idea of Industrial Democracy*, Urbana, 1970, p. 286). Tout en réaffirmant, au début de son ouvrage, les principes de la « démocratie industrielle », Derber définit celle-ci comme les « droits et les possibilités égaux » pour tous, « indépendamment de la race, de la religion, du sexe, de la nationalité » (*ibid.*, p. 19).

66. Voir I. HOURWICH: *Immigration and Labor*, New York, 1912.

ractéristiques naturelles vicieuses » de certains groupes d'immigrants, montra le caractère tendancieux de sa méthodologie de la collecte et de la synthèse des données.

Appréciant positivement la recherche de I. Hourwich, V. Lénine écrivit : « Je suis convaincu que ce travail fournit une quantité de choses de grande valeur pour l'étude du capitalisme ; il constitue d'autre part une sorte d'application des meilleures méthodes de notre statistique des *zems-tvos* à la terre d'*occident*⁶⁷. » Dans son article « Le capitalisme et l'immigration des ouvriers », V. Lénine note que le livre de I. Hourwich est « extrêmement instructif » et comporte d'intéressantes observations⁶⁸.

Les arguments du trade-unionisme américain en faveur de l'introduction de sévères mesures de réduction de l'immigration de la main-d'œuvre aux Etats-Unis se fondaient sur les préjugés et les « mythes », bien enracinés, sur une partialité engendrée par la concurrence économique. Les patrons et les gomperistes les utilisaient habilement, en influençant une grande partie des trade-unions qui avaient des conceptions stéréotypées sur les immigrants.

Considérant les immigrants comme le principal obstacle à l'organisation des ouvriers, à la hausse de leurs salaires, au perfectionnement de la technique de sécurité et d'autres conditions de travail, un trade-unioniste convaincu ne se donnait même pas la peine de comprendre à quel point étaient inconsistants les stéréotypes chauvins qui lui étaient imposés par la propagande bourgeoise et gomperiste.

Or, la qualité de celle-ci est bien illustrée, par exemple, par la déclaration de W. S. Stone, représentant de la confrérie des mécaniciens de locomotive, devant la *Commission du Sénat pour l'Immigration*. Les transports ferroviaires, disait Stone, subissent moins que n'importe quel autre secteur l'influence de l'immigration, mais « en tant que citoyen américain » il se prononce pour sa rigoureuse restriction. Stone considérait les immigrants comme « des anarchistes et des briseurs de grève ». Il affirmait qu'ils

67. V. LÉNINE: *Œuvres*, t. 36, p. 264.

68. Voir V. LÉNINE: *Œuvres*, t. 49, p. 490. Les partisans du gomperisme s'en prirent aux conclusions de I. Hourwich, alors que les plus grands chercheurs de cette tendance, comme Commons, par exemple, préféraient l'ignorer. Ainsi, dans la réédition dotée d'une nouvelle préface (1920) du livre *Races et immigrants en Amérique* (J. R. COMMONS: *Races*...), l'ouvrage de I. Hourwich n'est même pas mentionné.

étaient socialement dangereux et capables de n'importe quel crime parce qu'ils acceptaient un salaire ne pouvant même par leur assurer le minimum vital. Il faisait une exception pour les immigrants d'Europe du Nord, « dans les veines desquels coule du sang allemand ou norvégien ⁶⁹ ». J. Mitchell écrivait : « Dans les premiers jours de l'immigration, lorsqu'il était difficile sinon dangereux de rejoindre les Etats-Unis, il existait, parmi les habitants de l'Ancien Monde, une sélection naturelle des meilleurs éléments, les plus assidus, les plus dynamiques, capables de tout mettre en jeu pour gagner ce nouveau pays ⁷⁰. »

Les trade-unionistes chauvins estimaient que les immigrants étaient incapables de s'intégrer à la vie américaine, de devenir des membres à part entière dans les organisations ouvrières locales. Ils ignoraient la qualification et l'expérience syndicale que possédaient les immigrants ⁷¹. L'analyse du véritable rôle des immigrants au sein de la classe ouvrière des Etats-Unis témoigne de l'inconsistance de ces vues. Ainsi, par exemple, les maçons italiens hautement qualifiés formèrent une sorte d'« élite » parmi les

69. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 41, p. 404-405, 408.

70. J. MITCHELL : *Op. cit.*, p. 177.

71. Même les adeptes les plus zélés du restrictionnisme reconnaissent l'importance de l'immigration ouvrière aux Etats-Unis : « ... La principale raison de l'embauche par les entreprises locales des anciens et nouveaux immigrants est la pénurie de main-d'œuvre sur place due à un développement extrêmement rapide de ces entreprises. Or, on ne peut l'obtenir que de l'extérieur ; l'immigration ouvrière est donc la seule source valable... » (*Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 8, p. 524). Voici la conclusion de Commons qui soutenait les restrictions : « ... L'immigration nous apporte une population apte au travail, sans personnes à charge, inaptées au travail... Les immigrants fournissent au pays plus que le même nombre d'habitants indigènes. » Et cela parce que l'immigration apporte à l'Amérique non seulement les ouvriers d'Europe et d'Asie les plus forts, les plus sains, les plus énergiques et les plus ingénieux, mais, en plus, ceux d'entre eux qui sont prêts à travailler ici plus hardiment que chez eux. Le déplacement lui-même détache l'homme des traditions, des pratiques enracinées, des dogmes sociaux auxquels il s'est habitué, et le jette dans le milieu étranger où il ne doit compter que sur ses propres forces. Il apprendra à nager ou se noiera : il n'y a pas d'autre issue ». Pour appuyer ces dires, Commons cite les statistiques du recensement de 1900, constatant non seulement la prédominance des hommes parmi les immigrants mais aussi évaluant à 50% le nombre des immigrants de moins de 15 ans (contre 39% parmi les ouvriers américains indigènes (J. R. COMMONS : *Races...*, p. 124, 126.)

ouvriers de cette branche, très importante, vu la grande ampleur des travaux de construction aux Etats-Unis. Les Italiens assimilèrent rapidement de nouvelles professions. « Dès les années 1880, nombre d'entre eux connaissaient bien le mouvement syndical à l'étranger et manifestaient leur désir d'adhérer aux organisations ouvrières en Amérique ⁷² », affirme à juste titre le chercheur.

Les accusations portées par les leaders gomperistes contre les Italiens et d'autres immigrants reposaient sur des préjugés vulgaires racistes, chauvins, nationalistes.

A cet égard la campagne antichinoise des gomperistes était caractéristique. Notons d'ailleurs qu'au moment où l'A.F.L. adoptait ses résolutions contre l'immigration « jaune », seules quelques-unes de ses unions, essentiellement celles de la côte Pacifique avaient réellement affaire aux Chinois et aux Japonais. Les Chinois peuplaient principalement la côte d'Ouest et travaillaient dans l'industrie du tabac, dans les services, certains secteurs de l'industrie de transformation locale. C'était une main-d'œuvre bon marché. Leur apparition en Californie, au milieu du XIX^e siècle, coïncida avec une demande rapidement croissante de main-d'œuvre. A cette époque, les ouvriers américains étaient fortement attirés par l'idée d'ailleurs illusoire, d'acquérir une propriété dans les régions occidentales des Etats-Unis. A cette époque il n'y avait pas encore de concurrence directe entre les boutiquiers et artisans chinois et les entrepreneurs américains, entre les ouvriers américains et les ouvriers chinois. L'afflux d'immigrants chinois ne rencontrait aucune opposition, l'opinion publique appréciait chez l'ouvrier chinois son amour du travail.

Cependant, l'évolution de la situation sur le marché du travail, l'accentuation de la concurrence, l'aggravation des contradictions socio-économiques incitèrent les leaders des trade-unions à appeler à défendre les sentiments « nationaux » des Américains indigènes contre l'influence des Chinois, accusés de déficience de dépravation, de perfidie et d'immoralité innées. La vérité, c'est qu'ils représentaient une concurrence accrue sur le marché du travail. Par exemple à l'Est, dans l'industrie du tabac, le travail non qualifié évinçait partout le travail qualifié, on commençait à uti-

72. Ed. FENTON : « Italian Immigrants in the Stoneworkers' Union ». — *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 2, p. 193.

liser largement le travail des femmes et des enfants. À cette époque, notait M. Coolidge qui étudiait ce problème, la « concurrence chinoise était insignifiante et ne concernait qu'un nombre très limité de Blancs ⁷³ ». Mais les dirigeants de l'*International Cigar Makers' Union* expliquaient la tension et l'instabilité de la situation des ouvriers dans l'industrie du tabac par la concurrence des ouvriers chinois.

J. Valentine (Californie), président de la *Iron Moulders' Union* (mouleurs) accusa, devant la Commission Dillingham, les Chinois d'avoir écarté les Américains de la production des cigares et de la lingerie. L'argent ainsi gagné, prétendait-il, est utilisé par ces ouvriers pour fumer de l'opium et s'adonner aux jeux de hasard. Les autres arguments utilisés par les leaders trade-unionistes contre les ouvriers chinois étaient du même genre ⁷⁴.

La position des gomperistes, à propos de l'importation de la main-d'œuvre sous contrat dénotait également l'exploitation des préjugés nationalistes. Spéculant sur le fait que les ouvriers américains devaient mener une juste lutte contre l'importation des briseurs de grève par les patrons, la direction des trade-unions affirmait que la « nouvelle » immigration était pratiquement le résultat des efforts des entrepreneurs qui stimulaient l'immigration de main-d'œuvre pour saper les trade-unions ⁷⁵.

Cependant, même la Commission Dillingham déjà mentionnée n'établit pas que les « contrats conclus entre les entrepreneurs américains et les ouvriers européens favorisaient, ne fût-ce que modestement, cette vague d'immigration ⁷⁶ ».

En effet, la migration massive d'ouvriers fut provoquée par leurs difficultés économiques, par les représailles politiques. Voilà pourquoi Marx considérait que l'immigration massive sous le capitalisme était forcée ⁷⁷ et Lénine constatait que « ...seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie ⁷⁸ ... ». Ce fut donc l'oppression sociale et économique, accrue au stade de l'impérialisme, qui pro-

voqua cet exode massif d'Europe. À cette époque, dans la conscience des ouvriers américains qui souffraient de l'instabilité du marché du travail, la notion de main-d'œuvre étrangère sous contrat était liée à l'immigration des ouvriers non qualifiés d'Europe orientale et méridionale. La généralisation de telles conceptions fut encouragée par la politique des leaders de l'A.F.L. qui appelaient activement à combattre la pratique de contrats, en visant en fait les ouvriers non qualifiés. Au cours de tout le développement industriel de ce pays on importa essentiellement sous contrat des ouvriers qualifiés, auxquels furent assurées de meilleures conditions de travail et de vie. Dans les années 1840 et 1850, ces conditions attirèrent de nombreux ouvriers qualifiés britanniques qui vinrent grossir la couche aristocratique du prolétariat américain. A. Hamilton, un des premiers Présidents des États-Unis, appelait déjà à conclure des contrats avec des spécialistes qualifiés en Europe pour développer l'industrie américaine ⁷⁹.

Après la guerre de Sécession, la demande de main-d'œuvre augmenta. On sait que les propriétaires des mines de charbon dans l'Illinois demandèrent, en 1863, à Lincoln de contribuer à installer des représentations américaines officielles en Belgique afin d'encourager l'émigration des mineurs. En 1864, le Congrès adopta une loi spéciale sur les contrats avec les ouvriers étrangers. Puis vinrent les actes concernant les contrats de cinq ans avec les fondeurs et lamineurs britanniques venant aux États-Unis. Notons que dans ces branches furent créés de forts syndicats qui arrachèrent, dès les années 70, des concessions substantielles aux patrons sur la question des salaires ⁸⁰.

Peu à peu se formaient, dans le mouvement ouvrier américain, des groupes particulièrement intéressés à ce que cesse la pratique des contrats. En 1883, les souffleurs de verre qualifiés intervinrent pour l'abrogation de la loi sur l'importation des ouvriers sous contrat.

En 1881, l'A.F.L. revendiqua dans sa *Declaration* des principes l'interdiction des contrats avec les ouvriers étrangers. Quatre mois après son congrès, l'A.F.L. adressa une circulaire appropriée aux organisations locales. Dans ce document, les mêmes accusations, motivées par des préjugés

79. Ch. ERICKSON : *Op. cit.*, p. 3-5.

80. F. A. SHANNON : *Economic History of the People of the United States*, New York, 1934, p. 537.

73. M. R. COOLIDGE : *Chinese Immigration*, New York, 1909, p. 399.

74. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 41, p. 408.

75. *Ibid.*, p. 370.

76. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 4, p. 211.

77. Voir K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 8, S. 543-544.

78. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 19, p. 488.

nationalistes et racistes, furent portées contre les ouvriers qualifiés et contre les ouvriers non qualifiés.

En janvier 1884, M. Foran, membre de la Chambre des Représentants, ancien président de la *Coopers' International Union* (tonneliers), présenta au Congrès un projet de loi sur l'interdiction de la pratique en question. La direction des trade-unions soutint ce bill car, paraît-il, il empêchait l'arrivée aux Etats-Unis des ouvriers non qualifiés, « ne se prêtant pas à l'américanisation ». Cependant, ni le congrésiste Foran ni le sénateur Blair, qui dirigeaient au Congrès la campagne pour cette loi, n'obtinrent des leaders syndicaux des données confirmant l'immigration massive vers les Etats-Unis des ouvriers non qualifiés sous contrat. Les documents présentés par les souffleurs de verre de l'Assemblée n° 300 et par les doreurs du Massachusetts ne comportaient que les projets de contrats que certaines firmes américaines s'apprétaient à conclure avec des spécialistes hautement qualifiés des mêmes branches en Europe⁸¹. Une fois de plus, il ne fut pas prouvé que de la main-d'œuvre non qualifiée avait été importée sous contrat.

Néanmoins, cette loi fut adoptée, sa violation était punie par une amende et la déportation des ouvriers sous contrat venus aux Etats-Unis.

L'A.F.L., qui avait contribué à l'adoption de la loi Foran, refusait de soutenir les tentatives de certaines organisations de diffuser la vérité sur le déficit de certaines catégories d'ouvriers aux Etats-Unis, ce qui aurait contribué à utiliser de façon rationnelle une partie des immigrants ; l'A.F.L. refusait également de participer à la répartition de ces ouvriers parmi les divers secteurs de la production, de mener dans leur direction un travail d'explication et d'organisation. Elle les abandonna ainsi à leur sort. Les immigrants durent agir dans ce nouveau pays, à leurs risques et périls, en surmontant d'immenses difficultés⁸². Tout cela ap-

81. *Congressional Record*, Vol. XVI, 48th Congress, 2nd Session, pt. 2, p. 1786.

82. L'A.F.L. boycotta l'activité du Bureau pour l'Information et la Distribution de la main-d'œuvre, institué par le Congrès, ainsi que celle des bureaux analogues créés dans dix-sept Etats. Loin d'être fondée sur une position de classe, cette critique de l'A.F.L. visait essentiellement la pratique des contrats avec les ouvriers étrangers, une des principales raisons, selon Gompers, « de la mise en cause du niveau de vie existant (aux Etats-Unis.—S.A.) ». (*Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 41, p. 383.)

profondissait le déséquilibre entre les conditions et le niveau de vie des immigrants et ceux de la couche supérieure du prolétariat américain.

LA HAINE NATIONALE ET LA LUTTE DE L'« ARISTOCRATIE OUVRIÈRE » CONTRE L'UNITÉ INTERNATIONALE DU PROLETARIAT

Le « pragmatisme bourgeois » des gompersistes, base de leur propagande nationaliste, fut lié « à la dislocation du camp ouvrier, des organisations ouvrières, du mouvement ouvrier⁸³... »

Pour justifier leur position contre la syndicalisation des immigrants, les leaders trade-unionistes se référaient au fait qu'il y avait parmi les immigrants un nombre important d'ouvriers non qualifiés, faisaient appel aux préjugés nationaux et raciaux, à des considérations d'ordre politique, ils qualifiaient les nouveaux venus de rebelles et d'anarchistes potentiels. A cet égard, les conclusions de la Commission Dillingham coïncidaient parfaitement avec les revendications des gompersistes : « La plupart des nouveaux ouvriers immigrants d'Europe méridionale et orientale et d'Asie sont une menace permanente pour les organisations ouvrières et servent de moyen direct ou indirect pour affaiblir les unions, mettent en cause leur existence même. Les barrières de la langue, l'analphabétisme et l'ignorance parmi les nouveaux ouvriers rendent leur organisation très difficile et exigent des moyens immenses⁸⁴. »

Les leaders des trade-unions tentaient également de prouver que les immigrants non seulement ne se prêtaient pas à l'organisation, mais menaçaient la stabilité du trade-unionisme lui-même⁸⁵.

A ce propos, il convient de rappeler que la même méfiance et les mêmes reproches avaient été exprimés à l'époque à l'égard des immigrants anglo-saxons qui, par la suite, formèrent une catégorie « se prêtant facilement à l'américanisation ». Ainsi, un des journaux ouvriers écrivit, en 1845, à propos des immigrants d'Angleterre : « Le capi-

83. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 20, p. 301-302.

84. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 1, p. 537.

85. D. J. SAPOSS : *Left-Wing Unionism*, New York, 1926, p. 114-122.

tal s'efforce d'inonder le pays d'ouvriers étrangers. Les Anglais, dont les conditions misérables dans leur pays d'origine les rendent dociles et humbles⁸⁶ », sont utilisés par les employeurs pour exercer une pression sur les ouvriers américains.

Il était difficile aux immigrants d'être admis au sein des syndicats. Certaines unions exigeaient d'eux la naturalisation, des cotisations d'entrée plus élevées (jusqu'à 500 dollars), l'accord des dirigeants des unions nationales, l'appartenance syndicale obligatoire dans leur pays d'origine, la possession d'un certificat spécial de qualification⁸⁷.

Rappelons à ce sujet l'intervention de Gompers au congrès de l'A.F.L. en 1915, ainsi que la résolution du Conseil exécutif qui condamnait la collaboration avec les ouvriers immigrants et leurs organisations⁸⁸.

Les immigrants furent-ils vraiment hostiles aux organisations syndicales ? Non. Leur situation, plus difficile que celle des Américains indigènes, les poussait à s'unir, à se syndiquer. Ils étaient, en réalité, prêts à participer à l'activité syndicale. Mieux, les ouvriers immigrants, comme nous l'avons déjà noté, échangeaient leurs expériences avec le mouvement ouvrier américain, lui transmettaient l'« acquis intellectuel et moral⁸⁹ » de la lutte de classe des prolétaires européens obtenu au cours de plusieurs décennies. De nombreux immigrants, qui avaient participé à la lutte syndicale et politique en Europe, participants aux événements révolutionnaires, victimes de brutales persécutions dans leur patrie, possédaient une expérience inappréciable de la lutte de classe. « ... Un mouvement amorcé dans un pays jeune ne peut être fructueux que s'il assimile l'expérience des autres pays⁹⁰ », écrivait Lénine. Il n'était pas

fortuit que les syndicats qui admettaient les immigrants se développaient plus rapidement que les autres. Ainsi, par exemple, l'organisation des mineurs se renforça et s'accrut considérablement après avoir admis dans ses rangs un grand détachement d'immigrants d'Europe méridionale et orientale. Les gompersistes durent reconnaître eux-mêmes que « de nombreux immigrants ... contribuaient substantiellement à l'accroissement et au renforcement des syndicats dans notre pays⁹¹ ».

Un rapport spécial de la Commission Dillingham sur la situation dans l'industrie cotonnière des Etats nord-atlantiques notait qu'il n'y avait qu'une seule trade-union dans la ville de Fall River et qu'elle ne regroupait que les ouvriers hautement qualifiés. Mais, dans l'ensemble, « cette branche n'est pas organisée et l'arrivée des immigrants ne se répercute pas sur les trade-unions dans l'industrie textile ». Plus loin, le rapport disait : « Les trade-unions se désintéressent du sort des ouvriers immigrants » tant que ceux-ci ne sont pas hautement qualifiés et n'entrent pas dans une entreprise qui possède déjà une organisation syndicale. En même temps, le rapport indiquait que la plupart de ces ouvriers n'avaient pas de perspectives réelles d'obtenir la qualification indispensable. Cette dernière circonstance servit de prétexte à l'union conservatrice des travailleurs du vêtement, composée elle-même essentiellement d'immigrants des générations précédentes, pour refuser obstinément l'admission de « nouveaux » immigrants⁹².

Les gompersistes les accusaient aussi sans aucun fondement d'être incapables de mener conséquemment la lutte gréviste. Ils grossissaient à plaisir les cas où les patrons réussissaient à tromper les immigrants, surtout les « novices », et à les utiliser comme briseurs de grève. Notons d'ail-

91. F. THORNE : *Samuel Gompers-American Statesman*, New York, 1957, p. 147. Les données de la Commission Dillingham prouvent, malgré l'imperfection méthodologique des calculs, qu'en 1910 la part des immigrants syndiqués était assez élevée : parmi les Américains de naissance (parents immigrants), 14% ; parmi les immigrants, 13,4% ; parmi les immigrants « indésirables » — Italiens, Juifs, Slovaques, Polonais, Lituanais, Roumains, Hongrois — les syndiqués constituaient 16% contre 11,4% parmi leurs confrères « préférables » (Canadiens français, Anglais, Suédois, etc.) (*Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 1, p. 417, 418).

92. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 10, p. 123, 124.

86. *Documentary History of American Industrial Society*, Vol. X. Ed. by J. R. Commons, New York, 1958, p. 112.

Ce fut précisément au milieu du XIX^e siècle que les participants au mouvement chartiste en Angleterre durent abandonner leur pays. Ils enrichirent de leur expérience de la lutte de classe le prolétariat américain. (Voir R. BOSTON : *British Chartists in America, 1839-1900*, Manchester, 1971.)

87. Ces revendications et beaucoup d'autres furent formulées dans les Statuts des trade-unions nationales (voir Ph. FONER : *Op. cit.*, t. III, p. 259).

88. *AFL, Proceedings ...*, 1915, p. 360-361.

89. F. ENGELS : *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Editions Sociales, Paris, 1961, p. 383.

90. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 5, p. 376.

leurs que les patrons utilisaient contre les grévistes des briseurs de grève de différentes nationalités, y compris des Américains indigènes, comme ce fut le cas, par exemple, à Birmingham, en 1908⁹³.

Les gomperistes tentaient simultanément de masquer l'essentiel : le prolétariat américain s'enrichissait de l'expérience internationale des luttes grévistes. Cela concernait particulièrement les ouvriers de l'Europe du Sud-Est, de la Russie, de la Pologne, etc. Par exemple, au cours de la première décennie du XX^e siècle, 1 410 000 personnes en provenance de Russie arrivèrent aux Etats-Unis. « Les ouvriers qui avaient connu toutes sortes de grèves en Russie, écrivait Lénine, ont apporté en Amérique l'esprit de grèves plus audacieuses, plus offensives et plus massives⁹⁴. »

Les patrons essayaient par tous les moyens d'empêcher les contacts entre immigrants et Américains indigènes. Ils empêchaient les leaders grévistes de mener leur travail d'explication. Là où les ouvriers réussissaient à déjouer cette tactique patronale et à établir des contacts avec les immigrants, ces derniers se solidarisaient résolument avec les grévistes. Lors de la grève des chargeurs d'un nœud ferroviaire, en 1882, les immigrants, qui y avaient été amenés perfidement, « étaient enfermés et sévèrement gardés à bord des bateaux⁹⁵ ». Lors de la grève de 9 000 mineurs du Maryland, en 1882, la compagnie du charbon y transporta des immigrants : Hongrois, Polonais et Allemands. Leur colonie fut « transformée en camp militaire fortifié où étaient cantonnés les représentants de 50 nationalités, y compris quelques Russes⁹⁶ », écrivait le prêtre local. Cependant les grévistes réussirent à contacter les immigrants, à diffuser des tracts parmi eux, à les convaincre de refuser de briser la grève. Le plan des patrons fut déjoué.

Les « nouveaux » immigrants participaient activement au mouvement gréviste de la première moitié des années 1880. Ce fait a été spécialement noté dans le rapport du Bureau des statistiques du Travail de New York⁹⁷.

93. *Reports of the US Immigration Commission*. Vol. 9, p. 197, 200.

94. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 19, p. 490.

95. *Reports of the US Senate Committee on Education and Labor*. Vol. 1, Washington, 1885, p. 810.

96. Ch. ERICKSON : *Op. cit.*, p. 114.

97. *New York (State) Bureau of Labor Statistics, Annual Report for 1885*. Albany, 1885, p. 484.

Un cas caractéristique eut lieu en septembre 1897 lors d'une des grandes grèves des mineurs de Pennsylvanie. Le shérif du comité de Lucerne retint sur la route un groupe de grévistes qui se dirigeaient vers la mine de Lattimer pour y inciter les ouvriers à lutter. Ce groupe comprenait des Autrichiens, des Hongrois, des Italiens et des Allemands que les propriétaires voulaient utiliser pour réduire les salaires des ouvriers américains. Mais bientôt les ouvriers immigrants s'organisèrent et se mirent en grève après avoir revendiqué une majoration des salaires. Le shérif ordonna de tirer sur les grévistes : il y eut 19 tués et 35 blessés⁹⁸.

L'esprit de combat des ouvriers immigrants se manifesta nettement lors de la grève des ouvriers du textile à Lawrence⁹⁹ en 1912, provoquée par les pénibles conditions de travail, surtout pour les ouvriers non syndiqués. Les I.W.W. aidèrent les grévistes à créer à Lawrence la première organisation, qui regroupa plusieurs centaines d'ouvriers immigrants et dirigea la lutte, d'abord contre la réduction des salaires, puis pour la libération des organisateurs de la grève¹⁰⁰. La direction de l'A.F.L. et l'Union des ouvriers du textile refusèrent de défendre les intérêts de tous les travailleurs de la ville. Le comité gréviste général, au sein duquel tous les groupes nationaux étaient proportionnellement représentés, dirigeait la grève en collaborant étroitement avec les I.W.W. La lutte des ouvriers dura neuf semaines et engloba toutes les fabriques textiles de Law-

98. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, t. II, p. 409. Il découle de la correspondance des leaders de l'A.F.L. que, lors de l'examen de l'affaire du shérif et de sa bande, les membres du jury avouèrent leur prévention contre les « étrangers ». Les assassins furent acquittés. Cinq ans après, les ouvriers américains lancèrent une souscription pour ériger un monument aux ouvriers de Lattimer assassinés.

99. La population des centres du textile tels que Lawrence, Passaic, Paterson plus que tripla pendant la première décennie du XX^e siècle, essentiellement grâce aux immigrants. Par exemple, en 1912, à Passaic (548 000 habitants) les immigrants (dont les 4/5 vinrent d'Europe du Sud-Est) représentaient 52⁹/₁₀ de la population. Ils s'installaient par colonies nationales et n'étaient pas organisés. (M. H. EBNER : « The Passaic Strike of 1912 and the Two I.W.W.'s ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 4, p. 452-453). En 1912, à Lawrence, sur les 30 000 ouvriers, 200 seulement furent regroupés au sein de la *Spinners' Union* (fileurs) affiliée à la *Amalgamated United Textile Workers Union*. (Ph. FONER : *Op. cit.*, t. IV, p. 313.)

100. Voir P. F. BRISSENDEN : *Ouvriers industriels du monde*. IWW, M.-L. 1926, p. 136-142 (en russe).

rence. 23 000 personnes environ y participèrent. Grâce aux efforts concertés des ouvriers de toutes nationalités, parlant 60 langues et dialectes il fut possible d'organiser le ravitaillement des grévistes, la distribution des moyens, enfin, l'évacuation de leurs enfants à New York où les socialistes italiens et le Parti socialiste s'en chargèrent.

John Gold, leader de l'*Amalgamated United Textile Workers Union*, venu à Lawrence au début de la grève, fomenta un complot avec les autorités de la ville et les patrons afin de torpiller la grève. Après avoir obtenu une petite majoration, les membres de l'Union reprirent le travail, trahissant ainsi les ouvriers non organisés qui poursuivirent la lutte. Les événements de Lawrence portèrent un coup aux principes fondamentaux du trade-unionisme et aux positions des gompersistes envers les immigrants. Pour cette raison, Gompers, Gold et d'autres s'efforcèrent de discréditer les méthodes de lutte de ces ouvriers. La position adoptée par les leaders de l'A.F.L. lors des événements de Lawrence, qui attirèrent l'attention des ouvriers américains, mit à jour la véritable politique de l'A.F.L. à l'égard des ouvriers immigrants. « Seul l'A.F.L., écrivait le journal local, a refusé de collaborer avec les grévistes. Ceci a amené ces derniers à considérer la Fédération et les employeurs eux-mêmes comme une force qui leur était hostile¹⁰¹. » Les contemporains notaient que la grève de Lawrence « a montré que l'énorme masse des nouveaux immigrants, appartenant à de nombreuses nationalités qui, selon l'opinion courante, étaient hostiles les unes aux autres, était en fait capable d'être durablement et efficacement solidaire¹⁰² ».

Avant la défaite de la grève de Homestead en 1892, l'*Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers* était un syndicat fort et influent, regroupant des ouvriers hautement qualifiés. Il s'opposait à l'admission des ouvriers non qualifiés. Cependant, au cours de cette grève, les « ouvriers non qualifiés, les Hongrois et les Slaves qui avaient été méprisés, ont rejoint les grévistes¹⁰³ ». Par conséquent, ceux qui n'avaient pas la confiance de la direction de l'association firent preuve d'une ferme solidarité de combat.

En 1909, plusieurs centaines d'ouvriers se mirent en grève dans les aciéries de McKees Rocks (région de Pitts-

101. Ph. FONER : *Op. cit.*, t. IV, p. 339-340.

102. I. HOURWICH : *Op. cit.*, p. 392.

103. *Ibid.*, p. 441.

burgh)¹⁰⁴. La grève, entamée par les ouvriers immigrants, fut soutenue ensuite par les ouvriers américains qualifiés qui constituaient le quart des ouvriers de cette entreprise. « En hiver 1909, les ouvriers immigrants firent montre de qualités, note un chercheur américain, qui obligèrent l'opinion publique à les apprécier à leurs justes mérites. Pendant de nombreuses semaines, ils défendirent opiniâtement leurs revendications. Avant ce conflit, on estimait que les Slaves étaient trop apathiques pour résister aux entrepreneurs et s'organiser sur leur lieu de travail. Désormais, il fut prouvé que toutes ces théories étaient fausses¹⁰⁵ ». « Les fondeurs d'acier ont acquis la maturité nécessaire pour s'organiser », telle fut l'opinion générale¹⁰⁶.

L'A.F.L. dut, elle aussi, réagir. Gompers consacra à ces événements quelques interventions et fit même certains pas pour organiser ces ouvriers. Mais, comme l'écrivit justement Brody, « sa stratégie visait à faire coïncider la campagne d'organisation de l'A.F.L. avec la prochaine explosion de mécontentement¹⁰⁷ ». Le congrès de l'A.F.L. de 1912 insista de nouveau sur la nécessité d'organiser, d'abord, un travail d'explication parmi les immigrants et, seulement après, de procéder à leur regroupement¹⁰⁸.

Dans un de ces derniers ouvrages, comportant une analyse de la lutte gréviste aux Etats-Unis à la fin de la première et dans la seconde décennie du XX^e siècle, D. Montgomery écrit que la participation active et consciente des immigrants aux grèves dissipa le « mythe de leur docilité » et confirma l'« absurdité de la division corporative de l'A.F.L. et de sa concentration traditionnelle sur ses propres intérêts¹⁰⁹ ».

En septembre 1909, les dirigeants des immigrants italiens accusèrent justement la *Central Federation of New York Unions* (filiale locale de l'A.F.L.) de ne pas avoir accepté d'organiser les ouvriers italiens de New York¹¹⁰. La *National Association of Bricklayers* (maçons) refusait mê-

104. D. BRODY : *Op. cit.*, p. 139.

105. I. HOURWICH : *Op. cit.*, p. 413.

106. D. BRODY : *Op. cit.*, p. 140.

107. *Ibidem*.

108. *AFL, Proceedings...*, 1912, p. 385.

109. D. MONTGOMERY : « The « New Unionism » and the Transformation of Workers' Consciousness in America ». — *Journal of Social History*, 1974, Vol. 7, N 4, p. 521.

110. *Labor History*, 1961, Vol. 2, N 2, p. 187.

me les ouvriers immigrants qui avaient été syndiqués dans leur pays d'origine et qui possédaient des certificats appropriés. Les Italiens durent créer leur propres unions, comme ce fut le cas en Pennsylvanie. De telles organisations « parallèles » d'Italiens surgirent à New York, Scranton et dans d'autres villes ¹¹¹.

Par conséquent, les immigrants qui avaient plus que quiconque besoin d'être organisés furent obligés de créer leurs syndicats nationaux ¹¹², ce qui suscitait de nouvelles difficultés, une réaction défensive d'isolement de la part de la minorité discriminée, affaiblissait le mouvement ouvrier, ancrant les préjugés, conduisait à la dislocation de la cause ouvrière, du mouvement ouvrier. Or, comme l'écrivait Lénine, il faut, « pour assurer le succès de la lutte contre toute espèce de nationalisme dans toutes les nations... sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes et leur fusion la plus étroite, en dépit des tendances de la bourgeoisie à promouvoir un particularisme national ¹¹³ ». Cette dislocation, Lénine l'attribuait aux « petits bourgeois nationalistes ¹¹⁴ », il y voyait un acte petit-bourgeois de par son essence. L'A.F.L., qui était le groupement le plus important d'ouvriers américains, empêchait une solution internationale de ce problème. En refusant le droit d'organisation aux immigrants, elle freinait artificiellement le processus d'assimilation des ouvriers immigrants, obligés de créer leurs propres unions nationales. Cette politique de l'A.F.L., loin d'unir, scindait les ouvriers, ce qui se répercuta sur le développement et le caractère de tout le mouvement ouvrier du pays.

Comme nous l'avons déjà noté, le gompersisme et les représentants des milieux dirigeants américains expliquaient l'apparition des formes radicales de protestation contre

111. *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 2, p. 198.

112. Au Congrès de Copenhague de la II^e Internationale W. Heywood exprima son inquiétude à propos du séparatisme (tchèque, en l'occurrence) qui conduit à l'« absurdité la plus évidente ». Heywood dit qu'il y avait aux Etats-Unis certaines entreprises employant des ouvriers de trente-deux nationalités. Faut-il donc organiser dans chacune de ces entreprises trente-deux syndicats nationaux pour combattre le capital? Heywood « exprima son regret à propos de l'insuffisance de concentration et de centralisation des unions syndicales américaines ». (G. PLEKHANOV : *Œuvres*, t. XVI, p. 372 (en russe.))

113. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 20, p. 480.

114. *Ibid.*, p. 124.

le capitalisme et l'extension des idées du socialisme aux Etats-Unis non pas par les réalités objectives de ce pays, mais par l'influence des immigrants ¹¹⁵.

Une partie des ouvriers immigrants s'étaient initiés au mouvement socialiste dans leur pays d'origine. Ils transmittent au mouvement ouvrier américain leurs connaissances et leurs expériences quant aux activités syndicales et à la lutte gréviste.

La position adoptée sur cette question, à la jonction des XIX^e et XX^e siècles, par le trade-unionisme américain contribua à allier sa lutte contre le socialisme à la lutte contre la syndicalisation des immigrants, contre les syndicats au sein desquels les immigrants socialistes menaient un travail fructueux.

Ce fut, en particulier, sur ce terrain qu'éclata et se poursuivit de longues années le conflit entre Gompers et les syndicats de l'industrie du vêtement de New York : *International Ladies Garment Workers Union* et *Amalgamated Clothing Workers Union of America*, comprenant essentiellement des immigrants. Ces unions s'opposaient à la ligne de l'A.F.L. sur la question de l'immigration. Elles préconisaient une politique d'immigration libérale, revendiquaient la création d'un climat bienveillant dans les syndicats pour les ouvriers étrangers, pour ceux qui, poursuivis en Europe, avaient dû s'exiler. Ces deux syndicats exigèrent que les trade-unions contribuent à initier les immigrants au mouvement syndical alors que la *Central Federation of New York Unions* et l'*Amalgamated Clothing Workers Union* (A.F.L.) soutinrent activement les efforts du Congrès pour limiter l'immigration ¹¹⁶. Cette ligne fut âprement critiquée par les forces socialistes à l'intérieur de l'A.F.L. et, dans ses filiales : la *Central Federation of New York Unions* et dans des syndicats isolés.

En 1914, au congrès de l'*International Ladies Garment Workers Union*, les ouvriers refusèrent leur confiance à

115. En appelant à limiter l'immigration sous prétexte qu'elle contribuait à diffuser le socialisme, les gompersistes encourageaient la politique anti-immigration des milieux dirigeants. Ce fait fut signalé en 1894, par Schlüter dans sa lettre à Engels. Il notait que le Sénat américain tentait de limiter l'immigration pour prévenir la diffusion des idées socialistes considérées comme « antiaméricaines » (Archives centrales de l'IML, f. 1, inv. 5, dos. 5760).

116. *Labor History*, 1961, Vol. 2, N 2, p. 190 ; J. SEIDMAN : *The Needle Trades*, New York, 1942.

Gompers et ne le suivirent pas lorsqu'il les appela à voter pour ses partisans. Les délégués élirent une direction dont nombre de ses membres étaient connus pour leurs vues socialistes et leur critique de la politique chauvine de l'A.F.L.¹¹⁷.

* * *

Par conséquent, la politique des leaders de l'A.F.L. ne fit qu'aggraver finalement les relations entre les nationalistes aux Etats-Unis¹¹⁸.

Parlant des tâches du prolétariat de la nation dominante dans un Etat multinational, Lénine soulignait que le prolétariat « ne peut atteindre les buts *qui sont les siens*, ne peut se frayer un chemin vers la liberté sans combattre systématiquement » les préjugés bourgeois¹¹⁹. Lénine souligna l'inévitabilité de la fusion de cette lutte avec celle de la classe ouvrière pour sa libération. Le déchaînement du chauvinisme, suscité par la Première Guerre mondiale, éveilla des sentiments nationalistes dans les milieux bourgeois. Aux Etats-Unis, les « américanisateurs » intensifièrent leurs activités : Américains indigènes et « anciens » immigrants. On vit apparaître divers programmes pour résoudre le problème de l'immigration, en particulier, par la création de cours d'anglais auprès des entreprises industrielles¹²⁰ et par d'autres initiatives qui ne pouvaient, en fait, donner une solution radicale, démocratique du problème des minorités nationales au sein de la classe ouvrière américaine. Même la Commission du Sénat pour l'Immigration (Commission Dillingham) dut reconnaître que le cli-

117. *Labor History*, 1961, Vol. 2, N 2, p. 191.

118. Nous n'examinons pas dans cet ouvrage le problème des Noirs ni le chauvinisme blanc de l'A.F.L.

119. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 20, p. 436.

120. Cependant, les partisans libéraux de l'« américanisation » se chargeaient souvent de tâches très éloignées des buts d'éducation humanitaires. Ainsi, la Ligue Civile nord-américaine, apparue en Nouvelle-Angleterre et qui appelait activement à développer l'enseignement de l'anglais, « dirigea ses efforts, après les grèves de Lawrence et de Paterson, vers l'espionnage industriel, l'encouragement des briseurs de grèves et les subversions contre les organisations ouvrières et les groupes radicaux en extension ». (G. KORMAN : « Americanization at the Factory Gate ». — *Industrial and Labor Relations Review*. 1965, Vol. 18, N 3, p. 398.)

mat dans lequel vivaient les ouvriers immigrants aux Etats-Unis ne contribuait pas à leur « américanisation ».

Après avoir inspecté quelques aciéries dans la région de Pittsburgh, la Commission constata : 1) l'indifférence des Américains pour le sort des immigrants, l'aspiration à l'exclure de la vie sociale et politique ; 2) la large fréquentation des écoles paroissiales, où l'anglais était enseigné parmi d'autres matières, au lieu des écoles communales où tout l'enseignement se faisait en anglais ; la ségrégation raciale et nationale des immigrants dans toutes les localités¹²¹.

Les conditions socio-économiques dans lesquelles se trouvaient les immigrants freinaient leur américanisation. Entre-temps, les organisations professionnelles combattives regroupaient avec succès, ce dont témoigne l'expérience des I.W.W., les ouvriers de toutes races et nationalités, tandis que la politique des leaders gompersistes des trade-unions américaines contribuait à isoler et à diviser les groupes ouvriers. L'« aristocratie ouvrière » appliquait, dans l'intérêt de la bourgeoisie, une politique discriminatoire à l'égard des minorités nationales, en opposant certains groupes à d'autres. Tout cela exerçait une influence négative sur la formation de l'idéologie de la classe ouvrière, sur le mouvement syndical et le caractère de la lutte pour améliorer la situation des masses laborieuses.

121. *Reports of the US Immigration Commission*, Vol. 8, p. 806-807.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'A.F.L.

Le passage du capitalisme à son stade suprême et ultime plaça les organisations ouvrières devant la nécessité de déterminer leur position à l'égard de la politique extérieure impérialiste de l'oligarchie financière des Etats-Unis. La politique d'expansion des Etats-Unis suscita un large mouvement anti-impérialiste dans le pays. Ce mouvement était hétérogène, disparate, contradictoire. Divers groupements, y compris les organisations ouvrières, y prirent part¹.

La plupart des ouvriers américains, et parmi eux ceux qui faisaient partie de l'A.F.L., condamnèrent la guerre hispano-américaine de 1898, les prétentions et les actions annexionnistes du gouvernement américain dans le conflit hispano-américain. Les socialistes, les *Knights of Labor* et l'A.F.L. protestèrent. Eu. Debs exprima la position de la majorité du Parti social-démocrate, en déclarant en juin 1898 : « Autant que je sache, sur les 10 000 membres du Parti social-démocrate aucun ne s'est engagé dans l'armée, la guerre, c'est un massacre à l'échelle nationale. » Mentionnant le danger dû à l'extension du militarisme, Debs indiqua que la guerre était un prétexte pour renforcer l'armée qui pourrait éventuellement être utilisée également contre les grévistes. « Une armée permanente est un fardeau immense et constant que le peuple devra supporter. » Si, toutefois les ouvriers étaient entraînés dans cette guerre sanglante, écrivait Debs, « ce sera uniquement pour détruire le capitalisme... ennemi commun des opprimés et des exploités de tous les peuples² ».

1. Voir I. DEMENTIEV : *La lutte idéologique aux Etats-Unis sur les questions de l'expansion (à la jonction du XIX^e et du XX^e siècle)*, Moscou, 1973 (en russe); D. B. SCHIRMER : *Republic of Empire. American Resistance to the Philippine War*, Cambridge (Mass.), 1972.

2. Cité d'après I. DEMENTIEV : *Op. cit.*, p. 320-321.

Le mensuel de la *Metal Workers' Union*, connu par ses interventions antimonomopolistes déjà au début des années 90, écrivait à propos de la mêlée impérialiste : « Aujourd'hui la bataille ne se déroule pas seulement entre les expansionnistes et les antiexpansionnistes. Elle doit être une lutte des classes laborieuses contre les monopolistes et la ploutocratie. »

Cependant, les détachements du mouvement socialiste et, à plus forte raison, les trade-unions ne furent pas unanimes quant à leur approche de classe des événements. En raison de la division de la classe ouvrière américaine, de l'absence d'une avant-garde influente, théoriquement préparée, liée aux masses ouvrières, la protestation du prolétariat perdit l'intransigeance et la fermeté de principes, qui auraient pu influencer sur l'ensemble du mouvement antimonomopoliste, placer le prolétariat à la tête de celui-ci.

La position de l'A.F.L. par rapport à la guerre de 1898 fut déterminée par une série de facteurs différents. D'une part, elle traduisit les sentiments de classe du prolétariat qui n'acceptait pas les annexions impérialistes, ainsi que les traditions démocratiques du peuple américain et l'expérience des actions anti-impérialistes des trade-unions américaines tout particulièrement dans les années 80 et 90 du XIX^e siècle. Mais, d'autre part, cette position fut marquée par la tendance antisocialiste de l'« aristocratie ouvrière », par le refus de la politique prolétarienne indépendante, par les orientations nationalistes et chauvaines des leaders de l'A.F.L. Si la position de ces derniers au sein du mouvement anti-impérialiste de la fin du XIX^e siècle pouvait être qualifiée d'inconséquente, quelques années plus tard, à mesure que se développait la collaboration des leaders gompersistes avec les milieux monopolistes, elle devint franchement proimpérialiste³.

Pour la première fois, la politique extérieure américaine fut l'objet des débats, et ceci à propos du conflit anglo-

3. Cette collaboration est, en fait, justifiée par des auteurs américains tels que J. C. Appel (J. C. APPEL : « American Labor and the Annexation of Hawaii ». — *Pacific Historical Review*, February 1954) et D. L. McKee (D. L. MCKEE : « The American Federation of Labor and American Foreign Policy. 1886-1912 ». — *Dissertation Abstract International*, Vol. XIII, N 2, Michigan, 1953). McKee écrit en particulier que les « considérations d'affaires » poussaient fatalement les gompersistes à se rapprocher de la politique extérieure du gouvernement. (D. L. MCKEE : *Op. cit.*, p. 224.)

vénézuélien de 1895-1896. Les organisations ouvrières intervinrent presque unanimement contre l'ingérence militaire des Etats-Unis. Cette position fut principalement motivée par le refus des ouvriers de supporter le fardeau de la guerre⁴. Le congrès de l'A.F.L. de 1896 exprima des préoccupations relatives aux conséquences que la guerre et les annexions éventuelles des Etats-Unis pourraient avoir pour les ouvriers. De ce point de vue, le discours de A. Furuseth, représentant des trade-unions de la côte du Pacifique⁵, fut le plus significatif. La position des syndicats joua un rôle important dans la prévention de l'intervention. En même temps, les trade-unions américaines ne voyaient rien d'anormal dans l'extension de l'influence économique des Etats-Unis en Amérique latine. Elles soutinrent l'idée d'un règlement par arbitrage du conflit anglo-vénézuélien, ce qui témoignait de l'inconséquence et du manque de maturité des forces qui, dans les trade-unions, avaient condamné l'annexion⁶.

En 1897, lorsque les milieux impérialistes des Etats-Unis intervinrent en faveur de l'annexion des îles Hawaïi, de nombreuses organisations ouvrières qualifièrent ces plans de « dessein criminel des millionnaires⁷ ». « ... L'annexion, écrivait le journal des ouvriers de la côte du Pacifique, est indispensable pour défendre les commerçants et les missionnaires américains. » Ce fut une position prolétarienne, de classe. Cependant, les arguments de Gompers, parlant au nom de l'A.F.L., faisaient nettement ressortir les tendances chauvines. Il réservait une place importante à la nécessité de prévenir l'afflux de « main-d'œuvre bon marché », d'empêcher les contrats avec les ouvriers jaunes aux Hawaïi.

En 1895, lorsque le mouvement de libération révolutionnaire, dirigé par Jose Marti, éclata à Cuba qui se trouvait sous le joug colonial de l'Espagne, la classe ouvrière américaine, les trade-unions exprimèrent à l'unanimité leurs sympathies avec le mouvement de libération cubain. Les organisations de base — trade-unions, fédérations des villes et

des Etats —, ainsi que le congrès de l'A.F.L. de 1895 adoptèrent une résolution de solidarité avec les « patriotes cubains qui sont prêts à sacrifier leur vie et leurs biens pour conquérir la liberté⁸ ». Mais, déjà, les vieux colonisateurs avaient des héritiers : les monopolistes américains.

La gravité de la situation exigeait une approche conséquente du problème cubain. Malheureusement, à cette époque, les organisations ouvrières en furent incapables.

Au congrès de l'A.F.L. de 1897 le problème cubain fut largement examiné. Les sentiments jingoïstes de certains délégués furent condamnés par la majorité écrasante des orateurs, en particulier par Ed. Moore, P. Doyle, T. Crosby, Th. Kidd, P. Askew, R. Jerety, E. Kreft, etc. Ce dernier, représentant de l'*United Labor League* de Philadelphie, déclara notamment : « L'ingérence des Etats-Unis signifiera tout simplement un changement de maître à Cuba. Les ouvriers de Cuba doivent être les maîtres de leur pays. Je suis convaincu que le jingoïsme, si on ne l'arrête pas, entraînera les Etats-Unis dans une guerre contre les grandes puissances européennes et ce sont les ouvriers qui en souffriront⁹. »

En hiver et au printemps 1898, certains syndicats cédèrent à la propagande bourgeoise déchaînée en faveur de la politique d'annexion, qui comme on le sait, condamnait hypocritement le colonialisme. Ainsi, les dirigeants de l'U.M.W.U., partant du fait que le boom industriel lié à la guerre avait contribué à l'essor des industries du charbon et de la métallurgie, ainsi qu'à l'élévation des tarifs et des salaires, se prononcèrent en faveur de la guerre. Ils furent suivis par les trade-unions des cigariers, des typographes, des maçons, ainsi que par certaines autres unions de l'A.F.L. et les confréries indépendantes des cheminots. En même temps, l'*International Metal Workers' Union*, la *Bakers' Union* (boulangers) et d'autres dénonçaient avec esprit de suite la guerre comme impérialiste et antiouvrière.

Adoptant, sans ambiguïté, une position prolétarienne internationaliste, Eu. Debs écrivait : les Etats-Unis transfor-

8. *AFL, Proceedings...*, 1895, p. 16, 63, 102; *American Federationist*, 1895, Vol. II, N 11, p. 168. Le congrès de l'A.F.L. exigea du Congrès des Etats-Unis de considérer les Cubains comme partie belligérante. Cependant, les trade-unionistes ne comprenaient pas que cette décision impliquait une menace d'ingérence impérialiste des Etats-Unis dans les affaires cubaines.

9. *AFL, Proceedings...*, 1897, p. 83-84.

4. *American Federationist*, 1896, vol. II, N 12, p. 221; 1896, Vol. III, N 1, p. 13.

5. *AFL, Proceedings...*, 1896, p. 51.

6. Voir Ph. FONER : *Op. cit.*, t. II, p. 498-499.

7. Ph. FONER : *Op. cit.*, t. II, p. 499. Le gouvernement ne réussit à faire adopter la résolution sur l'annexion des îles Hawaïi qu'au cours de la guerre américano-espagnole de 1898 où les sentiments jingoïstes étaient particulièrement forts.

ment les territoires annexés en marché pour les « produits du travail rémunéré, dans notre pays, seulement à moitié ; en ce qui concerne les marchés, les Etats-Unis les obtiennent à l'aide de l'armée, au prix de la vie des gens dont la seule faute est d'aimer la liberté et l'indépendance¹⁰ ». La position de Gompers fut prudente. Constatant que la plupart des unions de l'A.F.L. étaient contre les annexions impérialistes, il se mit à affirmer, en août 1898, que la politique extérieure des Etats-Unis était dictée par une « cupidité aveugle », par l'aspiration à s'enrichir par l'« exploitation des millions d'habitants » des territoires occupés¹¹. Le 19 novembre 1898 fut fondée une Ligue anti-impérialiste dont Gompers devint le vice-président. A cette époque, l'A.F.L. participait au mouvement anti-impérialiste des forces progressistes des Etats-Unis.

Lénine disait des leaders de cette ligue qu'ils sont les « derniers mohicans de la démocratie bourgeoise ». Il indiquait le caractère limité du mouvement et ses faiblesses. Ce fait était dû, selon Lénine, au refus des « anti-impérialistes » américains de « reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme¹² ».

Le congrès de l'A.F.L., qui s'est tenu à Kansas City en décembre 1898, condamna l'annexion des Hawaï, exprima la solidarité des ouvriers américains avec les peuples en lutte de Cuba, des Philippines. Les militants de l'A.F.L. appelaient le gouvernement américain à mettre fin aux ingérences dans les affaires intérieures d'autres peuples¹³. Le congrès suivant critiqua le Traité américano-espagnol¹⁴. La résolution du congrès de 1898 traduisait les sentiments anti-impérialistes des ouvriers américains. « Après la guerre contre l'Espagne, disait la résolution, le gouvernement national des Etats-Unis a décidé de s'engager dans une nouvelle politique lourde de sérieuses conséquences, politique largement connue sans le nom d'« impérialisme » ou d'« expansionnisme » et qui pèse forte-

ment sur les ouvriers de notre pays¹⁵. » Intervenant « en tant que citoyens de l'Amérique », les délégués protestaient contre les tentatives d'« imposer un système de gouvernement à d'autres peuples ». L'annexion des Philippines, indiquait la résolution, nous poussera à « abandonner notre position actuelle de sécurité et d'indépendance qui nous garantit le calme et la paix, et à nous embourber dans les relations européennes et asiatiques embrouillées, ce qui implique la guerre et la préparation à la guerre. Ainsi, nous deviendrons une nation belliqueuse et non plus pacifique¹⁶ ».

Cependant, déjà au cours de la campagne électorale de 1900, Gompers refusa d'intervenir contre les candidats proimpérialistes sous prétexte qu'il était « interdit à l'A.F.L. de se mêler de la politique des partis¹⁷ ».

Pour être efficace, la lutte contre la politique extérieure agressive de l'impérialisme américain devait être dirigée par un fort mouvement antimonopoliste. Les socialistes et certaines organisations ouvrières entreprirent des efforts en ce sens. Mais l'A.F.L., invariablement, évitait de participer au mouvement politique, à la création d'un parti antimonopoliste. Lorsque les dirigeants des unions locales de l'A.F.L. dans le Minnesota et l'Arkansas créèrent un comité d'action politique sous le mot d'ordre « A bas les trusts, à bas l'impérialisme ! » et exprimèrent leur inquiétude à propos de la ligne impérialiste de la « politique extérieure du gouvernement McKinley et du développement phénoménal des trusts », Gompers rompit tous contacts avec ceux-ci. Il s'opposa résolument à la création d'un parti anti-impérialiste indépendant tel que le préconisaient les unions de l'A.F.L. dans l'Ohio. « Créer un par-

15. *AFL, Proceedings...*, 1898, p. 95-96.

16. *Ibid.*, p. 27-40.

17. Les apologistes du gompersisme, par exemple Whittaker, ont tendance à expliquer ce changement de position de Gompers uniquement par des facteurs subjectifs. (Voir W. G. WHITTAKER : « S. Gompers. Anti-Imperialist ». — *Pacific Historical Review*, Novembre 1969, p. 442.) D'ailleurs le même auteur écrit plus bas : « Entre temps l'impérialisme est devenu une réalité... Reconnaisant finalement les nouvelles possessions américaines et tirant les leçons de l'époque, Gompers avait l'intention d'étendre l'organisation à toutes les professions et appelait les ouvriers du monde à créer un groupement solide. » (p. 443.) Ainsi, Whittaker tente de justifier la conversion de Gompers : de la participation au mouvement anti-impérialiste au soutien de la ligne impérialiste.

10. Cité d'après R. GINGER : *The Bending Cross : A Biography of Debs*, New Brunswick, 1949, p. 203.

11. S. GOMPERS : « The Future Foreign Policy of the United States ». — *American Federationist*, 1898, Vol. V, N° 9, p. 140.

12. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 22, p. 310.

13. *AFL, Proceedings...*, 1898, p. 18-20.

14. *Ibid.*, 1899, p. 16.

ti politique parmi les ouvriers, déclara Gompers, serait diviser leurs forces. » A ce propos, le journal *Cleveland Citizen* notait que les discours grandiloquents de Gompers en faveur de la liberté des peuples opprimés ne valaient rien, parce qu'il s'opposait à l'organisation d'un parti politique, sabotait en fait la lutte contre l'impérialisme¹⁸.

Lors de la discussion des problèmes relatifs à l'annexion des territoires d'autrui, Gompers était surtout préoccupé par la concurrence des ouvriers étrangers. Comme l'écrivait justement le chercheur américain Davis, l'« anti-impérialisme » de Gompers se réduisait à « défendre » les ouvriers américains contre la concurrence du « travail bon marché des étrangers¹⁹ ». A l'époque, où Gompers participait au mouvement anti-impérialiste, il se fit passer, plus d'une fois, pour un « grand » champion de la liberté des peuples²⁰. Mais déjà à cette époque, il était évident qu'il avait tendance à substituer à la lutte anti-impérialiste la lutte contre l'« embauche sous contrat de la main-d'œuvre bon marché (étrangère. — S. A.) ». En juillet 1898, Gompers protesta, dans l'*American Federationist*, contre le renforcement de l'influence des Etats-Unis en Asie parce qu'il s'en suivrait l'importation d'êtres « semi-barbares²¹ ».

Dans son article consacré à l'anti-impérialisme de Gompers, Whittaker affirme que celui-ci « s'opposait dans la mesure de ses forces à la politique américaine à Porto Rico et dans le Pacifique, mais il était impuissant à la changer ». Selon lui, les attaques énergiques contre les expansionnistes pendant les opérations militaires pouvaient se retourner contre les ouvriers et les faire accuser d'antipatriotisme. Qui plus est, écrit l'auteur, les sentiments jingoïstes étaient très forts parmi les ouvriers affiliés aux trade-unions. Gompers put s'en convaincre en prenant la parole devant une audience ouvrière²². Gompers s'adaptait à cet état d'esprit. « ... Je ne rate pas une occasion de protester énergiquement contre tout ce qui menace le taux de salaire des ouvriers de notre pays ou empêche son élévation²³ », indiquait Gompers dans une lettre de cette épo-

que. On constate aisément que Whittaker, s'efforçant de justifier à tout prix la collaboration gompersiste avec l'impérialisme, évite de répondre directement à propos de la position politique du leader de l'A.F.L.

Or, plus Gompers collaborait ouvertement avec le grand capital et les milieux impérialistes, plus l'A.F.L. abandonnait franchement la lutte contre l'impérialisme et la guerre. En effet, à l'exception des ouvriers les plus conscients, des socialistes et, plus tard, des I.W.W., les trade-unions américaines, dans leur ensemble, ne condamnèrent pas l'expansion impérialiste américaine en Amérique latine. L'A.F.L. ne réagit aucunement à l'annexion de la zone du canal de Panama, à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays (Saint-Domingue, Haïti, Nicaragua). Les congrès de l'A.F.L. de 1902 et de 1903 rejetèrent les résolutions condamnant l'expansion des Etats-Unis en Amérique latine²⁴. L'A.F.L. exigea que les ouvriers affiliés à ses trade-unions soient utilisés au maximum pour la construction du canal de Panama. Gompers disait à ce propos : « Nous espérons que les projets présentés actuellement à l'examen (du Congrès. — S. A.) seront d'une grande utilité. Leur mise en œuvre permettra d'épurer les fleuves, les voies maritimes..., d'améliorer le système d'irrigation, d'élargir la construction de routes. Chaque patriote américain attend en retenant son haleine et avec espoir l'achèvement de cette grande entreprise... Il faut faire participer à ces travaux, en premier lieu, les ouvriers américains et non pas les étrangers pour lesquels les intérêts de notre peuple et nos institutions ne représentent rien²⁵. »

Lorsque Gompers se chargea de servir d'intermédiaire pour régulariser les relations entre les ouvriers locaux et l'administration américaine à Porto Rico (1900-1904), ses efforts visèrent à imposer les principes du trade-unionisme américain au mouvement ouvrier de ce pays, à y dégager des catégories privilégiées et à limiter l'activité des syndicats locaux par des accords contractuels avec les patrons,

18. Ph. FONER : *Op. cit.*, t. II, p. 433.

19. H. B. DAVIS : « American Labor and Imperialism prior to World War I ». — *Science and Society*, 1963, Vol. XXVII, N 1, p. 73.

20. Voir S. GOMPERS : *Seventy Years ...*, Vol. II, p. 324.

21. *American Federationist*, 1898, Vol. V, N 7, p. 92-94.

22. *Pacific Historical Review*, November 1969, p. 431.

23. *Ibid.*, p. 433.

24. *AFL, Proceedings ...*, 1903, p. 204-206 ; *American Federationist*, 1903, Vol. X, N 10, p. 760. La proposition de condamner l'occupation de la zone du canal fut introduite par le représentant de la *Seamens Union of the Pacific Coast*.

25. *Reports of the US Immigration Commission*, VIs 1-42, Washington, 1911, Vol. 41, p. 384.

avec la participation des représentants américains. Gompers écrivait au gouverneur B. Winthrop : « Nous espérons tous, au fond, que les idées et les idéaux américains toucheront l'âme et l'esprit du peuple de Porto Rico ²⁶. » Le cynisme de cette déclaration est sans bornes : en effet, il s'agissait d'un pays annexé et dont la population vivait dans une misère quasi totale. Et d'exprimer tout de suite sa préoccupation essentielle : à propos de la concurrence de la main-d'œuvre « bon marché » de Porto Rico, « cette grande fabrique où l'on exploite le travail bon marché enrichissant les grandes firmes des Etats-Unis ²⁷ ». A l'heure où se développait à Porto Rico le mouvement de grève, réprimé dans le sang par les autorités, aidées des troupes américaines, Gompers appelait les ouvriers de ce pays à abandonner leurs revendications politiques antiaméricaines. Ainsi, en s'adressant aux Portoricains le 14 mars 1904, il leur proposa de s'organiser en suivant l'exemple de l'A.F.L., de suivre sa tactique, d'éviter la lutte politique, de penser exclusivement aux avantages économiques. Il proclama, avec cynisme et hypocrisie : « Je voudrais que vous sachiez que le peuple des Etats-Unis est juste et généreux, je voudrais que vous compreniez que le gouvernement des Etats-Unis s'appuie sur les principes éternels de la justice, des rapports équitables entre les hommes... Les temps sont proches où vous ne serez plus considérés comme des bâtards, où vous serez reconnus comme les membres égaux de la famille de la grande République américaine ²⁸. » Tel fut le final de l'« anti-impérialisme » de Gompers. Lorsque, pendant la manifestation du 4 juillet à San Juan, les Portoricains avancèrent le mot d'ordre « Du travail ! Plus de famine ! » Gompers exprima son indignation à S. Iglesias, leader des ouvriers portoricains. Par la suite, Gompers demanda à Iglesias de soutenir la construction d'une base militaire américaine à San Juan, en affirmant que cela réduirait le chômage ²⁹.

La direction des trade-unions américaines s'efforçait d'établir le contrôle de l'immigration de la main-d'œuvre provenant d'Amérique latine. Elle contribuait à faire em-

ployer les ouvriers américains pour la construction des ouvrages stratégiques et des entreprises américaines en Amérique latine, tentait de canaliser le jeune mouvement ouvrier de ces pays vers la voie trade-unioniste, de le soumettre à l'influence de l'A.F.L. Le développement du pan-américanisme dans l'idéologie et la politique de l'A.F.L. fut indissolublement lié à l'orientation idéologique générale de cette organisation vers la collaboration de classe avec les milieux impérialistes, promoteurs d'une vaste expansion sur le continent latino-américain.

Les gompersistes tentaient d'intéresser les ouvriers américains à cette expansion des Etats-Unis. Gompers liait les succès du trade-unionisme des Etats-Unis aux avantages de l'industrie américaine et au renforcement de ses positions dans la lutte concurrentielle sur les marchés extérieurs ³⁰. Ainsi, les intérêts d'« affaires » du trade-unionisme rejoignaient les ambitions impérialistes des Etats-Unis. Cette « communauté d'intérêts » se manifesta avec éclat pendant la Première Guerre mondiale. De plus, Gompers devait tenir compte de la force des traditions antimilitaristes et anti-impérialistes au sein du mouvement ouvrier et du mouvement démocratique des masses non prolétariennes des Etats-Unis. Raison pour laquelle Gompers voulait généralement se faire passer pour un partisan de la « doctrine du pacifisme », bien qu'en réalité, comme le note à juste titre H. B. Davis, cela signifiait pour lui : « soutenir la paix exclusivement en temps de paix ³¹ ». Tout le monde put d'ailleurs le constater dès le début de la Première Guerre mondiale.

Cette guerre fut la plus forte épreuve pour les organisations ouvrières des Etats-Unis et leurs leaders. Comme dans d'autres pays, il existait, dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis, trois courants : chauvin, pacifiste de tendance centriste, internationaliste. Le drapeau de l'internationalisme fut levé aux Etats-Unis par Eugène Debs, le « guide le plus populaire des socialistes américains », « le Bebel américain ». Le 11 septembre 1915, Debs écrivait, dans le journal *Appeal to Reason*, qu'il préférerait être fusillé plutôt que de voter des crédits pour cette guerre criminelle et réactionnaire ; qu'il ne connaissait qu'une seu-

26. B. MANDEL : *Samuel Gompers. A Biography*, Yellow Springs (Ohio), 1963, p. 211.

27. *Ibid.*, p. 212.

28. *Ibid.*, p. 210.

29. *Ibid.*, p. 211.

30. S. GOMPERS : « American Labor Cheapest Because Most Efficient ». — *American Federationist*, 1901, Vol. VIII, N 3, p. 261-262.

31. *Science and Society*, 1963, Vol. XXVII, N 1, p. 76.

le guerre sacrée et légitime du point de vue des prolétaires : la guerre contre les capitalistes, pour la libération de l'humanité de l'esclavage salarié.

Finalement, les positions des gompersistes coïncidèrent pratiquement avec la ligne militaire de Wilson qui aboutit, en avril 1917, à l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés de l'Entente. Cependant, dès le début, les gompersistes se camouflaient par des déclarations pacifistes grandiloquentes, ce qui, d'ailleurs, correspondait aussi à la politique de W. Wilson, « idole des petits bourgeois et des pacifistes ³² ».

Au lendemain du déclenchement de la guerre de 1914-1918 Gompers la condamna, en déclarant que partout en Europe les masses populaires étaient en train d'obtenir des améliorations sur les plans politique et social et qu'en imposant la guerre aux peuples, les monarques bloquaient ainsi la solution de leurs problèmes vitaux. « En attendant, il est impossible de dire quelle sera la position des masses populaires à l'égard de cette guerre contre nature, injuste et immorale. Ce patriotisme ne manque pas à ces gens..., mais les peuples ne peuvent plus sacrifier... impitoyablement leurs vies ³³... » Gompers assurait qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour prévenir l'escalade de la guerre et assurer la paix.

Ces assurances de Gompers reflétaient les sentiments antimilitaristes exprimés par la base de l'A.F.L., surtout par les unions fortement influencées par les socialistes dont les ouvriers manifestaient leur solidarité de classe et condamnaient le militarisme et la guerre comme hostiles aux intérêts du prolétariat. Les interventions ouvrières contre la guerre, traduisant les traditions démocratiques et l'antimilitarisme traditionnel du peuple américain, déterminèrent le caractère de nombreuses résolutions de l'A.F.L. dès les années qui précédèrent l'entrée en guerre des Etats-Unis. Ainsi, le congrès de l'A.F.L. de 1913 condamna les préparatifs militaristes de la guerre (campagne de propagande, préparation militaire des ouvriers dans des camps spéciaux) et les partisans de celle-ci dans le pays ³⁴.

L'United Mine Workers Union, l'International Ladies

32. V. LENINE : *Œuvres*, t. 31, p. 229.

33. Cité d'après B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 349.

34. *AFL, Proceedings...*, 1913, p. 252, 363, 364.

Garment Workers Union, les unions des métallurgistes, des cordonniers, des brasseurs et d'autres organisations de l'A.F.L. protestèrent contre cette campagne « patriotique ». Le journal des ouvriers-brasseurs qualifiait ce genre de patriotisme de « vanité nationale étroite ³⁵ ».

En 1913 et en 1914, après le début de la guerre mondiale, Gompers et le Conseil exécutif de l'A.F.L. intervinrent contre les « tentatives d'imposer le militarisme à notre pays ³⁶ », appelant à contribuer par tous les moyens à la « cessation de cette guerre monstrueuse ³⁷ ».

Le congrès de l'A.F.L. en novembre 1914, condamna la guerre et adopta une résolution vague, de tendance pacifiste ³⁸.

En mai 1915, une conférence réunit à Indianapolis les représentants d'un certain nombre de syndicats : mineurs, charpentiers, imprimeurs, coiffeurs, relieurs, routiers et autres. Il y fut exprimé une forte inquiétude à propos des préparatifs militaires aux Etats-Unis. D. Tobin, président du syndicat des routiers, qui présidait la conférence, s'adressa à Gompers pour lui signaler l'inquiétude éprouvée par la base syndicale et la nécessité de préciser la position de l'A.F.L., en l'occurrence. Des demandes analogues par-

35. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left. A Study of Socialist and Radical Influences in the American Labor Movement, 1881-1924*, New York, 1970, p. 36.

36. *American Federationist*, 1913, Vol. XX, N 10, p. 865.

37. *American Federationist*, 1914, Vol. XXI, N 10, p. 869. La correspondance entre S. Gompers et le général L. Wood, datant de l'automne 1915, confirme que Gompers avait déjà à cette époque une certaine idée du rôle actif que le mouvement ouvrier organisé devait jouer dans les préparatifs militaires des Etats-Unis. Il voulait convaincre Wood de la nécessité de faire suivre aux jeunes ouvriers une préparation militaire spéciale « Vous savez, bien sûr, écrivait Gompers, que le mouvement ouvrier est pour la paix, mais pour une paix fondée sur l'équité et non pour une paix obtenue à n'importe quel prix. Notre expérience et notre connaissance de l'aspect pratique de la vie nous suggèrent que nous ne pouvons défendre la justice et le respect de nos revendications que si nous sommes prêts à défendre nos revendications et nos idéaux de justice. Les principes dont s'inspire le mouvement ouvrier sont, pour l'essentiel, les mêmes que ceux qui se trouvent à la base de tous les rapports vitaux des individus et de la nation dans son ensemble. » (« Samuel Gompers, Leonard Wood and Military Preparedness, Ed. by R. Cuff. — *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 2, p. 282.)

38. *AFL, Proceedings...*, 1914, p. 474-475.

vinrent d'autres centrales syndicales (Fédérations du Travail de Chicago, de Pennsylvanie³⁹, etc.).

C'était l'époque où Gompers écrivait encore dans l'*American Federationist* à propos de la « trahison absolue des idéaux et des aspirations de solidarité internationale et de fraternité des hommes de la part des socialistes européens⁴⁰ » qui avaient soutenu leurs gouvernements dans la guerre. Mais ce furent les dernières déclarations antimilitaristes officielles de la direction de l'A.F.L.

En décembre 1915, Gompers participa activement à l'élaboration et à l'adoption de la résolution de la N.C.F. sur la création d'un Conseil de la défense nationale⁴¹. « ... A l'heure de la crise déclenchée par des forces que les travailleurs ne sont pas en mesure de contrôler, disait Gompers, leurs promesses ont été réduites à néant... par l'ultimatum du Kaiser, du roi, du Président ou du tsar⁴². » En raison de la guerre les ouvriers de tous les pays se sont retrouvés dans « une situation où la fidélité à leurs anciens engagements et aux intérêts plus larges de l'humanité pouvait les conduire à trahir » leur patrie. Ils durent donc suivre la voie indiquée par les « milieux gouvernants⁴³ ». Tel fut l'aboutissement de l'évolution de Gompers : de la démagogie pacifiste au chauvinisme.

Gompers suivait attentivement tous les changements de la ligne gouvernementale — de la prétendue neutralité à la participation directe à la guerre impérialiste, — changements auxquels il s'efforçait toujours d'adapter les conceptions idéologiques et politiques de l'A.F.L. Il se résigna rapidement à la rupture des « liens internationaux entre les syndicats ». Gompers se hâta de retirer de la Fondation Carnegie le manuscrit de ses interventions pacifistes datant du début de la guerre⁴⁴. La correspondance entre

39. L. L. LORWIN : *Op. cit.*, p. 140.

40. *American Federationist*, 1915, vol. XXII, N 5, p. 356.

41. Le discours de S. Gompers à ce sujet fut diffusé par le Congrès des Etats-Unis comme un document du Sénat (US Congress 64th, Senate Document N 311).

42. S. GOMPERS : *American Labor and the War*, New York, 1919, p. 70.

43. *Ibidem*.

44. F. THORNE : *Samuel Gompers — American Statesman*, New York, 1957, p. 145.

Gompers et R. Easley, dirigeant de la N.C.F., et certains militants du trade-unionisme britannique⁴⁵ permet de voir comment la direction du trade-unionisme américain a évolué vers la participation à la guerre impérialiste. Peu à peu l'appareil de Gompers s'intégrait à la machine officielle qui préparait l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Profitant de sa « neutralité », l'impérialisme américain se préparait énergiquement à la guerre. Le 18 janvier 1916, à Washington, Gompers prononça devant la Fédération civique nationale (*National Civic Federation*) un discours sur la défense nationale, qui fut une véritable apologie de la « paix de classes ». Gompers rappela son intervention pacifiste de 1899 où il avait exprimé sa certitude de la possibilité de prévenir les guerres en général. A cette époque, comme il le reconnut, il prenait ses désirs pour des réalités. Mais le pacifisme s'avéra une erreur. Il faut comprendre, affirma Gompers, et tenir compte des sentiments qui poussent les hommes à prendre des risques « au nom du salut des idéaux, de la résistance à l'injustice et à la tyrannie⁴⁶ ». Les déclarations de Gompers ne se distinguaient pratiquement pas de celles des représentants des milieux industriels et gouvernementaux : « Le devoir de tous ceux qui vivent dans un pays d'institutions libres est, au moins, de les préserver⁴⁷. » « Le mouvement ouvrier organisé, seul moyen d'expression de la volonté et des aspirations de la grande masse de nos citoyens, insiste sur son droit de participer à tous les comités ou à d'autres organisations qui s'occupent des questions de la défense militaire⁴⁸, écrivait Gompers.

En août 1916 fut créé le Conseil de la Défense natio-

45. L. L. LORWIN : *Op. cit.*, p. 137-138. Les représentants officiels de l'administration britannique pour les questions de la défense, venus aux Etats-Unis peu de temps après l'entrée en guerre de l'Angleterre, entretenaient d'étroites relations amicales avec Gompers (F. THORNE : *Op. cit.*, p. 145.).

46. S. GOMPERS : *American Labor...*, p. 51-52. L'entourage de Gompers affirmait qu'il était, dès 1914, favorable à l'entrée en guerre des Etats-Unis et qu'il considérait ses déclarations pacifistes d'avant-guerre comme des « bêtises d'enfant ». F. Thorne le dit dans sa lettre à B. Mandel. Dans son commentaire, Mandel explique que Gompers « ne pouvait pas le proclamer publiquement à cette époque, car les ouvriers américains se prononçaient résolument contre l'entrée en guerre » (B. MANDEL : *Op. cit.*, p. 353).

47. S. GOMPERS : *American Labor...*, p. 53.

48. *Ibid.*, p. 63.

nale (C.N.D.)⁴⁹ dans lequel entrèrent, outre les représentants des ministères de la défense et du commerce, encore sept personnes, dont Gompers, qui constituèrent une commission consultative. Le C.N.D. fut principalement chargé d'organiser et de développer les ressources industrielles du pays afin de mener la guerre et d'adapter toute l'économie à ces fins.

Tout en collaborant activement avec le gouvernement pour militariser le pays, les gompersistes tentaient de masquer leur trahison de classe par une démagogie raffinée. Puisque la décision impérative de préparer le pays à la défense a été prise, déclarèrent-ils, les ouvriers doivent participer à l'élaboration des mesures de mobilisation, vitales pour eux. Ceux qui sont directement concernés par ces plans ont leur mot à dire lors de leur mise au point. Sinon, ces questions seront résolues par des milieux hostiles ou, dans le meilleur des cas, indifférents au mouvement ouvrier. Au cours de la mobilisation des moyens pour la défense, il sera possible d'utiliser les transformations radicales inévitables dans l'intérêt du mouvement ouvrier. Le Conseil exécutif de l'A.F.L. approuva la proposition de Gompers de convoquer à Washington une conférence des représentants des syndicats nationaux et internationaux pour élaborer la position du mouvement ouvrier américain au cas où les Etats-Unis entreraient en guerre.

Le 9 mars 1917, le Conseil exécutif prépara le projet de ce document (« La position des ouvriers américains sur les questions de la paix et de la guerre⁵⁰ ») pour une conférence représentative des trade-unions américaines.

Y assistèrent, outre les membres du Conseil exécutif, 148 délégués (79 de différentes unions de l'A.F.L., les autres représentaient les confréries des cheminots et d'autres organisations ouvrières non affiliées à l'A.F.L.)⁵¹. En adoptant ce document, ils proclamèrent qu'ils agissent au nom « des millions d'Américains ». Ce document fut, en fait, un programme d'établissement de la « paix de classes » dans l'industrie américaine en cas de guerre. Il sti-

pulait que le mouvement ouvrier est en principe contre le règlement des litiges par des moyens militaires, mais, lorsque la guerre devient une réalité, les ouvriers doivent prendre part à la lutte aux côtés des « forces de la démocratie ». Le mouvement ouvrier organisé est la seule force dont les intérêts coïncident avec l'idéal de la démocratie. Il a, pour la première fois, pris conscience de ses droits, possibilités et place réels dans la société. Le mouvement ouvrier, notait le document, peut et doit jouer un rôle constructif et décisif à ce moment historique. D'autre part, le document exigeait que les entrepreneurs reconnaissent les droits des organisations ouvrières et que l'on aboutisse à la compréhension mutuelle des deux parties sous l'égide du gouvernement.

Les trade-unions exprimèrent leur volonté de soutenir sans réserve le gouvernement Wilson⁵².

Peu de temps après ces événements, le Président adressa au Congrès un message sur l'entrée en guerre des Etats-Unis. « Je n'ai aucune intention de lier ces deux circonstances, déclarait Gompers, mais vous savez certainement que le Président avait quelques appréhensions quant à la situation dans le pays : il n'était pas sûr d'avoir, lui et son gouvernement, le soutien total du mouvement ouvrier de l'Amérique⁵³... » L'A.F.L. garantit ce soutien au Président.

Avec l'entrée des Etats-Unis en guerre, le processus

52. De nombreuses fédérations aux niveaux des villes ou des Etats ne partageaient pas la position officielle des leaders de l'A.F.L. Les unions internationales exprimaient également leur désaccord. Ainsi, J. P. White, leader de l'U.M.W.U. à cette époque, écrivait à Gompers qu'il estimait injuste la participation à la guerre et qu'il était convaincu de son impopularité parmi les ouvriers. Une position analogue fut prise par l'*International Ladies Garment Workers Union*, les unions des typographes, des métallurgistes, des routiers et d'autres qui n'envoyèrent pas leurs délégués à la conférence de mars (31 organisations n'y participèrent pas). (L. L. LORWIN : *Op. cit.*, p. 145.)

Après avoir étudié les documents de l'*International Association of Mekanists*, de l'*International Ladies Garment Workers Union*, de l'*United Mine Workers Union* et d'autres unions, ainsi que leurs publications, J. Laslett cita, à juste titre, parmi les facteurs déterminant leurs actions antimilitaristes en 1916 et au début de 1917, la crainte que la préparation du pays à une guerre éventuelle ne se retourne finalement contre les intérêts des ouvriers des Etats-Unis eux-mêmes. (J. H. M. LASLETT : *Op. cit.*, p. 221.)

53. S. GOMPERS : *American Labor*..., p. 241.

49. Le C.N.D. fut créé sur la base de la loi sur la défense nationale du 3 juin 1916.

50. *American Federation of Labor. History, Encyclopedia, Reference Book*, Vls I-II, Washington, 1919-1924, vol. I, p. 65-68.

51. *Weekly News Letter*, 17. III. 1917.

de différenciation s'accéléra dans le mouvement ouvrier du pays.

Le déchaînement du chauvinisme parmi certaines couches d'ouvriers, attisé par les opportunistes, contribua à étendre l'influence de l'idéologie bourgeoise à la classe ouvrière de tous les pays, en empêcha d'introduire la conscience socialiste dans le milieu ouvrier. Un quart de siècle avant ces événements, F. Engels prédisait déjà, dans une lettre écrite aux Etats-Unis à F. Sorge, l'éventualité de telles conséquences de la guerre entre les grands pays capitalistes : « La guerre... nous rejetterait de nombreuses années en arrière. Le chauvinisme inonderait tout ⁵⁴... » Le soutien que les leaders de l'A.F.L. accordèrent à la ligne impérialiste du gouvernement américain signifia que ceux-ci étaient passés sur les positions du social-chauvinisme. La campagne propagandiste de Gompers visait, en premier lieu, les internationalistes dans le mouvement ouvrier américain, toutes les forces anti-impérialistes.

Notons que les mots d'ordre chauvins avaient moins d'emprise sur les ouvriers d'origine non américaine. Ici les gomperistes recueillaient le fruit de leur longue politique nationaliste à l'égard des immigrants : celle-ci ne pouvait, bien sûr, ni favoriser un rapprochement avec ceux-ci ni gagner leur confiance.

Ainsi, l'*International Ladies Garment Workers Union* refusa de revoir sa position à propos de la guerre malgré les commandes militaires qui stimulèrent la production dans cette branche, y assurèrent le plein emploi, une majoration des salaires, une réduction de la semaine de travail (jusqu'à 44 heures dans de nombreuses entreprises), malgré le fait que cette Union fut, pour la première fois, reconnue par les patrons dans nombre de villes (par exemple, à Cleveland), et enfin, malgré la propagande gomperiste. Cette Union défendit invariablement une position prolétarienne face à ces événements. En réponse à l'hystérie chauvine en Europe, aux appels à « défendre l'Amérique libre », le journal de l'Union écrivait que ces revendications chauvines constituaient une raison de plus pour renforcer la propagande de la solidarité prolétarienne en Amérique ⁵⁵.

54. K. MARX, F. ENGELS : *Werke*, Bd. 37, S. 11.

55. J. H. M. LASLETT : *Op. cit.*, p. 123-124.

De telles prises de position inquiétaient les gomperistes qui adressaient à ces catégories d'ouvriers de vastes promesses de démocratisation générale après la guerre.

Le professeur J. Commons prit part, lui aussi, à cette campagne chauvine, il soutint ardemment le programme militaire et la ligne proimpérialiste de l'A.F.L. Dans sa brochure « Pourquoi les ouvriers soutiennent la guerre ? », il écrivait : « Cette guerre est la guerre des ouvriers américains, elle est menée pour les ouvriers et par les ouvriers eux-mêmes. Jamais plus qu'aujourd'hui, les ouvriers n'ont joui d'une telle démocratie. Un progrès remarquable a été obtenu dans cette voie... Si les événements suivent le même cours, les ouvriers américains sortiront de la guerre avec d'immenses conquêtes. Ils obtiendront une journée de travail de huit heures, le droit, à égalité avec les patrons, de fixer, par l'intermédiaire de leurs représentants, le niveau de leurs salaires ⁵⁶. » La résolution de la conférence de l'Alliance américaine du Travail et de la démocratie, tenue en automne 1917, allait dans le même sens : « Nous promettons solennellement notre soutien amical et notre aide au gouvernement des Etats-Unis et à ses alliés dans le présent conflit militaire ⁵⁷. » Comme il ressort de la correspondance de Gompers avec d'autres leaders de cette organisation, cette Alliance fut destinée à neutraliser l'influence des socialistes dans le mouvement ouvrier américain ⁵⁸.

A cette époque, la gauche, au sein du Parti socialiste — Eu. Debs, Ch. Ruthenberg et d'autres — menait une lutte conséquente contre la guerre, en s'appuyant sur la résolution du congrès extraordinaire du parti (Saint Louis, avril 1917) qui confirmait la fidélité aux principes de l'internationalisme, condamnait la guerre impérialiste et la participation des Etats-Unis à celle-ci. Une manifestation contre la guerre, à laquelle prirent part 40 000 personnes, fut organisée le 1^{er} juin à Boston, sous la direction des socialistes de gauche.

Les I.W.W. se prononcèrent contre la participation des Etats-Unis à la guerre. En réponse les milieux dirigeants et la presse bourgeoise appelèrent dès le début de l'été

56. J. R. COMMONS : *Why Workingmen Support the War?* s. 1., s. d.

57. *American Federation of Labor...*, vol. I, p. 73.

58. F. L. GRUBBS : « Council and Alliance Labor Propaganda, 1917-1919 ». — *Labor History*, 1966, vol. 7, N 2, p. 157-158.

1917, à « mettre fin aux I.W.W. ». En septembre, les agents du ministère de la Justice procédèrent à des perquisitions dans les sections locales des I.W.W. à Chicago, San Francisco, Seattle et d'autres villes. Ils se saisirent des archives de l'organisation. Plus de 100 dirigeants et militants des I.W.W. se retrouvèrent devant les tribunaux⁵⁹. Ces répressions étaient l'expression de la grave préoccupation des autorités et de ceux qui soutenaient la politique de gouvernement, face aux interventions antimilitaristes.

En mai 1917 le réformiste de droite R. Maisel, rédacteur du journal socialiste *New York Call*, apprit à Gompers que les adversaires de la guerre avaient créé un Conseil du peuple pour la démocratie et la paix⁶⁰. L'initiative en revenait à l'*International Ladies Garment Workers Union*, à la Fédération du Travail de Pennsylvanie, à certaines organisations socialistes. La direction de l'A.F.L. reçut diverses autres informations confirmant également que la guerre était impopulaire en Amérique. Ainsi, le juriste W. B. Rabin, militant syndical, écrivit à J. Frey, dirigeant de l'A.F.L. à Milwaukee (Wisconsin), que même parmi les « vétérans » des trade-unions se faisait fortement sentir une tendance en faveur des positions socialistes contre la guerre. Dans sa réponse, Frey reconnut que les organisations locales étaient « contre ... la politique de Gompers relative à la guerre⁶¹. »

« Comment neutraliser la campagne actuelle pour une « paix immédiate » sous couvert du soi-disant Conseil du peuple, telle est la question du jour », écrivait R. Easley, dirigeant de la N.C.F. Dans une autre lettre, il communiquait : « Dans de grandes villes industrielles, du Maine à la Californie, se déroulent ... des meetings de masse soutenus avec enthousiasme » par les adversaires de la guerre⁶². R. Easley fut également préoccupé par les informations provenant de Ch. B. Barnett de la *Farmers Cooperative Union* sur l'absence de loyauté parmi les fermiers. Barnett écrivait que dans des États tels que la Virginie, la Caroline

59. Les matériaux du procès fabriqué furent publiés par Ph. Foner (*Labor History*, vol. 11, N 4, 1970). Ils prouvent que les 98 militants des I.W.W. furent condamnés uniquement pour avoir dit non à la participation des États-Unis à la guerre impérialiste.

60. R. RADOSH : *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, 1969, p. 56.

61 *Ibid.*, p. 57.

62. *Ibidem*.

du Nord et du Sud, la Géorgie, le Tennessee, le Kentucky, l'Indiana, l'Illinois, « 65 % des fermiers et 25 % de la population urbaine sont non seulement contre la guerre, mais aussi pour la paix à tout prix⁶³ ».

Dans ces conditions, le Président Wilson, le social-réformiste J. Spargo, le millionnaire J. Stockes, socialiste, leader de la droite, ami de Gompers, R. Easley et S. Gompers réunirent leurs efforts et créèrent, avec le soutien financier de la N.C.F., du « Fonds secret » de Wilson et du Comité de l'information publique⁶⁴, une organisation des « ouvriers et des socialistes » : l'Alliance américaine du travail et de la démocratie⁶⁵. On voulait l'utiliser efficacement contre les partisans de la paix en Amérique. Gompers, qui en fut nommé président, remplissait avec zèle ses fonctions. Or, on ne lui réservait que le rôle d'organisateur des initiatives élaborées par R. Maisel, dirigeant de la machine propagandiste de l'Alliance, et concertées avec G. Creel⁶⁶. Immédiatement après la fondation de l'Alliance, Gompers s'adressa aux organisations locales de l'A.F.L. avec un document exigeant la création de filiales locales de l'Alliance qui devraient envoyer leurs délégués au congrès de l'Alliance à Minneapolis en septembre 1917 (notons que le congrès du Conseil du peuple devait s'y tenir à la même date). Dans un déploiement de faste, propre à l'esprit petit-bourgeois de toutes les campagnes chauvines, les délégués de l'Alliance de New York arrivèrent par train spécial « rouge-blanc-bleu ». Ceci caractérisa l'esprit général de ce forum.

La résolution du congrès de l'Alliance appelait à mener la guerre « jusqu'au bout », condamnait les « faux combattants pour la démocratie », c'est-à-dire les adversaires de la campagne chauvine. L'Alliance appelait également à soute-

63. R. RADOSH : *Op. cit.*, p. 57.

64. Le Comité fut institué par un acte spécial du Congrès après l'entrée en guerre des États-Unis, afin d'attiser le chauvinisme dans l'opinion publique. G. Creel fut placé à la tête du Comité.

65. Gompers affirmait avoir convaincu le Conseil de la défense nationale d'accorder sa protection à l'Alliance, grâce à quoi les salaires des fonctionnaires de l'Alliance et la publication de la littérature propagandiste étaient financés par le Comité de l'information publique. (*Labor History*, 1966, vol. 7, N 2, p. 158.)

66. R. Radosh cite les lettres dans lesquelles G. Creel autorise directement la publication des matériaux propagandistes par l'Alliance. (R. RADOSH : *Op. cit.*, p. 61.)

ment. « ... Les entreprises industrielles doivent être mises au service du peuple au lieu de le dominer ..., si des conflits éclatent entre les propriétaires et les ouvriers et menacent la livraison régulière de la production militaire, le gouvernement doit prendre le contrôle total de ces branches ⁶⁷. »

Les monopoles américains s'enrichirent énormément grâce à la militarisation de l'économie des Etats-Unis, au développement des tendances monopolistes d'Etat dans les années de neutralité puis pendant la participation à la guerre. Ainsi, les profits de la *Standard Oil* s'élevèrent à 450 millions de dollars en 1918, le Trust de l'acier décupla les siens en réalisant 271,5 millions de dollars. Les profits des Dupont montèrent de 23,4 millions de dollars en 1914, à 329,1 millions de dollars en 1918. La somme totale des profits réalisés par les monopoles américains pendant la Première Guerre mondiale constitua 27,3 milliards de dollars ⁶⁸.

« Les milliardaires américains, écrivait V. Lénine, étaient ... les plus riches ... Ils ont raflé des centaines de milliards de dollars ... Chaque dollar porte des traces de sang, de cette mer de sang qu'ont versé les 10 millions de morts et les 20 millions de mutilés ⁶⁹ ... » Les gomperistes furent les complices directs de l'impérialisme américain.

Le boom militaire conduisit à une certaine majoration des salaires des ouvriers occupés dans les branches liées à la production militaire et desservant l'armée : industries des métaux, du pétrole, du charbon, constructions navales, dans les industries légères, les conserveries, la confection, etc. Mais la hausse du coût de la vie, la baisse du salaire réel dans de nombreuses branches « non militaires », le chômage (1 920 000 chômeurs en 1917) ⁷⁰ provoquèrent un profond mécontentement des ouvriers.

Ainsi, selon les estimations de P. Douglas, le coût de la vie augmenta de 31 % entre décembre 1917 et décembre 1918. L'élargissement de la production dans de nombreux secteurs industriels, la demande accrue de main-d'œuvre suscitèrent une hausse moyenne des salaires hebdomadaires

de 23 %. La hausse des salaires horaires des ouvriers oscillait, pendant le boom industriel, entre 32 % (transformation des métaux), 42,5 % (industrie des conserves de viande) et jusqu'à 6,4 % chez les ouvriers des imprimeries de la presse ⁷¹.

Le mouvement gréviste se poursuivit pendant la guerre et cela, malgré les répressions : 4 450 grèves en 1917, 3 353 grèves en 1918. Puis vient l'année record : en 1919, plus de 4 millions de personnes prirent part aux 2 665 grèves (au total, il y eut cette année 3 630 grèves) ⁷². Cette année fut marquée par la grande grève des ouvriers de Seattle, par la grève générale des fondeurs d'acier et des mineurs. Les patrons et le gouvernement combattirent sans pitié les grévistes. Se référant à l'interdiction des grèves pendant la guerre, le Bureau de la main-d'œuvre pour l'industrie de guerre, créé en janvier 1918, qualifiait les grévistes de criminels d'Etat. Gompers concertait toutes ses actions avec les établissements gouvernementaux. Il contribuait par tous les moyens à la militarisation de l'économie. Les syndicats qu'il dirigeait livraient à l'industrie de guerre le nombre nécessaire d'ouvriers de qualification demandée, veillaient à ce que les commandes militaires dans l'industrie soient exécutées dans de rapides délais ⁷³. Les leaders de l'A.F.L. appelaient à renoncer aux grèves pendant la guerre, tout en promettant aux ouvriers le remboursement de leurs pertes après la guerre. « Les ouvriers des secteurs de l'industrie militaire, soulignait le compte rendu du Conseil exécutif au congrès de l'A.F.L. de 1918, sont en fait une partie de la force militaire : de l'armée et de la flotte. Ils ne peuvent pas arrêter leur travail car cela nuirait aux intérêts des forces patriotiques dans la guerre ⁷⁴. » Les propagandistes de l'Alliance prodiguaient des promesses. « Après la guerre une vie dorée attend ceux qui travaillent aujourd'hui. Il n'y aura plus d'autocratie dans l'industrie, ni au sein du gouvernement. La victoire impliquera une majoration des salaires, la réduction du temps de travail, l'octroi de possibilités plus nombreuses, l'amélioration des conditions de vie ⁷⁵. » Tel fut

67. AFL, *Proceedings* ..., 1917, p. 82-83.

68. F. LANDBERG : *America's 60 Families*, The Vanguard Press, New York, p. 496-497.

69. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 28, p. 59.

70. *Historical Statistics of the United States*, Colonial Times, to 1957, Washington, 1960, p. 73.

71. P. DOUGLAS : *Real Wages in the US*, Boston, New York, 1930, p. 211, 96, 101.

72. *US Department of Labor. Strikes in the United States*, Compl. by F. Peterson, Washington, 1938, p. 39.

73. F. THORNE : *Op. cit.*, p. 152.

74. AFL, *Proceedings* ..., 1918, p. 17.

75. *Ibidem*.

le programme de l'impérialisme « ouvrier ». Ces promesses attiraient les leaders corporatifs à tendances pragmatiques qui avaient déjà ressenti les avantages des surprofits des monopoles américains. Ces promesses avaient donc un sens tout à fait réel pour eux. Alors que la passivité politique des trade-unionistes laissait à Gompers un terrain favorable pour agir en ce sens.

Au cours du congrès de l'A.F.L. de 1918, le Président Wilson adressa à Gompers ses salutations et remerciements pour le « soutien patriotique » de l'A.F.L. au « programme militaire de la nation au cours de l'année écoulée, et cela non seulement dans les tranchées et sur le champ de bataille, où se trouvent beaucoup de jeunes ouvriers en uniforme militaire, mais aussi dans les entreprises industrielles... qui assurent le soutien et le ravitaillement de l'armée, grâce au travail assidu et loyal de vos cadres qualifiés ». Wilson soulignait tout particulièrement le rôle de l'A.F.L. pour maintenir la « paix de classes » dans l'industrie (« en ces jours d'épreuves et de sacrifices, l'ouvrier américain porte fièrement son fardeau en tant que représentant de la nation ⁷⁶ »). Le congrès reçut également des salutations et remerciements de la part du Conseil de la défense nationale ⁷⁷.

Répondant au Président au nom du congrès de l'A.F.L., Gompers ne ménageait pas ses compliments et montrait son désir de soutenir la politique du gouvernement des Etats-Unis ⁷⁸.

C'est au cours de la Première Guerre mondiale que se formèrent définitivement les bases idéologiques, politiques et organisationnelles du système de « collaboration de classes » en tant que fondement de la « démocratie industrielle » des Etats-Unis. Ce que Wilson appréciait le plus dans le gompersisme c'est le « conservatisme de sa conception du problème ouvrier ⁷⁹ ». Ceci supposait, comme l'écrivait Commons, la volonté d'« améliorer les conditions de travail sous le gouvernement capitaliste existant. Et même si ce gouvernement applique une ligne impérialiste, le trade-unionisme doit partager avec lui les fruits de l'impérialisme ⁸⁰ ».

76. AFL, *Proceedings*..., 1918, p. 134.

77. *Ibidem*.

78. *Ibid.*, p. 205.

79. J. S. SMITH : « Organized Labor and Government in the Wilson Era, 1913-1921 ». — *Labor History*, 1962, vol. 3, N 3, p. 270.

80. J. R. COMMONS : *Industrial Goodwill*, p. 190.

La participation des gompersistes, sous la direction du gouvernement, aux mesures du temps de guerre n'avait pas seulement une importance organisationnelle. Elle témoignait également de l'influence idéologique et politique accrue des milieux dirigeants sur l'« aristocratie ouvrière » américaine. R. Radosh note à juste titre que, pour la première fois, l'« administration Wilson a utilisé le mouvement ouvrier organisé pour soutenir la politique extérieure du gouvernement ⁸¹ » et de l'impérialisme.

Ainsi, les gompersistes se fixaient ouvertement pour but de soutenir l'impérialisme dans sa lutte contre le socialisme. Gompers, d'ailleurs, ne le cachait plus : «... Depuis plus de trente-cinq ans l'A.F.L. soutient absolument sincèrement les principes de la liberté et de la démocratie dirigés contre le socialisme ⁸². » La même politique fut développée par les leaders du trade-unionisme américain dans l'arène internationale. Après la victoire de la Révolution de Février (1917) en Russie, Gompers noua des contacts avec le Gouvernement provisoire, en appelant à poursuivre la guerre « jusqu'au bout ». C'est dans cet esprit que Gompers écrivit le message qu'il adressa à la Douma le 21 mars 1917 ⁸³.

La direction de l'A.F.L. suivait avec inquiétude la propagation des sentiments révolutionnaires en Russie, du mécontentement que soulevaient parmi les ouvriers, les soldats, les paysans, la politique non démocratique du Gouvernement provisoire et la poursuite de la guerre. Gompers se hâta de faire ses recommandations aux ouvriers russes et de pronostiquer le cours des événements en Russie. Dans son télégramme du 2 avril à N. Tchkhéidzé, leader des menchéviks, il écrivit que la liberté exigée par nombre de députés à la Douma est le produit d'une longue évolution et qu'il n'y a aucune possibilité réelle de l'obtenir immédiatement ⁸⁴.

81. R. RADOSH : *Op. cit.*, p. 70.

82. S. GOMPERS : *American Labor*..., p. 190.

83. Voir R. HARVEY : *Samuel Gompers, Champion of the Toiling Masses*, Stanford Univ. Press (California), 1935, p. 242.

84. Voir R. RADOSH : *Op. cit.*, p. 75-76. D. Francis, ambassadeur des Etats-Unis en Russie, apprécia hautement l'importance de ce télégramme. Sur la recommandation de S. Gompers, W. Wilson introduisit J. Duncan, vice-président de l'A.F.L., au sein de la mission de E. Root, envoyée en Russie au printemps 1917 pour soutenir le Gouvernement provisoire.

En automne 1917, où les ouvriers révolutionnaires, dirigés par les bolchéviks, exerçaient sur les événements en Russie une influence grandissante, les milieux gouvernants des Etats-Unis s'inquiétaient de plus en plus du sort du Gouvernement provisoire. Au Congrès de l'Alliance américaine du travail et de la démocratie les gompersistes et les social-réformistes qualifiaient les bolchéviks, conformément à la propagande de l'Entente, d'« éléments progermaniques ». Le 13 septembre, Gompers télégraphia à Kérénski qu'il soutenait son gouvernement et qu'il approuvait ses actions contre-révolutionnaires⁸⁵.

Le 17 septembre, Gompers écrivit à Spargo qu'il avait consulté le Président Wilson sur les mesures à prendre pour soutenir Kérénski⁸⁶. Le lendemain, Gompers envoya un nouveau télégramme à Kérénski, appelant les « ouvriers russes » à appuyer Kérénski et à faire preuve de patience et de fermeté⁸⁷. En même temps, la direction de l'A.F.L. se mit à préparer le voyage d'« une délégation ouvrière » de l'A.F.L. pour mener un « travail d'explication » parmi les ouvriers russes. Le 20 septembre, Gompers fut informé que les grands industriels, intéressés aux marchés russes, avaient l'intention de financer généreusement cette mission de l'A.F.L. en Russie⁸⁸. Aux Etats-Unis, l'appareil de propagande des gompersistes diffusait des inventions calomnieuses sur la classe ouvrière russe, tentant de convaincre l'opinion publique que les ouvriers russes ne soutenaient pas le programme de paix des bolchéviks⁸⁹.

La Grande Révolution socialiste d'Octobre, qui ouvrit une ère nouvelle dans le développement historique des peuples du monde entier, contribua à approfondir les processus révolutionnaires, à cristalliser la conscience prolétarienne de classe. Les événements de Russie exerçaient une grande action sur les masses prolétariennes, en les aidant à prendre réellement conscience de leur mission historique. La victoire du prolétariat, le passage du pouvoir entre ses mains, tout cela sapait les fondements sur lesquels s'appuyaient les champions de la « paix de classes » et de la pérennité de l'ordre capitaliste.

85. *Weekly New Letter*, 15. IX. 1917.

86. R. RADOSH : *Op. cit.*, p. 95.

87. *Weekly New Letter*, 22. IX. 1917. Le télégramme fut envoyé avec l'assistance du Département d'Etat.

88. R. RADOSH : *Op. cit.*, p. 97.

89. *Weekly New Letter*, 13. X. 1917.

Dans leur propagande les gompersistes s'efforçaient essentiellement de dénaturer l'essence libératrice, prolétarienne, internationale de la Révolution d'Octobre que Gompers, comme il l'écrivit lui-même, avait tenté en vain de prévenir⁹⁰.

Prenant la parole, en janvier 1918, au Congrès de l'U.M.W.U., Gompers attaqua violemment les bolchéviks russes qui, « confrontés aux troupes du Kaiser, ont tourné leurs armes contre leur propre gouvernement représentatif⁹¹. » Gompers les accusait d'avoir trahi leur devoir internationaliste. En s'adressant aux mineurs américains, il les appelait à être vigilants face aux « bolchéviks aux Etats-Unis mêmes⁹². » « S'il y avait en Russie, dira plus tard Gompers, un mouvement ouvrier semblable à celui des Etats-Unis, les bolchéviks n'auraient jamais pu prendre le pouvoir, de même, s'il n'y avait pas chez nous de mouvement ouvrier avec tous les éléments propres exclusivement à l'Amérique, s'il n'y avait pas non plus une propagande appropriée, ... le bolchévisme aurait été instauré aux Etats-Unis aussi. D'ailleurs, je ne pense pas qu'aujourd'hui nous en soyons absolument immunisés⁹³. »

Gompers s'en prit aux forces progressistes des Etats-Unis qui avaient ouvertement exprimé leur sympathie à la révolution prolétarienne en Russie, au prolétariat russe. « En Amérique, le pays capitaliste le plus puissant et le plus jeune, l'immense sympathie des masses ouvrières va aux Soviets⁹⁴ », écrivait Lénine en 1919. Face au déchaînement de la réaction politique aux Etats-Unis, la partie révolutionnaire la plus consciente de la classe ouvrière américaine soutint la Révolution d'Octobre, condamna le blocus économique de la République soviétique et l'intervention qui se préparait contre elle. Ces prises de positions furent exprimées dans la presse, aux réunions des groupes socialistes et radicaux, des syndicats isolés, des organisations ouvrières des grands centres industriels, des I.W.W.⁹⁵. « Le peu-

90. S. GOMPERS : *Seventy Years ...*, vol. II, p. 398-399.

91. S. GOMPERS : *American Labor ...*, p. 171.

92. *Ibidem*.

93. *Ibid.*, p. 195.

94. V. LENINE : *Œuvres*, t. 28, p. 503.

95. Les représentants les plus sensés des milieux d'affaires et de la vie politique des Etats-Unis (les sénateurs Robert M. La Follette, W. Borah et d'autres) intervinrent contre la participation à l'intervention.

ple américain, écrivait Lénine dans sa « Lettre aux ouvriers américains » en août 1918, possède une tradition révolutionnaire dont ont hérité les meilleurs représentants du prolétariat américain qui, à maintes reprises, ont affirmé leur entière sympathie pour nous autres, bolchéviks⁹⁶. »

En s'adressant aux prolétaires russes, le Conseil ouvrier de Seattle écrivait le 3 janvier 1918 : « Frères et sœurs, ... le Conseil ouvrier ... représentant plus de 40 000 ouvriers organisés de la ville et faisant partie intégrante de l'A.F.L. qui regroupe 2 millions d'hommes et de femmes, se félicite ... de l'occasion ... de vous envoyer nos salutations fraternelles et d'exprimer notre espoir sincère de voir aboutir vos efforts en vue de faire de la Russie une république libre, fondée sur la démocratie politique et industrielle ... , nous vous promettons de tout cœur notre aide pour atteindre le plus rapidement cet objectif⁹⁷ ». L'*International Ladies Garment Workers* et l'*Amalgamated Clothing Workers of America Union* adoptèrent, le 6 juin, une résolution exprimant leur « enthousiasme quant à la révolution russe et à la formation de la république des ouvriers en Russie ». J. Schlossberg, dirigeant de l'*Amalgamated Clothing Workers of America Union*, déclara que son syndicat était « contre toute ingérence dans les affaires intérieures de la Russie⁹⁸ ». Eugène Debs et Albert Rhys Williams, militants actifs de l'aile gauche du Conseil du peuple pour la démocratie et la paix, se prononcèrent également contre l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures de la Russie soviétique, A. R. Williams qualifia de criminel le blocus économique de la Russie instauré par Wilson⁹⁹.

Il faut reconnaître le grand mérite de Eu. Debs dans la propagande des idées de l'internationalisme. Prenant la parole à Canton (Ohio), où les dirigeants socialistes locaux Ch. Ruthenberg, A. Wagenknecht et Ch. Baker étaient poursuivis pour leurs actions contre la participation des États-Unis à la guerre, Debs condamna la guerre et proclama sa solidarité avec la Russie révolutionnaire : « ... Les bolchéviks russes sont devenus une force exaltante de la

paix¹⁰⁰. » Ces prises de position étaient dirigées contre le gompersisme dans l'ensemble du mouvement ouvrier américain et au sein de l'A.F.L. elle-même.

Gompers voyait un danger réel dans l'accroissement des sentiments contre la guerre et des sympathies pour la Russie soviétique, dans le renforcement des véritables sentiments internationalistes au sein de la classe ouvrière européenne. Après ses vaines tentatives « prévenir la seconde révolution russe¹⁰¹ », Gompers concentra tous ses efforts sur la poursuite de la guerre « jusqu'à la victoire », jusqu'à la conclusion d'une paix impérialiste de brigandage et l'organisation d'une intervention contre la République soviétique. Il tentait également de pousser les socialistes et les représentants d'autres organisations ouvrières de l'Europe à se solidariser avec les 14 points de Wilson.

En mars 1918, une délégation composée de neuf représentants de l'A.F.L. se rendit en Grande-Bretagne et en France pour y faire la propagande en faveur de la capitulation sans conditions de l'Allemagne. En septembre de la même année fut convoquée la conférence des représentants des ouvriers et des organisations socialistes des pays de l'Entente. Les gompersistes tentèrent d'y faire adopter une résolution en faveur de l'intervention armée contre la République socialiste soviétique. Mais la Conférence la rejeta.

En octobre 1918, Gompers vint en Europe. Il appela à mener la guerre jusqu'au bout et à combattre le socialisme au congrès des trade-unions britanniques, à la conférence conjointe du Comité parlementaire et du Comité exécutif du parti travailliste. Gompers et sa suite furent reçus non seulement par les hauts-fonctionnaires et les chefs des représentations diplomatiques, mais aussi par des premiers ministres et des rois. Il intervint, en fait, comme le représentant de Wilson.

Lors de ce voyage, Gompers put observer l'accentuation des sentiments hostiles à la guerre dans la classe ouvrière européenne. Il écrivit : « Tous nos efforts ont été surpassés par ceux qui occupaient des positions progermaniques, par les

96. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 28, p. 65.

97. Cité d'après *L'Amérique progressiste en lutte, 1917-1973*, sous la direction de I. Krasnov. Moscou, 1974, p. 42-43 (en russe).

98. *L'Amérique progressiste en lutte, 1917-1973*, p. 50-51. Voir d'autres matériaux de ce recueil.

99. Albert Rhys WILLIAMS : *Russian Soviets*, s. 1, s. d.

100. Debs fut arrêté et emprisonné pour son activité contre la guerre, ses interventions en faveur de la révolution socialiste en Russie.

101. Il s'agit de la Grande Révolution socialiste d'Octobre (S. GOMPERS : *Seventy Years ...*, vol. II p. 398-399.)

propagandistes, les pacifistes, par les bolchéviks français et italiens ¹⁰² ... »

Agissant de concert avec les impérialistes de l'Entente, les gompersistes s'en prirent au gouvernement soviétique après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Gompers affirma qu'aucun pays pacifique ne pourrait consentir à la paix avec l'actuel gouvernement d'Allemagne, la paix avec l'Allemagne a détruit, ruiné, humilié la Russie. « Les peuples des pays démocratiques préféreront disparaître de la surface de la terre plutôt que d'accepter les conditions d'une telle paix ¹⁰³. » De retour de voyage, Gompers pleura sur le sort de la Russie détruite à la conférence des trade-unions du Missouri.

La trêve arrachée grâce à cette paix par la République soviétique déclencha la fureur des impérialistes qui accusèrent les bolchéviks de s'entendre avec l'impérialisme allemand.

Dans les années suivantes, l'antisoviétisme de Gompers et de ses compagnons d'idée demeura agressif. Sur les plans idéologique et politique, l'antisoviétisme fut enfanté par le social-chauvinisme et l'opportunisme, par le refus de défendre les véritables intérêts des travailleurs.

L'INFLUENCE DES ÉGLISES CATHOLIQUE ET PROTESTANTE SUR LA FORMATION DE L'IDÉOLOGIE ET DE LA POLITIQUE DE L'A.F.L.

En étudiant le processus de formation de l'idéologie du trade-unionisme aux Etats-Unis, on ne saurait perdre de vue le rôle de la religion dans ce domaine, son emprise grandissante, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, sur toute la vie de la société américaine. Les succès économiques et techniques enregistrés par les Etats-Unis à cette époque et leur influence croissante sur l'économie mondiale, de même que la formation de l'« aristocratie ouvrière », cet appui de la bourgeoisie américaine dans la lutte sociale, tout cela contribuait à affermir le pragmatisme, le « dernier cri de la mode » de la philosophie américaine de cette époque ¹. Le pragmatisme pénétra toute la vie américaine et, comme nous l'avons noté plus haut, devint la philosophie de l'« aristocratie ouvrière » américaine, un point de départ déterminant ses revendications idéologiques, politiques et économiques. Il existait forcément un lien entre le renoncement à la philosophie au nom de l'expérience et de la pratique, préconisé par les leaders trade-unionistes, et l'idéalisme philosophique (en l'occurrence le pragmatisme). Ce courant idéologique pouvait attirer tous ceux qui voulaient rénover le catholicisme tout en lui restant fidèles ². Dans le cadre de la crise idéologique et politique, liée au passage au stade impérialiste, les milieux dirigeants des Etats-Unis recherchaient de plus en plus souvent une aide auprès de la religion. Cela n'était pas fortuit au moment où les « puissances sociales dépassées... se ressaisissent une fois encore..., passent de la défense à l'offensive ³... », où elles lient leurs espoirs particuliers avec l'Eglise. A son tour, l'Eglise elle-même intensifia son activité face à la propaga-

1. Voir V. LENINE : *Œuvres*, t. 14, p. 356.

2. Voir V. LENINE : *Œuvres*, t. 38, p. 421.

3. K. MARX, F. ENGELS : *Sur la religion*, Editions Sociales, Paris, 1960, p. 128.

102. *American Federationist*, 1918, vol. XXV, N 12, p. 1073.

103. S. GOMPERS : *American Labor*..., p. 213.

tion de l'athéisme parmi les masses populaires, notamment aux Etats-Unis.

L'extension du mouvement ouvrier renforça l'intérêt de l'Eglise pour les problèmes sociaux, stimula la recherche des voies de la prétendue renaissance religieuse, des tendances rénovatrices comportant les idées du réformisme social. Ces efforts de l'Eglise visaient à empêcher la fusion du mouvement ouvrier avec l'idéologie socialiste.

L'utilisation de la religion par la bourgeoisie afin de sauver le régime existant à l'aide des réformes fut l'un « des procédés démocratiques utilisés pour donner le change aux ouvriers et les assujettir à l'idéologie bourgeoise⁴ ». Lénine soulignait que l'arsenal bourgeois des « méthodes libérales et démocratiques utilisées pour duper et corrompre les ouvriers », comprenait l'« accentuation des efforts pour rénover et vivifier une religion « pour le peuple » (aussi bien directement que sous la forme indirecte du développement de la philosophie idéaliste)⁵...

Dans le système du réformisme bourgeois américain, l'Eglise et les unions corporatives, qui avaient abandonné la lutte prolétarienne politique, se complétaient les unes les autres dans la défense du capitalisme et la propagande de l'idéologie de la collaboration de classes. « Il est parfaitement évident, écrivait une revue catholique américaine, qu'au XX^e siècle le prédicateur doit observer attentivement le mouvement social et l'étudier à fond. Il doit s'adresser à ce mouvement avec des sermons chrétiens et non pas socialistes défendant la vérité chrétienne, catholique, dont l'ouvrier a de plus en plus besoin... » Un autre prêtre indiquait que l'A.F.L. « réalise sa politique en se fondant sur les principes du bon sens et du conservatisme, étant aujourd'hui universellement respectée en tant que rempart et protection des ouvriers ». « Mais qui tente depuis vingt ans de détruire l'A.F.L. ? », demandait-il. Et de répondre : « Les socialistes⁶. » La lutte contre le socialisme, le « renoncement à toute philosophie sociale⁷ » au nom de l'acquisi-

4. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 20, p. 483.

5. *Ibidem*.

6. Cité d'après M. KARSON : *American Labor Unions and Politics, 1900-1918*, Carbondale, 1958, p. 232-233.

7. *Final Report and Testimony Submitted to Congress by the Commission on Industrial Relations*, Vols. I-XI, Washington, 1916, Vol. II, p. 1528, 1529.

tion des avantages matériels destinés à une couche étroite d'ouvriers : l'Eglise acceptait, soutenait et propageait entièrement ces principes du gompersisme.

Les problèmes des relations mutuelles entre l'Eglise et les trade-unions, de l'influence de l'Eglise sur la formation de leur programme idéologique et politique suscitent un vif intérêt dans la littérature historique américaine de ces dernières années. Les auteurs de nombreux ouvrages se réfèrent invariablement à D. Saposs, qui fut le premier à faire une analyse approfondie des relations entre l'Eglise catholique et le mouvement ouvrier⁸. La principale tendance de ces ouvrages est le désir de montrer le rôle accru de la re-

8. D. SAPOSS : « The Catholic Church and the Labor Movement ». *Modern Monthly*, Vol. VII, May-June 1933.

D'autres travaux sur les liens entre l'Eglise catholique et les organisations ouvrières : H. J. BROWNE : *The Catholic Church and the Knights of Labor*, Washington, 1949 ; M. H. FOX : *Peter E. Di-etc, Labor Priest*, Notre Dame, 1953 ; M. KARSON : *Op. cit.* ; G. C. SUGGS, Jr. : *Colorado's War on Militant Unionism. James H. Peabody and Western Federation of Miners*, Detroit, 1972 ; Ph. FONER : *Op. cit.*, Vol. III ; A. I. ABELL : « The Reception of Leo XIII's Labor Encyclical in America, 1891-1919 ». — *Review of Politics*, Vol. VII, October 1945 ; M. HARRINGTON : « Catholics in the Labor Movement ; a Case Study ». — *Labor History*, 1960, Vol. 1, N 3 ; R. REPAS : « History of the Christian Labor Association ». — *Labor History*, 1964, Vol. 5, N 2 ; R. E. DOHERTY : « Thomas J. Hagerty, the Church and Socialism ». — *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 1 ; W. B. FAHERTY : « The Clergyman and Labor Progress ; Cornelius O'Leary and the Knights of Labor ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2 ; G. C. SUGGS, Jr. : « Religion and Labor in the Rocky Mountain West : Bishop N. Matz and the Western Federation of Miners ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2.

A propos de l'influence des Eglises protestantes sur le mouvement ouvrier, voir : H. F. MAY : *Protestant Churches and the Industrial America*, New York, 1949 ; D. MEYER : *The Protestant Search for Political Realism, 1919-1941*, Berkeley, 1960 ; I. YELLOWITZ : *Labor and Progressive Movement in New York State, 1897-1916*, Ithaca, 1965 ; H. G. GUTMAN : « Protestantism and the American Labor Movement ». — *American Historical Review*, Vol. LXXII, N 1, October 1966 ; R. C. REINDERS : « T. Wharton Collens and Christian Labor Union ». — *Labor History*, 1967, Vol. 8, N 2 ; J. R. AIKEN, J. R. MCDONNELL : « Walter Rauschenbusch and Labor Reform ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2 ; G. H. NASH : « Charles Stelzle : Apostle to Labor ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2 ; J. GILBERT : « The American Fabian ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 3 ; Cl. GRIFFEN : « Christian Socialism Instructed by Gompers ». — *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 2 ; Ph. C. ENSLEY : « The Interchurch World Movement and the Steel Strike of 1919 ». — *Labor History*, 1972, Vol. 13, N 2.

ligion, l'intensification de l'activité de l'Eglise dans le mouvement ouvrier au moment où s'aggravait le climat social des Etats-Unis. Des auteurs tels que Karson, Browne, Abell soulignent que les orthodoxes (principalement au sein de l'Eglise catholique) s'opposaient au programme du christianisme social. Ph. Foner démontre, dans une optique marxiste, l'influence conservatrice des Eglises catholique et protestante sur le mouvement ouvrier⁹. Se référant aux archives de l'A.F.L., il dégagea les liens qui existaient entre la direction des trade-unions et l'Eglise.

En même temps, l'historiographie américaine sous-estime dans une certaine mesure l'influence de l'Eglise sur la formation des principes idéologiques du trade-unionisme. Parmi les travaux de ce genre citons avant tout la monographie de B. Mandel selon lequel l'Eglise, connue pour son attachement aux classes possédantes, n'avait pas la confiance des leaders des trade-unions. Gompers, qui n'était pas croyant, préférait propager l'éthique chrétienne et les idées du *Sermon sur la Montagne* non pas par l'intermédiaire de l'Eglise, mais par les trade-unions qu'il considérait comme « un moyen plus efficace de développer la morale sociale et de soumettre la nature animale égoïste de l'homme aux impératifs de l'humanisme¹⁰ ». H. F. May, auteur d'un ouvrage sur les protestants américains, notait que l'« hostilité traditionnelle » du clergé envers les ouvriers, son attitude « paternaliste » envers les travailleurs ne pouvaient susciter chez les ouvriers ni confiance ni sympathies¹¹. Il existe également une opinion selon laquelle l'intervention des milieux cléricaux ne pouvait rien ajouter au « climat d'apathie ou d'hostilité au socialisme » qui était caractéristique du mouvement ouvrier américain¹².

Cette sous-estimation du rôle de la religion dans la formation de la conscience des ouvriers, en particulier dans un pays tel que les Etats-Unis, où la religion pénètre toutes les sphères de la vie sociale et politique et possède d'immenses moyens matériels, qui plus est, exemptés d'impôts,

9. Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 111-135.

10. B. MANDEL : *Samuel Gompers. A Biography*, Yellow Springs (Ohio), 1963, p. 11.

11. H. F. MAY : *Op. cit.*, p. 222-223.

12. Voir J. KEISER : l'article sur le livre de M. KARSON : « American Labor Unions and Politics ». — *Labor History* 1966, Vol. 7, N 2, p. 236.

suscite de sérieuses objections. Et cela d'autant plus que tous les chercheurs qui étudient tant la religion protestante que catholique aux Etats-Unis constatent la présence d'un grand nombre de croyants et l'influence de la religion sur les larges masses. D'après les calculs de R. Hofstadter qu'il considérait lui-même comme très incomplets, 36 % de la population américaine en 1900 et 46 % en 1926 étaient membres de l'Eglise. Mais le nombre des pratiquants était beaucoup plus élevé¹³, ce qui n'était nullement fortuit.

Engels estimait que la force des préjugés religieux était un trait caractéristique des Etats-Unis. L'influence de l'Eglise sur les Américains pragmatiques était favorisée par leur retard théorique général, par leur mépris pour toute théorie. En effet, aux Etats-Unis les progrès les plus révolutionnaires dans le domaine des découvertes et des perfectionnements voisinaient avec les éléments idéologiques les plus archaïques et désuets. Ce pays devint le refuge de courants politiques antiscientifiques et de tendances idéologiques depuis longtemps réfutées par les marxistes européens. Les Américains devaient le payer, comme l'écrivait Engels à F. Sorge, « par une foi superstitieuse dans toute sorte d'absurdités philosophiques et économiques, par un sectarisme religieux et des expériences économiques imbéciles, qui, toutefois, sont profitables pour certaines cliques bourgeoises¹⁴ ».

Les réformateurs bourgeois et ecclésiastiques spéculèrent sur la contamination d'une couche importante d'ouvriers américains, et de la direction de l'A.F.L. par le « pragmatisme bourgeois », sur leur mépris manifeste pour la réflexion théorique. Tout cela permit aux serviteurs du culte d'utiliser largement les trade-unions pour étendre leur influence. Bien que Gompers et certains autres leaders n'aient pas été eux-mêmes croyants, l'Eglise pouvait compter sur eux parce qu'ils se tenaient à une conception du mouvement ouvrier qui satisfaisait parfaitement les cléricaux. A son tour, le gompersisme utilisait cette influence de l'E-

13. R. HOFSTADTER : *Anti-Intellectualism in America Life*, New York, 1964, p. 90. Les statistiques officielles dans ce domaine ne sont pas satisfaisantes ; les données relatives à l'Eglise catholique (dès 1891), ainsi qu'aux Eglises presbytérienne, méthodiste et baptiste méridionale sont très incomplètes. (*Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1957*, Washington, 1960, p. 228-229).

14. K. MARX, F. ENGELS : *Correspondance*, Editions du Progrès, Moscou, 1971, p. 477.

glise, ses tendances « rénovatrices », le sermon du christianisme social visant à inculquer aux ouvriers l'idéologie trade-unioniste qui limitait les revendications prolétariennes au cadre de la démocratie bourgeoise formelle.

Les doctrines religieuses relatives aux questions sociales condamnaient la brutalité et l'avidité excessives de nombreux patrons. L'Eglise appelait à considérer avec attention et cordialité les besoins de la nature humaine et à résoudre les conflits sociaux sur la base de la morale et de la justice chrétiennes, à faire preuve de plus de tolérance envers les ouvriers, jusqu'à reconnaître les syndicats comme leur droit naturel. La « renaissance religieuse », le « renouveau », écrivait R. Hofstadter, avaient du succès là où le traditionalisme avait fait faillite, où les « simples gens étaient ramenés à la foi par de simples idées ¹⁵ ».

Les leviers les plus puissants de l'action sur les masses étaient détenus par l'Eglise catholique romaine, la plus centralisée, qui procéda à la mise au point d'une « nouvelle ligne » sous la direction du Vatican. L'un des premiers objets de cette activité furent les *Knights of Labor* dont le « grand maître » T. Powderly avait établi des contacts avec le cardinal Gibbons dès le milieu des années 1880.

La neutralité politique de Powderly, son appel à « s'abstenir de politique » qui, selon Engels, compte tenu de l'effervescence du mouvement ouvrier, se ramenaient tout bonnement « à des friponneries ¹⁶... », permirent aux *Knights of Labor* d'établir plus facilement des contacts avec les prêtres catholiques. Ceux-ci estimaient raisonnable de se conformer aux principes de Powderly à l'heure où le mouvement ouvrier était en plein essor et les idées socialistes en expansion. En 1887, le cardinal Gibbons fit un rapport au Vatican sur l'existence d'un danger de relâchement de l'« influence de la religion » parmi les *Knights of Labor*, ce qui, selon lui, engagerait inévitablement les masses dans la « voie destructrice de la licence et de l'anarchie ¹⁷ ». En automne 1886, l'Eglise catholique participa activement à la campagne électorale contre Henry George qui prit la tête de l'*United Labor Party* de New York. M. Corrigan, archevêque de New York, accusa George de radicalisme. On sait également que le prêtre populaire E. McMan fut privé de

15. R. HOFSTADTER : *Op. cit.*, p. 84.

16. K. MARX, F. ENGELS : *Correspondance*, p. 413.

17. Cité d'après H. J. BROWNE : *Op. cit.*, p. 372.

sa paroisse pour avoir soutenu le candidat de l'*United Labor Party*. A la veille même des élections, le vicaire Th. S. Preston s'adressa à l'opinion publique au nom de l'Eglise catholique de New York en l'invitant à voter contre Henry George sous prétexte que « ses principes sont erronés, dangereux et contredisent la doctrine de l'Eglise... Nous ne nous sommes jamais immiscés directement dans les campagnes électorales, pourtant, nous ne voudrions pas être mal compris au moment où les principaux intérêts de la société sont menacés ». De nombreux prêtres catholiques qui sympathisaient avec George durent voter contre lui. La position de l'Eglise catholique, écrit le chercheur américain G. Grob, « devait inévitablement influencer sur Gompers qui, tout en soutenant George contre l'archevêque, prenait en considération le fait qu'une grande partie des membres des trade-unions étaient des catholiques sincères. Par conséquent, son désir d'éviter une division dans le mouvement ouvrier pour des considérations religieuses contribuait également, de toute évidence, à dissiper ses illusions relatives à l'activité politique des ouvriers ¹⁸ » et à l'élaboration de la ligne d'un mouvement syndical « neutre ».

Le cardinal Gibbons et ses partisans dans le clergé s'engagèrent très activement dans la lutte contre les « orthodoxes » qui appelaient à jeter l'anathème sur toutes les unions ouvrières. Ils s'adressèrent au représentant du pape Léon XIII, Germano Straniero, puis directement au Vatican pour obtenir l'autorisation de « travailler » parmi les *Knights of Labor*. Car « adhérer à cet Ordre est compatible avec le catholicisme authentique, seule une minorité du clergé étant lui opposée ¹⁹ ». En 1887, Gibbons obtint de la Sainte Inquisition la décision de « tolérer sans conditions » l'Ordre ²⁰.

18. G. GROB : *Workers and Utopia. A Study of Ideological Conflict in the American Labor Movement, 1865-1900*, Evanston 1961, p. 165; H. H. QUINT : *The Forging of American Socialism*, Columbia 1953, p. 42.

19. W. B. FAHERTY : « The Clergyman and Labor Progress : Cornelius O'Leary and the Knights of Labor ». — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 184.

20. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 188. Le Vatican interdit à l'Eglise catholique canadienne d'entretenir toutes relations avec les *Knights of Labor*. L'Eglise punit sévèrement le prêtre C. O'Leary du Missouri pour avoir organisé une « aide chrétienne » aux familles affamées des cheminots en grève à la Compagnie Gould en 1886. Gould lui-même demanda qu'O'Leary soit sanctionné (p. 180-181). Le prêtre perdit sa place.

C'était en fait la reconnaissance du principe qui, quatre ans plus tard, trouva son expression « classique » dans la fameuse encyclique papale *Rerum novarum* comportant un programme de collaboration de classes sous l'égide de l'Eglise et coïncidant, dans l'ensemble, avec les objectifs et les tâches de l'A.F.L.

L'A.F.L. subissait directement l'influence de l'Eglise catholique par l'intermédiaire du groupe le plus nombreux à sa direction, composé de catholiques irlandais et allemands²¹. L'Eglise catholique contrôlait de puissants moyens d'action sur les masses : universités catholiques, écoles ouvrières, journaux, revues, organisations de bienfaisance et sociétés ouvrières. En 1928, S. Perlman notait déjà que les catholiques étaient majoritaires dans l'A.F.L.²² M. Karson calcula que sur les huit vice-présidents du Conseil exécutif de l'A.F.L. quatre au moins ont toujours été des catholiques. Entre 1906 et 1918, les Irlandais catholiques dirigeaient 62 unions professionnelles affiliées à l'A.F.L., y compris des unions aussi influentes et nombreuses que celles des mineurs, tanneurs, métallurgistes, ouvriers du textile, du fer et de l'acier, imprimeurs, cordonniers, brasseurs, dockers, souffleurs de bouteille, lamineurs, etc.²³ L'Eglise catholique manipulait habilement ce groupe nombreux et assez influent de ses partisans au sein de l'A.F.L.

Des historiens bourgeois américains mentionnent, eux aussi, la lutte commune du catholicisme et du trade-unionisme contre le socialisme et d'autres courants radicaux. Ainsi, G. Grob, déjà cité, soulignait qu'il serait injuste d'affirmer que le catholicisme était à l'origine de la ligne anti-socialiste de l'A.F.L. « ... Les objectifs poursuivis par l'A.F.L. elle-même n'étaient pas particulièrement radicaux, ils ne pouvaient en fait être réalisables que dans le système existant de la société capitaliste américaine²⁴. »

Le trade-unionisme américain reconnu ouvertement dans ses programmes le système capitaliste et abandonna les tâches socialistes, ayant proclamé comme « principe fondamental, philosophie et objectif... la réalisation d'une vie

meilleure²⁵ » dans le cadre du système existant. L'Eglise catholique aux Etats-Unis n'avait pas besoin, comme en Europe, de créer les syndicats catholiques parce que la position de la direction de l'A.F.L. contribuait déjà à propager l'influence catholique qui visait, à son tour, à encourager par tous les moyens les principes réformistes dans l'activité de l'A.F.L. « L'Eglise catholique influait de façon conservatrice sur les trade-unions américaines, écrit l'historien américain H. Browne, elle les aidait dans la lutte menée par ce mouvement économique contre les programmes politiques des socialistes²⁶. »

Rerum novarum, encyclique du pape Léon XIII, qui formulait les principes essentiels des rapports entre l'Eglise catholique et les organisations ouvrières, en appelait aux masses ouvrières, comportait des déclarations de compassion hypocrites sur leurs difficultés et leur droit naturel de se syndiquer « pour se défendre contre leurs patrons ». Selon le programme social rénové du catholicisme, tous les hommes sont frères, de par la nature humaine elle-même, donc il n'existe aucunes classes antagoniques, les « pauvres et les riches » peuvent et doivent vivre dans l'amitié. Tout le mal vient des socialistes qui attisent la haine et l'envie « des pauvres envers les riches » pour détruire l'institution de la propriété privée. La socialisation de la propriété, préconisée par les socialistes, est contraire à la « nature de l'homme ». En ce qui concerne les relations entrepreneur-ouvrier, l'encyclique reconnaissait le « comportement inhumain des entrepreneurs » qui utilisaient le travail des enfants, imposaient une journée de travail prolongée et des bas salaires. Tout en reconnaissant le « droit naturel des ouvriers » de créer leurs unions pour défendre leurs « droits naturels », l'encyclique visait à renforcer l'influence de l'Eglise sur les ouvriers catholiques syndiqués. Ces derniers ne pouvaient obtenir la bénédiction de l'Eglise que s'ils renonçaient à participer au mouvement socialiste, à reconnaître les doctrines fondées sur la reconnaissance des contradictions de classes, le radicalisme. L'Eglise catholique condamnait résolument les unions ouvrières qui s'intéressaient à la politique et prétendaient résoudre « unilatéralement » les problèmes du travail « sans tenir compte des intérêts » des entrepreneurs.

21. Le professeur N. Ware le confirme également. (N. WARE : *Labor in Modern Industrial Society*, New York, 1935, p. 35).

22. S. PERLMAN : *A Theory of the Labor Movement*, New York, 1928, p. 169.

23. M. KARSON : *Op. cit.*, p. 221-224.

24. G. GROB : *Op. cit.*, p. 166.

25. *Final Report ...*, Vol. II, p. 1528-1529.

26. H. J. BROWNE : *Op. cit.*, p. 357.

Le chapitre sur les conditions de travail insistait également sur le fait que dans ce domaine aucune solution pratique n'était possible sans l'aide de la religion et de l'Eglise²⁷.

Ce document était un signe des temps. Les milieux ecclésiastiques américains discutaient vivement du « changement du rôle de la religion au siècle du boom industriel des Etats-Unis ». Ainsi, le journal clérical *Passaic Daily News*, qui paraissait dans cette jeune ville industrielle en rapide extension, publia nombre d'articles sur la démocratisation de la religion, la situation des pauvres dans la banlieue urbaine peuplée d'ouvriers immigrés. Ces textes soulignaient que l'Eglise catholique à New York et dans d'autres villes industrielles ne manquait pas de réserver son attention aux quartiers pauvres, que la « politique de la hiérarchie catholique est sage et efficace²⁸ ».

Comme nous l'avons déjà noté, entre 1890 et 1894 se déroulèrent au sein de l'A.F.L. des événements ayant une très grande importance pour les destinées de l'ensemble du mouvement ouvrier américain. Le choix antisocialiste de la direction de l'A.F.L. correspondait tout à fait aux revendications de l'Eglise catholique. Par la suite, Gompers écrivait dans le journal catholique antisocialiste *Common Course* : « *Rerum novarum* c'est un Evangile qui répond aux problèmes sociaux. Nous autres, membres de l'A.F.L., reconnaissons avec joie que cet Evangile a été pour nous un guide important à partir duquel nous avons construit toute notre activité dans la sphère des relations entre le capital et le travail²⁹. »

Aussi bien avant qu'après l'apparition du *Rerum novarum*, il existait dans les milieux catholiques d'Amérique une certaine opposition orthodoxe au réformisme chrétien, ap-

pelant à « tenir en laisse les ouvriers organisés » et à ignorer les impératifs du temps. Selon un chercheur américain, ces milieux catholiques traduisaient les sentiments des catégories les plus privilégiées d'ouvriers qualifiés américains parmi les « anciens » immigrants qui se considéraient comme des « catholiques de catégorie supérieure » et qui voyaient le principal danger dans la concurrence que représentaient les « nouveaux » immigrants de Hongrie, d'Italie et des pays slaves. Les leaders catholiques prêchaient le « conservatisme social » en tant que « barrière à la diffusion des idées du socialisme qui pénétrait dans toutes les couches de la société américaine³⁰ ».

Après la formation du Parti socialiste en 1901, M. Corrigan, archevêque de New York, prononça dans la cathédrale Saint-Patrick une série de sermons antisocialistes dans lesquels il accusait les socialistes de violer les lois divines, de détruire la famille, d'autres institutions traditionnelles de la société, de provoquer des troubles sociaux. A Buffalo, l'archevêque Quigley interdit à tous les catholiques non seulement d'adhérer au mouvement socialiste, mais aussi de le soutenir de quelque façon que ce soit sous prétexte que les socialistes niaient l'existence de Dieu, rejetaient la propriété privée, mettaient en doute la légalité du système social et gouvernemental en place. W. Strange de Fall River affirmait que le socialisme menaçait l'Eglise et l'Etat³¹. L'archevêque John Ireland de Saint Paul, très populaire en Amérique, présentait le socialisme dans sa brochure *Le Socialisme et le Travail* (1902), comme « une menace à l'humanité ».

Au XX^e siècle se forma déjà un certain système de relations entre le clergé catholique et la direction de l'A.F.L. Le cardinal Gibbons, le cardinal O'Connell, les archevêques Quigley, Corrigan, Glennon, les évêques Spalding, de Peoria, McFaul de Trenton, Strange de Fall River, Howard de Cowington et des dizaines d'autres personnalités connues et influentes de l'Amérique catholique propageaient assez activement les thèses de l'encyclique de Léon XIII. Dans leurs sermons et dans la presse ils jetaient unanimement l'anathème sur le socialisme, inculquaient les principes socio-catholiques aux trade-unions.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier organisé, « sur-

30. *Review of Politics*, Vol. VII, October 1945, p. 480.

31. *Labor History*, 1962, Vol. 3, N 1, p. 45-46.

27. *Les encycliques de Léon XIII, Pie XI et Pie XII sur la condition des travailleurs*, Rome, 1942.

28. M. EBNER : « Deserting the Poor. Three Documents on a Church in an Expanding City-1893 ». — *Labor History*, 1974, Vol. 12, N 4, p. 596, 602.

29. Cité d'après Ph. FONER : *History of the Labor Movement...*, Vol. III, p. 126. Aux Etats-Unis l'encyclique papale suscita immédiatement la réponse de H. George. Il publia une « Lettre ouverte » (H. GEORGE : *The Condition of Labor*, London, 1891) dans laquelle il critiqua à partir des positions du réformisme social le fait que l'encyclique ne proposait même pas de réduire l'écart entre ceux qui « possèdent 200 millions de dollars et ceux qui seraient contents d'avoir un travail pour quelques dollars par semaine » (p. 127).

tout son aile conservatrice, écrivait en 1904 un auteur catholique, ce mouvement a retiré un très grand profit de l'encyclique du Pape, ayant appliqué ses thèses dans des centaines d'organisations ouvrières³² ». L'évêque Spalding appelait les catholiques à considérer que les trade-unions sont une réalité de la vie américaine et que « leurs objectifs... sont dignes d'éloges suprêmes³³ ». Spalding était lié d'amitié avec John Mitchell, président de l'U.M.W.U., militant connu du mouvement trade-unioniste. En 1902 tous deux furent désignés par le Président Th. Roosevelt pour siéger à la Commission d'enquête sur les circonstances de la grève de 1902.

Yorke, prêtre influent de San Francisco, propageait énergiquement l'encyclique du pape dans les syndicats. En 1901, il aida la *Teamsters' Union* (charretiers) qui s'était mise en grève pour l'« atelier fermé », obtenir du patronat la reconnaissance de l'Union. En 1905 parut le livre de l'évêque W. Strange *Socialisme et Chrétienté*. Il soutenait la forme trade-unioniste du mouvement ouvrier, en la considérant comme la « force la plus constructive », « une arme efficace contre le socialisme³⁴ ».

Entre 1906 et 1908, les contacts de l'Eglise avec l'A.F.L. furent officiellement organisés. Au congrès de l'A.F.L. en 1906 assistait J. Ryan, éditeur et auteur catholique connu. Ce réformiste bourgeois recourait, tout en rejetant le socialisme, à une terminologie pseudo-socialiste, en qualifiant son programme de « semi-socialiste³⁵ ». Prenant la parole au congrès de l'A.F.L. en 1913, l'évêque John Carroll du Montana déclara : « Le trade-unionisme est reconnaissant à l'Eglise pour son aide. L'Eglise est forte... Les membres des unions ouvrières ont fortement besoin de sa protection, de son aide et de son approbation. Ce serait une très mauvaise politique de la part des ouvriers de soutenir une théorie économique... qui suscitera inévitablement la haine de l'Eglise. L'Eglise estime que la religion et ses principes peuvent aider à résoudre toutes les contradictions entre le travail et le capital³⁶ ».

En 1908, la *German Roman Catholic Central Society*, re-

groupant 128 000 personnes, créa la première association pour la diffusion du catholicisme social qui préconisa « un soutien inconditionnel au droit des ouvriers à l'organisation », la « confiance mutuelle et la collaboration avec l'A.F.L. poussé par son conservatisme, avec la *National Civic Federation* et d'autres organisations analogues³⁷ ». Le nom de cette société catholique allemande était étroitement lié à celui du pasteur P. Dietz, qui avait contribué à diviser le mouvement ouvrier dans l'Ohio avant de déployer son activité à l'échelle nationale. En 1908, alors qu'il assistait au congrès de l'A.F.L., il établit des contacts étroits avec les militants de la Fédération et, en 1909, devint le représentant officiel de la Fédération américaine des sociétés catholiques (*American Federation of Catholic Societies*) au congrès de l'A.F.L. Au congrès suivant en 1910 Dietz réunit les catholiques trade-unionistes au sein de la *Militia of Christ for Social Service*, organisation des leaders syndicaux et des prêtres catholiques. P. McCardle, président de l'*Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers*, devient président de la *Militia of Christ*. Il eut pour secrétaire Th. Duffy, président de la *Confrérie des potiers*. Sa direction comprenait quatre membres du Conseil exécutif de l'A.F.L. : D. Hayes (syndicat des souffleurs de verre), J. O'Connel (syndicat des métallurgistes), J. Alpine (syndicat des plombiers et des ajusteurs), J. Mitchell (U.M.W.U.). En outre, la direction comprenait T. Connor (syndicat des dockers), J. Golden (syndicat des ouvriers du textile), P. Collins (confrérie des ouvriers électriciens), etc. Cette composition de la direction assurait la diffusion au sein de l'A.F.L. des principes de la *Militia of Christ*, exposés dans le document « Ainsi soit-il ! » visant à « défendre l'ordre social chrétien et son développement progressiste », à affirmer les doctrines économiques, étiques, sociologiques et politiques de la philosophie chrétienne, formulées dans les encycliques pontificales.

Le programme de la *Militia of Christ* prévoyait la propagande des vues catholiques et antisocialistes, des contacts constructifs directs entre les cléricaux et le mouvement syndical, des réunions communes, la participation commune aux congrès, le soutien commun aux réformes, à la législation du travail, la participation à l'arbitrage. La correspondance de Dietz avec les militants trade-unionistes confirme que les

32. *Review of Politics*, Vol. VII, October 1945, p. 475-476.

33. *Ibid.*, p. 469, 483.

34. M. KARSON : *Op. cit.*, p. 228, 241.

35. *Review of Politics*, Vol. VII, October 1945, p. 483-484.

36. *AFL, Proceedings...*, 1913, p. 208-210.

37. *Review of Politics*, Vol. VII, October 1945, p. 487.

prêtres catholiques s'appuyaient solidement sur l'A.F.L. J. Mitchell écrivait à Dietz : « Vous avez présenté un programme progressiste solide offrant une solution constructive aux problèmes sociaux, un programme qui prévoit la satisfaction des besoins de notre peuple et de notre temps³⁸. »

Parmi les propagandistes les plus zélés des idées de la *Militia of Christ*, mentionnons P. Collins, secrétaire du syndicat des électriciens, qui, plus tard, milita exclusivement dans les organisations catholiques, D. Goldstein et M. Avery, anciens socialistes devenus catholiques, qui écrivirent un certain nombre de livres et dirigèrent plusieurs organisations qui prêchaient la soumission du mouvement ouvrier à la direction de l'Eglise catholique.

Les personnalités susmentionnées devinrent connus dans l'Etat industriel du Massachusetts au moment où l'influence des socialistes s'y renforça et que les masses syndicales commencèrent à manifester leur intérêt pour l'activité politique. La hiérarchie catholique du Massachusetts, cet « atelier de chaussure » du pays, intensifia sa propagande antisocialiste précisément lorsque le syndicat influent des cordonniers, composé essentiellement d'Irlandais catholiques, intervint en faveur de la plate-forme socialiste. Auparavant, les cordonniers avaient appartenu aux *Knights of Labor* et appuyé leurs traditions démocratiques humanistes, leurs aspirations coopératives.

La mécanisation de la production à la fin du XIX^e siècle suscita le chômage et détériora les conditions de vie des cordonniers. Les ouvriers cherchaient et trouvaient l'explication de ces phénomènes pénibles dans la doctrine socialiste pour laquelle ils manifestaient un vif intérêt. En réponse, les prêtres catholiques, en premier lieu Strange de Fall River et W. O'Connell de Boston, lancèrent immédiatement une campagne antisocialiste au Massachusetts.

Cette lutte devient particulièrement aiguë à Howerhill où les catholiques, alliés aux démocrates et républicains, s'opposèrent en décembre 1899 à J. Chase, candidat socialiste au poste de maire. Cette fois, les milieux cléricaux réactionnaires subirent un échec, mais l'année suivante ils furent victorieux³⁹.

38. Cité d'après M. KARSON : *Op. cit.*, p. 251.

39. J. H. M. LASLETT : *Labor and the Left. A Study of Socialist and Radical Influences in the American Labor Movement*,

En faisant le tour des régions industrielles, Collins et Goldstein tentaient de convaincre les ouvriers que les socialistes cherchaient à s'emparer de l'A.F.L., en chassant de celle-ci les catholiques zélés et en en discréditant la direction. « L'activité de gens tels que S. Gompers et J. Mitchell, affirmait Goldstein, est la plus sûre garantie contre un tel sort. Ils connaissent suffisamment les principes du socialisme pour déceler ce danger, ils connaissent suffisamment la tactique des socialistes pour ne pas mordre à leurs procédés hostiles ; l'A.F.L. est suffisamment forte par son attachement et son aspiration à l'honnêteté pour ne pas perdre ses positions⁴⁰. » En mai 1904 Gompers écrivait à Goldstein : « ... J'ai lu avec un profond intérêt votre livre (il s'agit de l'ouvrage paru en 1902. — S.A.) ... je suis absolument convaincu que ... c'est là une brillante contribution à la littérature consacrée ... au mouvement ouvrier⁴¹. »

L'activité de la *Militia of Christ* se heurtait à une résistance résolue là où la conscience politique des ouvriers était assez élevée. Ainsi, le journal *Brewer Worker*, organe de l'*United Brewery Workers Union* (brasseurs) qualifiait l'Eglise catholique d'« ennemi le plus réactionnaire des ouvriers », en critiquant le plus violemment les organisations du type *Militia of Christ*. Le journal menait sa propagande antireligieuse à un niveau scientifique⁴².

La presse catholique soutenait par tous les moyens la politique du trade-unionisme « pur et simple ». F. P. Kenkel, rédacteur d'un journal catholique allemand, appelait à remercier vivement Gompers pour « sa direction idéologique de l'A.F.L. conforme à la doctrine sociale de l'Eglise catholique ». Le même journal interdisait aux catholiques de participer aux organisations ouvrières prosocialistes : *I.W.W.*, *American Railway Union*, *Western Labor Union*,

1881-1924, New York, 1970, p. 76. A cette époque certains prêtres catholiques refusaient de se plier aux directives du haut clergé si hostiles au socialisme. Ainsi, les socialistes profitèrent du soutien du prêtre McGrady du Kentucky qui appela les catholiques à refuser leurs voix aux républicains et aux démocrates (en 1902 il fut privé de sa paroisse).

40. Cité d'après Ph. FONER : *History of the Labor Movement ...*, Vol. III, p. 123.

41. M. KARSON : *Op. cit.*, p. 331. En 1919 Collins fit paraître une brochure où il intervint contre le socialisme, le bolchévisme, les I.W.W. (P. W. COLLINS : *Triplets of Destruction : Socialism, Bolshevism and the IWW*, Columbus, 1919.)

42. J. H. M. LASLETT : *Op. cit.*, p. 18.

Western Federation of Miners, trade-unions socialistes et unions ouvrières, *Knights of Labor*⁴³, c'est-à-dire aux syndicats qui combattaient l'idéologie et la politique conservatrices de l'A.F.L. corporative.

Au moment où les conflits de classes étaient les plus tendus, l'Eglise catholique fit preuve d'une activité particulièrement intense et agit de concert avec la direction réformatrice de l'A.F.L. et les grands monopoles. Ainsi, l'Eglise resta du côté des monopoles durant le mouvement de grève des mineurs des Etats de l'Ouest américain, en 1903-1905, lorsque les familles des grévistes furent expulsées de leurs logements et condamnées à la famine.

Il ressort de la correspondance des leaders de l'A.F.L. que les répressions impitoyables lancées par les autorités et les entrepreneurs contre les mineurs de l'Ouest furent dictées, en premier lieu, par leur haine et leur peur devant la diffusion des idées socialistes parmi les ouvriers. Le gomperisme et l'Eglise catholique soutenaient énergiquement les capitalistes.

Il faut noter en particulier, la position de l'évêque N. Matz, chef de l'Eglise catholique à Denver pendant les affrontements sanglants et la grève de 1903-1905. Il intervint activement contre la diffusion des idées socialistes au Colorado où les catholiques avaient une très grande influence⁴⁴.

Selon Matz, les événements du Colorado sont annonciateurs du danger qui menace la société si les « syndicats acceptent... les doctrines socialistes de Satan et agissent en conséquence ». Le 31 mai 1903, Matz condamna au nom de l'Eglise catholique toute tentative d'introduire dans les programmes syndicaux les doctrines socialistes sapant la propriété privée, « institution de base de la morale chrétienne », fondement « de la famille chrétienne », etc. « Catholiques ! Prenez garde au socialisme ! criait Matz. N'oubliez pas : si vous devenez socialistes, vous serez maudits par l'Eglise. Le socialisme est condamné, vous serez excommuniés à l'instant même où vous entrerez dans ses rangs⁴⁵ ». Matz appelait les croyants à résister aux « actions politiques et indépendantes » qui, selon lui, pouvaient conduire à un complot contre l'ordre public. Il affirmait que pour « main-

tenir l'ordre » il faut prêcher le christianisme, agir moralement sur les croyants. En même temps, Matz agissait activement en faveur des patrons, il était étroitement lié aux plus grands millionnaires. Après avoir reçu de Morgan une somme importante destinée à la construction d'une cathédrale à Denver, Matz déclara : « L'Eglise catholique... a toujours été la fidèle protectrice de la société et le plus fort rempart de la lutte contre le socialisme... Nous devons combattre les hors-la-loi parmi les ouvriers, ceux qui causent par leurs grèves perfides un dommage incalculable aux intérêts du business au Colorado⁴⁶ ».

Les leaders de la *Western Federation of Miners* rendirent publics des témoignages confirmant les liens directs entre Matz et les magnats capitalistes, sa dépendance matérielle vis-à-vis de ceux-ci. Ces documents prouvaient que l'évêque se tenait à l'écart au moment où les mineurs vivaient dans des conditions extrêmement pénibles après leur grève d'un an et demi. L'évêque Matz et les autorités interdirent aux organisations de bienfaisance d'aider les mineurs et leurs familles. En juin 1904, un régime de terreur militaire fut instauré dans l'Etat du Colorado. Le gouverneur J. H. Peabody, l'association des patrons, l'Eglise catholique réunirent leurs efforts avec la garde nationale. Il y eut des licenciements massifs sur la base des « listes noires », des déportations massives hors du Colorado, la famine s'abattit sur les familles des mineurs. L'évêque Matz imputait tout aux agitateurs socialistes. Quant à lui, il se présentait comme un « pur prédicateur du christianisme » indépendant de tous programmes politiques. A la veille des élections de novembre 1904, Matz menaça d'excommunier tous ceux qui voteraient pour les socialistes et leurs sympathisants. Il consacra toutes ses interventions électorales à mobiliser les croyants pour soutenir les institutions du système capitaliste, et concrètement J. H. Peabody, candidat républicain au poste de gouverneur de l'Etat. Ses sermons étaient dirigés contre le candidat démocrate A. Adams qui se prononçait pour une politique plus modérée envers les ouvriers. Afin d'intimider les électeurs catholiques, Matz liait le nom de ce dernier à la *Western Federation of Miners*. « Il n'y a aucun doute, écrit un spécialiste de ce problème, que Matz a fait participer l'Eglise à la solution

43. M. KARSON : *Op. cit.*, p. 262, 263.

44. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 191, 203.

45. Cité d'après *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 199.

46. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2 p. 200-201.

des problèmes industriels et politiques⁴⁷. » Mais bien sûr dans l'intérêt des grands propriétaires et des défenseurs de leur arbitraire illimité.

Ces actions des prêtres catholiques influents démontraient le caractère profondément démagogique de l'appel à la « démocratisation » de la politique du catholicisme, de la volonté de faire « renaître » en lui l'esprit du christianisme primitif et de le rapprocher de l'homme de la rue. L'accroissement de l'intérêt et des sympathies des travailleurs américains pour le socialisme a « amené la bourgeoisie à modifier considérablement son attitude vis-à-vis du prolétariat⁴⁸ », ce fait concerna également l'Eglise catholique. Or une fois de plus, l'Eglise s'avéra très éloignée des idées de l'égalité chrétienne, ayant fait preuve, à l'égard des croyants, d'une approche différenciée. Les ouvriers catholiques des unions corporatives profitaient de son soutien, alors que les catholiques des I.W.W., principalement les immigrants italiens et slaves, en étaient excommuniés. Les I.W.W. durent rappeler à la hiérarchie catholique que le christianisme était apparu comme un mouvement d'opprimés. Le journal de cette organisation *Solidarity* écrivait que le « clergé doit se tourner vers l'histoire et se rappeler que le « prédicateur errant de Nazareth » et ses disciples misérables et bannis sont une menace pour l'empire catholique, sa religion, son patriotisme⁴⁹ ».

Grâce aux formes de service religieux plus simples, plus démocratiques et plus accessibles le protestantisme s'assura, à travers le système d'écoles dominicales, de confréries, d'associations⁵⁰, certains avantages par rapport au catholicisme. A la différence du catholicisme social, les courants

47. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 204.

48. Voir V. LENINE : *Œuvres*, t. 17, p. 231.

49. Cité d'après Ph. FONER : *The Industrial Workers of the World, 1905-1917*, New York, 1965, p. 131 ff.

50. Les groupes baptistes, méthodistes, congrégationalistes, presbytériens, épiscopaux, etc., étaient les plus nombreux. Les représentants des plus diverses doctrines protestantes, persécutés en Europe, trouvèrent un refuge sur le sol américain. Les Mormons, secte religieuse la plus conservatrice, se distinguaient par leur haine des syndicats. L'activité antisyndicale des Mormons, essentiellement concentrés dans l'Etat d'Utah, s'intensifia particulièrement après la lutte nationale des ouvriers en 1886 pour la journée de huit heures. Dans les décennies ultérieures, les Mormons furent réputés pour l'activité qu'ils déployèrent contre les syndicats, pour l'« atelier ouvert ».

protestants dans le christianisme social des Etats-Unis s'appelaient évangélisme social ou christianisme libéral. F. C. Peabody, W. Rauschenbusch et Sh. Mathews en furent les théoriciens.

Face aux terribles injustices sociales, à l'oppression accrue du capital et à la résistance du prolétariat, au pouvoir illimité des monopoles, l'évangélisme social recherchait des voies d'approche des masses à l'aide des sujets et des idées du christianisme primitif, apparu comme une religion professée par les « pauvres, les misérables, les esclaves, les parias⁵¹ ». Cette approche attirait les masses opprimées auxquelles l'Eglise promettait « leur future libération de l'esclavage et de la misère ». Fait noté par Engels qui écrivait en 1894 : « L'histoire du christianisme primitif offre de curieux points de contact avec le mouvement ouvrier moderne⁵². » Il est utile de rappeler cette idée en analysant comment le christianisme social a élaboré son approche des masses ouvrières à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Intervenant devant les mineurs de l'Ohio, le pasteur baptiste Morgan déclara : « Les lois divines du bien et du mal demeurent toujours les mêmes... Ce qui fut le bien à l'époque de Moïse... le restera toujours. Les oppresseurs ont toujours grossièrement violé le droit, le bien, mais ils seront châtiés... » Ce sermon fut publié à la une de l'organe des mineurs en 1894⁵³.

Prenant la parole devant un auditoire ouvrier, le prêtre presbytérien Ch. Stelzle remonta à l'histoire de l'apparition du christianisme, et affirma, par exemple, que Moïse « dirigeait deux millions de maçons qui se sont mis en grève pour protester contre l'« injustice » du pharaon ». Il prétendit que le « mouvement ouvrier doit son essor au christianisme... en effet, l'Evangile fut le texte le plus librement diffusé dans les corporations ouvrières de l'époque des Apôtres ». Jésus lui-même fut charpentier, « membre de la corporation des charpentiers ». En ce moment même il assiste à notre réunion. Il fut et il l'est des « nôtres⁵⁴ ».

51. K. MARX, F. ENGELS : *Sur la religion*, p. 193.

52. *Ibid.*, p. 310.

53. *American Historical Review*, Vol. LXVII, N 1 (October 1966), p. 98.

54. Cité d'après *Labor History*, 1970, Vol. XI, N 2, p. 158. Ph. Foner analysa dans *Labor History* (1970, Vol. 11, N 3, p. 397) l'ar-

Pour les ouvriers, Stelzle fut, lui aussi, un des leurs : mécanicien qui dès son enfance connut la misère et le travail pénible. En 1903, il adhéra à l'*International Union of Mechanics*. Fait qu'il rappelait constamment à l'audience : « Je défends honnêtement les intérêts des ouvriers organisés. Je suis le frère de la majorité de travailleurs ⁵⁵. »

Parmi les prédicateurs de l'évangélisme social, il faut citer W. Rauschenbusch qui a joué un rôle en vue. A propos de la question ouvrière, il appelait à une réforme de la société sur la base des lois du christianisme primitif, tout en alliant l'égalité morale des hommes à la défense de l'inviolabilité de la propriété privée. Il qualifiait la propagande de l'abolition de la propriété privée d'antichristianisme, d'athéisme et d'hérésie. L'essentiel pour faire de la société le « Royaume de Dieu », c'était, selon lui, d'assurer l'« harmonie des convictions et normes étiqes ⁵⁶ » et d'évoluer vers une « solidarité sociale » dans la société.

Rauschenbusch espérait que sa critique du capitalisme, alliée à des déclarations sur le rôle de la classe ouvrière dans la transformation de la société existante et société chrétienne et juste, à la reconnaissance des syndicats en tant que force constructive, amènerait les milieux trade-unions à soutenir sa doctrine, et cela à plus forte raison qu'il préconisait des moyens de « protection » et de lutte des syndicats tels que les conventions collectives, l'arbitrage, les allocations-maladie, etc. Il affirmait, avec la direction de l'A.F.L., que ces moyens devaient permettre d'établir aux Etats-Unis une « démocratie industrielle », un modèle américain de « paix de classes » et de participation sociale ⁵⁷.

Cependant, la convergence des doctrines de Rauschenbusch et du gomperisme n'eut pas d'aboutissement organisationnel. Rauschenbusch, qui avait débuté comme un prédicateur baptiste, devint par la suite professeur au Séminaire théologique de Rochester. Il appartenait à l'élite du

titre de Nash sur Stelzle. Il cita certains jugements racistes de Stelzle, affirmant que les Noirs « sont, à certains égards, inférieurs aux Blancs ».

55. *American Federationist*, 1905, Vol. XII, N 10, p. 764.

56. W. RAUSCHENBUSCH : *Christianity and Social Crisis*, New York, 1907, p. 329, 410 ; *Christianizing the Social Order*, New York, 1912, p. 448-449.

57. W. RAUSCHENBUSCH : *Christianity and Social Crisis*, p. 232-240, 327-328, 357, 389, 404, 450, 454.

protestantisme américain, tout en préférant rester théoricien ⁵⁸.

Mais le rôle principal dans l'application des principes de l'évangélisme social appartenait aux pasteurs protestants qui agissaient dans leurs paroisses situées dans les quartiers ouvriers et industriels des villes. Ils intervinrent non seulement dans les églises et les écoles paroissiales mais aussi directement aux réunions ouvrières.

La modification du rôle de l'Eglise dans le développement de la vie sociale des villes américaines à la fin du XIX^e siècle est bien illustrée par des documents historiques concrets. Un exemple typique : le centre textile de Passaic. Trois documents, publiés dans *Passaic Daily News*, en automne 1893, prouvent que les idées du christianisme social apparues dans la religion protestante américaine furent engendrées par les besoins découlant des modifications socio-économiques, comme une réaction au mouvement des masses contre l'injustice sociale. Ainsi, à Passaic, les ouvriers immigrés non qualifiés vivaient dans des conditions particulièrement pénibles. En 1880, sur les 6 500 habitants de la ville 24% étaient des immigrants, contre 52% (54 800) en 1910. Ils peuplaient les quartiers les plus pauvres de la ville, la soi-disant partie basse de la ville ⁵⁹. Ces quartiers constituaient précisément une source permanente de troubles et de mécontentement. L'éditorial du journal affirmait que l'Eglise congrégationaliste (en premier lieu, l'église Saint John, la plus grande dans le quartier aristocratique) devait principalement concentrer ses efforts en direction de la population ouvrière de cette partie basse de la ville « plongée dans les ténèbres du péché ». Se fondant sur le fait que l'Eglise protestante avait ouvert de nouvelles missions dans les régions les plus pauvres, peuplées

58. Après avoir étudié les archives, le journal, ainsi que les articles de Rauschenbusch parus dans des périodiques entre 1915 et 1918, les historiens américains bourgeois en conclurent que ses vues de caste étaient un obstacle à une coopération directe avec les trade-unions. Rauschenbusch prêchait le caractère « exceptionnel » et la « pureté du sang » de la race teutonique qui, selon lui, possédait une force providentielle. Il estimait que la société serait transformée, sur la base des lois du christianisme, sous la direction des « idéalistes ». (G. R. ALKEN, G. R. MCDONNELL : « Walter Rauschenbusch and Labor Reform : A social Gospel's Approach. — *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 144, 147.)

59. *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 4, p. 597.

d'ouvriers de 60 nationalités différentes, le pasteur Pratt, militant connu de l'évangélisme social, qui portait aux nues les « succès » de son Eglise dans son activité en direction des masses ouvrières, affirmait que, pour elle, il n'y avait pas de « parias ». En même temps, Pratt, représentant typique du « socialisme chrétien », n'oubliait pas de rappeler que « toutes les classes de la société ont besoin de Dieu... les riches en ont besoin autant que les pauvres... C'est toujours avec regret que j'observe les circonstances qui approfondissent la brèche entre les riches et les pauvres, entre les capitalistes et les ouvriers ⁶⁰... »

Certains pasteurs protestants condamnaient résolument les méthodes brutales de répression appliquées par les capitalistes contre les ouvriers. Lors des obsèques des victimes de la grève de Homestead (1892), un pasteur méthodiste caractérisait ainsi le gérant de la compagnie H. C. Frick : « Aujourd'hui la ville est inondée de larmes, la faute en incombe à un seul homme, haï par les ouvriers plus que tout autre entrepreneur au monde. »

W. Karvordin, pasteur de la Première église méthodiste de la ville de Pullman, se solidarisa avec les grévistes de 1894. Au cours de l'examen des circonstances de cette grève par une commission du congrès, M. Wickman, pasteur de l'église méthodiste suédoise, condamna, lui aussi, les entrepreneurs ⁶¹.

L'une des premières organisations chrétiennes socialistes à collaborer avec l'A.F.L. et à propager les réformes progressistes de l'ère du « progressisme » fut l'Association des Eglises en faveur des intérêts des ouvriers, créée en 1887 à New York sur l'initiative de l'Eglise épiscopale qui avait déjà soutenu les programmes réformistes avancés par les *Knights of Labor* et Henry George. A la fin des années 80, ce courant du christianisme social adopta les principes de l'A.F.L. Les promoteurs de l'Association ne cachaient pas leurs préoccupations face à la popularité grandissante de l'athéisme, du socialisme et de l'anarchisme parmi les ouvriers dans les années 1880. Ces milieux du clergé tentaient d'attirer les masses, en prenant en compte dans leurs sermons et leur activité réformatrice les revendications quotidiennes, sans aborder toute fois les problèmes de la trans-

formation générale de la société. Sur ce terrain précisément les positions idéologiques de l'Association et du trade-unionisme se rapprochèrent. L'Association se prononçait en faveur de la pratique de la « marque du syndicat ⁶² », appelait à créer des trade-unions, intervenait comme médiateur pendant les grèves en s'efforçant de les empêcher, soutenait et appelait à soutenir les lois dirigées contre le système d'« ateliers à domicile ⁶³. »

Selon Gompers et d'autres trade-unionistes, l'Association devint l'« amie fidèle et constante du mouvement ouvrier organisé ». « Tout va bien pour le mouvement ouvrier : l'Eglise épiscopale est avec nous. » Une « solidarité pratique » s'établit entre l'A.F.L. et l'Association. Les militants de cette dernière affirmaient que les ouvriers pouvaient atteindre l'idéal de la démocratie chrétienne en défendant leurs intérêts dans le cadre des trade-unions. Ayant rejeté l'utopie et la philanthropie, l'Association critiquait les patrons et les ouvriers pour « leur extrémisme excessif », « tentait de fusionner les idées de la démocratie chrétienne qui ne reconnaissait pas l'existence des classes... avec celles de la possibilité d'améliorer la situation des ouvriers par l'intermédiaire des trade-unions ⁶⁴. »

A l'heure actuelle certains documents confirment l'existence de différentes conceptions et tendances à l'intérieur du clergé épiscopal. Pendant un certain temps, l'attachement d'une partie du clergé aux idées des *Knights of Labor* freinait quelque peu le passage total de l'Association aux côtés de l'A.F.L. Mais, à mesure que le trade-unionisme devenait, après sa victoire sur le courant socialiste, un modèle d'« actions sociales », des contacts solides s'établissaient entre l'A.F.L. et l'Association. Gompers assistait personnellement, sur l'invitation du pasteur Potter, aux réunions des paroissiens de l'église Saint Michael, parlait devant eux, concertait ses plans avec l'Association. *Hammer and Pen*, organe de l'Association, faisait régulièrement connaître l'activité de l'A.F.L., en publiant les comptes rendus des congrès de l'A.F.L., des commentaires sur les débats qui s'y déroulaient, en particulier à propos de l'abandon

62. Marque du syndicat qui servait à protéger la production d'une trade-union de la concurrence des autres entreprises.

63. Sur le « progressisme social » et le rôle de l'Association des Eglises voir I. YELLOWITZ : *Op. cit.*; H. MAY : *Op. cit.*, p. 184; *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 2, p. 196-213.

64. *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 2, p. 196.

60. *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 4, p. 601.

61. *American Historical Review*, Vol. LXVII, N 1 (October 1966), p. 99 ff.

de l'activité politique, les informations sur le mouvement gréviste et le renforcement des trusts. «... Il est bon, dans les conflits industriels, qu'il y ait un tiers qui puisse sans parti pris, au nom du Christ et non au nom de la loi, ... régler pacifiquement les problèmes...», écrivait *Hammer and Pen* en janvier 1898⁶⁵. Selon la même revue, l'A.F.L. personnifiait les « principes de la fraternité et de la collaboration entre les ouvriers ». A son tour, l'Association contribua à l'adhésion à l'A.F.L. de certaines unions. Dès le milieu des années 90, les délégués de l'Association assistèrent aux congrès de l'A.F.L. et aux congrès de la Fédération du travail de New York. Tout en soulignant la primauté de son Eglise par rapport à l'Eglise épiscopale dans la propagande de la théorie du christianisme social, l'organe de presse de l'Eglise congrégationaliste approuvait simultanément le pragmatisme de cette dernière vis-à-vis des problèmes nouveaux. L'Association « entretient des relations amicales avec les leaders du trade-unionisme et organise, à ses congrès annuels, un libre échange d'opinions entre les serviteurs de l'Eglise et les représentants des ouvriers ». L'Association appelait les ouvriers à faire preuve de modération dans l'expression du mécontentement, sans se permettre des jugements dangereux, en se tenant au juste milieu. Gompers, « conservateur progressiste », était un exemple pour l'Association. *Hammer and Pen* vantait sans cesse sa volonté de « régler » les conflits grévistes à l'aide de l'arbitrage, son hostilité aux tentatives d'entraîner les syndicats dans le mouvement pour la création d'un parti ouvrier politique, son appel à la tolérance à l'égard des capitalistes, bref, son « réalisme »⁶⁶.

Avec la participation de Potter fut créé un Conseil pour l'arbitrage des conflits et la médiation entre les entrepreneurs et les ouvriers. Par la suite, Gompers écrivit que cette orientation de l'activité de l'Association « a été élargie et développée dans le cadre de la N.C.F.⁶⁷ », terrain de colla-

65. *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 2, p. 203-204.

66. *Labor History*, 1971, Vol. 12, N 2, p. 207-208, 213. Lorsqu'en 1920 la minorité scissionniste du « Christianisme social épiscopal » créa une Ligue d'Eglise pour la démocratie industrielle (*Church League for Industrial Democracy*), elle se prononça contre le fait que l'Association soutienne Gompers. Il s'agissait, en l'occurrence, des forces plus radicales qui voyaient en l'A.F.L. un obstacle au « socialisme démocratique » (p. 196, 212).

67. S. GOMPERS : *Seventy Years of Life and Labour*, Vols. I-II, New York, 1967, Vol. II, p. 141.

boration de classes de l'« aristocratie ouvrière » avec le grand business.

Les militants trade-unionistes notaient la « largesse » et l'esprit constructif avec lesquels Ch. Stelzle abordait les problèmes sociaux. Ce prêtre presbytérien collaborait, sur le déclin de sa vie, avec l'administration du New Deal de Franklin Roosevelt. Son activité atteignit son apogée entre 1903 et 1913. Au congrès de l'A.F.L. de 1907, Gompers nota l'accueil enthousiaste réservé par les trade-unionistes aux interventions de Stelzle, signe « de reconnaissance et de gratitude chaleureuses pour l'excellent travail » qu'il a fourni pour diffuser le christianisme conformément aux impératifs du XX^e siècle⁶⁸.

La crise idéologique de la bourgeoisie et la recherche de voies réformatrices pour résoudre les graves problèmes sociaux conduisirent l'Eglise à mettre en œuvre des mesures allant dans ce sens. En 1901, les Conventions nationales des Eglises épiscopale et congrégationaliste se prononcèrent pour la nécessité d'étudier et de résoudre le problème ouvrier. En 1903 fut organisé le Département presbytérien pour l'Eglise et le Travail pour « mener une campagne active en faveur de la diffusion de l'évangélisme social ». Stelzle se chargea de dissiper la prévention des ouvriers contre l'Eglise considérée comme le « défenseur des intérêts des capitalistes », d'assurer la « compréhension mutuelle entre les ouvriers et l'Eglise, entre les ouvriers et les entrepreneurs »⁶⁹. Le Département presbytérien organisait des rencontres systématiques entre patrons et ouvriers pour mettre au point « une base morale devant servir de point de départ aux deux parties »⁷⁰. L'Eglise proclamait qu'elle ne soutiendrait que les « justes » revendications des syndicats et cela à condition que ceux-ci se conforment aux exigences suivantes : accomplissement de leur « devoir chrétien », « mode de vie sobre », politique et tactique « modérées et calmes ». Les organisations violant ces conditions devaient être catégoriquement condamnées par le Département presbytérien. Stelzle en parla tout particulièrement au congrès de l'A.F.L. en 1908⁷¹. De même que les gom-

68. *AFL, Proceedings...*, 1907, p. 217; *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 153, 155.

69. *Ibidem*; *Ibid.*, p. 155.

70. Ph. RÖNER : *History of the Labor Movement*, Vol. III, p. 129.

71. *AFL, Proceedings...*, 1908, p. 170.

persistes, il fut effrayé par le succès de Debs aux élections de 1912. Le socialisme, disait-il, « devint aujourd'hui la force économique et politique la plus puissante dans les masses ⁷² ». Stelzle participa activement aux congrès de l'A.F.L. Répondant à la proposition de Stelzle de resserrer la collaboration entre l'A.F.L. et le Département ⁷³, le congrès de l'A.F.L. de 1905 adopta une résolution qui recommandait à toutes les organisations des Etats et des unions centrales d'effectuer « un échange de délégations fraternelles avec diverses associations de prêtres des Etats et des villes afin de mieux expliquer les objectifs et les tâches du mouvement ouvrier à l'Eglise et au clergé ». La même résolution approuvait l'activité du Département ⁷⁴. L'année suivante le congrès de l'A.F.L. décida d'inviter les délégations du Département à ses congrès. Stelzle fut introduit dans plusieurs commissions de l'A.F.L. qui se chargea d'assurer au pasteur une audience ouvrière ⁷⁵. Stelzle et ses collègues intervenaient devant les ouvriers les jours fériés et pendant des fêtes telles que le « Dimanche ouvrier ⁷⁶ », ainsi qu'à l'heure de la pause dans les entreprises. En 1906 rien qu'en deux mois, l'Eglise presbytérienne organisa dans six villes mille réunions auxquelles prirent part 200 000 ouvriers. En 1910 Stelzle réussit à faire paraître ses sermons dans 350 publications ⁷⁷.

La propagande des principes du réformisme bourgeois et du mouvement ouvrier réformiste, déployée par le Département presbytérien dirigé par Stelzle, fut approuvée par de nombreuses personnalités du mouvement « progressiste » et par le Président Théodore Roosevelt lui-même ⁷⁸.

Comme nous l'avons déjà dit, l'A.F.L. présenta en 1906 le bill sur les plaintes des ouvriers exigeant l'adoption d'une série de lois d'importance vitale pour les ouvriers. Pourtant même ces revendications minimales furent rejetées par le Parti républicain au pouvoir. Ainsi, aux élections de 1908 l'A.F.L. soutint, pour la première fois, les démocrates. Le

72. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 167.

73. *AFL, Proceedings...*, 1905, p. 152-154.

74. *Ibid.*, p. 178, 232.

75. *AFL, Proceedings...*, 1909, p. 252.

76. Il s'agit du dernier dimanche avant la fête ouvrière traditionnelle : la Journée du travail (le premier lundi de septembre).

77. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 156.

78. *Labor History*, 1970, Vol. 11, N 2, p. 171.

programme en faveur des réformistes bourgeois fut en fait adopté par le congrès de l'A.F.L. de 1908 : « Toujours fidèles aux principes et à la politique (c'est-à-dire au renoncement à un parti ouvrier indépendant. — S.A.) que nous avons formulés devant l'opinion publique, soulignait le congrès, pour parvenir à notre objectif il nous faut obligatoirement collaborer avec un tel parti ⁷⁹. »

La même année fut créé le Conseil fédéral des Eglises du Christ ⁸⁰, dont le « Credo social » comportait le programme de « lois ouvrières » formulées dans les discours de Ch. Stelzle (le texte du « Credo » fut rédigé par le Révérend H. Ward de Chicago). Stelzle devint le premier secrétaire de la Commission pour les affaires de l'Eglise et le service social auprès du Conseil fédéral. Condamnant les « doctrines de classe du prolétariat », ces organisations ecclésiastiques contribuaient de toutes leurs forces à propager les principes du réformisme bourgeois et le programme trade-unioniste de « collaboration de classes ». Stelzle dut le succès de son activité propagandiste à son talent d'orateur et à ses références constantes, à son origine ouvrière.

Les résultats certains que l'Eglise américaine remporta dans l'extension de son influence au sein du mouvement ouvrier furent le fruit de la recherche active de nouvelles approches pragmatiques de la solution des problèmes sociaux aggravés. Même s'ils ne constituaient pas un courant homogène ces militants religieux faisaient preuve dans l'ensemble d'une tolérance manifeste dans leur travail avec la base syndicale. A leur tour, les leaders de l'A.F.L. y compris ceux qui n'étaient pas croyants ou l'étaient formellement (par exemple comme Gompers), faisaient preuve eux aussi de tolérance religieuse ⁸¹, se rendaient compte de l'influence de la religion, tentaient de l'utiliser pour s'aper l'influence des idées du socialisme. Dans l'ensemble, la collaboration des trade-unionistes avec les serviteurs de culte renforçait les positions de l'idéologie bourgeoise, son influence sur les masses ouvrières.

79. *AFL, Proceedings...*, 1908, p. 223.

80. Ce fut une association des représentants des Eglises baptistes, épiscopales, méthodistes et presbytériennes.

81. F. GREENBAUM : « The Social Ideas of Samuel Gompers ». — *Labor History*, 1966, Vol. 7, N 1, p. 57.

POSTFACE

L'étude approfondie du capitalisme américain¹ permet de pénétrer le processus de formation et le rôle social de la forte couche opportuniste dans la classe ouvrière des Etats-Unis à la charnière des XIX^e et XX^e siècles. Cette « aristocratie ouvrière », regroupée au sein des unions corporatives, renonça à lutter pour les objectifs prolétariens généraux, en favorisant ainsi le renforcement de l'influence bourgeoise dans la classe ouvrière des Etats-Unis. Comme nous l'avons montré dans la présente monographie, le prolétariat de ce pays s'avéra, à cause des conditions spécifiques de la réalité américaine, moins immunisé contre l'influence des idées bourgeoises que le prolétariat européen.

L'analyse de l'idéologie et des objectifs pratiques du gompersisme révèle les causes de l'incapacité des trade-unions de jouer un rôle d'avant-garde dans les mouvements démocratiques généraux des travailleurs et des masses exploitées des Etats-Unis. L'histoire prouve, en effet, qu'« abandonner l'approche de classe signifie au fond abandonner l'exigence d'être une force dirigeante, une force révolutionnaire d'avant-garde² ».

La participation limitée des trade-unions à la lutte antimonopoliste à la fin du XIX^e siècle ne fut qu'un épisode dans l'histoire de l'A.F.L. Mieux, l'A.F.L. s'opposa maintes fois aux efforts des socialistes et torpilla l'unité d'action des forces démocratiques, y compris celle des ouvriers et des fermiers. Finalement, les positions du gompersisme se rapprochèrent extrêmement de la ligne du capital monopoliste américain sur de nombreux points importants. Les leaders de l'A.F.L. soutinrent les plans impérialistes du Prési-

dent W. Wilson et déployèrent une furieuse campagne antisoviétique. La politique de l'A.F.L. était le reflet de la nature réformiste de cette organisation corporative. En effet, le « prolétariat ne devient révolutionnaire que dans la mesure où il ne s'enferme pas dans un cadre étroitement corporatif, que dans la mesure où il intervient dans toutes les manifestations et dans tous les domaines de la vie sociale comme le chef de toute la masse laborieuse et exploitée³ ».

Les dogmes du gompersisme firent ressortir leur inconsistency au cours de l'évolution historique, surtout dans la période du développement général du capitalisme, marquée par l'aggravation des problèmes sociaux aux Etats-Unis, l'élargissement de la base du mouvement syndical, la légalisation des organisations syndicales de masse, l'essor du mouvement ouvrier dans les années 1930 où la crise économique mondiale bouleversa les pays capitalistes. Certes, à l'heure actuelle, les problèmes du mouvement ouvrier américain diffèrent de ceux de l'époque de l'A.F.L. gompersiste, cependant nombre de particularités de celle-ci sont propres au trade-unionisme américain. Les racines du conformisme social de l'actuelle direction de l'A.F.L.-C.I.O. remontent aux dernières décennies du siècle passé. Mais là se trouvent également les sources de la lutte antimonopoliste des détachements d'avant-garde du prolétariat américain.

L'approfondissement de la conscience de classe, l'élimination des survivances racistes, le renforcement de l'influence de l'idéologie marxiste sur les masses ouvrières, telles sont, selon le Parti communiste des Etats-Unis, les principales conditions permettant à la classe ouvrière de jouer un rôle décisif dans la détermination de la ligne sociale, économique et politique du pays⁴.

1. Voir G. HALL : « 200 Years of Class Struggle ». — *Political Affairs*, 1976, Vol. LV, N 7, p. 14.

2. Gus Hall : « Position de classe du parti et opportunisme ». — *La Nouvelle revue internationale*, 1977 ; N 8, p. 116-117.

3. V. LÉNINE : *Œuvres*, t. 31, p. 196.

4. Voir *Political Affairs*, 1976, Vol. LV, N 7, p. 14.

- US Immigration Commission. Reports, Vls 1-42. Washington, 1911.
 US Senate Committee on Education and Labor. Reports. Vls I-II. Washington, 1885.
 American Federation of Labor: History, Encyclopedia, Reference Book, Vls I-II. Washington, 1919-1924.
 Injunction Data Filed by Samuel Gompers. Washington, 1908.
 Labor politics. Collected Pamphlets, ed. with an introd. by L. Stein and Ph. Taft. New York, 1971.
 Proceedings of the American Federation of Labor. 1886-1925.
 Proceedings of Organized Trades and Labor Unions of the US and Canada. 1881-1886.
 Письма И. Ф. Беккера, И. Диггена, Ф. Энгельса, К. Маркса и др. к Ф. А. Зорге и др. СПб., 1907.
 Папские послания Льва XIII, Пия XI и Пия XII о положении трудящихся. Рим, 1942.
 Gompers S. Seventy Years of Life and Labour, Vls I-II. New York, 1967.
 Haywood W. D. Bill Haywood's Book. The Autobiography of W. D. Haywood. New York, 1958.
 Powderly T. V. Thirty Years of Labor. 1859-1889. Columbus, 1889.
 Powderly T. V. The Path I Trod. New York, 1940.

Presse et périodiques

- «Alarm», 1884-1886.
 «American Federationist», 1894-1925.
 «American Historical Review».
 «Dissertation Abstract International».
 «Journal of American History».
 «Journal of Economic History».
 «Journal of Social History».
 «Industrial and Labor Relations Review».
 «Labor History».
 «The North American Review», 1884-1900.
 «Pacific Historical Review».
 «Political Affairs».
 «Quarterly Journal of Economics».
 «Review of Politics».
 «Science and Society».
 «Weekly News Letter», 1910-1915.

Etudes historiques et bibliographie

- Аскольдова С. М. Начало массового рабочего движения в США (80-е годы XIX в.). М., 1966.
 Белянская И. А. Буржуазный реформизм в США. М., 1968.
 Богина Ш. А. Иммиграция в США накануне и в период гражданской войны (1850-1865 гг.). М., 1965.
 Деметьев И. П. Идеиная борьба в США по вопросам экспансии (на рубеже XIX-XX вв.). М., 1973.
 Дилигенский Г. Г. Рабочий на капиталистическом предприятии. М., 1969.

- Зубок Л. И. Очерки истории рабочего движения в США. 1865-1918. М., 1962.
 История рабочего движения в США в новейшее время, т. I-II. М., 1970-1971.
 Кислова А. А. Идеология и политика американской баптистской церкви. М., 1969.
 Кислова А. А. Социальное христианство в США. М., 1974.
 Козенко Б. Д. Рабочее движение в США в годы первой мировой войны. Саратов, 1965.
 Куропятник Г. П. Фермерское движение в США. М., 1971.
 Кучинский Ю. История условий труда в США с 1789 по 1947 г. М., 1948.
 Мировые экономические кризисы. Под ред. Е. Варга, т. 1-3. М., 1939.
 Национальные процессы в США. М., 1973.
 Очерки новой и новейшей истории США, т. I-II. М., 1960.
 Плеханов Г. В. Сочинения, т. XVI. М., 1928.
 Райский Л. Г. Новейшая история Северо-Американских Соединенных Штатов. М.-Л., 1930.
 Сивачев Н. В. Правовое регулирование трудовых отношений в США. М., 1972.
 Социально-политические сдвиги в странах развитого капитализма. М., 1971.
 Тимофеев Т. Т. Пролетариат против монополий. М., 1967.
 Филиппов С. В. США: иммиграция и гражданство (Политика и законодательство). М., 1963.
 Шлепаков А. Н. Иммиграция и американский рабочий класс. М., 1966.
 Adams R. Conservatism in a Progressive Era. Massachusetts Politics 1900-1912. Cambridge, 1964.
 American Labor Dynamics, ed. by J. B. S. Hardman. New York, 1928.
 American Labor: the 20th Century, ed. by J. S. Auerbach. Indianapolis—New York, 1969.
 Barnett G. E., McCabe D. A. Mediation, Investigation, and Arbitration in Industrial Disputes. New York, 1916.
 Bell D. The End of Ideology: On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties. New York, 1961.
 Bell D. Marxian Socialism in the United States. Princeton, 1967.
 Beyond Liberalism. The New Left Views American History, ed. by I. Unger. Waltham, 1971.
 Bonnet Cl. E. Employers' Associations in the United States. New York, 1922.
 Brissenden P. The I. W. W. A Study of American Syndicalism. New York, 1920.
 Brody D. Steelworkers in America. The Nonunion Era. Cambridge, 1960.
 Browne H. J. The Catholic Church and the Knights of Labor. Washington, 1949.
 Chazan W. Samuel Gompers. Leader of American Labor. New York, 1971.
 Collins R. H. Theodore Roosevelt and Reform Politics. Lexington, 1972.

Commons J. R. and *ass.* History of Labour in the United States, Vls. I-II. New York, 1918.

Commons J. R. and *ass.* History of Labor in the United States, Vls. III-IV. New York, 1935.

Commons J. R. A Popular Bibliography of Sociology. Oberlin, 1892.

Commons J. R. The Distribution of Wealth. New York—London, 1893.

Commons J. R. Social Reform and the Church. New York, 1894.

Commons J. R. Trade Unionism and Labor Problems. Boston, New York, 1905.

Commons J. R. Labor Organization and Labor Politics. Boston, 1907.

Commons J. R. Races and Immigrants in America. New York—London, 1907.

Commons J. R. Labor and Administration. New York, 1913.

Commons J. R. Industrial Goodwill. New York, 1919.

Commons J. R. Legal Foundation of Capitalism. New York, 1924.

Commons J. R. Institutional Economics. New York, 1934.

Commons J. R. Myself. New York, 1934.

Commons J. R., *Andrews J. B.* Principles of Labor Legislation. New York and London, 1916.

Commons J. R., *Wisler W.*, *Haake A. P.* and *others.* Industrial Government. New York, 1921.

Coolidge M. R. Chinese Immigration. New York, 1909.

Coombs W. The Wages of Unskilled Labor in Manufacturing Industries in the United States, 1890-1924. New York, 1926.

Derber M. The American Idea of Industrial Democracy. 1865-1965. Urbana, 1970.

Destler Ch. M. American Radicalism. 1865-1901. New York, 1946.

Destler Ch. M. Henry Demarest Lloyd and the Empire of Reform. Philadelphia, 1963.

Dick W. M. Labor and Socialism in America. The Gompers Era. Port Washington (N.Y.), 1972.

Diggins J. F. Mussolini and Fascism. The View from America. Princeton, 1972.

Douglas P. Real Wages in the US. Boston—New York, 1930.

Dubofsky M. We Shall Be All. A History of the Industrial Workers of the World. Chicago, 1969.

Dubofsky M. When Workers Organize: New York City in the Progressive Era. Amherst, 1968.

Dubofsky M. Industrialism and American Worker. 1865-1920. New York, 1975.

Dubofsky M., *Theoharis A.*, *Smith D. M.* The United States in the Twentieth Century. New Jersey, 1978.

Ely R. T. The Labor Movement in America. New York, 1886.

Ely R. T. Social Aspects of Christianity and other Essays. New York, 1889.

Ely R. T. Monopolies and Trusts. New York, London, 1900.

Ely R. T. The World War and Leadership in a Democracy. New York, 1918.

Ely R. T. Ground under our Feet. An Autobiography. New York, 1938.

Erickson Ch. American Industry and the European Immigrant. 1860-1885. Cambridge, 1957.

Essays in Theory and History. Cambridge, 1970.

Fine N. Labor and Farmer Parties in the United States, 1828-1928. New York, 1928.

Foner Ph. The Fur and Leather Workers Union. Newark, 1950.

Foner Ph. Organized Labor and the Black Worker, 1619-1913. New York, 1974.

Foner Ph. History of the Labor Movement in the United States. Vls I-IV, New York, 1947-1965.

Foster W. Z. History of the Communist Party of the United States. New York, 1952.

Foster W. Z. Outline Political History of the Americas. New York, 1951.

Fox M. H. Peter E. Diets, Labor Priest. Notre Dame, 1953.

Fried A. Socialism in America. From the Shakers to the III International. A Documentary History. New York, 1970.

George H. The Condition of Labour: An Open Letter to Pope Leo XIII. London, 1891.

«Gompers», ed. by G. E. Stearn. Prentice-Hall, 1971.

Gompers S. American Labor and the War. New York, 1919.

Gompers S. Labor and the Common Welfare. New York, 1919.

Grob G. Workers and Utopia. A Study of Ideological Conflict in the American Labor Movement, 1865-1900. Evanston, 1961.

Glück E. John Mitchell. New York, 1971.

Handlin O. Race and Nationality in American Life. Boston, 1957.

Handler M. Cases and Materials on Labor Law. St. Paul, 1944.

Harvey R. H. Samuel Gompers. Champion of the Tilling Masses. Stanford Univ. Press (Calif.), 1935.

Hesseltine W. B. The Rise and Fall of Third Parties. Washington, 1948.

Higgins G. G. Voluntarism in Organized Labor in the United States. 1930-1940. Washington, 1944.

Hillquit M. Socialism in Theory and Practice. New York, 1909.

Hillquit M. Socialism Summed Up. New York, 1913.

Hillquit M. History of Socialism in the United States. New York, 1910.

Hofstadter R. Anti-Intellectualism in American Life. New York, 1964.

Hofstadter R. Social Darwinism in American Thought. New York, 1959.

Hourwich I. Immigration and Labor. The Economic Aspects of European Immigration to the United States. New York, 1912.

Hoxie R. F. Trade Unionism in the United States. New York, London, 1917.

Hughes R. The Giant Wakes: A Novel About Samuel Gompers. Los Angeles, 1950.

Hunter R. Poverty. New York, 1904.

Hunter R. Labor in Politics. New York, 1915.

Immigration and American History, ed. by H. S. Commager. Minneapolis, 1961.

Industrial Relations Research Association. Proceedings of the Third Annual Meeting. Dec. 1950. Madison, 1951.

Industrial Relations Research Association. Proceedings of the Fourteenth Annual Meeting, Dec. 1961. New York, 1962.

Jaffe J. F. Crusade Against Radicalism: New York during the Red Scare, 1914-1924. Washington, 1972.

Jensen V. H. Lumber and Labor. New York, 1945.
 Karson M. American Labor Unions and Politics 1900-1918. Carbondale, 1958.
 Kaufman S. B. Samuel Gompers and the Origins of the AFL, 1848-1896. Westport, 1973.
 Kipnis I. The American Socialist Movement, 1897-1912. New York, 1952.
 Kuzhynski J., Steinfeld M. Wages in Manufacturing Industries. 1899-1927. Washington, 1928.
 Laslett J. H. M. Labor and the Left. A Study of Socialist and Radical Influences in the American Labor Movement, 1881-1924. New York, 1970.
 Leiserson W. M. American Trade Union Democracy. New York, 1959.
 Lieberman E. Unions before the Bar. New York, 1950.
 Link A. S. Woodrow Wilson and the Progressive Era. New York, 1954.
 Long C. D. Wages and Earnings in the United States, 1860-1890. Princeton, 1960.
 Lorwin L. L. The American Federation of Labor. History, Policies and Prospects. Washington, 1933.
 Lum D. D. Philosophy of Trade Unions. Washington, s/d.
 Lundberg F. America's 60 Families. New York.
 Mandel B. Samuel Gompers. A Biography. Yellow Springs (Ohio), 1963.
 Mason A. L. The Organized Labor and the Law. New York, 1969.
 May H. F. Protestant Churches and the Industrial America. New York, 1949.
 McNeil G. E. The Labor Movement: The Problem of To-Day. Boston, 1887.
 Meyer D. The Protestant Search for Political Realism. Berkeley, 1960.
 Mitchell J. Organized Labor. Philadelphia, 1903.
 Montgomery D. Beyond Equality. Labor and the Radical Republicans, 1862-1872. New York, 1967.
 Montgomery D. Workers' Control in America: Studies in the History of Work, Technology and Labor Struggles. New York, 1979.
 Moore L. European Socialist and the American Promised Land. New York, 1970.
 Morris J. O. Conflict Within the AFL: a Study of Craft Versus Industrial Unionism, 1901-1938. Ithaca, 1958.
 Paths of American Thought. Ed. by Schlesinger A. M., Jr., M. White. Boston, 1963.
 Perlman M. Democracy in the International Association of Machinists. New York, 1962.
 Perlman M. The Machinists. Cambridge, 1961.
 Perlman M. Labor Union Theories in America. Evanston, 1958.
 Perlman S. A Theory of the Labor Movement. New York, 1928.
 Perlman S. A History of Trade Unionism in the United States. New York, 1922.
 Rader B. G. The Academic Mind and Reform. Lexington, 1966.
 Radosh R. American Labor and United States Foreign Policy. New York, 1969.
 Rauschenbusch W. Christianizing the Social Order. New York, 1912.

Rauschenbusch W. Christianity and Social Crises. New York, 1907.
 Reed L. S. The Labor Philosophy of Samuel Gompers. New York, 1930.
 Rosenblum G. Immigrant Workers: Their Impact on American Radicalism. New York, 1973.
 Saposs D. J. Left-Wing Unionism. New York, 1926.
 Selvin D. F. Sam Gompers—American Pioneer. New York, 1964.
 Shannon D. The Socialist Party of America. New York, 1955.
 Shannon F. A. Economic History of the People of the United States. New York, 1934.
 Sorge F. A. Labor Movement in the United States. West Port, 1977.
 Spargo J. Socialism. A Summary and Interpretation of Socialist Principles. New York, 1912.
 Studies in American Trade-Unionism, ed. by G. Hollender and G. Barnett. London, 1906.
 Suggs G. C., Jr. Colorado's War on Militant Unionism. James H. Peabody and the Western Federation of Miners. Detroit, 1972.
 Taft Ph. The American Federation of Labor in the Time of Gompers. New York, 1957.
 Taft Ph. The American Federation of Labor from the Death of Gompers to the Merger. New York, 1959.
 Taft Ph. Organized Labor in American History. New York, 1964.
 Thernstrom St. Poverty and Progress. Cambridge, 1964.
 Thorne F. C. Samuel Gompers—American Statesman. New York, 1957.
 Tompkins E. B. Anti-Imperialism in the United States: the Great Debate, 1890-1920. Philadelphia, 1970.
 Troy L. Trade Union Membership, 1897-1962. New York, 1965.
 Walling W. E. American Labor and American Democracy, Vls I-II. New York, 1926.
 Ware N. J. Labor in Modern Industrial Society. New York, 1935.
 Ware N. J. The Labor Movement in the United States. 1860-1895. New York, 1929.
 Webb S. and B. Industrial Democracy. London, 1897.
 Wilhelm Cl. L. William B. Wilson: the First Secretary of Labor. Ann Arbor, 1970.
 Wolman L. Ebb and Flow in Trade Unionism. New York, 1936.
 Wolman L. The Growth of American Unions. 1880-1923. New York, 1924.
 Woytinsky W. S. and ass. Employment and Wages in the United States. New York, 1953.
 Yellowitz I. Labor and Progressive Movement in New York State, 1897-1916. Ithaca, 1965.
 Yellowitz I. The Position of the Worker in American Industrial Society, 1865-1896. Englewood Cliffs, 1970.

INDEX DES NOMS

A

Adams, Ch. — P. 129.
Aldrich, N. — P. 52.
Aiken, G. R. — P. 291.
Aptheker, H. — P. 29.
Armour, J. — P. 128, 171.
Askew, P. — P. 245.
Astor. — P. 41.
Auerbach, G. S. — P. 16.

B

Baker, Ch. — P. 268.
Bakon, R. — P. 170.
Bakon, O. O. — P. 183, 184.
Barnard, K. — P. 161.
Barnes. — P. 111, 135-136.
Bartlett. — P. 183, 184.
Bauer, E. — P. 86.
Bedford. — P. 12.
Bell. — P. 12.
Belmont, A. — P. 129, 134.
Berger, V. — P. 151.
Beveridge, A. — P. 158.
Bimba, A. — P. 20.
Bismarck, O. — P. 210, 211, 222.
Blair. — P. 230.
Bliss, C. — P. 129, 161.
Borah, W. — P. 267.
Boyer, R. O. — P. 20.
Boyce, E. — P. 120, 125, 127.
Brandt, L. — P. 83.
Brissenden, P. F. — P. 235.
Browne, H. J. — P. 18, 276, 279.
Brooks, J. G. — P. 176.
Brody, D. — P. 69, 102, 103, 104, 145, 237.
Bruant, K. — P. 69, 144, 160.

Bryan, W. — P. 126, 162.
Buchanan, J. P. — P. 108.
Buchanan, F. — P. 182.
Burgman. — P. 217.
Burns, W. — P. 101, 109, 220.
Butler. — P. 161.

C

Cannon, J. — P. 145, 154, 168.
Carnegie, E. — P. 129.
Carroll, J. — P. 282.
Clayton. — P. 173, 181, 184-189.
Cleave, J. — P. 144.
Cleveland, G. — P. 108, 129.
Conlin. — P. 12.
Commons, J. R. — P. 8, 42, 62, 162, 197, 225, 226, 264.
Coolidge, M. — P. 228.
Crawford, J. A. — P. 123.
Crawford, T. J. — P. 103.
Creel, G. — P. 261, 262.
Crosby, T. — P. 245.
Cummin. — P. 217, 222.

F

Faherty, W. B. — P. 273.
Fink, G. M. — P. 69, 79.
Floyd. — P. 184.
La Follette, Robert. — P. 169, 185.
Fenton, Ed. — P. 227.
Foner, Ph. — P. 14, 20, 29, 30, 55, 61, 91, 104, 108, 110, 130, 156, 163, 200, 235, 244.
Foster, Ph. — P. 85, 95, 108, 109.
Foster, W. Z. — P. 36, 117.
Foran, M. — P. 224, 230.
Ford, J. — P. 180.

Fox, M. H. — P. 273.
Francis, D. — P. 265.
Fray, W. — P. 154.
Frey, J. — P. 260.
Frick, H. C. — P. 103, 292.
Furuseth, A. — P. 152, 244.

G

Galambos, L. — P. 204, 205.
Galenson, W. — P. 14.
Garretson, A. — P. 135.
Gary, E. — P. 128, 170.
Gibbons. — P. 193, 276, 277, 281.
Gitelman, H. M. — P. 67, 81.
George, Henry. — P. 276.
Glennon. — P. 281.
Glück, E. — P. 149.
Gold, J. — P. 236.
Golden, J. — P. 283.
Gould, les — P. 41.
Goldstein, D. — P. 284, 285.
Greenbaum, F. — P. 14, 69.
Griffen, Cl. — P. 273.
Grob, G. — P. 12, 13, 89, 90, 97, 104, 107, 113, 214.
Grubbs, F. L. — P. 259.
Gutman, H. G. — P. 16, 18, 273.
Gompers, Samuel. — P. 4, 5, 9, 11, 33, 60, 64, 67, 69, 70, 73, 82, 105, 134, 186, 232, 266, 267, 275, 280, 294.

H

Handler, M. — P. 147.
Hanna, M. — P. 128, 133.
Hall, G. — P. 298.
Hardman, J. B. — P. 10.
Harvey, J. 170.
Harvey, P. — P. 11, 133, 135, 170, 188, 265.
Harriman, F. — P. 135, 139.
Hendrickson, K. E. — P. 192, 198, 199.
Henry, G. — P. 88.
Heywood, W. — P. 120.
Higgins. — P. 69, 77.
Hillquit, M. — P. 9, 135, 137.
Hitchman. — P. 185.
Hofstadter, R. — P. 12, 33, 275.

Hopkins, A. J. — P. 162.
Hopkins, J. — 193.
Hourwich, J. — P. 216, 224, 236.

J

Jensen, B. B. — P. 178.
Jensen, V. H. — P. 55.
Jones, D. L. — P. 173, 183.

K

Karvordin, W. — P. 292.
Karson, M. — P. 18, 80, 143, 162, 173, 181, 496, 272, 278.
Kidd, Th. — P. 245.
Kipnis, I. — P. 12.
Kirby, J. M. — P. 143.
Keating, E. — P. 184.
Kelly-Wischnewetzky. — P. 43.
Keiser, J. — P. 274.
Kreft, E. — P. 245.

L

Landberg, F. — P. 262.
Labadie, J. A. — P. 108.
Laslett, J. — P. 14, 18, 19, 63, 71, 92, 98, 106, 107, 123, 155, 156, 253, 258.
Legien, M. — P. 4.
Leinenweber, Ch. — P. 15, 221.
Leiserson, W. — P. 77.
Lieberman, E. — P. 182.
Lincoln, A. — P. 224.
Lindsay, B. — P. 168.
Littlefield, Ch. — P. 145, 158.
Lénine, V. — P. 25, 34, 39, 45, 65, 201, 228, 232, 262, 267, 268, 271, 272, 288, 299.
Leon, De. — P. 97, 112.
Lennon, J. B. — P. 135, 172.
Lewis, J. — P. 184.
Lloyd, G. — P. 111.
Lloyd, H. D. — P. 98, 99, 119, 122, 126.
Long, D. — P. 52.
Lorwin, L. — P. 10, 59, 108, 257.
Lum, D. D. — P. 137.
Lynch, J. H. — P. 159, 160.

M

Mahoney. — P. 87.
 Maisel, R. — P. 260, 261.
 Mandel, B. — P. 65, 82, 98, 106, 119, 151, 161, 217.
 Marshall, A. — P. 51.
 Marx, K. — P. 22, 24, 25, 26, 28, 30, 31, 35, 37, 38, 39, 40, 54, 66, 67, 74, 95, 115, 176, 220, 275.
 Mason, A. T. — P. 189.
 Mathews, Sh. — P. 289.
 Matz, N. — P. 286-287.
 May, H. — P. 18.
 Meany, G. — P. 4.
 Mehring, F. — P. 221.
 Mendelson, L. — P. 101.
 Meyer, D. — P. 273.
 Meyer, S. — P. 5.
 Montgomery, D. — P. 16, 17, 62, 237.
 Mills, Ch. Wright. — P. 205.
 Mitchell, J. — P. 79, 130, 131, 132, 181, 218, 226.
 Moore, Ch. — P. 130.
 Moore, Ed. — P. 245.
 Morais, H. — P. 20.
 Morgan, les — P. 139, 142.
 Morgan, J. P. — P. 129, 146, 169, 171, 287.
 Morgan, T. — P. 94, 111, 113, 117, 123, 126, 139, 222, 223.
 Morgan, J. T. — P. 289.
 Morrison. — P. 218.
 Most. — P. 46.
 Munsley, F. — P. 170.
 Muray, W. — P. 160.

N

Nealy. — P. 182.
 Nearing, S. — P. 51.
 Nelson. — P. 185.
 Nicolas, Th. D. — P. 157.

O

O'Connel, J. — P. 122, 135, 172.
 O'Connel, W. — P. 281, 284.
 O'Donnell, H. — P. 104.
 O'Leary. — P. 277.

P

Parker, O. — P. 185.
 Parry, D. M. — P. 132, 143, 144.
 Peabody, J. H. — P. 287.
 Peabody, F. C. — P. 289.
 Perkins, G. — P. 170.
 Perlman, S. — P. 61, 68, 162, 278.
 Pinkerton, A. — P. 119.
 Plékhanov, G. V. — P. 74, 88, 238.
 Por, O. — P. 202.
 Post, L. — P. 212.
 Potter, G. G. — P. 293-294.
 Powderly, T. — P. 108, 276.
 Pratt, W. — P. 292.
 Preston, Th. S. — P. 277.
 Pringle, J. — P. 162.
 Pullman, J. — P. 108.

R

Radosch, R. — P. 202, 260, 261, 265, 266.
 Rader, B. G. — P. 193.
 Rauschenbusch, W. — P. 288-290.
 Reid. — P. 104, 105.
 Reed, L. S. — P. 68.
 Repas, R. — P. 273.
 Rockefeller, J. — P. 178-180.
 Roosevelt, F. — P. 68, 295.
 Roosevelt, Th. — P. 140, 150, 154, 158, 296.
 Root, E. — P. 158.
 Rogin, M. — P. 69, 76, 79, 114.
 Rossi. — P. 203.
 Russell, Ch. — P. 168.
 Ruthenberg, Ch. — P. 259, 268.
 Ryan, T. F. — P. 170.
 Ryan, J. — P. 194, 282.

S

Sanial, L. — P. 91, 92, 94.
 Saposs, D. — P. 68, 231, 273.
 Simons, A. M. — P. 9.
 Schachter, J. — P. 212.
 Schannon, D. — P. 12.
 Schlesinger, A. — P. 12, 72.
 Schlüter, H. — P. 25, 38, 91.

Schmidt, C. — P. 35.
 Schmidt, J. — P. 184, 264.
 Scott, les — P. 41.
 Seligman, E. — P. 129.
 Shannon, F. Ch. — P. 229.
 Shaffer, T. — P. 146.
 Sherman. — P. 149, 153, 181, 183, 187.
 Schirmer, D. B. — P. 242.
 Sombart, W. — P. 74.
 Sorge, F. — P. 5, 25, 35, 37, 40, 41, 45, 96, 115, 140, 221.
 Spalding, L. — P. 282, 283.
 Spargo, J. — P. 9.
 St. John, Vincent. — P. 135.
 Steinfeld, M. — P. 55.
 Steffens, L. — P. 168.
 Steelman, J. — P. 170.
 Stelzle, Ch. — P. 289, 290, 295, 296, 297.
 Stokes, J. — P. 191.
 Stone, W. — P. 225.
 Strange, W. — P. 281, 282, 284.
 Strasser, A. — P. 5, 33, 217.
 Swinton, J. — P. 121, 211, 222, 223.
 Swift, L. F. — P. 128.
 Suggs, G. — P. 273.

T

Taubeneck, H. — P. 126.
 Taft, Ph. — P. 67, 85, 89, 162, 211.
 Taft, W. — P. 129, 147, 158, 161, 162, 169, 172, 189.

Thernstrom, St. — P. 16, 18, 28, 52.
 Thompson, E. — P. 16.
 Thorne, F. — P. 233, 254, 255, 263.
 Thorne, W. — P. 96, 225.
 Tobin, D. — P. 253.
 Turner, F. — P. 27, 28.

W

Waite, D. — P. 126.
 Wagenknecht, A. — P. 268.
 Walker, R. — P. 176.
 Wallace, Ed. — P. 76.
 Walling, W. — P. 9.
 Walsh, F. — P. 135.
 Ware, N. — P. 83.
 Watson, J. — P. 154, 158.
 Weaver, J. — P. 126.
 Webb. — P. 184, 194.
 Weihe, W. — P. 102.
 Weinstein, J. — P. 14.
 Weinstock, H. — P. 135.
 Weeks, J. — P. 52.
 Weydemeyer, J. — P. 5, 6.
 Wickman, M. — P. 292.
 Wilhelm, C. L. — P. 124, 157.
 Williams, A. R. — P. 268.
 Wilson, W. B. — P. 157, 171, 172, 179, 184, 286.
 Wolman, L. — P. 42, 46, 54, 56, 60, 151.
 Wolling, W. — P. 9, 51, 192.
 Wood, L. — P. 253.
 Woytinsky, W. S. — P. 11, 57, 58, 177.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	3
Les particularités du développement du capitalisme et du mouvement ouvrier américain	22
L'A.F.L., groupement d'unions corporatives d'ouvriers qualifiés	50
La lutte de deux tendances dans les trade-unions des Etats-Unis	81
La tactique de l'A.F.L. dans les années du réformisme bourgeois	138
La « démocratie industrielle » et le corporatisme dans le programme de Samuel Gompers	190
Le trade-unionisme et l'immigration ouvrière aux Etats-Unis	208
La politique extérieure de l'A.F.L.	242
L'influence des Eglises catholique et protestante sur la formation de l'idéologie et de la politique de l'A.F.L.	271
Postface	298
Bibliographie	300
Index des noms	308

С. М. АСКОЛЬДОВА

Формирование идеологии американского тредюнионизма

На французском языке